

**Assemblée générale**

Distr. générale  
22 février 2017  
Français  
Original : anglais

**Soixante et onzième session**  
Point 149 de l'ordre du jour  
**Aspects administratifs et budgétaires du financement**  
**des opérations de maintien de la paix des Nations Unies**

**Rapport d'ensemble sur le financement des opérations  
de maintien de la paix des Nations Unies : exécution  
des budgets de l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2015  
au 30 juin 2016 et budgets pour l'exercice  
allant du 1<sup>er</sup> juillet 2017 au 30 juin 2018**

**Rapport du Secrétaire général**

**Table des matières**

	<i>Page</i>
Abréviations. . . . .	5
I. Introduction . . . . .	7
II. Regard sur l'avenir . . . . .	9
III. Renforcement des moyens à l'appui de solutions politiques efficaces . . . . .	13
IV. Mise à disposition du personnel civil et militaire indispensable à l'exécution des mandats dans des conditions difficiles et dangereuses . . . . .	18
V. Protection des civils et exécution des mandats relatifs aux droits de l'homme . . . . .	23
VI. Engager un dialogue responsable avec les pays hôtes et encourager le respect du principe consistant « à ne pas nuire » . . . . .	26
VII. Établissement de nouveaux partenariats avec des organisations et des mécanismes régionaux et sous-régionaux et renforcement des partenariats existants . . . . .	29
VIII. Fourniture d'un appui efficace et rationnel aux missions . . . . .	31
IX. Ressources financières et humaines . . . . .	39
X. Établissement du budget et gestion financière . . . . .	51
XI. Ressources demandées pour l'exercice allant du 1 <sup>er</sup> juillet 2017 au 30 juin 2018 . . . . .	63



XII.	Suite donnée aux demandes formulées par l'Assemblée générale dans sa résolution <a href="#">70/286</a> et initiatives en matière de gestion. ....	76
A.	Questions relatives au personnel. ....	76
B.	Besoins opérationnels. ....	82
XIII.	Exécution des budgets de l'exercice allant du 1 <sup>er</sup> juillet 2015 au 30 juin 2016. ....	92
XIV.	Décisions que l'Assemblée générale est invitée à prendre. ....	94
Annexes		
I.	Décisions prises et demandes formulées par l'Assemblée générale dans sa résolution 70/286 du 17 juin 2016 relative aux aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies : questions transversales. ....	95
II.	Analyse des prévisions de dépenses pour l'exercice allant du 1 <sup>er</sup> juillet 2017 au 30 juin 2018. ....	115
III.	Analyse de l'exécution des budgets de l'exercice allant du 1 <sup>er</sup> juillet 2015 au 30 juin 2016. ....	130
IV.	État du Fonds de réserve pour le maintien de la paix au 30 juin 2016. ....	146
V.	Gestion du matériel appartenant aux contingents et sommes dues aux pays qui fournissent des contingents et des unités de police constituées. ....	147
VI.	Indemnisation en cas de décès ou d'invalidité. ....	151
VII.	Activités de lutte antimines prévues pour l'exercice 2017/18. ....	154
VIII.	Opérations aériennes. ....	157
IX.	Systèmes de drones aériens utilisés dans les missions de maintien de la paix : déploiements actuels et prévus. ....	162
X.	Activités programmatiques et projets à effet rapide. ....	163
XI.	Initiatives transversales communes à toutes les opérations de maintien de la paix. ....	165
XII.	Suite donnée par le Secrétaire général aux recommandations du Groupe indépendant de haut niveau chargé d'étudier les opérations de paix. ....	171
XIII.	Bureau régional d'achat d'Entebbe (Ouganda). ....	182
XIV.	Exécution du budget du Centre de services régional d'Entebbe (Ouganda) pour l'exercice allant du 1 <sup>er</sup> juillet 2015 au 30 juin 2016. ....	198

## Résumé

Conformément à la résolution 59/296 de l'Assemblée générale, le présent rapport offre une vue d'ensemble des aspects budgétaires et administratifs du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies. On y trouve un récapitulatif de l'exécution des budgets de ces opérations pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2015 au 30 juin 2016, les projets de budget pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2017 au 30 juin 2018 et des informations sur l'état du Fonds de réserve pour le maintien de la paix, conformément à la résolution 49/233 A.

Le rapport contient également des informations sur la suite donnée aux décisions et demandes formulées par l'Assemblée générale dans sa résolution 70/286 concernant des questions transversales, y compris les demandes et recommandations qui figurent dans le rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/70/742) et ont été approuvées par l'Assemblée générale.

Pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2015 au 30 juin 2016, le montant total des dépenses s'est établi à 8 017,4 millions de dollars, alors que le montant approuvé était de 8 296,6 millions de dollars, hors contributions volontaires en nature budgétisées, comme indiqué dans le tableau ci-dessous.

### Exécution des budgets : ressources financières

(En millions de dollars des États-Unis)

	1 <sup>er</sup> juillet 2015-30 juin 2016		Écart	
	Montant alloué <sup>a</sup>	Dépenses <sup>b</sup>	Montant	Pourcentage
<i>Composante maintien de la paix</i>				
Missions	7 892,9	7 614,4	278,5	3,5
Centre de services mondial	67,2	67,1	0,1	0,1
Compte d'appui aux opérations de maintien de la paix <sup>c</sup>	336,5	335,9	0,6	0,2
<b>Total partiel</b>	<b>8 296,6</b>	<b>8 017,4</b>	<b>279,2</b>	<b>3,4</b>
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	4,6	2,8	1,8	39,1
<b>Total</b>	<b>8 301,2</b>	<b>8 020,2</b>	<b>281,0</b>	<b>3,4</b>

<sup>a</sup> Dont les crédits approuvés d'un montant de 35,6 millions de dollars pour le Centre de services régional d'Entebbe (Ouganda).

<sup>b</sup> Dont des dépenses d'un montant de 29,8 millions de dollars au titre du Centre de services régional d'Entebbe (Ouganda).

<sup>c</sup> Dont des dépenses d'un montant de 31,3 millions de dollars relatives au projet de progiciel de gestion intégré et les dépenses d'un montant de 0,82 million de dollars relatives à la sécurité des systèmes informatiques.

Pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2015 au 30 juin 2016, les crédits demandés pour le Centre de services régional d'Entebbe (Ouganda) (35,6 millions de dollars) figuraient dans les budgets approuvés des missions et des opérations d'appui qu'il desservait, conformément à la résolution 64/269 de l'Assemblée générale. À compter du 1<sup>er</sup> juillet 2016, les crédits demandés au titre du Centre de services régional sont directement inscrits dans les projets de budget du Centre, conformément aux résolutions 69/307 et 70/289.

L'exécution du budget du Centre de services régional d'Entebbe pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2015 au 30 juin 2016 est présentée dans l'annexe XIV.

Les prévisions de dépenses des opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2017 au 30 juin 2018 sont estimées à 7 971,6 millions de dollars, ce qui représente une augmentation nette de 82,7 millions de dollars par rapport au montant approuvé pour l'exercice 2016/17, qui était de 7 888,9 millions de dollars (voir tableau ci-après).

### Financement nécessaire

(En millions de dollars des États-Unis)

<i>Composante maintien de la paix</i>	<i>Montant alloué (1<sup>er</sup> juillet 2016- 30 juin 2017)</i>	<i>Dépenses prévues (1<sup>er</sup> juillet 2017- 30 juin 2018)</i>	<i>Variation</i>	
			<i>Montant</i>	<i>Pourcentage</i>
Missions	7 439,4	7 506,5	67,1	0,9
Centre de services régional d'Entebbe <sup>a</sup>	39,2	37,3	(1,9)	(4,8)
Centre de services mondial	82,9	88,3	5,4	6,5
Compte d'appui aux opérations de maintien de la paix <sup>b</sup>	327,4	339,5	12,1	3,7
<b>Total partiel</b>	<b>7 888,9</b>	<b>7 971,6</b>	<b>82,7</b>	<b>1,0</b>
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	4,8	1,2	(3,6)	(75,0)
<b>Total</b>	<b>7 893,7</b>	<b>7 972,8</b>	<b>79,1</b>	<b>1,0</b>

<sup>a</sup> Dont un montant de 741 400 dollars au titre du Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Soudan et le Soudan du Sud, du Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs, du Groupe de contrôle pour la Somalie et l'Érythrée, du BRENUAC, de la MANUSOM, du BNUUA et du Bureau du Conseiller spécial du Secrétaire général pour la prévention des conflits, y compris au Burundi, pour l'exercice 2016/17, qui sera financé au moyen des crédits ouverts par l'Assemblée générale dans sa résolution 70/249 A à C, au chapitre 3 (Affaires politiques) du budget-programme pour l'exercice biennal 2016-2017.

<sup>b</sup> Tient compte des ressources nécessaires : pour le projet de progiciel de gestion intégré (16,8 millions de dollars pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2016 au 30 juin 2017 et 25,0 millions de dollars pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2017 au 30 juin 2018); pour la sécurité des systèmes informatiques (0,8 millions de dollars pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2016 au 30 juin 2017 et 0,8 millions de dollars pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2017 au 30 juin 2018); pour le dispositif de prestation de services centralisée (0,9 millions de dollars pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2017 au 30 juin 2018), en application de la résolution 71/272 de l'Assemblée générale.

Dans sa résolution 69/273, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de créer officiellement le Bureau régional d'achat à Entebbe (Ouganda) et de le rattacher à la Division des achats du Département de la gestion du Secrétariat. Pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2017 au 30 juin 2018, des prévisions de dépenses d'un montant de 2,4 millions de dollars au titre du Bureau sont inscrites dans les budgets des missions et des opérations d'appui qu'il dessert.

Les décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre sont énoncées au chapitre XIV du présent rapport.

## Abréviations

AMISOM	Mission de l'Union africaine en Somalie
BANUS	Bureau d'appui des Nations Unies en Somalie
BINUGBIS	Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau
BNUUA	Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine
BRENUAC	Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale
FINUL	Force intérimaire des Nations Unies au Liban
FISNUA	Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei
FNUOD	Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement
FORPRONU	Force de protection des Nations Unies
IPSAS	Normes comptables internationales pour le secteur public
MANUA	Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan
MANUI	Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq
MANUL	Mission d'appui des Nations Unies en Libye
MANUSOM	Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie
MENUB	Mission électorale des Nations Unies au Burundi
MINUAD	Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour
MINUAUCE	Mission des Nations Unies pour l'action d'urgence contre l'Ebola
MINUK	Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo
MINUL	Mission des Nations Unies au Libéria
MINURCA	Mission des Nations Unies en République centrafricaine
MINURCAT	Mission des Nations Unies en République centrafricaine et au Tchad
MINURSO	Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental
MINUS	Mission des Nations Unies au Soudan
MINUSCA	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine
MINUSMA	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali
MINUSS	Mission des Nations Unies au Soudan du Sud

MINUSTAH	Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti
MONUIK	Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït
MONUSCO	Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo
ONUB	Opération des Nations Unies au Burundi
ONUCI	Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire
ONUST	Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve
UNFICYP	Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre
UNMOGIP	Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan
UNOPS	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets
UNOWA	Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique de l'Ouest
UNSOA	Bureau d'appui de l'ONU pour la Mission de l'Union africaine en Somalie

## I. Introduction

1. Conformément à la résolution 59/296 de l'Assemblée générale, le présent rapport offre un aperçu global des aspects budgétaires et administratifs du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies. On y trouve un récapitulatif de l'exécution des budgets de ces opérations pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2015 au 30 juin 2016, des projets de budget pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2017 au 30 juin 2018 et de l'état du Fonds de réserve pour le maintien de la paix.

2. Le rapport d'ensemble sur le financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies présenté par le Secrétaire général à l'Assemblée générale à sa soixante-dixième session (A/70/749) avait été restructuré de manière à être axé sur les nouvelles évolutions et contenait davantage de données analytiques sur les principaux inducteurs de coûts et les initiatives transversales. Dans sa résolution 70/286 (par. 12), l'Assemblée a accueilli avec satisfaction le nouveau format du rapport et a souhaité que des progrès continuent d'être faits à cet égard.

### Contexte mondial des opérations de maintien de la paix

3. Le nombre de conflits en cours dans le monde, en particulier de conflits internes, est en augmentation. Pour la première fois en 10 ans, le nombre d'attaques perpétrées contre des civils, en particulier des femmes, des jeunes et des enfants, a augmenté, du fait notamment de la montée de l'extrémisme violent. En 2016, plus de 65 millions de personnes dans le monde ont été déplacées de force, ce qui fait peser un lourd fardeau sur les pays hôtes et met à mal les ressources dont disposent les organismes humanitaires pour leur venir en aide. La complexité de bon nombre des conflits armés en cours laisse peu de chance à la possibilité d'un règlement politique. La plupart résultent de différends anciens et sont régulièrement ponctués de flambées de violence à grande échelle. Ils montrent que la frontière est floue entre la notion de conflit interétatique et celle de conflit intra-étatique, et que le chemin qui mène à la paix est tortueux.

4. La complexité inhérente aux processus politiques est exacerbée, pour certaines missions, par la réticence des gouvernements hôtes qui entrave un peu plus l'exécution des mandats. La prolifération de groupes armés non étatiques et la menace grandissante que constitue l'extrémisme violent contribuent à instaurer des conditions défavorables au déploiement de missions de maintien de la paix, dans lesquelles des Casques bleus perdent la vie et qui mettent en lumière le fossé qui existe entre les attentes et les moyens déployés. De janvier à décembre 2016, le nombre d'attaques perpétrées contre des soldats de la paix est resté élevé : le bilan est de 32 morts et 106 blessés. Dans de telles conditions, il est particulièrement difficile d'assurer la protection des civils, dont les besoins comme les attentes sont considérables.

5. Bien que de nombreuses opérations de maintien de la paix concourent à consolider la paix et la sécurité dans les situations d'après conflit, certaines continuent de se heurter à des obstacles du fait de processus politiques fragiles, voire inexistants. Les désaccords de la communauté internationale sur les solutions

<sup>0</sup> Source : Voir <http://www.unhcr.org/fr/aperçu-statistique.html>.

politiques à apporter aux conflits entravent également les activités des missions. Dans ce contexte, l'ONU doit montrer la voie et faire preuve d'esprit d'initiative et de détermination pour faire progresser les processus politiques et mobiliser des partenaires et l'ensemble de la communauté internationale. Les missions opérant dans des contextes de plus en plus difficiles et incertains, l'ONU s'emploie à revoir la façon dont elles sont planifiées et menées, pour les déployer plus rapidement et les rendre plus efficaces, plus responsables envers les populations auxquelles elles viennent en aide et davantage à l'écoute de leurs besoins.

**Suite donnée par le Secrétaire général aux recommandations du Groupe indépendant de haut niveau chargé d'étudier les opérations de paix**

6. Dans son rapport, intitulé « Unissons nos forces pour la paix : privilégions la politique, les partenariats et l'action en faveur des populations » ([A/70/95-S/2015/446](#)), le Groupe indépendant de haut niveau chargé d'étudier les opérations de paix a constaté que, s'agissant de la planification et de la gestion des opérations de paix, l'Organisation connaissait des difficultés liées notamment au fait que ses structures institutionnelles, de gouvernance et de financement étaient cloisonnées. Le même message ressort du rapport du Groupe consultatif d'experts chargé de l'examen du dispositif de consolidation de la paix ([A/69/968-S/2015/490](#)) et de l'étude mondiale sur l'application de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité contenue dans le rapport du Secrétaire général sur les femmes et la paix et la sécurité ([S/2015/716](#)).

7. En 2015, en réponse aux nombreuses recommandations formulées par le Groupe indépendant de haut niveau, le Secrétaire général, dans son rapport sur l'avenir des opérations de maintien de la paix des Nations Unies ([A/70/357-S/2015/682](#)), a présenté un plan d'action s'articulant autour de trois piliers d'engagement :

- a) Un nouvel élan donné à la politique, à la prévention et à la médiation;
- b) Des partenariats plus solides entre acteurs régionaux et mondiaux;
- c) La recherche de nouveaux moyens de préparer et de conduire des opérations de paix des Nations Unies afin de les rendre plus rapides, plus réactives et plus responsables vis-à-vis des besoins des pays et des personnes en situation de conflit.

8. Tout au long de 2016, le Secrétaire général a fait progresser la mise en œuvre des initiatives qu'il avait présentées au titre de son plan d'action pour les opérations de paix. Parmi les domaines qui ont connu d'importantes avancées figurent le recentrage sur la prévention et les stratégies politiques en matière de protection des civils, notamment grâce à un meilleur dialogue avec les pays fournisseurs de contingents et le Conseil de sécurité; l'élaboration de normes et de procédures visant à éradiquer les cas d'exploitation et d'atteintes sexuelles et tout autre acte répréhensible; l'élaboration et l'adoption de mesures administratives permanentes applicables en cas de crise ou d'urgence; l'élaboration de procédures en matière de planification et de renforcement de la constitution stratégique des forces et de planification des moyens; et la consolidation du partenariat entre l'ONU et l'Union africaine.



9. En réponse à la demande formulée par l'Assemblée générale dans sa résolution 70/286 (par. 7), l'annexe XII du présent rapport contient des informations sur l'état actuel de l'application du plan d'action établi par le Secrétaire général comme suite aux recommandations du Groupe indépendant de haut niveau chargé d'étudier les opérations de paix.

## II. Regard sur l'avenir

### Paix et sécurité : vers une Organisation plus efficace

10. En 2017, le Secrétaire général, António Guterres, a annoncé qu'il se donnait pour priorité de réformer la stratégie de l'ONU en matière de paix et de sécurité et de réorganiser le mode de fonctionnement et la structure de l'Organisation dans ce domaine. Le Secrétaire général cherchera des moyens d'améliorer les procédures et les structures de l'Organisation afin de rendre les entités du système des Nations Unies dont les activités relèvent du pilier « paix et sécurité » plus efficaces, et de mieux coordonner ces activités avec celles des autres piliers du Secrétariat. À cette fin, le Secrétaire général a créé une équipe d'évaluation interne chargée d'examiner les recommandations relatives à la restructuration des activités en matière de paix et de sécurité contenues notamment dans les trois rapports évoqués au paragraphe 6 ci-dessus. L'équipe doit formuler des solutions ayant pour objet d'améliorer le fonctionnement du pilier « paix et sécurité » et présenter des recommandations en la matière au Secrétaire général en juin 2017 au plus tard, afin qu'il puisse engager des consultations avec les États Membres et les entités concernées.

11. Le Secrétaire général compte collaborer avec les États Membres aux fins d'établir des propositions visant à améliorer, selon qu'il conviendra, l'efficacité du Secrétariat de l'ONU dans le domaine de la paix et de la sécurité. En attendant, il a pris des mesures qui sont de son ressort pour réduire les obstacles structurels qui entravent la bonne exécution des fonctions ayant trait à la paix et à la sécurité. Il a notamment donné pour instruction aux divisions régionales du Département des opérations de maintien de la paix et du Département des affaires politiques du Secrétariat et à l'équipe du Département de l'appui aux missions présente au Bureau d'appui des Nations Unies en Somalie de partager les mêmes locaux afin de favoriser une prise de décisions concertée et plus efficace. Il a en outre prié ces trois départements de trouver des moyens de coopérer plus étroitement sur les questions suivantes : a) les pays en transition; b) le renforcement de la coordination régionale entre les opérations de maintien de la paix et les missions politiques spéciales déployées dans la même région en vue d'exploiter au mieux les compétences de chacune; et c) le renforcement des mécanismes consultatifs ordinaires et des mécanismes conjoints existants en vue d'harmoniser les activités des diverses composantes du pilier « paix et sécurité ».

12. Le Secrétaire général estime qu'il est crucial d'améliorer la circulation de l'information, la perception de la situation et la gestion des crises pour rendre les activités de l'ONU plus efficaces. À cette fin, la structure et les procédures du Secrétariat de l'Organisation devront être repensées. Les États Membres recevront des propositions à ce sujet en temps voulu; le Secrétaire général a d'ores et déjà pris des mesures pour améliorer les procédures de gestion de l'information et a demandé

que le Centre des Nations Unies pour les opérations et la gestion des crises soit placé sous l'autorité directe du Sous-Secrétaire général à la coordination stratégique, qui relève de son cabinet.

13. Le Centre des Nations Unies pour les opérations et la gestion des crises, dispositif interdépartemental mis en place en 2013 au Secrétariat de l'ONU où il fonctionne 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, sert de plateforme d'échange d'information sur les questions opérationnelles et les crises. Il fournit aux hauts responsables de l'Organisation des éléments d'information leur permettant de mieux apprécier une situation et de mieux gérer les crises. Actuellement, le Centre est dirigé par le Chef du Centre de situation, qui relève du Département des opérations de maintien de la paix. Il est doté d'un personnel venant de divers départements et bureaux du Secrétariat, principalement le Département des opérations de maintien de la paix et celui de l'appui aux missions, mais également le Département de la sûreté et de la sécurité, le Département des affaires politiques, le Département de la gestion, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires et le Département de l'information, ainsi que d'autres entités de l'ONU, à savoir le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Le Centre des Nations Unies pour les opérations et la gestion des crises continuera de bénéficier de certains arrangements pour mener à bien ses activités, notamment des détachements et des prêts de personnel. Les dispositions révisées concernant le rattachement hiérarchique du Centre n'auront pas d'incidence sur l'appui qu'il fournit aux opérations de maintien de la paix dans les domaines de la perception de la situation, de la gestion des crises et de la communication avec les hauts responsables. Le Secrétaire général a demandé au Directeur du Centre de commencer à travailler sur une feuille de route détaillée en vue de faire du Centre une véritable plateforme intégrée de gestion de l'information et des crises. Le Secrétaire général tiendra les États Membres informés des évolutions en la matière, et, s'il y a lieu, de nouvelles dispositions seront présentées à l'Assemblée générale pour approbation.

#### **Priorités du Secrétaire général concernant les opérations de maintien de la paix pour l'exercice 2017/18**

14. Les priorités concernant les opérations de maintien de la paix pour le prochain exercice sont les suivantes :

- a) Renforcement des moyens à l'appui de solutions politiques efficaces;
- b) Mise à disposition du personnel civil et militaire indispensable à l'exécution des mandats dans des conditions difficiles et dangereuses;
- c) Protection des civils et exécution des mandats relatifs aux droits de l'homme;
- d) Dialogue responsable avec les pays hôtes et respect du principe consistant à « ne pas nuire »;
- e) Conclusion de nouveaux partenariats avec des organisations et des mécanismes régionaux et sous-régionaux et renforcement des partenariats existants;
- f) Fourniture d'un appui efficace et rationnel aux missions.

### **Renforcement des moyens à l'appui de solutions politiques efficaces**

15. L'objectif final du maintien de la paix est d'aider les pays à instaurer une paix durable. Pour ce faire, les opérations de maintien de la paix doivent recentrer leur attention sur les moyens civils dont ils ont besoin pour mener des activités efficaces qui tiennent compte des populations et pour procéder à des analyses et des évaluations plus concertées en vue de trouver des solutions politiques. Il convient d'être à l'écoute des populations et de tenir compte des réalités locales pour mieux planifier le mandat des opérations et définir leur calendrier en fonction des besoins sur le terrain. Par ailleurs, des stratégies doivent être élaborées pour orienter l'action de chaque mission tout au long de son mandat. Celles-ci doivent notamment s'appuyer sur la prévention des conflits et la promotion de la médiation, des bons offices et de la transition politique et être assorties dès le départ d'un programme ambitieux de consolidation de la paix. En outre, lorsque le mandat l'exige, elles doivent fournir un appui adéquat aux activités de programme menées en coordination avec les équipes de pays, être dotées d'un plan visant à renforcer l'autorité de l'État et apporter un appui sans faille à la formation et au renforcement des capacités des institutions nationales.

### **Mise à disposition du personnel civil et militaire indispensable à l'exécution des mandats lorsque les conditions sont difficiles et dangereuses**

16. Compte tenu des conditions de plus en plus dangereuses et difficiles dans lesquelles les opérations de paix sont déployées, il est indispensable de doter celles-ci des outils et des moyens nécessaires à l'exécution de leur mandat. À cette fin, il faut notamment assurer une coordination préalable avec les pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police pour faire en sorte qu'ils fournissent des effectifs suffisants pour répondre aux normes et aux besoins de l'ONU et qu'ils les déploient plus rapidement. De leur côté, les opérations de maintien de la paix devront mettre en place des dispositifs pour faciliter le déploiement rapide et la mobilité du personnel militaire et civil, se doter des moyens logistiques et des outils de mesure des résultats nécessaires et développer leurs activités de formation. Elles devraient également consacrer des activités et des ressources à la protection et à la sécurité du personnel de maintien de la paix, notamment en préparant ce dernier à la gestion des crises, en veillant à avoir une meilleure perception de la situation et à améliorer le dispositif encadrant les renseignements relatifs au maintien de la paix, et en établissant des normes médicales et des protocoles en matière d'évacuation sanitaire primaire. L'innovation et le recours aux technologies doivent aussi être favorisés de manière à rendre les missions plus rapides et plus efficaces.

### **Protection des civils et exécution des mandats relatifs aux droits de l'homme**

17. Tout en étant conscientes des limites de leur action, les opérations de maintien de la paix doivent s'employer énergiquement à assurer une protection efficace des populations civiles. La protection des civils et des droits de l'homme est et doit rester au cœur de leur action; ce mandat doit toutefois être exécuté de façon réaliste et être ancré dans une stratégie politique plus large qui mobilise l'ensemble de la mission et s'inscrit dans une démarche intégrée à l'échelle de l'Organisation. Il s'agit de mettre en œuvre des stratégies de protection qui reflètent une approche ambitieuse et coordonnée de la protection. Pour ce faire, il conviendra de mieux évaluer et

analyser les menaces qui font obstacle à la protection, d'en rendre mieux compte et de continuer à mettre l'accent sur la planification de scénarios et la formation du personnel, en particulier du personnel en tenue.

**Dialogue responsable avec les pays hôtes et respect du principe consistant à « ne pas nuire »**

18. La tenue d'un dialogue constructif avec les pays hôtes est déterminante pour la réussite des opérations de maintien de la paix. Ces dernières devraient, dans une démarche à l'échelle de la mission, faire participer les communautés auxquelles elles viennent en aide à leurs activités plutôt que de se contenter de les informer ou de les consulter, de manière à mieux répondre à leurs besoins. Il est essentiel de nouer un bon dialogue avec les communautés et de s'attacher rigoureusement à « ne pas nuire » pour que la mission se déroule dans le respect de tous et qu'elle laisse derrière elle une empreinte positive. Ces principes devraient être appliqués tant sur le plan politique que sur le plan opérationnel, notamment lors de la négociation et de l'adoption de contrats avec le gouvernement des pays hôtes.

19. Les deux aspects majeurs d'une présence responsable et d'une empreinte positive sont la protection de l'environnement et la lutte contre l'exploitation et les atteintes sexuelles. Les missions de maintien de la paix ont besoin de soutien pour mettre en place des procédures environnementales qui ont une empreinte minimale tout en améliorant la production d'électricité, l'approvisionnement en eau, le traitement des eaux usées et l'élimination des déchets. Pour lutter contre l'exploitation et les atteintes sexuelles, il est impératif de renforcer les capacités des missions de maintien de la paix pour leur permettre de prévenir de tels actes ou d'intervenir de façon adéquate lorsqu'ils se produisent.

**Conclusion de nouveaux partenariats avec des organisations et des mécanismes régionaux et sous-régionaux et renforcement des partenariats existants**

20. Les dynamiques régionales ont une influence sur le déroulement des opérations de paix des Nations Unies et continueront d'en avoir sur la situation dans la Corne de l'Afrique, dans la région des Grands Lacs, en Afrique de l'Ouest et du Centre, ainsi qu'au Moyen-Orient. Il demeure essentiel de renforcer les partenariats établis avec des organisations et des mécanismes régionaux et sous-régionaux dans des domaines stratégiques et opérationnels en vue de planifier toutes les étapes des opérations de paix et de leur fournir un appui tout au long de leur mandat.

21. Le Secrétaire général juge prioritaire la coopération en matière de paix et de sécurité; les opérations de maintien de la paix doivent donc, non seulement prendre l'habitude de collaborer avec d'autres partenaires, mais aussi s'efforcer d'exploiter au mieux leur complémentarité. Elles devraient, en particulier, consolider leurs partenariats stratégiques et opérationnels avec l'Union africaine, l'Union européenne et d'autres organisations et mécanismes régionaux et sous-régionaux et, avec l'autorisation du Conseil de sécurité, apporter à ces partenaires l'appui dont ils ont besoin pour remplir leur mission.

### **Fourniture d'un appui efficace et rationnel aux missions**

22. Le Secrétariat de l'ONU est déterminé à fournir aux missions un appui plus rapide, plus rationnel, plus efficace et plus responsable, afin de permettre à l'Organisation de se recentrer sur sa mission principale, à savoir négocier, promouvoir et maintenir la paix.

23. Le Siège de l'Organisation et ses centres de services régionaux et mondiaux doivent s'attacher à améliorer et à renforcer l'appui qu'ils fournissent aux missions. Le Secrétariat continuera de s'employer à trouver des solutions qui répondent aux besoins propres à chaque situation afin que l'appui aux missions atteigne un niveau d'excellence opérationnelle qui réponde de façon fiable, cohérente et durable aux attentes des parties prenantes. À cette fin, l'ONU reste déterminée à mettre en œuvre les projets prioritaires visant à renforcer ses capacités d'appui aux missions, notamment en améliorant la gestion de la chaîne d'approvisionnement, en renforçant la gestion de l'environnement, en encourageant l'innovation et le recours à la technologie, en améliorant l'administration et la gestion et en renforçant les mesures de lutte contre les comportements répréhensibles, notamment l'exploitation et les atteintes sexuelles.

## **III. Renforcement des moyens à l'appui de solutions politiques efficaces**

### **Évaluation, planification et examens stratégiques**

24. Pour être efficaces, les opérations de maintien de la paix doivent pouvoir compter sur des plans rigoureux et éprouvés reposant sur des analyses solides. La Politique d'évaluation et de planification intégrées adoptée par le Secrétaire général, qui s'applique à l'ensemble du système des Nations Unies et dont l'objet est d'assurer la cohérence et la coordination des activités de consolidation de la paix de l'Organisation, est la pierre angulaire de la stratégie d'intégration à l'échelle du système. Désormais, les évaluations stratégiques s'accompagnent généralement d'une analyse des conflits, de telle sorte que les mandats qui doivent être approuvés par le Conseil de sécurité et les plans qui en découlent s'attaquent aux causes des conflits et aux facteurs de conflits afin de favoriser l'instauration d'une paix durable. Grâce à une formation à l'analyse des conflits et à l'évaluation stratégique ainsi qu'à un atelier sur la planification intégrée organisé à l'intention des spécialistes de la planification stratégique, l'Organisation continuera de renforcer les capacités de son personnel chargé des évaluations et d'aider les spécialistes de la planification stratégique à se perfectionner.

25. Pour améliorer les activités de planification, de mise en œuvre et d'examen relatives aux opérations de maintien de la paix, le Département des opérations de maintien de la paix et celui de l'appui aux missions ont mis au point une nouvelle politique de planification, entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2017, qui vient compléter la Politique d'évaluation et de planification intégrées susmentionnée. Cette nouvelle politique prévoit un processus de planification uniformisé et clarifie les rôles, responsabilités et points de décision dans la planification des opérations de maintien de la paix. Elle vise à assurer la coordination et la cohérence des plans définis aux niveaux stratégique, opérationnel et tactique, et s'applique obligatoirement à toute

activité de planification concernant une opération de maintien de la paix, et ce, pendant toute la durée de son mandat. Les spécialistes de la planification bénéficieront au Siège d'une formation spécialisée destinée à les préparer à la mise en application de cette nouvelle politique en 2017.

26. En 2016, des examens et des évaluations stratégiques ont été réalisés à la MINUSMA, la MINUSCA, la MINUAD, la MINUSS, l'ONUCI et la MINUL, à la suite de quoi des activités de planification ont été menées pour faire correspondre les activités des missions aux priorités arrêtées. Il est prévu de procéder en 2017 à des examens et à des évaluations à la FINUL, la MINUSTAH et la MONUSCO.

### **Autonomisation des femmes et prise en compte de la problématique hommes-femmes**

27. Dans sa résolution [70/286](#) (par. 27), l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de lui rendre compte des mesures prises en vue d'augmenter la participation des femmes aux opérations de maintien de la paix et de formuler de nouvelles recommandations en vue d'accroître le nombre de femmes en tenue et de civiles dans les opérations de maintien de la paix. Il est ressorti de l'étude mondiale et de l'examen consacrés en 2015 à l'application de la résolution [1325 \(2000\)](#) qu'il fallait renforcer l'exécution du mandat relatif aux femmes et à la paix et à la sécurité en veillant à une meilleure application du principe de responsabilité et en renforçant le dispositif relatif à la problématique hommes-femmes. D'importantes modifications ont donc été introduites tant dans les missions de maintien de la paix qu'au Siège de l'ONU. D'après les premiers échos, la nouvelle structure hiérarchique a permis d'assurer une meilleure prise en compte des disparités entre les sexes dans les activités relevant du mandat des missions, et un renforcement de l'appui stratégique et technique fourni à toutes les composantes organiques des missions. Une évaluation complète sera réalisée en 2017. En outre, des conseillers militaires pour la problématique hommes-femmes ont été déployés à la MINUSS, à la MONUSCO, à la MINUSCA, à la MINUSMA et à la MINUAD. Au Siège, un plan d'action est mis en œuvre en vue de renforcer la présence des femmes dans les contingents et de promouvoir la prise en compte de la problématique hommes-femmes dans les opérations militaires.

28. Dans les missions de maintien de la paix, les conseillers principaux pour la problématique hommes-femmes relèvent désormais du Représentant spécial du Secrétaire général, fournissant des conseils à un niveau stratégique. Le Département des opérations de maintien de la paix et celui de l'appui aux missions continuent de collaborer étroitement avec les États Membres afin d'augmenter le nombre de femmes en tenue recrutées pour des opérations de maintien de la paix, et s'efforcent en particulier d'attirer des candidates venant de pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police. À cet égard, la Division de la police s'emploie à déployer davantage de policières, l'objectif étant qu'elles représentent 20 % de l'effectif d'ici à 2020. Dans cette optique, un stage de formation aux fins du déploiement a été organisé en vue d'augmenter leur nombre. La Division de la police contribue également à l'exécution des mandats relatifs aux femmes et à la paix et à la sécurité grâce à la mise au point des outils de la Police des Nations Unies relatifs à l'égalité des sexes (United Nations Police Gender Toolkit : Standardized Best Practices on Gender Mainstreaming in Peacekeeping) qu'elle a établi. Les composantes police

des Nations Unies diffusent cet outil par l'intermédiaire de leur réseau de responsables de la coordination des questions d'égalité des sexes. Il sert à harmoniser la formation spécialisée dispensée aux nouvelles recrues dans les domaines suivants : prise en compte de la problématique hommes-femmes, prévention de la violence sexuelle et sexiste et enquêtes en la matière, et intégration de la problématique hommes-femmes dans la planification des activités de police dans l'ensemble des missions de maintien de la paix. Dans le cadre de sa campagne en faveur de la représentation équilibrée des sexes dans les opérations de maintien de la paix, le Secrétariat de l'ONU a organisé des manifestations de sensibilisation et des visites dans les États Membres, diffusé des informations sur les postes vacants et des conseils concernant les procédures de recrutement, et dialogué avec des partenaires stratégiques tels que l'Organisation internationale de la Francophonie. Le Département des opérations de maintien de la paix et le Département de l'appui aux missions tiennent compte de l'exigence d'égalité des sexes lorsqu'ils recrutent des personnes issues des fichiers de candidats présélectionnés. S'agissant des effectifs de police, les responsables veilleront à ce que davantage de femmes figurant dans le fichier des hauts responsables de la police soient recrutées à des postes de rang supérieur.

29. Les considérations liées à la problématique hommes-femmes sont également prises en compte lors de la planification des opérations de maintien de la paix, conformément à l'appel lancé par le Conseil de sécurité, qui demandait, dans sa résolution [2242 \(2015\)](#) sur les femmes et la paix et la sécurité, une meilleure prise en compte de cette problématique dans les activités de planification et dans le cadre des examens stratégiques. Chaque examen stratégique comprend désormais une analyse des disparités entre les sexes et une plus grande attention est accordée à cette question lors de l'établissement des rapports et des évaluations.

30. Des objectifs relatifs à l'égalité des sexes ont été inclus en tant qu'indicateurs de succès dans les contrats de mission conclus entre le Secrétaire général et ses hauts représentants, et entre le Secrétaire général et les Secrétaires généraux adjoints à l'appui aux missions et aux opérations de maintien de la paix. Le Groupe de la problématique hommes-femmes du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions élabore actuellement un cadre qui permettra d'évaluer l'état de réalisation de ces objectifs. Le responsable de l'Équipe spéciale de la problématique hommes-femmes a été élevé au rang de directeur afin de sensibiliser davantage les cadres supérieurs à cette question et de promouvoir l'application du principe de responsabilité. L'Équipe se réunit tous les trimestres pour contrôler et appuyer la prise en compte de la problématique hommes-femmes dans le Département des opérations de maintien de la paix et celui de l'appui aux missions.

### **Formation aux fonctions d'encadrement**

31. Dans sa résolution [70/286](#) (par. 21), l'Assemblée générale a souligné qu'il importait de former les membres du personnel, quel que soit leur niveau, aux fonctions d'encadrement, d'assurer une gestion régulière de la performance des hauts fonctionnaires et de mieux faire respecter le principe de responsabilité, et a prié le Secrétaire général de rendre compte des activités menées à cet égard. Les fonctions d'encadrement et de gestion des opérations sur le terrain continuent d'être



renforcées grâce à un suivi rigoureux des besoins en cadres supérieurs dans les missions, au recrutement rapide de dirigeants qualifiés et au perfectionnement des procédures de sélection. Les instructions permanentes relatives à la gestion des postes vacants et à la planification de la relève des civils occupant les fonctions de chef et de chef adjoint de mission ont été actualisées et s'appliquent maintenant à toutes les étapes de ces deux activités. Il est essentiel de choisir de bons dirigeants et de les seconder dans leurs fonctions de direction et de gestion des opérations de maintien de la paix. Les chefs et les chefs adjoints de mission reçoivent un appui, notamment dans le cadre de l'initiative de partenariat entre dirigeants, autrefois appelée programme de mentorat. Cette dernière se poursuit dans la limite des ressources disponibles, les mentors exerçant leurs fonctions à titre gracieux. Depuis son lancement en novembre 2014, 16 partenariats (dont 11 dans des missions de maintien de la paix) ont vu le jour. Les participants ont trouvé l'expérience très positive, affirmant qu'ils s'étaient bien entendus avec leur mentor, qui avait été de bon conseil et les avait aidés à améliorer leurs relations de travail. Les mentors ont également jugé ce partenariat enrichissant. Pour contribuer à renforcer les compétences en matière d'encadrement et à constituer une réserve de candidats potentiels pour des postes polyvalents [représentant spécial adjoint du Secrétaire général, coordonnateur résident et coordonnateur de l'action humanitaire] dans les missions, le Département des opérations de maintien de la paix et celui de l'appui aux missions présentent des candidats au Centre d'évaluation des coordonnateurs résidents.

32. Le renforcement de la participation des femmes est une priorité essentielle. Au mois de septembre 2016, la part de femmes occupant des postes de rang supérieur (chef et chef adjoint d'opérations de maintien de la paix) s'élevait à 25 %, soit une augmentation de 23 % par rapport à la décennie précédente. Actuellement, 4 des 16 opérations de maintien de la paix sont dirigées par une femme, et quatre postes d'adjoint, dont un poste polyvalent, sont également occupés par des femmes. Afin d'étoffer la réserve de candidats qualifiés pour des postes de rang supérieur dans les missions en veillant à l'équilibre géographique et à la représentation équilibrée des sexes, le Département des opérations de maintien de la paix et celui de l'appui aux missions continuent de mener des campagnes d'information ciblées dans les États Membres et auprès de candidates potentielles, à l'ONU et ailleurs.

33. Des actions continuent d'être menées pour garantir que les candidats à des postes de rang supérieur dans les missions adhèrent aux normes les plus élevées de déontologie, de conduite et d'intégrité. Les noms et les qualifications des candidats potentiels sont communiqués au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme en vue de vérifier qu'ils n'ont pas été impliqués, du fait de quelque action ou omission de leur part, dans la perpétration d'actes qui constituent des violations du droit international des droits de l'homme ou du droit international humanitaire. Des procédures internes ont été mises en place pour évaluer, le cas échéant, les résultats de ces vérifications préalables. En outre, les dossiers disciplinaires de tous les candidats ayant déjà servi dans des missions des Nations Unies sont systématiquement consultés. Chaque candidat est désormais prié de remplir une déclaration d'intérêts, afin d'identifier, de prévenir et de gérer tout conflit d'intérêts qui pourrait se faire jour s'il obtenait le poste.



### Activités de programme

34. Les opérations de maintien de la paix des Nations Unies coopèrent de plus en plus avec des partenaires opérationnels de l'ONU concernés, qui sont souvent des entités des équipes de pays des Nations Unies, pour mettre en œuvre les activités de programme prescrites dans leur mandat, ce qui leur permet de faire davantage de progrès sur le plan politique et d'exécuter leur mandat de façon plus efficace, chaque fois que cela est possible. Cette collaboration permet aux missions de tirer parti des compétences techniques et programmatiques dont disposent les entités des équipes de pays en tant que partenaires opérationnels, et d'exploiter au mieux leur complémentarité. Cela contribue à optimiser la portée de l'action collective du système des Nations Unies durant toute la durée du mandat des missions.

35. Les activités entreprises au titre des programmes par des partenaires opérationnels, notamment les entités des équipes de pays des Nations Unies compétentes, ont pour objet de remplacer les méthodes d'exécution traditionnelle en aidant les missions à mieux s'acquitter des tâches prévues au titre de leur mandat. Ces activités ne font pas référence aux tâches prescrites aux partenaires opérationnels ni aux objectifs qui leur sont fixés; elles ne relèvent notamment pas des programmes propres aux entités des équipes de pays des Nations Unies et n'ont pas pour objet de pallier le manque de moyens et de ressources de ces dernières. Les activités de programme visent à appuyer l'exécution des mandats des missions de maintien de la paix. En coopérant plus étroitement, les partenaires de l'ONU peuvent mieux mettre à profit leurs atouts respectifs et disposer de davantage de moyens en contribuant à l'exécution des tâches de consolidation de la paix des missions ou en en assumant certaines.

36. Dans son rapport, le Groupe indépendant de haut niveau chargé d'étudier les opérations de paix a souligné qu'il fallait créer davantage d'outils de programmation pour permettre aux opérations de maintien de la paix et aux équipes de pays de mieux s'acquitter, ensemble, des tâches prescrites à l'appui de la consolidation de la paix. Une meilleure coopération permettrait par ailleurs d'appuyer efficacement les efforts que les partenaires de l'ONU déploient en vue de prendre en charge certaines activités de consolidation de la paix ou du moins d'y contribuer. Cette coopération se traduit généralement par la constitution de fonds opérationnels destinés à financer un large éventail de projets nécessaires à l'exécution des tâches confiées à chaque mission, qui portent notamment sur le renforcement des capacités, la formation et l'achat de matériel et d'équipement et qui font intervenir à titre temporaire des consultants et des experts techniques.

37. Le Département des opérations de maintien de la paix et le Département de l'appui aux missions ont élaboré des documents d'orientation visant à faciliter la sélection et l'exécution des activités de programme et à garantir que les activités conjointes répondent bien à leurs objectifs. Pour y parvenir, il est indispensable de prendre contact le plus tôt possible avec les partenaires opérationnels afin de disposer d'assez de temps pour planifier les activités et déterminer les avantages que chacun peut apporter.

#### **IV. Mise à disposition du personnel civil et militaire indispensable à l'exécution des mandats dans des conditions difficiles et dangereuses**

##### **Accélérer la constitution des forces, renforcer les capacités et améliorer la performance du personnel en tenue**

38. Afin de mieux tirer parti du cadre d'amélioration de la performance du personnel en uniforme, élaboré par le Département des opérations de maintien de la paix et le Département de l'appui aux missions, la Cellule stratégique de constitution des forces et de planification des moyens et le Groupe directeur pour le renforcement des moyens en personnel en tenue ont contribué à coordonner les efforts déployés dans les deux départements pour remédier aux lacunes les plus graves qui existaient en matière de capacités, notamment s'agissant des moyens, de la formation, du déploiement rapide et de la performance globale, mais aussi pour mieux comprendre les besoins en la matière et les faire connaître aux États Membres. Plus précisément, la Cellule stratégique de constitution des forces et de planification des moyens entretient une collaboration stratégique à plus long terme avec les pays fournisseurs de contingents et de personnel de police.

39. Le sommet historique de 2015 sur le maintien de la paix, au cours duquel 51 États Membres et organisations régionales ont annoncé qu'ils fourniraient plus de 40 000 soldats et policiers supplémentaires, a été suivi par la tenue à Londres, en septembre 2016, de la Réunion des ministres de la défense sur le maintien de la paix des Nations Unies, à laquelle ont participé plus de 70 États Membres. Lors de cette réunion, plusieurs États Membres ont annoncé d'importantes contributions aux fins du déploiement rapide de capacités. Ces annonces contribueront à concrétiser le concept de brigade d'avant-garde, défini par le Groupe directeur pour le renforcement des moyens en personnel en tenue, et devraient permettre de déployer plus rapidement une force de la taille d'une brigade en 2017. Au total, 238 contingents et unités de police supplémentaires ont été annoncés dans le Système de préparation des moyens de maintien de la paix, dont 169 sont pleinement enregistrées. À la fin de l'année 2016, plus de 70 unités avaient fait l'objet d'inspections complètes au sol. Ces inspections permettront de mieux prévoir les moyens et d'accélérer ainsi les futurs déploiements. Néanmoins, d'importantes lacunes subsistent, en particulier concernant les missions ayant récemment été élargies, telles que la MINUSMA et la MINUSS. Le Département des opérations de maintien de la paix et le Département de l'appui aux missions continueront d'élaborer des plans d'intervention avec tous les États Membres, de manière à trouver des moyens dynamiques et créatifs de fournir les capacités requises.

40. Depuis sa création en 2013, le Bureau du partenariat stratégique pour le maintien de la paix a procédé à l'examen de 11 missions pour recenser les problèmes systémiques qui entravent la capacité du personnel en uniforme à s'acquitter de ses mandats. Certains des problèmes décelés concernent notamment : les orientations et la direction exécutives; le leadership; l'intégration, y compris en matière de commandement, de contrôle et de planification; la constitution des forces; le respect des mandats; la déontologie et la discipline; et les conditions de vie. Un certain nombre d'initiatives ont été prises pour remédier aux problèmes

systemiques les plus urgents, et des mesures supplémentaires le seront au cours de l'année à venir, notamment avec l'élaboration et/ou la révision des politiques et orientations concernant, entre autres, l'autorité, le commandement et le contrôle des opérations de maintien de la paix, les processus de planification militaire, les directives aux chefs des composantes militaires, la vérification de l'état de préparation opérationnelle et le quartier général des forces. Des discussions se sont également tenues avec les États Membres en vue de les aider à combler les lacunes. Le Bureau des affaires militaires du Département des opérations de maintien de la paix a mené des études visant à évaluer les capacités des composantes militaires de la FNUOD et de la MINUSCA et examiné les composantes militaires de la MINUAD et de la MONUSCO.

41. Conformément à la Politique relative à la vérification et à l'amélioration de la préparation opérationnelle du Département des opérations de maintien de la paix, entrée en vigueur en janvier 2016, les pays fournisseurs de contingents sont appelés à certifier l'état de préparation opérationnelle de leurs unités avant leur déploiement. Les pays fournisseurs de contingents sont également priés de vérifier le comportement des membres des unités et d'attester que nul n'a participé à la commission d'une infraction pénale (voir détails dans la partie prévention de l'exploitation et des atteintes sexuelles et autres comportements répréhensibles ci-dessous). Le Département des opérations de maintien de la paix et le Département de l'appui aux missions ont publié des directives sur la préparation opérationnelle à l'intention des pays fournisseurs de contingents, qui clarifient les normes techniques minimales que les officiers et les soldats doivent maîtriser pour servir dans les opérations de maintien de la paix, ainsi que la formation préalable au déploiement. Les deux départements ont également publié des directives sur le recours à la force, qui précisent ce qui est attendu des contingents et contribuent à l'amélioration de leur performance. Des mesures analogues ont déjà été prises pour les pays fournisseurs de personnel de police. Enfin, en 2016, deux documents d'orientation ont été établis en vue de l'évaluation systématique de l'état de préparation opérationnelle des unités militaires déployées et des quartiers généraux des forces. Au 31 décembre 2016, 147 unités et 10 quartiers généraux avaient fait l'objet d'une évaluation.

42. Depuis 2016, davantage d'équipes itinérantes de formation ont fourni un appui ciblé aux pays fournisseurs de contingents et de personnel de police en renforçant leur capacité à assurer des formations préalables au déploiement, de manière à ce qu'ils satisfassent aux exigences en matière de certification. Après que les États Membres ont annoncé, à l'occasion du Sommet de 2015 sur le maintien de la paix, qu'ils fourniraient des troupes et des capacités supplémentaires, des équipes itinérantes de formation ont été déployées auprès des nouveaux pays fournisseurs de contingents et de personnel de police. La mise en place, à titre expérimental, d'une équipe de formation des formateurs à Entebbe (Ouganda) renforcera la capacité des États Membres à proposer des formations conformes aux normes de l'ONU. Cette équipe a créé un espace dédié où les formateurs des différents États Membres peuvent suivre les programmes relatifs aux stages de formation préalables au déploiement des contingents et des effectifs de police qui sont exigés par l'ONU. Les activités de l'équipe et l'appui administratif y relatif sont financés par des contributions volontaires versées par les États Membres. Celle-ci partage ses locaux avec l'équipe de préparation au déploiement de civils à Entebbe (à compter de

janvier 2017) de manière à assurer la formation intégrée des militaires, des policiers et des civils.

43. Dans sa résolution 67/261, l'Assemblée générale a approuvé un nouveau cadre de remboursement au titre des contingents. Conformément à sa résolution 68/281, depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2016, le taux de remboursement est fixé à 1 365 dollars par personne et par mois. À compter du 1<sup>er</sup> juillet 2017, ce taux passera à 1 410 dollars. Une nouvelle enquête aura lieu au cours de l'exercice 2017/18 et ses résultats seront soumis à l'Assemblée pour qu'elle les examine à sa soixante-douzième session. Le cadre de remboursement, qui a pris effet le 1<sup>er</sup> juillet 2014, prévoit que des déductions sont opérées si les unités déployées ne sont pas équipées du matériel majeur convenu dans les mémorandums d'accord signés par les pays ou sont dotées de matériel majeur défectueux, la décision étant prise sur la base des rapports de vérification du matériel appartenant aux contingents établis tous les trimestres par les missions. Les premières déductions ont été faites pour le trimestre allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 mars 2014. On trouvera à l'annexe V du présent rapport des informations qui portent sur la période allant jusqu'au dernier trimestre de 2016.

44. Pour que les missions puissent s'acquitter de leur mandat, il faut que les mémorandums d'accord soient signés avant le déploiement, de sorte que toutes les parties agissent selon un cadre de responsabilisation officiel et soient pleinement au fait de leurs obligations concernant le matériel majeur et le soutien logistique autonome. Comme indiqué à l'annexe V, 28 unités sont actuellement déployées sans qu'un mémorandum d'accord ait été signé au préalable. En outre, tant que le mémorandum n'est pas signé, on ne peut pas procéder aux déductions prévues si le matériel majeur fait défaut ou est défectueux. Les retards dans la signature des mémorandums signifient qu'il faut procéder aux déductions de façon rétroactive (après prise en compte des rapports de vérification établis avant la signature), ce qui empêche de rattacher les dépenses à l'exercice au cours duquel l'engagement est né, mais aussi d'analyser en temps utile les lacunes en matière de capacités et les incidences du cadre de remboursement sur les résultats. Pour remédier à cette situation, l'Organisation met actuellement en place un mécanisme de suivi plus solide, de manière à vérifier que les mémorandums d'accord sont signés avant le déploiement ou dans un délai de trois mois après celui-ci au plus tard.

45. Dans le contexte du cadre de remboursement au titre des contingents, les deux primes autorisées en vertu de la résolution 67/261 de l'Assemblée générale ont été accordées au cours de l'exercice précédent. La prime de risque, accordée aux unités qui opèrent sans être soumises à des conditions ou restrictions et qui, en dépit de risques exceptionnellement élevés, se révèlent efficaces, a été certifiée et versée aux contingents de la MINUL et de la MINUSMA ayant satisfait aux conditions requises. La prime relative aux moyens logistiques, accordée pour le déploiement rapide de moyens essentiels aux activités d'une mission, en particulier pendant les phases de démarrage ou d'élargissement, a été certifiée et versée à l'ONUCI et à la MINUSCA pour avoir déployé une force d'intervention rapide de 250 personnes entre novembre 2015 et février 2016.

46. La réunion triennale du Groupe de travail sur le matériel appartenant aux contingents s'est tenue du 16 au 27 janvier 2017. Le Groupe de travail a formulé un certain nombre de recommandations à la Cinquième Commission de l'Assemblée générale, visant à aider les pays fournisseurs de contingents et de personnel de

police, ainsi que les missions de maintien de la paix, à faire face aux difficultés opérationnelles et logistiques. Le rapport du Groupe de travail (A/C.5/71/20), accompagné du rapport correspondant du Secrétaire général sur l'examen triennal des taux et normes à appliquer aux montants à rembourser aux États Membres au titre du matériel appartenant aux contingents (A/71/802), sera présenté à l'Assemblée générale pour examen pendant la deuxième partie de la reprise de sa soixante et onzième session. Sous réserve des décisions de l'Assemblée à ce sujet, une nouvelle version du Manuel relatif au matériel appartenant aux contingents sera publiée.

#### **Amélioration des normes et des capacités médicales sur le terrain**

47. Dans sa résolution 70/286 (par. 32), l'Assemblée générale a reconnu que les opérations de maintien de paix faisaient face à des demandes et à des difficultés croissantes et évoluaient dans des environnements instables, et a prié le Secrétaire général de renforcer les capacités et la norme « 10-1-2 » concernant les délais de prise en charge des blessés, grâce notamment à l'augmentation des moyens, à la formation et à l'éducation, et de continuer à chercher des solutions novatrices dans ce domaine.

48. Le devoir de protection médicale dont l'ONU doit s'acquitter auprès de ses soldats de la paix doit être renforcé, de manière à répondre aux difficultés opérationnelles existantes. Un Comité directeur a été créé pour examiner les normes et les capacités médicales sur le terrain. Le Comité directeur est composé de représentants de la Division des services médicaux du Bureau de la gestion des ressources humaines du Département de la gestion, qui dirige le comité. Par ailleurs, le Département des opérations de maintien de la paix et le Département de l'appui aux missions ont été chargés d'élaborer un dispositif d'évaluation des moyens sanitaires, qui concernera les capacités sanitaires des installations civiles comme militaires. En consultation avec les États Membres, le Comité directeur élabore actuellement, au niveau de l'Organisation, des normes médicales relatives aux premiers secours, aux services de première urgence, à l'évacuation des blessés et aux installations sanitaires de niveaux I, II et III. Une fois achevées, ces normes de performance seront mises en œuvre dans l'ensemble des opérations de maintien de la paix, de sorte que toutes les installations sanitaires de l'ONU, y compris celles assurées par les pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police, les appliquent. Les recommandations que le Comité directeur a formulées ont été examinées par le Groupe de travail sur le matériel appartenant aux contingents dans le cadre de son rapport de 2017. Les recommandations visaient à régler les lacunes les plus graves et les plus urgentes touchant les capacités des installations médicales de l'ONU et les services fournis par ces dernières.

49. Le Secrétariat de l'ONU continue de développer les capacités d'évacuation médicale et d'assurer ce service 24 heures sur 24. Ces services spécialisés sont fournis par l'armée ou par des entreprises extérieures, qui s'efforcent de satisfaire aux normes internationales en matière d'évacuation des blessés. Pour ce faire, les demandes d'évacuation des malades et des blessés doivent être approuvées par les États hôtes, ceux-ci devant notamment ouvrir leur espace aérien. Les obstacles spécifiques entravant les vols de nuit aux fins de l'évacuation des blessés continuent d'être traités, mission par mission. Dans certaines missions, la composition des

flottes aériennes et le type d'installations médicales disponibles ont été revus de façon à veiller à ce que du personnel et des ressources opérationnelles adéquats soient disponibles pour répondre aux besoins d'urgence. L'Organisation continue d'évaluer l'adéquation des services d'appui médical en vue de renforcer la sécurité du personnel de maintien de la paix militaire ou civil. Les missions qui ont eu du mal à faire face aux urgences médicales et à procéder à l'évacuation de blessés en raison d'un manque d'infrastructures ou d'une situation de sécurité instable ont reçu un soutien des États Membres en vertu d'une lettre d'attribution, sous la forme de moyens de recherche et sauvetage, d'évacuation sanitaire aérienne et de matériel spécialisé, notamment des appareils de vision nocturne et des systèmes de protection des missiles, afin de pouvoir mener ces opérations en toute sécurité.

### **Promouvoir la technologie et l'innovation**

50. Les efforts déployés durant l'année écoulée pour renforcer l'utilisation de la technologie dans les opérations de maintien de la paix ont porté sur l'exécution d'une stratégie visant à mettre en œuvre les recommandations du Groupe d'experts sur les technologies et l'innovation, qui a été présentée aux secrétaires généraux adjoints du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions en mars 2015. Les recommandations formulées par le Groupe d'experts ont par la suite été approuvées par le Groupe indépendant de haut niveau chargé d'étudier les opérations de paix.

51. La stratégie de mise en œuvre, qui est alignée sur la stratégie de l'Organisation en matière de technologies de l'information et des communications (TIC) et exécutée en coordination avec le Groupe directeur pour le renforcement des moyens en personnel en tenue du Département des opérations de maintien de la paix et du département de l'appui aux missions, reflète les efforts déployés en vue de renforcer les capacités en matière d'information, d'analyse et de renseignement. Cette stratégie a favorisé le déploiement de technologies nouvelles et innovantes sur le terrain aux fins d'améliorer les méthodes d'appréciation de la situation, notamment dans les domaines de la sécurité des camps, de la protection des convois, de la collecte d'informations, de l'analyse et de la gestion. La technologie occupe une place de plus en plus centrale et joue désormais le rôle de catalyseur stratégique dans les opérations de maintien de la paix.

52. Les Départements des opérations de maintien de la paix et de l'appui aux missions cherchent activement à mettre au point des modalités pour découvrir, acquérir et tester des technologies innovantes à déployer dans les missions sur le terrain. Pour tirer parti de l'expertise et de l'expérience des États Membres et d'autres acteurs extérieurs, tels que les universités et les groupes de réflexion, les Départements ont continué d'élargir le Partenariat pour la technologie au service du maintien de la paix. L'organisation du troisième Symposium international du Partenariat pour la technologie au service du maintien de la paix, qui s'est tenu en novembre 2016 en République de Corée, s'inscrit dans ce contexte. D'autres initiatives destinées à mettre en œuvre les recommandations du Groupe d'experts sur les technologies et l'innovation, en particulier celles qui visent à transformer à long terme l'application des technologies et de l'appui sur le terrain, seront prises en compte dans le futur cadre technologique à moyen terme relatif aux opérations sur le terrain.

## V. Protection des civils et exécution des mandats relatifs aux droits de l'homme

### Assurer la protection et consolider les fonctions de protection spécialisées

53. Dix missions de maintien de la paix (soit 95 % de l'ensemble du personnel de maintien de la paix sur le terrain) ont été chargées par le Conseil de sécurité de protéger les civils contre les violences physiques. Le Secrétariat de l'ONU continue de s'employer à renforcer les capacités stratégiques et opérationnelles des missions pour répondre aux menaces qui pèsent sur la protection. À cet égard, les départements des opérations de maintien de la paix et de l'appui aux missions s'emploient à faciliter la conduite d'exercices de mise en situation sur la protection des civils dans les missions de maintien de la paix. Pendant les exercices de simulation, les hauts responsables des missions s'entraînent à prendre des décisions dans différents scénarios, tels que la gestion de crises, et bénéficient à la fois de retours concernant leur prestation, mais aussi des enseignements tirés de l'expérience des opérations sur le terrain.

54. L'appui à l'exécution des mandats de protection des civils comprend notamment la définition de règles et de lignes d'action. La Division de la police du Département des opérations de maintien de la paix élabore actuellement des directives sur le rôle de la police des Nations Unies dans la mise en œuvre des mandats de protection des civils, qui seront achevées pendant l'exercice en cours. Des indicateurs ont été mis au point pour améliorer les moyens d'évaluation de l'efficacité des activités relatives aux missions de protection des civils.

55. En 2016, les départements des opérations de maintien de la paix et de l'appui aux missions ont procédé à une évaluation des fonctions et structures de protection dans les missions de maintien de la paix, en se concentrant sur cinq missions, à savoir la MINUSCA, la MINUSMA, la MONUSCO, la MINUAD et la MINUSS. L'évaluation consistait à examiner les stratégies mises en place dans chaque mission pour assurer la protection des civils. Il est ressorti de l'évaluation que ces stratégies s'étaient révélées utiles à plusieurs niveaux, mais que pour que leur mise en œuvre soit efficace, il était nécessaire de maintenir une certaine cohérence entre l'approche de la mission en matière de protection et sa stratégie politique générale. En outre, il fallait mettre de nouveau l'accent sur la formation, le commandement, la planification intégrée des opérations, et la gestion de la communication et des attentes. L'évaluation a ainsi abouti à 18 recommandations visant à renforcer les stratégies de protection des civils et à améliorer l'approche stratégique globale. Un plan d'action concernant la mise en œuvre des recommandations a été élaboré et un groupe de travail a été mis en place au Siège de l'ONU pour suivre les progrès accomplis.

56. Depuis juillet 2016, la MINUSCA et la MINUSMA ont commencé à regrouper les fonctions spécialisées relatives à la protection de l'enfance et aux violences sexuelles liées aux conflits dans la composante droits de l'homme et protection des civils des missions. Leur regroupement dans une seule composante renforcera la cohérence des mesures de protection des civils, grâce à une analyse systématique et complète des problèmes de protection des civils et aux effets synergiques inscrits dans la planification stratégique et opérationnelle. Ces fonctions spécialisées n'ont pas été fusionnées; elles conservent leur propre statut et leurs capacités spécialisées



nécessaires à l'exécution des mandats relatifs au sort des enfants en temps de conflit armé et aux violences sexuelles liées aux conflits. Les études d'impact commencent en mars 2017. Des propositions similaires de regroupement sont présentées dans les rapports sur les budgets de la MONUSCO, de la MINUAD et de la MINUSS pour l'exercice 2017/18.

### **Consolider la paix et l'état de droit et renforcer les institutions chargées de la sécurité**

57. Les composantes policière, judiciaire et pénitentiaire des opérations de maintien de la paix aident les pays hôtes à renforcer les capacités de leur personnel et à consolider l'état de droit pour faire avancer le processus politique, améliorer la sécurité et favoriser la stabilisation, protéger les civils, étendre l'autorité de l'État et promouvoir la lutte contre l'impunité concernant les crimes qui attisent les conflits. La structure des missions de maintien de la paix et leurs mécanismes de coordination avec les équipes de pays des Nations Unies reflètent de plus en plus l'approche intégrée visant à concevoir et mettre en œuvre des programmes et stratégies conjoints en matière de droits de l'homme, de police, de justice et de système pénitentiaire. Cette approche bénéficie de l'appui du Département des opérations de maintien de la paix et du PNUD, ainsi que d'autres partenaires du système des Nations Unies dans le cadre de la Cellule mondiale de coordination des activités policières, judiciaires et pénitentiaires de promotion de l'état de droit au lendemain de conflits et d'autres crises.

58. La Force de police permanente et le Corps permanent de spécialistes des questions judiciaires et pénitentiaires continuent de jouer un rôle essentiel dans la mise en place de nouvelles composantes policières, judiciaires et pénitentiaires relatives aux opérations de maintien de la paix, et dans le renforcement de celles qui existent déjà. En 2015, le Secrétaire général a commandé un examen externe des fonctions, de la structure et des capacités de la Division de la police (voir [A/70/357-S/2015/682](#)). Suite à cet examen, la Division de la police du Département des opérations de maintien de la paix a commencé à mettre en œuvre les recommandations qui en sont issues pour renforcer les capacités de la police des Nations Unies et améliorer la performance de cette dernière, en coordination avec les États Membres, selon qu'il convient. La Division s'est notamment attachée à achever un document sur les unités de police constituées intitulé « Mise en œuvre des directives relatives à la protection des civils à l'usage des composantes militaires des missions de maintien de la paix des Nations Unies »; enrichir le Cadre d'orientation stratégique concernant le rôle de la police dans les opérations internationales de maintien de la paix en élaborant des manuels, en coordination avec les États Membres; renforcer la gestion des connaissances, les retours d'expérience et les capacités de formation; et affiner le système de recrutement de manière à améliorer la représentation géographique et l'équilibre entre les sexes.

59. Le renforcement de l'état de droit et des institutions chargées de la sécurité est un élément essentiel du Plan d'action du Secrétaire général pour la prévention de l'extrémisme violent ([A/70/674](#)). Basée sur des projets pilotes de lutte contre l'extrémisme violent au Mali, une stratégie opérationnelle globale destinée à gérer les groupes armés non étatiques affiliés à des groupes terroristes est en cours d'élaboration et une évaluation externe des programmes de désarmement, de



démobilisation et de réintégration a été lancée afin de démontrer les effets des activités de programme sur la consolidation de la paix. En partenariat avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et l'Université des Nations Unies, le Département des opérations de maintien de la paix élabore actuellement des directives sur le traitement des enfants qui ont été enrôlés dans des groupes extrémistes.

60. Conformément à la résolution [2151 \(2014\)](#) du Conseil de sécurité sur la réforme du secteur de la sécurité, le Groupe de la réforme du secteur de la sécurité du Département des opérations de maintien de la paix continue d'appuyer les mandats relatifs à ce domaine (MINUSCA, MINUSMA, MONUSCO, MINUSS, MINUL et ONUCI), qui s'avèrent complexes. En outre, le Département des opérations de maintien de la paix a entrepris l'examen de sa politique relative à la réforme du secteur de la défense. Reconnaisant le rôle que jouent les organisations régionales dans le domaine de la réforme du secteur de la sécurité, comme l'a noté le Conseil dans sa résolution, le Groupe de la réforme du secteur de la sécurité a commencé à élaborer un organigramme de l'appui à ladite réforme, en collaboration avec l'Union européenne, l'Union africaine et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, en vue de rendre plus prévisible l'appui dans ce domaine.

61. Les besoins en matière d'activités de déminage existent toujours, notamment dans les nouvelles zones de conflits, telles que ceux auxquels la MINUSMA fait actuellement face. On trouvera de plus amples détails sur les activités de déminage au paragraphe 192 ci-dessous. Les opérations de maintien de la paix sont déployées dans des contextes de plus en plus dangereux, dans des lieux fortement contaminés par des restes explosifs de guerre, par la prolifération d'armes illicites et par l'augmentation de l'utilisation d'engins explosifs improvisés dans le cadre d'attaques ciblées. Le Service de la lutte antimines de l'ONU s'emploie à renforcer la sécurité et la mobilité du personnel de maintien de la paix et à permettre ainsi aux missions de s'acquitter de leur mandat. Les activités du Service s'articulent autour de trois grands axes : atténuation des risques et enlèvement des mines terrestres et restes explosifs de guerre; gestion des armes et munitions; et atténuation des risques liés aux engins explosifs improvisés. L'intensification, entre 2011 et 2016, des programmes de maintien de la paix relatifs à la lutte antimines s'explique principalement par les activités menées au titre de cette troisième catégorie, qui comprennent des activités de détection et de neutralisation, de formation et d'encadrement, ainsi que la prestation de conseils techniques. Au fil des années, les activités de lutte antimines dans les opérations de maintien de la paix ont considérablement augmenté en taille, en portée et en complexité, leur budget étant passé de 32 millions de dollars pour l'exercice 2005/06 à 195 millions de dollars pour l'exercice 2016/17.

62. Comme suite à la demande formulée par l'Assemblée générale dans sa résolution [70/286](#) (par. 33), dans laquelle elle a prié le Secrétaire général de faire le point, dans son prochain rapport, sur la possibilité d'employer des techniques nouvelles et inventives, notamment le recours à des animaux, dans le cadre des activités de déminage menées par les opérations de maintien de la paix, la MINUSMA, la MINUSS et le BANUS utilisent déjà des chiens détecteur d'explosifs pour fouiller les véhicules et le personnel susceptibles de transporter des explosifs, des munitions ou des armes. D'autres techniques de détection, y compris l'utilisation de rats, peuvent être utilisées aux fins de la détection de petites

quantités d'explosifs, comme on en trouve notamment dans les mines antipersonnel, sous certaines conditions (par exemple, dans des zones menacées bien délimitées, des terrains plats présentant peu ou pas de végétation, et des conditions météorologiques favorables). Cependant, les risques d'explosion auxquels les opérations de maintien de la paix font actuellement face sont le plus souvent sporadiques et asymétriques. De plus, rares sont les missions qui opèrent dans des contextes où les champs de mines sont bien délimités et fixes, et les conditions météorologiques favorables. L'ONU continuera d'étudier la meilleure combinaison de techniques à l'appui de ses mandats de maintien de la paix, sur la base d'une analyse de la nature des menaces, du contexte géographique et des conditions de sécurité, de leur rapport coût-efficacité et de leur conformité avec les normes internationales.

## **VI. Engager un dialogue responsable avec les pays hôtes et encourager le respect du principe consistant « à ne pas nuire »**

### **Renforcer la gestion de l'environnement**

63. Dans sa résolution [70/286](#), l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de poursuivre l'action qu'il mène pour atténuer l'empreinte environnementale globale des missions de maintien de la paix, dans le plein respect des règlements et des règles applicables. Conformément à la décision que les États Membres ont prise, le Secrétaire général a établi une vision et une stratégie à long terme concernant la performance environnementale de l'Organisation. En se fondant sur cette vision, l'ONU s'efforcera de déployer des missions de maintien de la paix responsables, qui font une utilisation optimale des ressources naturelles, et qui exposent les populations, les sociétés et les écosystèmes à un minimum de risques.

64. La construction d'installations de traitement des eaux usées dans les missions de maintien de la paix reste une priorité; 439 stations d'épuration, qui permettent de réutiliser les effluents, ont été acquises pour l'ensemble des missions. Une série de contrats-cadres mondiaux, permettent aux missions de maintien de la paix de mettre en œuvre des initiatives dans le domaine des énergies renouvelables, l'objectif étant de faire des économies et d'accroître l'utilisation de ces énergies dans les missions, notamment l'utilisation de l'énergie solaire pour la production d'électricité, l'éclairage, les chauffe-eau et les activités informatiques.

65. Les départements des opérations de maintien de la paix et de l'appui aux missions ont élaboré une politique de gestion des déchets, qui a été adoptée dans toutes les missions de maintien de la paix en 2015. La réglementation, qui a été initialement établie en 2009 dans le cadre de la politique écologique, puis renforcée avec l'adoption de la politique de gestion des déchets, continuera d'être développée et affinée. Toutefois, le prochain exercice sera avant tout consacré au renforcement des systèmes de gestion et à l'amélioration des résultats.

66. Le Service d'assistance technique rapide pour les questions environnementales et climatiques, créé pour une durée de trois ans et mis au point en consultation avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), a été officialisé en juin 2016 et atteindra sa capacité maximale au début de l'année 2017. L'appui

technique fourni par le PNUE est à un stade avancé. Le Programme propose une assistance technique aux départements des opérations de maintien de la paix et de l'appui aux missions, au niveau du Siège, concernant l'élaboration de stratégies et la mise au point de systèmes, et fournit des conseils aux missions de maintien de la paix. Le centre du Service d'assistance technique rapide renforce, à titre temporaire, les services d'assistance technique en matière d'ingénierie environnementale situés à la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie). Dans le cadre de la stratégie environnementale du Département de l'appui aux missions, le rôle de la Base de soutien logistique en matière de conseils aux missions de maintien de la paix sur les questions environnementales sera plus conséquent. En effet, celle-ci pourra déployer temporairement des moyens supplémentaires dans le domaine de l'ingénierie environnementale lors du démarrage, de l'élargissement ou de la liquidation d'une mission. Elle pourra également offrir des services spécialisés lors de la phase opérationnelle en apportant une assistance technique pratique immédiate, ainsi qu'une aide à la formulation de solutions à moyen ou long terme. Le PNUE contribuera à cet effort en fournissant des conseils techniques sur l'énergie (à la fois sur l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables), l'eau et les eaux usées, et la gestion des déchets solides (y compris les déchets dangereux). Des initiatives ont déjà été engagées, telles que la dépollution du sol à l'ONUCI, ou l'appui à la planification de l'élimination des déchets dangereux à la MINUSTAH. La Base de soutien logistique travaillera en partenariat avec le PNUE au cours de la première phase de la mise en œuvre de la Stratégie, tandis que les missions recevront un appui en vue d'améliorer les normes. Par la suite, au cours de la deuxième phase de la stratégie, la Base sera chargée de faire respecter, à long terme, les normes appropriées dans les missions.

67. La réduction de l'empreinte écologique des opérations de maintien de la paix sera mise en œuvre par l'intermédiaire d'une stratégie pluriannuelle, que le Département de l'appui aux missions a lancée à la fin de l'année 2016. La Stratégie comporte un système de gestion des résultats et des risques, et fixe des objectifs préliminaires sur trois ans, dans les domaines de l'énergie, de l'eau et des eaux usées, des déchets, des pratiques ayant une incidence plus générale et des systèmes de gestion de l'environnement. Dans la mesure du possible, des performances environnementales de référence ont été établies et des indicateurs de résultats, applicables dans toutes les missions de maintien de la paix, ont été élaborés pour jeter les fondements d'un cadre de gestion de la performance. Ce cadre se renforcera à mesure que les données s'accumuleront et que les mesures seront affinées et améliorées.

68. La majorité des opérations de maintien de la paix ont exécuté des projets en 2016, et des investissements supplémentaires sont proposés pour l'année à venir. Dans le domaine des énergies renouvelables, des projets ayant trait à la production d'électricité ont été mis en œuvre à la MINUSS, à la MINUK, au Centre de services mondial et à l'UNFICYP et d'autres sont proposés pour l'exercice 2017/18, notamment à la MONUSCO, à la MINUK, à la MINUAD et au BANUS. Ces investissements sont conformes au Programme de développement durable à l'horizon 2030, notamment à l'objectif 7 portant sur l'énergie propre et à un coût abordable, mais aussi à la résolution [70/205](#) de l'Assemblée générale sur la sauvegarde du climat mondial pour les générations présentes et futures.

## **Prévention de l'exploitation et des atteintes sexuelles et autres comportements répréhensibles**

69. L'ONU accorde la plus haute priorité à la promotion et au respect de ses normes de conduite. La fonction déontologie et discipline a été intégrée aux fonctions de base du personnel d'encadrement, qui reposent sur le renforcement du principe de responsabilisation et des exigences au niveau des résultats. La politique de tolérance zéro reste au cœur des activités relevant des quatre piliers stratégiques du cadre intégré de déontologie et de discipline adopté en 2011, à savoir l'intégration, le renforcement des capacités, la sensibilisation et l'information, et la responsabilisation axée sur les résultats.

70. Un Programme d'action solide a été énoncé dans les deux rapports précédents du Secrétaire général sur les dispositions spéciales visant à prévenir l'exploitation et les abus sexuels ([A/69/779](#) et [A/70/729](#)), dont des initiatives de grande envergure couvrant la prévention, l'intervention et l'assistance aux victimes. Tandis que sa mise en œuvre incombe au Secrétaire général, les initiatives sont progressivement exécutées dans les opérations de maintien de la paix et les missions politiques spéciales. Dans sa résolution [70/286](#) sur des questions transversales, l'Assemblée générale réaffirme l'engagement des États Membres et de l'Organisation à pleinement mettre en œuvre ces initiatives et la politique de tolérance zéro de l'ONU à l'égard de l'exploitation et des atteintes sexuelles. L'adoption de la résolution [2272 \(2016\)](#) du Conseil de sécurité, qui aborde l'exploitation et les atteintes sexuelles commises par des soldats de la paix déployés dans le cadre de mandats du Conseil, constitue une autre avancée importante.

71. Des progrès ont été accomplis dans un certain nombre de domaines essentiels. La politique de responsabilisation en matière de déontologie et de discipline dans les missions est actuellement mise en œuvre dans le cadre de l'application des normes de conduites pour toutes les catégories de personnel. En 2016, le cadre de responsabilisation sur la déontologie et la discipline s'appliquant aux missions sur le terrain a été renforcé grâce à la mise en service d'un outil informatique d'établissement de rapports trimestriels et annuels. En vue de garantir toujours plus de transparence, davantage d'informations ont été affichées sur le site Déontologie et discipline, qui est actualisé plus régulièrement. Tous les ans, des exercices d'assurance qualité sont menés, sur la base des activités en cours en matière de gestion par cas, ce qui permet de suivre de près l'état d'avancement des affaires en cours et de prendre des mesures en temps voulu.

72. S'agissant de la prévention, le contrôle des antécédents ayant été mis en place pour les soldats et les membres des unités de police constituées en avril 2016, il est désormais possible de s'assurer qu'aucun membre du personnel n'a jamais commis de faute dans l'exercice de ses fonctions dans des opérations de maintien de la paix ou dans des missions politiques spéciales. Avant le déploiement, les États Membres attestent formellement qu'aucun membre devant faire partie de l'unité n'a été précédemment rapatrié pour raisons disciplinaires ou autrement interdit de prendre part à des opérations de maintien de la paix de l'ONU en raison d'une faute grave, notamment pour exploitation et atteintes sexuelles, et que tous les membres de l'unité ont bénéficié de l'instruction préalable au déploiement relative à la déontologie et à la discipline, notamment en ce qui concerne l'exploitation et les atteintes sexuelles, qui a été dispensée conformément aux normes de l'ONU.

73. En 2016, un module de formation en ligne sur la question de l'exploitation et des atteintes sexuelles a été mis à l'essai au Siège et dans les missions. Depuis, il été rendu obligatoire pour tout le personnel de maintien de la paix et est venu s'ajouter aux autres principaux supports de formation préalable au déploiement sur les normes de conduite de l'ONU. Les États Membres continuent d'adopter les meilleures pratiques s'agissant de mener des activités de prévention et de prendre des mesures efficaces en cas de faute commise par un membre du personnel. En outre, un fonds d'affectation spéciale pour l'assistance aux victimes financé au moyen de contributions volontaires a été créé en vue de fournir un appui aux services aux victimes.

74. Depuis la nomination, en mars 2016, du Coordonnateur spécial chargé d'améliorer les moyens d'action de l'Organisation des Nations Unies face à l'exploitation et aux atteintes sexuelles, les partenariats interorganisations ont été renforcés dans tous les domaines grâce à l'élaboration de protocoles et d'instruments et directives normalisés, en vue d'adopter une approche harmonisée à l'échelle du système pour lutter contre l'exploitation et les atteintes sexuelles. Le dernier rapport en date du Secrétaire général sur la lutte contre l'exploitation et les atteintes sexuelles (A/71/97) fournit des informations à jour sur la mise en œuvre du programme d'action. En janvier 2017, le Secrétaire général a annoncé la création d'une équipe spéciale de haut niveau, dirigée par le Coordonnateur spécial, pour renforcer le dispositif de l'Organisation pour la prévention et la répression de l'exploitation et des atteintes sexuelles, grâce à la mise en place d'une stratégie claire décisive et destinée à obtenir des améliorations visibles et quantifiables dans ce domaine. Dans un rapport récent intitulé « Dispositions spéciales visant à prévenir l'exploitation et les atteintes sexuelles : une nouvelle stratégie » (A/71/818), le Secrétaire général présente à l'Assemblée générale, pour qu'elle les examine, les éléments d'une stratégie qui place au premier plan les droits et la dignité des victimes et vise mettre fin à l'impunité. Le Secrétaire général demande en outre aux États Membres de se joindre à lui dans un effort collectif de détection, de contrôle et de prévention des faits d'exploitation et d'atteintes sexuelles en vue de traduire dans les faits la politique de tolérance zéro.

## **VII. Établissement de nouveaux partenariats avec des organisations et des mécanismes régionaux et sous-régionaux et renforcement des partenariats existants**

### **Renforcer les partenariats mondiaux et régionaux et stimuler la participation locale**

75. Le renforcement des partenariats stratégiques avec les organisations régionales et sous-régionales, en particulier l'Union africaine et l'Union européenne, restera un maillon essentiel de la lutte contre les causes des conflits, dont la nature ne cesse d'évoluer.

76. Le Secrétariat de l'ONU et la Commission de l'Union africaine continuent de renforcer leur coopération au service de la paix et de la sécurité, notamment en organisant des réunions semestrielles des responsables des équipes spéciales

conjointes, des visioconférences mensuelles entre directeurs et des réunions de travail mensuelles. Dans le domaine de l'appui opérationnel, la coopération entre l'Union africaine et l'ONU en matière de planification et d'appui aux opérations de paix est devenue plus systématique et, au niveau politique, le Conseil de sécurité de l'ONU et le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine tiennent désormais des consultations conjointes chaque année. Les plans-cadres adoptés récemment, notamment l'Agenda 2063, la feuille de route 2016-2020 pour l'Architecture africaine de paix et de sécurité et le plan stratégique quinquennal de Maputo pour la Force africaine en attente, sont autant d'occasions pour l'ONU de mettre en place des activités d'appui. Le rapport du Secrétaire général sur le renforcement du partenariat entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union africaine sur les questions de paix et de sécurité en Afrique, et notamment sur les activités du Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine (S/2016/780), examine en détail l'évolution des relations entre les deux organisations. Parallèlement, l'Assemblée générale a approuvé le renforcement et la restructuration du Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine dans le but de remédier aux insuffisances persistantes et aux carences les plus manifestes en matière d'appui opérationnel stratégique [voir le rapport du Secrétaire général sur l'étude relative au Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine (A/71/551) et la résolution 71/270 de l'Assemblée générale].

77. À la suite de l'appel lancé par le Groupe indépendant de haut niveau chargé d'étudier les opérations de paix, l'Union africaine et l'ONU ont procédé à un examen conjoint des mécanismes existants de financement et d'appui aux opérations de paix de l'Union africaine, et ont communiqué le rapport issu de cet examen au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale le 23 septembre 2016 (A/71/410-S/2016/809). L'examen a porté sur l'appui extérieur fourni aux 12 opérations de paix alors mandatées ou autorisées par l'Union africaine, ainsi que sur des questions connexes de doctrine, de capacités, de sûreté et de sécurité, de droits de l'homme et de responsabilité. Selon le rapport, ce partenariat est crucial, novateur, en constante évolution et de plus en plus efficace. Le rapport a par ailleurs enrichi les discussions en cours sur la mise en place de modes de financement flexibles, prévisibles et durables des opérations de paix de l'Union africaine autorisées par le Conseil de sécurité, qui pourraient consolider et approfondir les relations entre les deux organisations.

78. Le 18 novembre 2016, le Conseil de sécurité a examiné la question de la coopération entre l'ONU et l'Union africaine sur les questions de paix et de sécurité, notamment en ce qui concerne le financement des opérations de paix de l'Union africaine autorisées par le Conseil. Dans sa résolution 2320 (2016), le Conseil a constaté l'importance capitale de la coopération ONU-Union africaine tout en appelant de ses vœux un partenariat plus prévisible et plus stratégique. Il s'est dit disposé à examiner, en vue de les autoriser et de les appuyer, les propositions que l'Union africaine ferait concernant les opérations africaines de soutien à la paix qu'il aurait autorisées et qui seraient menées en vertu de l'autorité qu'il tient du Chapitre VIII de la Charte des Nations Unies, notamment les propositions portant sur le financement et l'application du principe de responsabilité, et à cet égard a invité l'Union africaine à lui faire, dans un délai de six mois, un point détaillé sur la définition des opérations de paix concernées et sur les principes de responsabilité et de transparence et les dispositifs de contrôle du

respect des normes auxquels seraient soumises les opérations de soutien à la paix de l'Union africaine. Le Conseil a également prié le Secrétaire général de lui présenter un rapport détaillé dans un délai de six mois tout en continuant à travailler en étroite collaboration avec l'Union africaine afin d'affiner les options pour la poursuite de la coopération sur ces propositions.

79. Dans la Stratégie globale pour la politique étrangère et de sécurité de l'Union européenne, publiée le 28 juin 2016, il est proposé de renforcer l'appui apporté dans le cadre de la Politique de sécurité et de défense commune de l'Union européenne aux actions de consolidation et de maintien de la paix des Nations Unies, en particulier dans le domaine de l'intervention rapide. Dans le cadre de la politique de sécurité et de défense commune, l'Union européenne a déployé des missions civiles et militaires qui coopèrent pleinement avec les opérations de maintien de la paix de l'ONU et interviennent à leurs côtés. L'exemple le plus récent de cette coopération est la mission militaire de formation de l'UE en République centrafricaine, lancée le 16 juillet 2016, qui collabore étroitement avec la MINUSCA. L'ONU et l'Union européenne continueront de renforcer leur partenariat. Dans cette optique, l'ONU renforcera sa coopération avec les missions de l'Union européenne, notamment en République centrafricaine et au Mali, et mettra l'accent sur la collaboration au Siège dans les domaines clefs comme la réforme du secteur de la sécurité.

## **VIII. Fourniture d'un appui efficace et rationnel aux missions**

80. Le Département de l'appui aux missions vient en aide aux opérations des Nations Unies sur le terrain, et notamment aux missions de maintien de la paix, en leur apportant un appui et des solutions rapides, efficaces, efficientes et responsables. Tout en fournissant un appui essentiel aux opérations de maintien de la paix dans 30 pays répartis sur quatre continents, et notamment à la plus grande mission de l'Union africaine, le Département s'efforce sans relâche d'innover et de s'améliorer.

81. Au cours de l'année écoulée, le Département de l'appui aux missions a continué d'aligner ses plans d'organisation, ses priorités, ses cadres de résultats et ses instances de gestion sur les attentes des clients et des parties prenantes y compris celles du Conseil de sécurité, de l'Assemblée générale et des États membres. Il continue également de consolider ses processus, outils et systèmes aux fins de l'excellence opérationnelle en mettant l'accent sur l'amélioration continue en vue d'obtenir des résultats cohérents, fiables et durables.

82. Le Département de l'appui aux missions renforce actuellement ses dispositifs de contrôle et de mesure des résultats pour veiller à ce que les services d'appui s'acquittent de leur mandat et répondent aux besoins des clients et aux attentes des parties prenantes de manière optimale. Pour l'exercice 2017/18, le Département, en collaboration avec les missions de maintien de la paix, a mis au point une première série de 14 indicateurs clefs permettant de suivre les résultats de l'ensemble des composantes d'appui. Cette série d'indicateurs normalisés couvre un large éventail de questions relatives à l'appui, y compris, par exemple, les délais de recrutement et la gestion du matériel appartenant à l'ONU. Ces indicateurs permettront de mieux



harmoniser les cadres de budgétisation axée sur les résultats pour les composantes d'appui, comme indiqué dans les rapports sur les budgets de toutes les missions de maintien de la paix pour l'exercice 2017/18. La normalisation des principaux indicateurs permettra également de rendre les résultats de l'appui aux missions plus cohérents, plus clairs et de faciliter leur comparaison.

83. Les principales priorités à long terme du Département de l'appui aux missions, qui ont été présentées dans le précédent rapport du Secrétaire général sur l'aperçu général du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies ([A/70/749](#)), continuent de fonder son action. Ses priorités à court terme pour la période à venir sont l'amélioration de la gestion de la chaîne d'approvisionnement, le renforcement de la gestion de l'environnement, la promotion de la technologie et de l'innovation, le renforcement de la gestion et de l'administration (à l'appui de la mise en œuvre des recommandations du Groupe indépendant de haut niveau chargé d'étudier les opérations de paix et de la formulation de propositions concernant le dispositif de prestation de services centralisée) et la lutte contre les comportements répréhensibles.

#### **Améliorer la gestion de la chaîne d'approvisionnement**

84. La mise en œuvre d'une gestion intégrée d'un bout à l'autre de la chaîne d'approvisionnement permettra de remédier aux contraintes logistiques des missions de maintien de la paix de manière rapide, efficace et efficiente. Grâce à la nouvelle approche il sera possible d'adapter la planification et la gestion globales stratégiques aux besoins de l'ensemble des missions, de mieux cerner leurs besoins logistiques, d'exploiter les possibilités de regroupement et d'économies d'échelle et de faciliter les mouvements stratégiques de marchandises et de passagers en tirant parti de solutions de transport optimales. La transition bénéficiera de l'appui d'une solide équipe de gestion de la performance chargée d'élaborer des politiques, des directives et des procédures, ainsi que les indicateurs clefs de performance et un cadre de gestion de la performance. L'approche intégrée sera pleinement prise en charge dans Umoja, qui est en train d'être perfectionné en ce sens dans le cadre d'Umoja-Extension 2, essentiellement pour satisfaire les besoins des missions. Dans cette nouvelle version du progiciel, il sera possible de traiter les données historiques, les données prévisionnelles et la planification des interventions d'urgence. Comme indiqué dans le précédent rapport ([A/70/749](#), par. 45-48) la stratégie de gestion de la chaîne d'approvisionnement s'articule autour de quatre champs d'action interdépendants : un ensemble de procédures intégrées de gestion d'un bout à l'autre de la chaîne d'approvisionnement; des modalités d'approvisionnement adaptées aux différentes situations; des solutions concernant l'infrastructure, les technologies et les ressources; et une gestion efficace de la performance. Ces priorités seront prises en compte dans le cadre de la transformation à long terme des structures selon une approche intégrée. Elles seront complétées par les quatre projets pilotes lancés au cours de l'exercice 2015/16, qui visent à guider la mise en œuvre progressive de la gestion intégrée de la chaîne d'approvisionnement.

85. Les quatre projets pilotes contribueront à la mise en œuvre de la gestion intégrée de la chaîne d'approvisionnement en apportant des améliorations dans les domaines suivants : a) la planification des achats; b) la centralisation de



l'entrepasage; c) l'application des Incoterms aux livraisons; et d) l'établissement du cadre relatif au projet pilote de gestion d'un bout à l'autre de la chaîne d'approvisionnement dans le couloir logistique de l'Afrique de l'est. On trouvera ci-après un résumé de l'état d'avancement de chaque projet :

a) Le projet de planification des achats a abouti à la mise en place d'un plan d'ensemble visant à optimiser l'approvisionnement groupé au niveau mondial, tandis que le projet d'entrepasage centralisé a conduit à une rationalisation de la gestion des entrepôts dans de nombreuses missions, ce qui permet d'avoir une vision globale de l'état des stocks et d'éclairer la prise de décisions concernant leur renouvellement;

b) Un manuel sur l'entrepasage centralisé dans les missions de maintien de la paix a été publié en janvier 2017 dans le but d'harmoniser les procédures appliquées aux niveaux mondial et régional et dans les missions de façon que toutes les activités de base liées à l'entrepasage (réception, stockage, sécurisation, distribution) soient exécutées de manière cohérente, intégrée et efficace;

c) Le projet relatif aux Incoterms a consisté à analyser la manière dont les conditions internationales de livraison sont actuellement prises en compte dans les contrats-cadres et à formuler des directives visant à ce qu'elles soient mieux appliquées pour les biens acquis dans le cadre d'un appel d'offres international;

d) Le projet pilote de couloir logistique de l'Afrique de l'Est, qui a pour objet d'établir une stratégie régionale unifiée d'approvisionnement et de transport des produits de base, sera mise en œuvre d'ici à juin 2017. Le projet pilote, auquel participent cinq missions de maintien de la paix, à savoir la MONUSCO, la MINUAD, la FISNUA, la MINUSS et le BANUS, permettra de tester les procédures harmonisées de planification, d'approvisionnement et de transport dans la région. Les résultats seront évalués au moyen d'une analyse coûts-avantages, qui comprendra une comparaison avec les résultats obtenus dans le cadre de contrats ou de systèmes d'achat centralisés. Les principaux responsables des achats et des transports dans la région, à savoir le Bureau régional d'achat d'Entebbe, le Centre de contrôle intégré des transports et des mouvements (Entebbe) et la base d'appui de la MONUSCO participeront au projet pilote, qui sera exécuté au cours de l'exercice 2017/18.

86. La mise en place de la gestion intégrée de la chaîne d'approvisionnement exige un changement des mentalités et une évolution du mode de gestion, auxquels on parviendra par la formation et la redéfinition des rôles. Elle exige également que les structures organisationnelles soient révisées et harmonisées à l'appui des nouvelles procédures. Dans le projet de budget pour l'exercice 2017/18, il est proposé de restructurer la Division du soutien logistique du Département de l'appui aux missions afin qu'elle réponde mieux aux exigences d'une gestion intégrée d'un bout à l'autre de la chaîne d'approvisionnement. La Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi se propose également de revoir sa structure afin d'adopter la nouvelle approche. Celle-ci contribuera à la planification de la chaîne d'approvisionnement en recensant et en regroupant les besoins des missions et continuera d'appuyer la mise en œuvre de quatre projets lancés au titre du pilier Gestion de la chaîne d'approvisionnement.

87. Un avant-projet de plan de gestion de la chaîne d'approvisionnement a été élaboré. Celui-ci décrit le résultat final escompté du projet pour le Département de l'appui aux missions, ainsi que les activités que devront mener les autres départements ou bureaux et les autres centres de conférence du Secrétariat de l'ONU pour y parvenir. La pleine mise en œuvre d'une gestion intégrée de la chaîne d'approvisionnement nécessitera une nouvelle révision des procédures, notamment dans les domaines de la gestion des achats par catégorie, qui consiste à regrouper les produits en fonction de leur nature, de leur coût et de l'évolution des dépenses qu'ils représentent. L'élaboration et la mise en œuvre de l'avant-projet vont se poursuivre, le suivi de son état d'avancement étant assuré par la Division du soutien logistique au moyen d'un dispositif de gestion des résultats perfectionné comprenant des indicateurs de résultats et des valeurs de référence bien définies.

88. Dans le cadre de l'équipe chargée de la mise en œuvre du projet de couloir logistique de l'Afrique de l'est, le Bureau régional d'achat a dès le départ été associé au recensement et à la sélection de fournisseurs potentiels pour chaque produit. Le Bureau régional d'achat continuera de fournir un appui afin que les modalités révisées de sélection des fournisseurs et de transport harmonisées au niveau de la région soient appliquées et apportera son concours à la mise en place du nouveau système de commande.

#### **Promouvoir la technologie et l'innovation**

89. Le recours aux systèmes de drones a été encore renforcé pour améliorer la collecte de renseignements. Des systèmes de drones non armés sont utilisés dans trois missions de maintien de la paix, à savoir la MONUSCO, la MINUSMA et la MINUSCA (voir annexe IX pour plus de détails). La flotte actuelle comprend des systèmes de drones déployés par des pays fournisseurs de contingents en vertu de lettres d'attribution et d'autres fournis par des entreprises privées dans le cadre de contrats commerciaux. L'Organisation exploite actuellement un large éventail de systèmes pour gagner en efficacité dans les zones de mission. L'utilisation de systèmes de drones dans les opérations de maintien de la paix a déjà permis de tirer de précieux enseignements. En 2016, l'utilisation des systèmes de drones à la MONUSCO et à la MINUSMA a fait l'objet d'une évaluation, dont il est ressorti qu'il fallait rationaliser la gestion de ces systèmes tout au long de leur cycle de vie, de l'élaboration du concept à l'exploitation des appareils, en passant par l'achat de services et le déploiement sur site. À cette fin, un groupe de travail spécialisé composé de membres des différents départements concernés a été créé et chargé de traiter au quotidien, depuis le Siège, l'ensemble des questions relatives au système de drones. Le groupe de travail rassemble des représentants du Département des opérations de maintien de la paix du Département de l'appui aux missions et du Département de la gestion. Il assurera la gestion intégrée des systèmes de drones, élaborera des instructions permanentes pour leur gestion, leur acquisition et leur exploitation dans les missions, formulera des recommandations à l'attention des structures de commandement et de contrôle concernant les systèmes déployés par les pays fournisseurs de contingents et ceux fournis par des entreprises privées et se chargera d'administrer les contrats commerciaux et les lettres d'attribution à l'appui des missions. Il sera pour les missions le principal organe de liaison et de coordination pour toutes les questions relatives aux systèmes de drones sur le terrain.

90. Avec l'aide d'États Membres, le Partenariat pour la technologie au service du maintien de la paix s'est élargi et des projets pilotes portant sur la protection des camps, l'appréciation de la situation, la protection des convois et la protection des zones urbaines ont vu le jour à la MINUSCA et à la MINUSMA. Des centres de commandement modulaires sont également en train d'être mis en place pour aider les pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police à déployer leurs effectifs rapidement de façon à améliorer l'interopérabilité et l'efficacité des forces. En outre, l'École des transmissions militaires des Nations Unies a été créée dans le but d'offrir au personnel en tenue des pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police des cours dans les domaines de l'information et des télécommunications. En ce qui concerne l'appréciation de la situation, le dispositif normalisé de gestion des incidents (SAGE), qui permet de collecter, d'analyser et de partager les données relatives aux incidents majeurs qui surviennent dans les missions, a été mis en service avec succès dans huit missions de maintien de la paix (MINUSTAH, MINUSMA, ONUCI, MINUL, MINUSCA, ONUST, UNFICYP et MANUSOM). Il sera mis en service dans trois autres missions (MINUSS, UNMOGIP et MINUK) d'ici à la fin du premier trimestre de 2017.

## **Renforcer l'administration et la gestion pour appuyer les missions**

### **Mesures d'efficacité**

91. Le contrôle des dépenses opérationnelles étant une priorité, des efforts sont actuellement faits pour partager les pratiques efficaces observées dans les missions, concevoir des initiatives visant à améliorer l'efficacité à l'échelle mondiale et appuyer leur mise en œuvre sur le terrain, contrôler les mécanismes de gestion des moyens d'appui aux missions, établir des paramètres et créer des outils normalisés, examiner et approuver les programmes de dépenses d'équipement et assurer la normalisation des mesures d'efficacité.

92. La planification et la gestion actives des missions pendant toute leur durée, au moyen d'évaluations stratégiques, d'études sur les capacités militaires et d'examen des besoins en personnel civil, permettent de doter les missions de structures et de moyens optimaux. On peut citer, parmi les autres mesures d'efficacité ciblées, l'évaluation des modèles de consommation des ressources pour réduire l'utilisation, les stocks excédentaires et le gaspillage de biens, de consommables et de produits de base. Conformément aux recommandations des organes de contrôle, on s'efforce également d'optimiser les stocks de biens durables et non durables afin de réduire les coûts de stockage et d'éviter l'accumulation d'excédents, ce qui permet à terme de mieux calibrer les achats.

93. Dans sa résolution [70/286](#) (par. 40), l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de continuer à revoir la composition des parcs de véhicules des missions, et à l'optimiser, et de faire en sorte que les véhicules soient adaptés aux besoins. À cet égard, des contrats-cadres sont actuellement mis au point pour l'achat de berlines et de véhicules tout-terrain utilitaires légers bénéficiant des avancées technologiques (notamment en matière de consommation de carburant) et dont l'utilisation peut être plus économique. Ces contrats, qui devraient être prêts d'ici à l'été 2017, permettront à chaque mission de choisir les types de véhicules les mieux adaptés à ses besoins opérationnels. Il a par ailleurs été demandé aux missions de passer en revue leur parc de véhicules légers en analysant les schémas d'utilisation par

composante et par bureau, dans le but d'adapter le nombre total de ces véhicules aux besoins opérationnels effectifs en allant au-delà des coefficients véhicules/effectifs recommandés dans l'actuel Manuel des coûts et coefficients standard.

94. Les efforts se poursuivent pour améliorer le partage des biens de l'ONU entre les missions ou leur réaffectation à des missions où des gains d'efficacité peuvent être réalisés. L'Organisation est en train d'adopter une approche échelonnée de la planification des achats et des travaux de construction, qui consistera à répondre aux demandes en fonction des besoins prioritaires de chaque opération de maintien de la paix et à prendre les mesures nécessaires dans ces domaines dans les missions qui ont réduit leurs effectifs ou qui entrent dans une phase de transition.

### **Recrutement et gestion prévisionnelle des besoins en personnel**

95. Plusieurs opérations de maintien de la paix se trouvent actuellement en phase de transition, de réduction des effectifs ou de liquidation. Le Bureau de la gestion des ressources humaines, en collaboration étroite avec le Département de l'appui aux missions, élabore actuellement une politique générale de réduction des effectifs tenant compte des transitions qu'ont connues les missions. En attendant que cette politique soit achevée, le Département fournit aux missions des orientations sur la réduction des effectifs inspirées des enseignements tirés des restructurations précédentes.

96. Les examens des besoins en personnel civil font toujours partie intégrante de la gestion prévisionnelle des besoins en personnel et permettent d'adapter les ressources civiles aux priorités des missions de maintien de la paix pour assurer la bonne exécution des mandats. Ces examens, qui s'appuient sur les observations et recommandations issues des examens stratégiques et des concepts opérationnels des missions, sont l'occasion de passer en revue les moyens, les structures et les possibilités de recrutement sur le plan national ou d'externalisation de postes, ainsi que de faire le bilan de la coopération avec les équipes de pays des Nations Unies. La simplification des procédures administratives résultant de la mise en service d'Umoja s'est traduite par des gains d'efficacité lors des examens des besoins en personnel civil. Ces examens ont permis de renforcer les effectifs dans les zones où les priorités ou la charge de travail l'exigent, et de les réduire ou les restructurer ailleurs.

97. Les procédures d'examen des effectifs civils ont été rationalisées et un ensemble de priorités a été défini pour permettre un examen plus détaillé des effectifs nécessaires. On s'est appuyé sur les enseignements tirés des précédents examens des effectifs civils pour identifier les facteurs internes et externes qui influent sur la constitution des effectifs et pour définir une approche cohérente. Promouvoir le recours à du personnel recruté sur le plan national est l'un des objectifs majeurs du dispositif actuel d'examen des besoins en personnel civil. Des directives sont en cours d'élaboration concernant le recrutement sur le plan national et la transformation de postes soumis à recrutement international en postes soumis à recrutement local. À ce jour, des examens des effectifs civils ont été menés à bien et leurs conclusions intégrées chaque année aux rapports budgétaires concernant les 14 missions suivantes : MINUAD, FINUL, ONUCI, MONUSCO, FISNUA, MINUSTAH, FNUOD, MINUK, BANUS, MINUSMA, MINUSCA, UNMOGIP,

ONUST et Centre de services régional d'Entebbe. Un examen des effectifs civils de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi doit être mené en 2017. Les examens des effectifs civils seront à l'avenir intégrés aux procédures et examens existants.

### **Classement des postes dans les missions**

98. L'opération de classement des postes a été achevée en décembre 2016, même si certaines décisions doivent encore être appliquées et certains recours examinés. Le but de cette opération était de déterminer de façon objective et exacte la classe des divers postes en analysant les attributions et responsabilités y afférentes et en appliquant les règles de classement établies par la Commission de la fonction publique internationale (CFPI). La classe d'un poste existant peut soit être confirmée soit être relevée ou abaissée en fonction des résultats du classement. Cette opération était indispensable à la bonne mise en œuvre du dispositif de mobilité, tout en étant complémentaire de la standardisation des avis de vacance de poste dans Inspira, qui vise à faciliter la gestion prévisionnelle des besoins en personnel dans Umoja.

99. Le projet avait pour objet de classer quelque 19 000 postes autorisés dans les opérations de maintien de la paix et les missions politiques spéciales (administrateurs recrutés sur le plan international, agents du Service mobile, administrateurs recrutés sur le plan national et agents locaux) qui n'avaient jamais été classés. Le Bureau de la gestion des ressources humaines a délégué ses pouvoirs à la Division du personnel des missions pour le classement des postes des missions jusqu'à la classe D-1. L'opération de classement n'a concerné aucun poste de classe D-2 ou de rang supérieur, ni aucun poste ayant déjà fait l'objet d'un classement.

100. Des directives sur la mise en application des résultats du classement ont été adressées à toutes les missions. Conformément à la pratique établie, ces directives comprennent une mesure spéciale qui s'applique à titre exceptionnel aux postes d'administrateur et d'agent des services généraux recrutés sur le plan national qui n'étaient auparavant pas classés, selon laquelle les titulaires des postes auxquels est assignée une classe supérieure à celle qu'ils occupent pourront, s'ils satisfont aux critères d'admissibilité, être promus à la classe supérieure sans passer par la procédure de sélection et percevoir une indemnité de fonctions. Pour les postes faisant l'objet d'un recrutement international, le fonctionnaire occupant le poste au 1<sup>er</sup> juillet 2016 pourra prétendre à une promotion conformément à la procédure normale de sélection, le cas échéant après publication d'un avis de vacance de poste. Le classement définitif est consigné dans les tableaux d'effectifs proposés pour l'exercice 2017/18.

101. On trouvera dans les figures I à III ci-après les changements résultant de l'opération de classement menée dans les missions.

Figure I  
Changements intervenus dans la catégorie du Service mobile

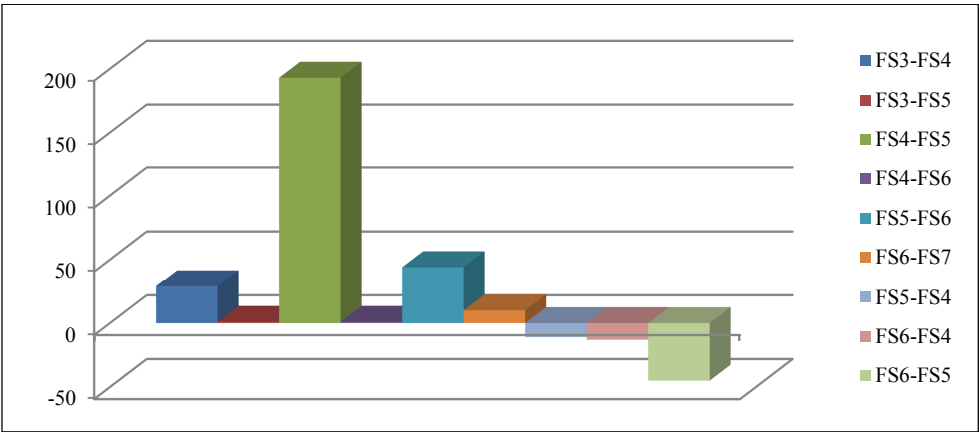


Figure II  
Changements intervenus dans la catégorie des services généraux

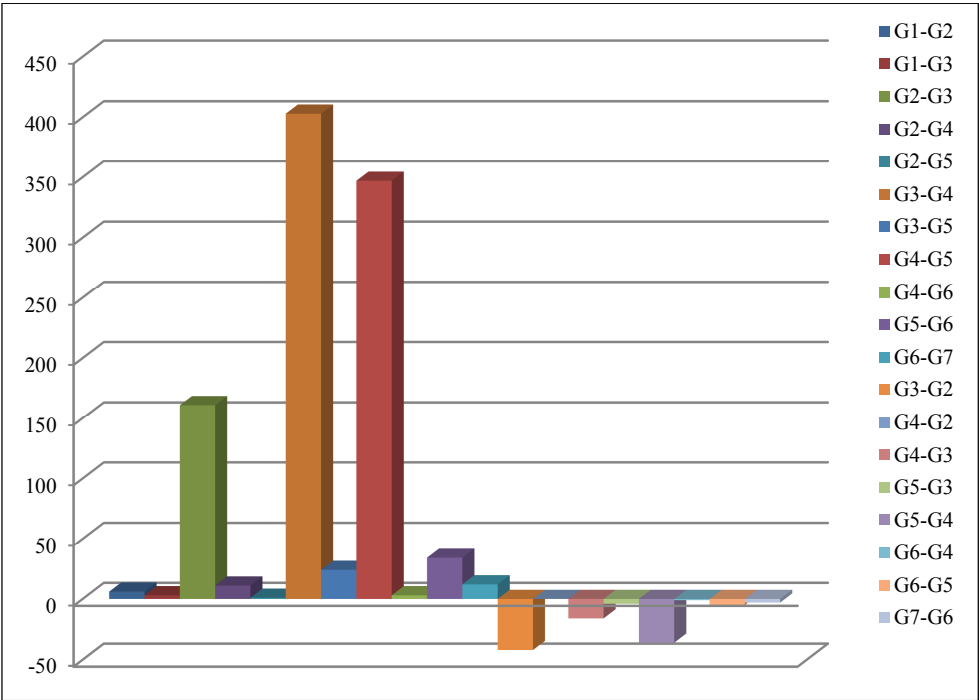
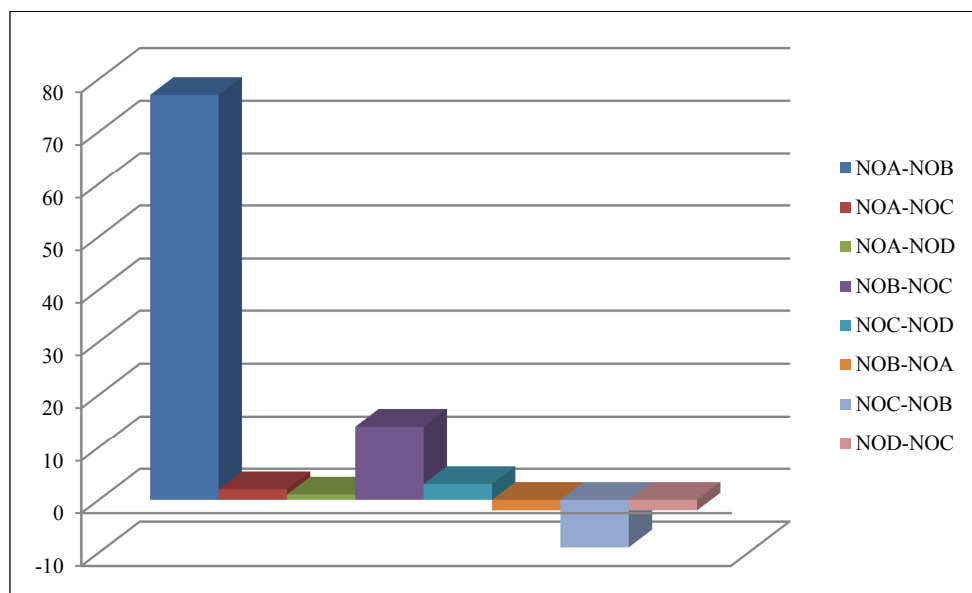


Figure III  
**Changements intervenus dans la catégorie des administrateurs  
 recrutés sur le plan national**



## IX. Ressources financières et humaines

102. Actuellement, l'ONU fournit un appui à 17 opérations de maintien de la paix, à savoir : 14 missions financées au titre de différents comptes spéciaux; 2 missions établies de longue date et imputées au budget-programme (UNMOGIP et ONUST); et le Bureau d'appui des Nations Unies en Somalie (BANUS). Dans ses résolutions [2284 \(2016\)](#) et [2333 \(2016\)](#), le Conseil de sécurité a demandé le retrait de l'ONUCI d'ici à la fin du mois d'avril 2017 et celui de la MINUL d'ici au 30 avril 2018. En conséquence, le nombre de missions de maintien de la paix en cours devrait être ramené à 16 pour l'exercice 2017/18 et à 15 pour l'exercice 2018/19. On trouvera dans le tableau 1 ci-dessous un récapitulatif des ressources des opérations de maintien de la paix pour les exercices 2011/12 à 2017/18.

Tableau 1  
**Récapitulatif des ressources financières et humaines des opérations de maintien de la paix pour les exercices 2011/12 à 2017/18**

Composante	Nombre/montant effectif					Nombre/ montant approuvé	Nombre/ montant prévu
	2011/12	2012/13	2013/14	2014/15	2015/16	2016/17	2017/18
<b>Nombre de missions et d'opérations d'appui en cours</b>							
Missions financées au titre des budgets des opérations de maintien de la paix	14	14	13	14	14	14	13
UNSOA/BANUS	1	1	1	1	1	1	1
UNMOGIP et ONUST	2	2	2	2	2	2	2
<b>Total (nombre de missions et d'opérations d'appui en cours)</b>	<b>17</b>	<b>17</b>	<b>16</b>	<b>17</b>	<b>17</b>	<b>17</b>	<b>16</b>
<b>Ressources financières (montants bruts, en millions de dollars des États-Unis)</b>							
Missions de maintien de la paix et UNSOA/BANUS	7 152,9	6 889,3	7 136,8	7 900,3	7 614,4	7 439,4	7 506,5
Centre de services régional d'Entebbe	—	—	—	—	—	39,2	37,3
Centre de services mondial	64,3	68,6	68,5	66,5	67,1	82,9	88,3
Compte d'appui (progiciel de gestion intégré inclus)	344,8	329,7	315,0	324,2	335,9	327,4	339,5
<b>Total partiel (budgets des opérations de maintien de la paix)</b>	<b>7 562,0</b>	<b>7 287,6</b>	<b>7 520,3</b>	<b>8 291,0</b>	<b>8 017,4</b>	<b>7 888,9</b>	<b>7 971,6</b>
UNMOGIP et ONUST	48,9	43,6	46,6	41,5	44,7	45,2	44,7
<b>Total (ressources financières)</b>	<b>7 610,9</b>	<b>7 331,2</b>	<b>7 566,9</b>	<b>8 332,5</b>	<b>8 062,1</b>	<b>7 934,1</b>	<b>8 016,3</b>
<b>Effectifs</b>							
<b>Personnel en tenue</b>							
Personnel des Nations Unies en tenue <sup>a</sup>	112 554	110 098	113 326	127 138	120 957	117 420	116 919
Personnel de l'AMISOM en tenue <sup>a</sup>	17 731	17 731	22 126	22 126	22 126	22 126	22 126
<b>Total partiel (budgets des opérations de maintien de la paix)</b>	<b>130 285</b>	<b>127 829</b>	<b>135 452</b>	<b>149 264</b>	<b>143 083</b>	<b>139 546</b>	<b>139 045</b>
UNMOGIP and UNTSO	197	197	197	197	197	197	197
<b>Total, personnel en tenue</b>	<b>130 482</b>	<b>128 026</b>	<b>135 649</b>	<b>149 461</b>	<b>143 280</b>	<b>139 743</b>	<b>139 242</b>
<b>Personnel civil</b>							
Personnel civil des missions et de l'UNSOA/du BANUS <sup>b</sup>	24 291	23 694	22 808	22 542	21 134	19 964	18 569
Personnel civil du Centre de services régional d'Entebbe	—	—	—	—	—	421	439
Personnel civil d'appui aux missions <sup>c</sup>	1 859	1 852	1 855	1 882	1 913	1 913	1 914
<b>Total partiel (budgets des opérations de maintien de la paix)</b>	<b>26 150</b>	<b>25 546</b>	<b>24 663</b>	<b>24 424</b>	<b>23 047</b>	<b>22 298</b>	<b>20 922</b>
UNMOGIP et ONUST	342	342	340	323	323	318	315
<b>Total (personnel civil)</b>	<b>26 492</b>	<b>25 888</b>	<b>25 003</b>	<b>24 747</b>	<b>23 370</b>	<b>22 616</b>	<b>21 237</b>

<sup>a</sup> Effectif maximum autorisé.

<sup>b</sup> Les ressources du Centre de services mondial et du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix ne sont comptabilisées pour aucun des exercices; celles du Centre de services régional d'Entebbe ne sont plus prises en compte à compter de l'exercice 2016/17. Pour les exercices 2011/12 à 2015/16, les ressources financières et humaines du Centre de services régional d'Entebbe étaient comptabilisées dans les budgets des missions clientes.

<sup>c</sup> Personnel du Centre de services mondial et personnel du Siège financé au moyen du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix.



103. Les mandats des opérations de maintien de la paix des Nations Unies recouvrent un large éventail d'activités traditionnelles et multidimensionnelles dont l'objet est de contribuer à apporter une solution politique durable aux conflits. Depuis l'exercice 2015/16, les effectifs déployés dans les missions de maintien de la paix sont en diminution, après avoir atteint leur maximum au cours de l'exercice 2014/15 avec quelque 150 000 agents en tenue bénéficiant d'un appui de l'ONU se chiffrant à environ 8,3 milliards de dollars.

#### **Personnel en tenue**

104. Il est prévu que l'effectif de l'ONUCI soit réduit de 3 500 agents en tenue et celui de la MINUL de 4 800 à compter de l'exercice 2015/16 et tout au long de l'exercice 2016/17. Cette réduction sera en partie contrebalancée par l'augmentation des effectifs des missions plus récentes que sont la MINUSCA, la MINUSMA et la MINUSS, qui devraient être dotées respectivement de 1 000, 2 500 et 1 100 agents en tenue supplémentaires et atteindre ainsi leur pleine capacité opérationnelle, s'agissant tant des contingents militaires que des forces de police. Dans l'ensemble, on assistera à une diminution nette des effectifs d'environ 3 600 membres du personnel en tenue au cours de l'exercice 2016/17. En ce qui concerne l'exercice 2017/18, les effectifs devraient diminuer de 500 agents en tenue, du fait principalement de la clôture, au cours de l'exercice 2016/17, de l'ONUCI (dont l'effectif maximum autorisé est de 3 500 agents), et d'une réduction de l'effectif maximum autorisé pour la MINUL de 1 100 agents au début de l'exercice). La réduction des effectifs de l'ONUCI et de la MINUL sera contrebalancée par le déploiement de 4 100 agents en tenue supplémentaires à la MINUSS, conformément à la résolution [2327 \(2016\)](#) du Conseil de sécurité.

#### **Personnel civil**

105. Le nombre de membres du personnel civil des missions diminue d'année en année et devrait être ramené d'environ 24 300 agents en 2011/12 à quelque 18 600 en 2017/18, soit une réduction d'environ 23 % sur une période de sept ans. Durant l'exercice 2017/18, le personnel civil des missions devrait encore diminuer de quelque 1 400 agents, soit environ 7 % des effectifs, du fait principalement de la clôture de l'ONUCI et de la suppression d'un maximum de 1 191 postes et emplois de temporaire autorisés en 2016/17; du retrait de la MINUL, qui s'accompagnera de la suppression de 228 postes et emplois de temporaire autorisés au début de l'exercice; et de la suppression de 179 postes et emplois de temporaire à la MONUSCO. Ces réductions seront en partie contrebalancées par l'augmentation proposée des effectifs de la MINUSMA (190 postes et emplois de temporaire) et de la MINUSCA (45 postes et emplois de temporaire). Compte tenu des besoins d'appui des missions, de la centralisation des fonctions et de la prestation de services à distance rendue possible par Umoja, les effectifs prévus pour le Centre de services régional d'Entebbe, le Centre de services mondial et les services d'appui du Siège de l'ONU financés au moyen du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix, s'élèvent actuellement à environ 2 300 agents.

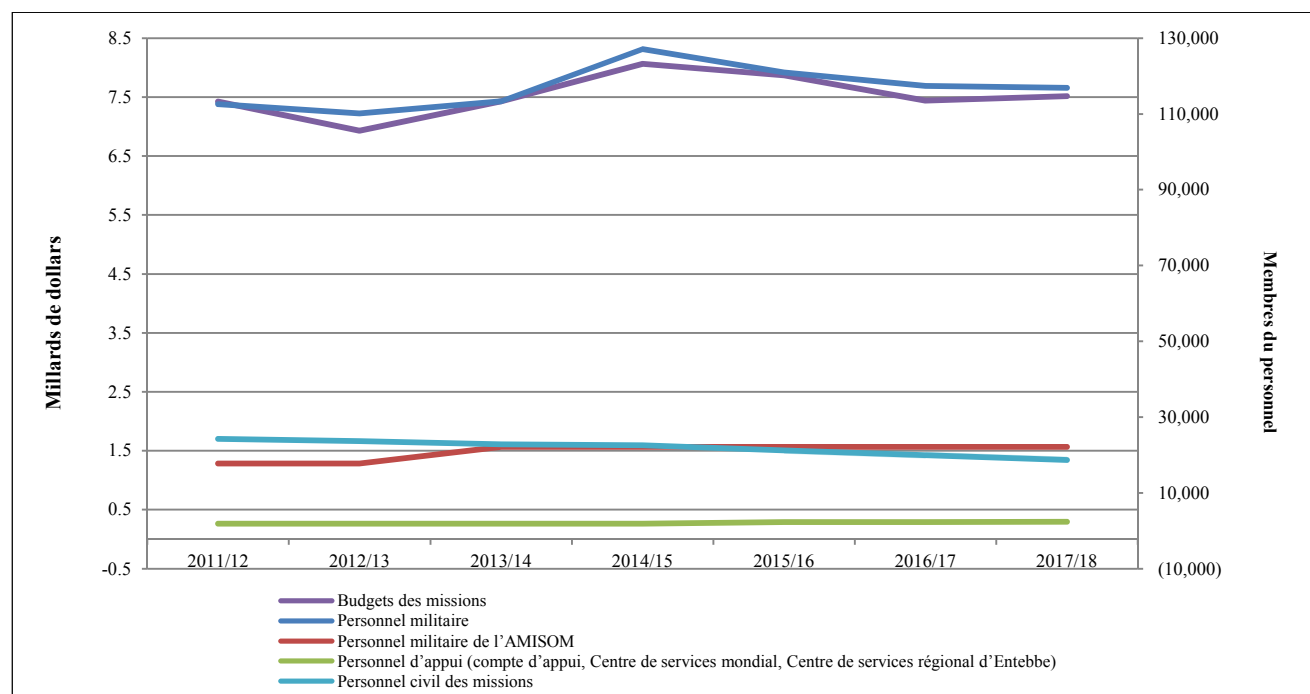
## Évolution

106. On trouvera dans les figures IV à VI ci-dessous des informations relatives à l'évolution des effectifs militaire et civil des opérations de maintien de la paix, ainsi que des données permettant de comparer, année par année, les ressources d'appui du Siège et des centres de services mondial et régional avec l'ensemble des ressources affectées aux opérations de maintien de la paix.

Figure IV

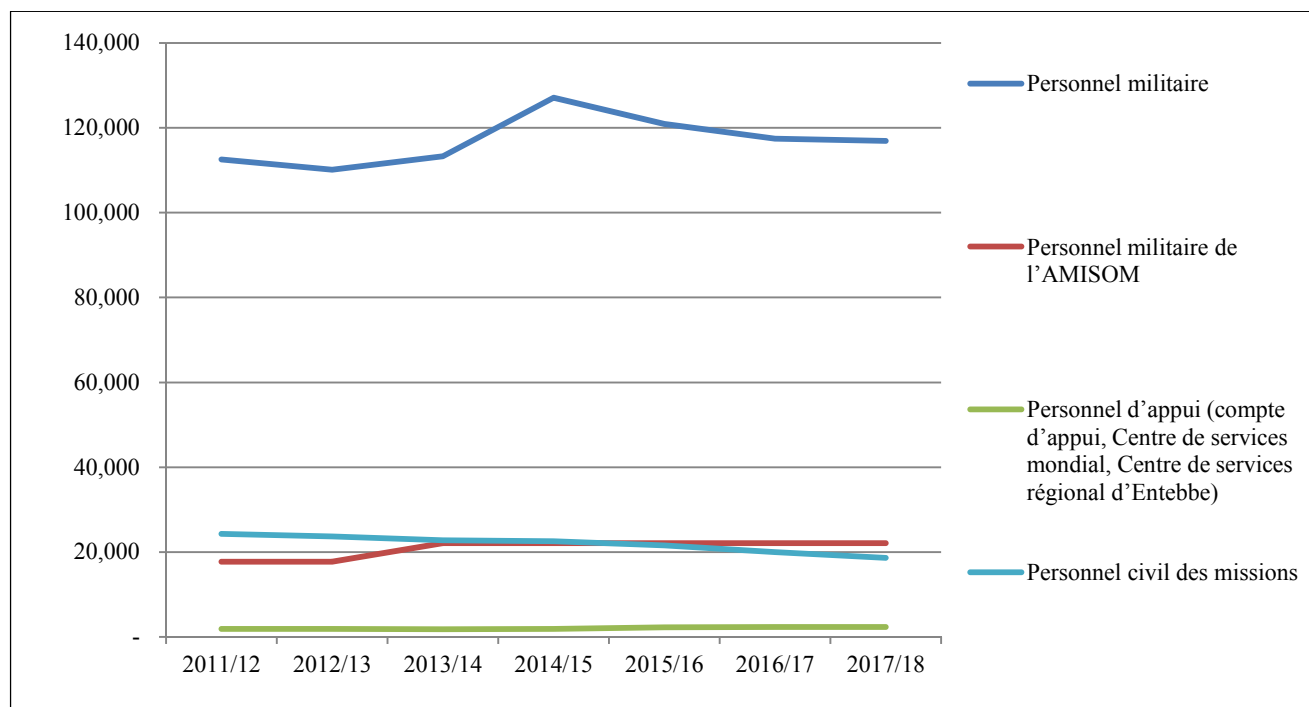
### Part du coût des ressources humaines dans le montant total des budgets des opérations de maintien de la paix pour les exercices 2011/12 à 2017/18

(En dollars des États-Unis)



Source : Budgets des opérations de maintien de la paix pour les exercices 2011/12 à 2017/18.

Figure V  
Effectifs des opérations de maintien de la paix pour les exercices 2011/12 à 2017/18

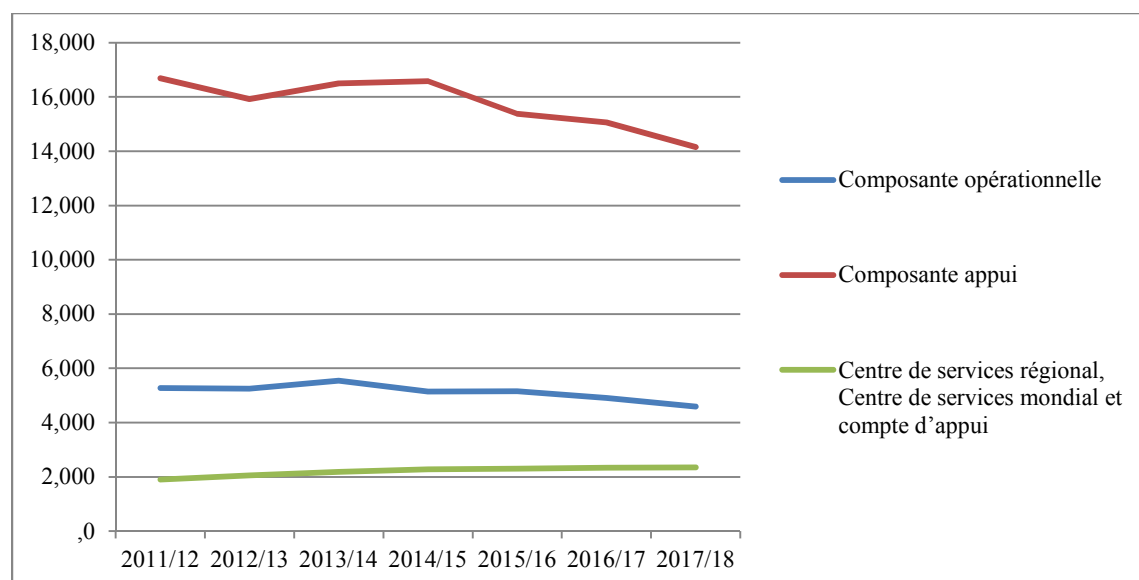


Source : Effectifs autorisés pour les exercices 2011/12 à 2017/18.

107. Le nombre de membres du personnel en tenue devrait diminuer de 0,4 % entre les exercices 2016/17 et 2017/18. En ce qui concerne les membres du personnel civil, leur nombre devrait diminuer d'environ 6 % entre l'exercice 2016/17 (effectifs approuvés) et l'exercice 2017/18 (effectifs proposés), comme indiqué aux paragraphes 104 et 105 ci-dessus. Si l'on considère la tendance de fond, on constate qu'entre les exercices 2011/12 et 2017/18, le nombre d'agents en tenue a augmenté de 6 %, alors que le nombre de membres du personnel civil a diminué de 20 %.

108. Comme on peut le voir dans la figure VI ci-dessous, le nombre de membres du personnel civil engagés au titre des composantes appui a baissé de 32 % entre l'exercice 2011/12 et l'exercice 2017/18.

Figure VI  
**Effectifs des opérations de maintien de la paix pour les exercices 2011/12 à 2017/18**



Source : Effectifs autorisés pour les exercices 2011/12 à 2017/18.

### Ressources financières

109. Les ressources financières allouées aux opérations de maintien de la paix servent à couvrir le coût de l'appui au personnel en tenue ainsi que les dépenses opérationnelles relatives au dispositif d'appui, qui comprend notamment les opérations aériennes, la consommation de carburant et la maintenance de l'infrastructure informatique et de communications. Les prévisions de dépenses pour l'exercice 2017/18 tiennent compte de la diminution des dépenses opérationnelles et des coûts afférents au personnel civil résultant de la clôture de l'ONUCI, du retrait de la MINUL et de la réorganisation et rationalisation des opérations menées par la MINUAD, la MINUSTAH et la MONUSCO. Cette diminution est contrebalancée par le renforcement des effectifs de la MINUSMA et de la MINUSS.

110. On trouvera dans le tableau 2A ci-dessous une analyse des ressources approuvées pour les opérations de maintien de la paix, mission par mission, pour les exercices 2011/12 à 2017/18, ainsi que pour couvrir les dépenses d'appui du Siège et celles des centres de services mondial et régional, pour les mêmes exercices. Les montants figurant dans le tableau 2A représentent les crédits approuvés par l'Assemblée générale, tandis que le tableau 2B fournit des informations sur l'utilisation des crédits.

Tableau 2A

**Ressources nécessaires pour le financement des opérations de maintien de la paix,  
mission par mission, et de l'appui, pour les exercices 2011/12 à 2017/18**

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Mission</i>	<i>2011/12</i>	<i>2012/13</i>	<i>2013/14</i>	<i>2014/15</i>	<i>2015/16</i>	<i>2016/17</i>	<i>2017/18</i>
MINURSO	61 449,4	58 253,0	58 404,0	53 918,4	51 118,3	52 550,4	55 155,6
MINUSCA	—	—	—	628 724,4	839 644,5	920 727,9	921 580,5
MINUSMA	—	—	602 000,0	911 038,0	923 305,8	933 411,0	1 077 552,0
MINUSTAH	793 517,1	648 394,0	576 619,0	500 080,5	380 355,7	345 926,7	336 602,4
MONUSCO	1 486 486,1	1 343 593,0	1 453 358,0	1 397 036,0	1 330 739,3	1 235 723,1	1 234 603,2
ONUCI	645 961,4	575 017,0	584 487,0	493 570,3	402 794,3	171 937,8	—
MINUAD	1 689 305,5	1 448 574,0	1 335 248,0	1 153 611,3	1 102 164,7	1 039 573,2	1 032 122,7
FNUOD	50 526,1	45 992,0	60 654,5	64 110,9	51 706,2	47 714,1	62 276,0
UNFICYP	56 512,0	54 576,0	55 376,0	58 004,5	52 538,5	54 849,9	56 040,8
FINUL	545 470,6	524 010,0	492 622,0	509 554,4	506 346,4	488 691,6	494 771,3
FISNUA	175 500,0	257 932,0	329 108,6	318 925,2	268 256,7	268 624,6	278 012,7
UNSOA	291 092,7	436 905,0	435 801,0	489 968,1	513 428,3	—	—
MINUK	44 914,8	46 963,0	44 953,0	42 971,6	40 031,0	36 486,9	38 016,6
MINUL	525 559,9	496 405,0	476 277,0	427 267,0	344 659,4	187 139,6	122 111,2
MINUS	137 532,0	—	—	—	—	—	—
MINUSS	722 129,6	839 490,0	924 426,0	1 097 315,1	1 085 769,2	1 081 788,4	1 178 338,6
MINUT	196 077,5	155 429,0	—	—	—	—	—
BANUS	—	—	—	—	—	574 304,9	619 312,1
<b>Total partiel</b>	<b>7 422 034,7</b>	<b>6 931 533,0</b>	<b>7 429 334,1</b>	<b>8 146 095,7</b>	<b>7 892 858,3</b>	<b>7 439 450,1</b>	<b>7 506 495,7</b>
Centre de services mondial	68 512,5	68 627,0	68 517,0	70 338,6	67 157,0	82 857,8	88 338,5
Compte d'appui aux opérations de maintien de la paix	344 792,4	317 993,0	327 425,8	326 047,3	336 495,8	327 380,3	339 468,4
Centre de services régional d'Entebbe	—	—	—	—	—	39 203,6	37 255,8
<b>Total</b>	<b>7 835 339,6</b>	<b>7 318 153,0</b>	<b>7 825 276,9</b>	<b>8 542 481,6</b>	<b>8 296 511,1</b>	<b>7 888 891,8</b>	<b>7 971 558,4</b>

Source : Budgets des opérations de maintien de la paix approuvés pour les exercices 2011/12 à 2016/17.

111. On trouvera dans le tableau 2B ci-dessous une analyse des dépenses effectivement engagées, des soldes inutilisés, des engagements d'exercices antérieurs annulés et des revenus dégagés, réalisée à partir des rapports finals sur l'exécution du budget des opérations de maintien de la paix pour les exercices 2011/12 à 2015/16.

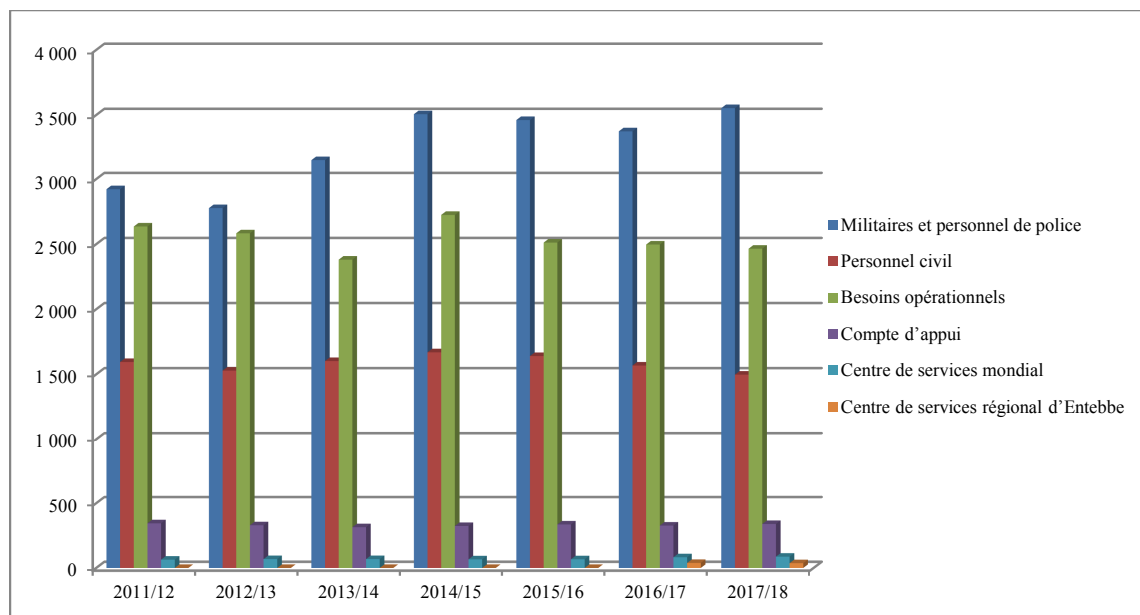


113. On trouvera à la figure VIII ci-dessous des informations sur les ressources financières, par catégorie de dépenses et par composante d'appui, pour la période de sept années allant de l'exercice 2011/12 à l'exercice 2017/18 (ressources demandées).

Figure VIII

**Ressources financières par catégorie de dépenses et par composante d'appui pour les exercices 2011/12 à 2017/18**

(En millions de dollars des États-Unis)



**Appui aux opérations de maintien de la paix**

114. Les ressources proposées pour le compte d'appui, le Centre de services mondial et le Centre de services régional d'Entebbe continuent d'être revues régulièrement compte tenu de l'évolution du nombre, de la taille et de la complexité des opérations de maintien de la paix.

115. On trouvera au tableau 3 ci-dessous une comparaison entre les ressources financières servant à financer l'appui du Siège aux missions au moyen du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix, le Centre de services mondial et le Centre de services régional d'Entebbe et les ressources financières allouées aux missions de maintien de la paix depuis l'exercice 2011/12.



Tableau 3

**Comparaison entre les ressources financières allouées au compte d'appui, au Centre de services mondial et au Centre de services régional d'Entebbe et celles allouées aux budgets des missions de maintien de la paix pour les exercices 2011/12 à 2017/18**

(En millions de dollars des États-Unis)

<i>Composante</i>	<i>2011/12 (montant effectif)</i>	<i>2012/13 (montant effectif)</i>	<i>2013/14 (montant effectif)</i>	<i>2014/15 (montant effectif)</i>	<i>2015/16 (montant effectif)</i>	<i>2016/17 (montant approuvé)</i>	<i>2017/18 (montant proposé)</i>
Missions de maintien de la paix, BANUS	7 146,8	6 855,2	7 111,2	7 861,7	7 584,7	7 439,4	7 506,5
Centre de services régional d'Entebbe <sup>a</sup>	6,1	34,1	25,6	38,6	29,7	39,2	37,3
Centre de services mondial	64,3	68,6	68,5	66,5	67,1	82,9	88,3
Compte d'appui <sup>b</sup>	297,6	292,3	296,3	303,3	303,8	309,7	312,7
<b>Ratio du compte d'appui (en pourcentage)</b>	<b>4,16</b>	<b>4,26</b>	<b>4,17</b>	<b>3,86</b>	<b>4,01</b>	<b>4,16</b>	<b>4,17</b>
<b>Ratio d'appui (2 composantes) : rapport entre les ressources financières du compte d'appui et du Centre de services mondial et celles allouées aux missions de maintien de la paix (en pourcentage)</b>	<b>5,06</b>	<b>5,26</b>	<b>5,13</b>	<b>4,70</b>	<b>4,89</b>	<b>5,28</b>	<b>5,34</b>
<b>Ratio d'appui (3 composantes) : rapport entre les ressources financières du compte d'appui, du Centre de services mondial et du Centre de services régional d'Entebbe et celles allouées aux missions de maintien de la paix (en pourcentage)</b>	<b>5,15</b>	<b>5,76</b>	<b>5,49</b>	<b>5,19</b>	<b>5,28</b>	<b>5,80</b>	<b>5,84</b>

<sup>a</sup> Dont un montant de 741 400 dollars au titre du Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Soudan et le Soudan du Sud, du Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs, du Groupe de contrôle pour la Somalie et l'Érythrée, du BRENAC, de la MANUSOM, du BNUUA et du Bureau du Conseiller spécial du Secrétaire général pour la prévention des conflits, y compris au Burundi, pour l'exercice 2016/17, qui sera financé au moyen des crédits ouverts par l'Assemblée générale dans sa résolution 70/249 A à C, au chapitre 3 (Affaires politiques) du budget-programme pour l'exercice biennal 2016-2017.

<sup>b</sup> Non compris les montants prévus au titre du progiciel de gestion intégré, de la sécurité informatique et du dispositif de prestation de services centralisée.

116. En moyenne, le coût des services d'appui fournis par les départements et bureaux du Siège, qui sont imputés au compte d'appui aux opérations de maintien de la paix, et par le Centre de services mondial représente environ 5,10 % [ratio d'appui (2 composantes)] des ressources totales allouées aux opérations de maintien de la paix (les ressources du Centre de services régional d'Entebbe ne sont pas prises en compte dans ce calcul). Ce ratio est en augmentation depuis l'exercice 2014/15, en partie parce que, cette année-là, les dépenses des missions de maintien de la paix ont atteint un pic (7,86 milliards de dollars) et pour les raisons suivantes : a) les montants disponibles au titre du compte d'appui sont passés de 303,8 millions de dollars en 2015/16 à 312,7 millions de dollars en 2017/18, ce qui s'explique principalement par un renforcement, durant l'exercice 2016/17, de l'action menée dans différents domaines prioritaires tels que la constitution des forces, la prévention de l'exploitation et des atteintes sexuelles, la responsabilité environnementale, la sécurité du personnel et les initiatives de défense des droits de

l'homme, ainsi que par des facteurs techniques tels que la révision du barème des traitements et des prévisions de dépenses au titre du Groupe de travail sur le matériel appartenant aux contingents et la réalisation d'une enquête concernant les dépenses engagées par les pays fournisseurs de contingents et de forces de police ; b) les dépenses du Centre de services mondial ont augmenté, passant de 67,1 millions de dollars en 2015/16 à environ 88,3 millions de dollars en 2017/18, ce qui s'explique principalement par les frais liés à la gestion et à la maintenance d'Umoja.

117. Durant l'exercice 2017/18, les activités continueront d'être regroupées dans les centres de services mondial et régional, conformément à la stratégie globale d'appui aux missions, qui s'appuie sur Umoja, et les opérations continueront d'être harmonisées et rationalisées dans le cadre de la mise en service progressive d'Umoja (notamment Umoja-Extension 2). Dans son projet de budget pour l'exercice 2017/18, le Centre de services régional d'Entebbe a proposé la création de 18 postes supplémentaires, ce qui portera son effectif à 439. Le Centre de services régional élargira sa clientèle pour y inclure la MINURSO, gèrera les services chargés des états de paie pour le personnel recruté sur le plan national et les membres du personnel en uniforme, et assumera d'autres fonctions centralisées pour toutes les missions déployées en Afrique. Il est proposé de réduire de trois postes et emplois de temporaire le nombre de membres du personnel civil d'appui prévus au titre du compte d'appui, mais d'augmenter de quatre postes et emplois de temporaire le nombre de membres du personnel civil du Centre de services mondial, principalement pour renforcer les initiatives en matière d'environnement.

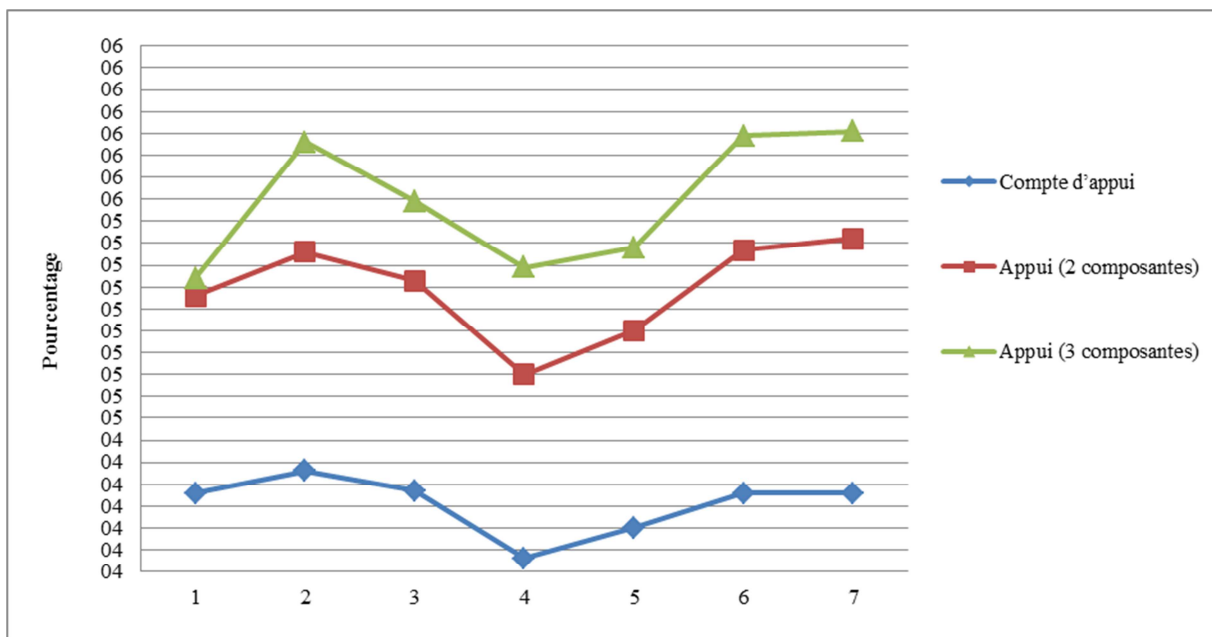
118. Si l'on tient compte des ressources du Centre de services régional d'Entebbe dans le calcul du ratio d'appui, celui-ci atteint une moyenne d'environ 5,5 % pour les exercices 2010/11 à 2017/18. Pour l'exercice 2017/18, il devrait toutefois passer à environ 5,8 %. Cette augmentation s'explique principalement par le transfert au Centre de services régional d'un nombre croissant de postes des missions, par la réduction de l'effectif des composantes appui des missions, du fait de la centralisation des fonctions et du recalibrage des tableaux d'effectifs des missions, par l'inscription au budget du Centre de services mondial, depuis l'exercice 2016/17, des dépenses relatives à Umoja en ce qui concerne les services d'informatique et de communications (voir annexe XI) et par le financement d'initiatives institutionnelles ciblées au moyen du compte d'appui.

119. On trouvera une illustration des différents ratios d'appui décrits ci-dessus dans la figure IX.

Figure IX

**Ratio du compte d'appui, ratio d'appui à deux composantes (compte d'appui et Centre de services mondial) et ratio d'appui à trois composantes (compte d'appui, Centre de services mondial et Centre de services régional d'Entebbe) pour les exercices 2011/12 à 2017/18**

[Comparaison avec les ressources inscrites aux budgets des missions de maintien de la paix (en pourcentage)]



120. Le tableau d'effectifs proposé au titre du compte d'appui pour l'exercice 2017/18 tient notamment compte des avantages escomptés de la mise en service d'Umoja-Démarrage et d'Umoja-Extension 1 au Siège et de l'évolution attendue, d'où la suppression proposée de 12 postes et emplois de temporaire. Cette réduction est en partie contrebalancée par la proposition d'augmenter les effectifs dans certains domaines devant être renforcés. Dans l'ensemble, trois postes et emplois de temporaire financés au titre du compte d'appui devraient être supprimés, les priorités relatives aux activités entreprises dans les domaines de la constitution des forces, de la prévention de l'exploitation et des atteintes sexuelles et de l'état de droit ayant été redéfinies et renforcées. À l'exception des augmentations non discrétionnaires, telles que celles qui résultent du calcul des traitements et du coût estimatif des charges relatives à l'assurance maladie après la cessation de service, les ressources demandées au titre du compte d'appui devraient rester dans les limites approuvées, grâce aux efforts déployés pour modifier l'ordre de priorité des activités et réaliser des gains d'efficacité, notamment dans le cadre d'Umoja. L'augmentation globale constatée est due à la part imputable sur les budgets des opérations de maintien de la paix des dépenses prévues au titre de différentes initiatives de l'Organisation, notamment à l'augmentation de celles prévues au titre d'Umoja, et aux nouvelles dépenses afférentes à l'équipe chargée du projet de mise en œuvre du dispositif de prestation de services centralisée, qui devrait être créée en application de la résolution 71/272 de l'Assemblée générale.

121. Le projet de budget du Centre de services mondial pour l'exercice 2017/18 témoigne du rôle essentiel que celui-ci continue de jouer en appuyant les missions sur le terrain, notamment en leur fournissant des services dans le domaine des technologies géospatiales, de l'informatique et des télécommunications, en contribuant à la gestion opérationnelle des aspects logistiques et de la chaîne d'approvisionnement et en facilitant l'approvisionnement des missions tout au long de leur mandat. Regroupant la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi et les installations de l'ONU à Valence (Espagne), le Centre fonctionne en tant qu'entité unifiée. L'augmentation des ressources demandées pour l'exercice 2017/18 s'explique principalement par des besoins opérationnels accrus en matière de technologies de l'information et des communications, le matériel obsolète devant être remplacé, ainsi que par une augmentation des prévisions de dépenses afférentes aux coûts partagés relatifs à la maintenance d'Umoja et à la sécurité informatique. Cette augmentation est en partie compensée par une baisse des dépenses prévues au titre des services de communication commerciale, ainsi que par une réduction des coûts d'exploitation et de maintenance d'Umoja et des infrastructures de télécommunications nécessaires aux opérations de maintien de la paix. Les coûts résultant de la mise en service d'Umoja sont désormais considérés comme des dépenses de fonctionnement récurrentes et ont été inscrits au budget de la Base de soutien logistique des Nations Unies pour l'exercice 2016/17, ce qui a entraîné une augmentation du ratio d'appui. Il convient toutefois de noter que, pour les exercices précédents, ces coûts, qui étaient considérés comme des coûts indirects liés à Umoja, figuraient dans les budgets des missions de maintien de la paix.

## **X. Établissement du budget et gestion financière**

### **Umoja et normes IPSAS : des améliorations dans l'établissement et la présentation du budget**

122. Dans sa résolution [70/286](#) (par. 16), l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de rendre compte, dans son prochain rapport d'ensemble, des améliorations qui avaient été apportées à l'établissement et à la présentation des budgets du fait de la mise en service d'Umoja et de l'application des Normes comptables internationales pour le secteur public.

123. Umoja a permis d'assurer l'application intégrale des normes comptables IPSAS, de mieux faire connaître, en temps réel, la mobilisation et l'emploi des ressources, de présenter des dépenses plus en détail et de mieux estimer les coûts. Plus généralement, le progiciel a permis à l'Organisation de s'appuyer sur des données actualisées issues d'un seul système pour formuler des prévisions budgétaires, et améliorer ainsi l'exactitude et la fiabilité des projections budgétaires. Ces progrès seront de plus en plus nets au fil des ans, à mesure qu'Umoja accumulera des données financières détaillées à l'échelle mondiale.

124. On dispose désormais, pour l'ensemble des services de l'Organisation, d'informations en temps réel concernant l'exécution du budget et la disponibilité des fonds accompagnée d'indication sur leur origine. Les différentes opérations d'engagement de dépenses, de réception de biens, de facturation et de décaissement produisent des informations utiles pour la gestion des fonds et de la trésorerie. Grâce à Umoja, l'Organisation peut se faire une idée plus précise de ses postes de

dépenses et dispose d'une plus grande assurance à ce sujet; en effet, seuls peuvent être achetés les biens et services figurant au catalogue et les dépenses correspondantes sont classées automatiquement. Le regroupement des achats et de la gestion des stocks et des avoirs permet de s'assurer que tous les biens achetés sont présents dans l'inventaire. La mise en place d'un système de paie unique pour toutes les catégories de personnel et tous les lieux d'affectation a contraint les services concernés à mieux coordonner le traitement de la paie et a permis de rationaliser la gestion des avances versées et du règlement des soldes dus au titre de l'indemnité pour frais d'études, ainsi que des avances de traitement et du règlement des derniers émoluments à la cessation de service. L'adoption d'une solution intégrée au niveau mondial, qui produit des analyses en temps réel des informations relatives aux voyages et à leur coût, permet aux utilisateurs et aux responsables des voyages de mieux évaluer les prestations au moyen d'indicateurs de résultats standardisés, et de faire respecter les règles et règlements applicables en la matière. Grâce aux capacités offertes par Umoja en matière d'établissement de rapports, il est désormais possible de contrôler que les règles et règlements s'appliquant aux voyages sont bien respectés, et le module d'analyse décisionnelle d'Umoja permet d'avoir une idée plus précise de l'utilisation du budget voyages, et donc d'améliorer le suivi des dépenses afférentes aux voyages.

125. Toutes ces fonctionnalités permettent d'enrichir les données d'informatique décisionnelle collectées et analysées, qui sous-tendent la fiabilité de la formulation des budgets et la présentation d'informations récapitulatives sur certaines dépenses ou demandes de crédit (par exemple, les prévisions de dépenses au titre du personnel international). De nouvelles améliorations devraient être constatées quand tous les modules d'Umoja auront été mis en service. La mise en œuvre d'Umoja-Extension 2, en particulier du module d'établissement du budget et de la fonctionnalité de gestion de la chaîne d'approvisionnement, sera d'une aide précieuse pour les missions de maintien de la paix, non seulement en ce qui concerne la gestion du matériel et des stocks, mais aussi pour ce qui est de la projection des dépenses futures, car l'accumulation des données relatives à la consommation et aux prix permettra d'établir un taux standard d'exécution du budget et d'évaluer la pertinence des hypothèses budgétaires antérieures. Les processus d'Umoja-Extension 2 ont été conçus de façon à satisfaire aux exigences des normes IPSAS.

126. Par ailleurs, en juillet 2016, la fonctionnalité de prestation de services a été étendue à toutes les opérations de maintien de la paix et missions politiques spéciales pour rationaliser les procédures de recouvrement des coûts et produire des données comparatives plus précises sur le coût des services fournis par les missions de maintien de la paix et qui font l'objet d'un remboursement.

127. Les nouvelles informations disponibles depuis le passage aux normes IPSAS sont de plus en plus utilisées dans la prise de décisions, y compris par les missions lorsqu'elles élaborent leur budget, et permettent de planifier au plus juste l'achat et le remplacement de biens. Elles portent notamment sur l'information sectorielle, l'explication des écarts entre les montants inscrits au budget et les montants effectifs, les données relatives aux principaux dirigeants, la description détaillée des avantages du personnel et la durée des différents cycles de vie des immobilisations corporelles. Dans le domaine de la gestion des actifs, on a fait état de nombreux cas

où une plus grande visibilité des données avait permis un contrôle plus rigoureux des stocks, dont le niveau était régulièrement examiné. Plusieurs missions ont fait part des efforts qu'elles avaient entrepris pour abaisser le niveau des stocks et ont signalé des changements à cet égard depuis la première année de l'adoption des normes IPSAS. Si les améliorations sont généralement le fruit d'une combinaison de facteurs, à savoir le passage aux normes IPSAS, la mise en service d'Umoja, les changements apportés dans le cadre de la stratégie globale d'appui aux missions, et les initiatives relatives à la gestion de la chaîne d'approvisionnement, les normes IPSAS ont permis de mettre toutes ces questions en évidence et de faire en sorte que les mesures de gestion appropriées soient adoptées. En septembre 2017, toutes les immobilisations corporelles seront transférées dans Umoja. Les responsables de la mise hors service de Galileo ont été chargés de nettoyer les données et de faire les ajustements nécessaires avant leur conversion. Les soldes correspondants sont actuellement inscrits manuellement dans Umoja aux fins de l'établissement d'états financiers à partir des données de Galileo. On utilisera les informations détaillées et facilement accessibles concernant les stocks disponibles dans chaque site pour établir les rapports, élaborer les budgets et organiser les activités opérationnelles, ce qui permettra de réaliser des gains d'efficacité pour ce qui est de la gestion des actifs. Le passage aux normes IPSAS et la meilleure visibilité des données dans Umoja ont également permis d'intensifier l'examen des engagements non réglés et des créances non acquittées, et d'améliorer ainsi la gestion des budgets ainsi que d'affiner les projections. En particulier, la production récente d'un rapport d'analyse décisionnelle sur les engagements et préengagements et sur la manière dont ceux-ci évoluent dans le temps facilitera le suivi régulier des engagements en cours et permettra aux entités de contrôler les engagements et préengagements en fin d'année et à la clôture de l'exercice pour veiller à ce que les fonds engagés soient utilisés au cours de l'exercice pour lequel ils ont été approuvés.

### **Amélioration de la présentation des budgets**

128. Dans sa résolution [70/286](#) (par. 14), l'Assemblée générale a souligné qu'il importait que le Secrétaire général prenne de nouvelles mesures pour améliorer la présentation des budgets et l'exactitude des prévisions. La mise en service d'Umoja, en particulier dans les missions de maintien de la paix, et la normalisation des rapports sur les dépenses, a poussé le Secrétariat à s'interroger sur le mode de présentation des rapports budgétaires, compte tenu notamment de l'augmentation constante du nombre de renseignements complémentaires communiqués au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et aux États Membres (voir résolution [70/286](#), par. 12). Le Secrétariat examine actuellement la présentation des rapports et des données budgétaires. Des modifications sont apportées à la nomenclature pour la rendre plus précise et de nouvelles mises à jour sont envisagées concernant les dépenses groupées. Des propositions en ce sens seront présentées à l'Assemblée en temps utile. Elles concernent notamment :

a) **Les technologies de l'information et des communications.** Il peut être opportun de fusionner les catégories « Communications » et « Informatique » dans le budget des opérations, la distinction entre les deux étant de nos jours essentiellement théorique. En outre, les fonctions relatives à l'informatique et aux communications étant de plus en plus souvent confiées à de grandes entreprises dans le cadre de contrats de services (y compris pour la maintenance, les mises à

jour de logiciels, voire le remplacement du matériel), il n'existe plus vraiment de frontière entre l'achat, la location et la gestion des services;

b) **Les opérations aériennes.** Ces dernières années, les dépenses engagées au titre des systèmes de drones ont été inscrites dans les budgets de plusieurs missions de maintien de la paix, et de tels systèmes sont actuellement déployés dans deux missions de maintien de la paix (MONUSCO et MINUSMA), soit par l'intermédiaire de pays fournisseurs de contingents en vertu de lettres d'attribution, soit par des entreprises privées dans le cadre de contrats commerciaux. L'essentiel des dépenses afférentes aux systèmes de drones sont comptabilisées à la rubrique « Transports aériens » du budget des opérations, qu'il est proposé de rebaptiser « Opérations aériennes » pour mieux rendre compte des activités non liées au transport. Il est également envisagé de revoir l'imputation de diverses dépenses liées aux systèmes de drones, qui sont comptabilisées aux rubriques « Contingents » (remboursement du matériel appartenant aux contingents) et « Fournitures, services et matériel divers ». Il convient de noter que l'inclusion dans les budgets des systèmes de drones est examinée dans le contexte du rapport du Groupe de travail sur le matériel appartenant aux contingents.

c) **Les activités de programme.** Pour assurer la transparence du suivi, de l'analyse et de l'établissement des rapports et en améliorer la qualité, les missions sont tenues de saisir les structures de projet dans Umoja et d'y consigner, pour chaque projet, l'utilisation qu'elles ont faite des ressources approuvées. Le modèle de structure de projet d'Umoja permet de préciser le type d'activités programmatiques (par exemple, « Désarmement, démobilisation et réintégration » ou « Réduction de la violence dans la population civile »), ainsi que la nature des biens et services reçus ou rendus par le partenaire d'exécution (tels que les véhicules ou les voyages), par exemple, conformément aux dispositions du mémorandum d'accord;

d) **Les autres services inscrits à la rubrique « Fournitures, services et matériel divers ».** Dans son rapport sur les questions concernant les opérations de maintien de la paix en général (A/70/742), le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a estimé qu'inscrire dans la catégorie « Fournitures, services et matériel divers » des dépenses importantes qui sont sans rapport nuisait à la transparence. Le Secrétariat est conscient du caractère générique de la catégorie « Services divers » et, grâce à Umoja, contrôle désormais à l'échelle mondiale la nature des dépenses inscrites dans cette catégorie. Si des grandes familles de dépenses se distinguent, elles seront extraites et deviendront des rubriques à part entière. L'établissement de rapports détaillés sur les activités de programme selon les modalités décrites ci-dessus permettra de déterminer à quelles rubriques les dépenses y afférentes doivent être imputées.

#### **Amélioration du contrôle budgétaire et financier**

129. Dans sa résolution 70/286 (par. 11)m l'Assemblée générale a réaffirmé qu'il importait que le principe de responsabilité soit mieux appliqué à l'Organisation, au service, notamment, d'une utilisation efficiente et efficace des ressources.

130. Pour promouvoir l'autonomie sur le terrain et la décentralisation, les missions de maintien de la paix se voient déléguer de plus en plus de pouvoirs financiers, ce qui reflète le fait que la responsabilité finale de l'exécution du mandat revient aux



missions de maintien de la paix et que ces dernières doivent impérativement pouvoir prendre rapidement des décisions sur le terrain. Le Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité a établi des relations de travail avec les équipes sur le terrain afin de fournir un appui direct aux missions en ce qui concerne les questions financières, telles que l'élaboration de mémorandums d'accord, la planification des besoins de financement à moyen terme et le suivi de l'utilisation des fonds, notamment les niveaux d'engagement et les réaffectations de fonds. Les efforts se poursuivent pour accélérer le partage de l'information et accroître la somme de connaissances accumulée sur le terrain, grâce notamment à l'appui quotidien des interlocuteurs désignés pour chaque mission.

131. Pour faire en sorte que les pouvoirs en matière financière soient exercés de manière efficace et efficiente dans tous les services du Secrétariat et pour simplifier les procédures administratives, la Contrôleuse a accordé des délégations de pouvoirs uniformisées aux responsables compétents des missions en fonction de leur rôle et de leurs attributions, et non plus à titre individuel comme c'était auparavant le cas. Le Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité, en collaboration avec l'équipe Umoja, a amélioré les outils d'exécution du budget et de gestion financière pour assurer une meilleure gestion et une utilisation plus efficace des ressources. Parmi les principales améliorations apportées, on peut citer l'élaboration par les missions de rapports de gestion financière mensuels ou trimestriels. L'examen régulier de ces rapports avec les missions facilitera l'établissement de rapports d'exécution plus précis et clairement énoncés, ainsi que la publication de directives à l'intention des missions concernant le suivi de l'utilisation des ressources, ainsi que les obligations qui leur incombent lors de la phase de liquidation.

132. Pour l'exercice 2015/16, des dépassements de crédits allant en moyenne de 14 % à 34 % ont été constatés dans l'ensemble des missions aux rubriques « Voyages » et « Consultants ». Pour que le personnel chargé des finances et du budget dans les missions puisse mieux contrôler et examiner l'utilisation des crédits, le Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité, en collaboration avec l'équipe Umoja, a installé dans Umoja une fonction de contrôle budgétaire qui bloque tout nouvel engagement de dépenses au titre des consultants ou des voyages lorsque le plafond des ressources allouées à la rubrique est atteint. Les missions et les bureaux exécutifs peuvent utiliser leur délégation de pouvoirs pour réaffecter des ressources, sous réserve de justifier l'augmentation ou la diminution auprès du fonctionnaire du budget compétent et de conserver les justificatifs aux fins de l'établissement de rapports.

133. Pour renforcer le contrôle budgétaire, le Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité contrôle l'utilisation des fonds pendant l'exécution du budget en examinant régulièrement les flux de travail dans Umoja et en coopérant avec les agents ordonnateurs des missions ou du Siège pour faire en sorte que les réaffectations proposées soient dûment approuvées ou rejetées et que les fonds puissent ainsi être utilisés sans délai. Une fonction de contrôle spécifique a par ailleurs été créée dans Umoja pour assurer un suivi plus systématique de la structure et des tableaux d'effectifs des missions et de leur conformité aux documents budgétaires approuvés.



134. À la suite des recommandations du Comité des commissaires aux comptes et du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et des observations du Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit, il a été décidé qu'une déclaration relative au contrôle interne serait publiée chaque année dans tous les services du Secrétariat, à commencer par les opérations de maintien de la paix pour l'exercice 2016/17. Conformément à ce dispositif, tous les chefs de département, de bureau et de mission sont tenus de présenter chaque année au Contrôleur de l'ONU une déclaration certifiant que des contrôles internes sont en place et fonctionnent dans leurs domaines de responsabilité respectifs. Afin de tester la procédure à suivre, un projet pilote sera mené dans quelques missions de maintien de la paix pendant le deuxième trimestre de 2017, dont les résultats seront pris en compte lorsque la procédure sera mise en place dans l'ensemble des opérations de maintien de la paix, à la fin du deuxième trimestre de 2017, et dans des entités autres que les opérations de maintien de la paix, au quatrième trimestre de 2017. Se fondant sur les Règlement financier et règles de gestion financière de l'ONU, la Contrôleuse a défini les trois principaux objectifs du dispositif de contrôle interne de l'Organisation comme suit : a) en ce qui concerne les opérations : protection des actifs et des ressources en vue d'assurer une gestion responsable; b) en ce qui concerne les rapports : établissement d'états financiers conformes aux normes IPSAS afin d'assurer la fiabilité des rapports internes et externes et d'appuyer les prises de décisions; c) en ce qui concerne la conformité : respect des dispositions réglementaires conformément au cadre de gouvernance.

135. Dans sa résolution 70/286 (par. 43), l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de renforcer les mécanismes de supervision et de contrôle interne relatifs aux achats et à la gestion des biens dans les missions de maintien de la paix, compte tenu des besoins actuels et futurs des missions et de la nécessité d'appliquer intégralement les Normes comptables internationales pour le secteur public. Pour ce faire, le module de gestion de la chaîne d'approvisionnement sera mis en service en trois étapes, en vue de permettre à l'Organisation de s'adapter aux nouvelles fonctionnalités et de collecter assez de données rétrospectives cohérentes et comparables pour mettre en place des fonctions de planification préalable. Dans le cadre d'Umoja-Démarrage, plusieurs processus ayant trait à la réception, au stockage, à la distribution et à la liquidation de biens ont déjà été mis en service avec succès dans des entités, autres que les missions, qui n'utilisaient pas le système Galileo. Umoja-Extension 2 améliorera la fonctionnalité logistique existant déjà dans Umoja-Démarrage, principalement pour y intégrer la gestion de la chaîne d'approvisionnement sur le terrain, qui constitue le dernier pilier de la stratégie globale d'appui aux missions. À cet égard, la fonctionnalité actuellement développée dans le cadre d'Umoja-Extension 2 sera principalement axée sur la planification et favorisera le passage à l'automatisation de la chaîne d'approvisionnement, qui doit permettre d'optimiser la gestion des stocks.

#### **Cadres de budgétisation axée sur les résultats**

136. Comme il est noté au paragraphe 82 ci-dessus, suite à la demande formulée par l'Assemblée générale dans sa résolution 70/286 (par. 15), à savoir qu'il faut faire en sorte que le cadre de budgétisation axée sur les résultats permette de savoir où en est chaque mission dans l'exécution des tâches qui lui ont été confiées et si elle utilise les ressources de manière rationnelle, les composantes d'appui des missions

de maintien de la paix amélioreront et harmoniseront les indicateurs de résultats dans le cadre de budgétisation axée sur les résultats pour l'exercice 2017/18. À cette fin, un ensemble rationnel d'indicateurs de succès et de résultats axés sur les questions d'appui a été introduit dans les rapports budgétaires afférents aux missions de maintien de la paix et à leurs centres de services pour l'exercice 2017/18. Le rapport sur le budget du Centre de services régional d'Entebbe pour l'exercice 2017/18 comprend des indicateurs clefs de résultats par gamme de services, qui sont alignés sur son projet de révision de la structure organisationnelle du cadre de budgétisation axée sur les résultats.

### **Établissement du budget (Umoja-Extension 2)**

137. Le module établissement du budget recouvre un vaste ensemble de fonctionnalités, qui reflètent toute la gamme des activités menées par l'Organisation des Nations Unies. Outre les opérations qui composent le cycle d'exécution du budget, à savoir la formulation des orientations initiales et la planification des ressources par les responsables, l'examen et l'approbation par les organes délibérants et directeurs, et la présentation du rapport sur l'exécution du budget aux organes directeurs, aux donateurs et aux autres parties prenantes, ce module couvrira le calcul et l'actualisation des coûts standard (compte tenu notamment des variations des taux d'inflation et de change), ce qui permettra de procéder à une modélisation des ressources nécessaires et à des analyses de sensibilité des estimations budgétaires. Les responsables seront en mesure de modéliser l'exécution des divers programmes et mandats sur la base de différentes hypothèses de financement, par exemple en tenant compte des contributions volontaires, ainsi que de calculer le coût des décisions des organes délibérants et directeurs, et notamment leurs incidences sur les budgets-programmes, ou d'établir des budgets révisés suite à des décisions du Conseil de sécurité. La fonction gestion des programmes d'Umoja porte sur la mise au point de plans détaillés par programme et leur regroupement dans des cadres de gestion axée sur les résultats, comprenant des réalisations escomptées et des indicateurs de succès. Elle englobe également l'évaluation constante des activités menées dans le cadre des programmes, le suivi et l'évaluation, les prévisions de coûts et l'établissement de rapports sur les coûts et sur l'exécution des programmes. En ce qui concerne l'achèvement ou la clôture des programmes, elle recouvre aussi, outre l'évaluation de l'exécution des produits et de leurs contributions aux réalisations escomptées, la restitution des fonds non utilisés.

138. Le module établissement du budget permettra également de renforcer les fonctions de gestion des projets déjà déployées dans le cadre de Umoja-Démarrage, en particulier en ce qui concerne les autorisations relatives aux changements à apporter aux plans de projet, la bonne tenue de la comptabilité et l'application de contrôles internes adéquats, notamment les procédures de clôture des comptes en fin de mois. Le module inclut plusieurs processus regroupés sous la rubrique générale gestion des effectifs, qui concernent la planification ou la modification d'une mission suite à l'approbation d'un mandat par le Conseil de sécurité, ainsi que la planification de la réduction des effectifs ou de la liquidation des missions. Grâce à cette intégration d'éléments essentiels, le module sera en mesure d'appuyer la planification des ressources tant pour le démarrage que pour la liquidation des missions. Le comité de pilotage du module établissement du budget est présidé par la Contrôleuse, qui assume également la fonction de référent processus. Afin

d'assurer la pleine adhésion des unités administratives concernées, le comité de pilotage comprend des représentants des principaux groupes fonctionnels du Secrétariat, notamment des représentants non seulement des opérations de maintien et de consolidation de la paix, mais aussi des activités sur le terrain dans des domaines tels que l'aide humanitaire, les droits de l'homme et les programmes environnementaux, qui sont largement financés par des contributions volontaires. Étant donné la diversité des activités et des structures de financement que cette solution doit servir, il est indispensable d'intégrer dans l'équipe d'Umoja du personnel spécialisé dans les différents domaines d'activité de l'Organisation.

139. Au terme de longues consultations, d'une analyse approfondie et d'un atelier qui s'est tenu récemment, l'équipe chargée du projet Umoja a été en mesure de faire un choix définitif entre les deux options qui étaient proposées pour le logiciel SAP concernant le module d'établissement du budget. Une étude de validation de principe, de portée limitée, est actuellement (janvier 2017) menée en vue de confirmer les postulats techniques fondamentaux qui ont déterminé le choix du logiciel et de disposer d'une base solide pour identifier et évaluer les domaines dans lesquels des améliorations pourraient être nécessaires. Il est envisagé d'établir plusieurs prototypes, puis de mener une étude de validation de principe complète, qui s'apparenterait à un déploiement pilote, vers le mois d'août 2017. Le premier déploiement, qui est prévu pour août/septembre 2018, devrait s'appliquer aux budgets des opérations de maintien de la paix pour l'exercice 2019/20, au budget programme pour l'exercice biennal 2020-2021 et, à compter de la fin de 2018 ou du début de 2019, aux activités financées au moyen de contributions volontaires.

#### **Simplification des procédures : centralisation des fonctions financières**

140. Umoja a permis d'harmoniser et de regrouper les fonctions liées aux transactions financières et administratives des missions de maintien de la paix. La mise en service d'Umoja dans le groupe 5 en 2016 a simplifié l'établissement des états de paie et l'administration des programmes d'assurance pour le personnel recruté sur le plan national. Dans le cadre d'un arrangement provisoire, le traitement des états de paie du personnel recruté sur le plan national et du personnel en tenue (observateurs militaires, officiers d'état-major et personnel de police des Nations Unies), ainsi que du personnel associé, a été centralisé et réparti entre deux centres, le Centre de services régional d'Entebbe et le Bureau d'appui commun de Koweït, ces deux entités prenant déjà en charge la majorité du personnel présent sur le terrain. Les états de paie du personnel recruté sur le plan international déployé sur le terrain continueront d'être traités au Siège, à New York. La mise en service du système intégré unique dans toutes les missions exige que les états de paie de l'ensemble des fonctionnaires et des agents en tenue soient coordonnés et préparés simultanément chaque mois. Le regroupement dans Umoja du traitement des états de paie et des autres éléments relevant de la gestion des ressources humaines au sein d'un système unique a permis de faire des progrès considérables en matière de traitement et de vérification des états de paie.

141. Pour l'exercice 2017/18, il est proposé que la MINURSO devienne une mission cliente du Centre de services régional d'Entebbe et que ce dernier continue de prendre en charge le personnel recruté sur le plan national et les agents en tenue de l'ensemble des missions déployées en Afrique. Dans l'attente d'une décision de l'Assemblée générale concernant le dispositif de prestation de services centralisée, les arrangements temporaires définis pour le Bureau d'appui commun de Koweït seront maintenus pour garantir la continuité du traitement des états de paie du personnel recruté sur le plan national et des agents en uniforme.

#### **Bureau régional d'achat d'Entebbe (Ouganda)**

142. Dans sa résolution [69/273](#), l'Assemblée générale a décidé de créer le Bureau régional d'achat à Entebbe, qui serait un bureau permanent de la Division des achats du Secrétariat, et noté qu'elle attendait avec intérêt de recevoir des informations actualisées sur les fonctions attribuées au Bureau dans le cadre du dispositif de prestation de services centralisée. En application de cette résolution, et compte tenu de la mise en service d'Umoja dans les missions ainsi que des chantiers stratégiques en cours (dispositif de prestation de services centralisée, gestion de la chaîne d'approvisionnement), le Département de la gestion a étudié, en consultation avec les parties prenantes, les mesures pouvant être prises pour améliorer son fonctionnement et renforcer son rôle régional. On trouvera à l'annexe XIII du présent rapport le montant des dépenses prévues à cet effet par le Bureau régional d'achat pour l'exercice 2017/18.

#### **Valorisation des avantages découlant de la mise en service d'Umoja**

143. Dans sa résolution [70/286](#) (par. 50), l'Assemblée générale a rappelé que le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires souhaitait recevoir des informations détaillées sur les avantages quantifiables imputables à la mise en œuvre d'Umoja dans les opérations de maintien de la paix, qui, pour le deuxième semestre de 2017, devaient s'élever à 32,9 millions de dollars ([A/70/742](#), par. 79 et 80) et a prié le Secrétaire général, notamment, de fournir des informations qualitatives et quantitatives sur les gains d'efficacité qu'a permis de réaliser la mise en service d'Umoja.

144. Dans ses quatrième et cinquième rapports annuels sur la mise en service d'Umoja ([A/70/158](#) et [A/71/180](#)), le Comité des commissaires aux comptes a recommandé à l'Administration de réviser le dossier de décision concernant Umoja en s'inspirant de l'expérience acquise par le Département de l'appui aux missions et les groupes 3 et 4 et en se fondant sur des hypothèses réalistes, y compris son aptitude à déployer les fonctionnaires de façon souple. Pour donner suite à ces recommandations, qui ont été approuvées par l'Assemblée générale dans ses résolutions [70/248 A](#) et [71/272](#), le Secrétariat a entamé un examen plus complet de la valorisation des avantages liés à la mise en service d'Umoja. Il est important de noter que la valorisation de ces avantages est en train d'évoluer à mesure que de nouveaux modules sont planifiés, notamment celui consacré à la gestion de la chaîne d'approvisionnement, qui n'est pas encore en service, et que l'on ne disposera d'un tableau d'ensemble qu'une fois le progiciel stabilisé. Les objectifs de valorisation des avantages ont été passés en revue à la lumière des données d'expérience acquises depuis la mise en service d'Umoja et les référents processus

se sont penchés sur de nouveaux domaines d'activité dont il avait été déterminé qu'ils étaient susceptibles de produire des avantages. L'approche révisée associe des améliorations qualitatives aux avantages quantitatifs attendus. Les avantages quantitatifs déjà obtenus et la possibilité de reconfigurer les processus ont été pris en compte, chaque fois que possible, pour établir des projections; les processus qu'Umoja a rendus caducs et la nouvelle répartition des tâches entre les lieux d'affectation et les services de l'Organisation ont également été pris en considération.

#### **Avantages qualitatifs et améliorations apportées**

145. La perception en temps réel de la situation de l'ensemble de l'Organisation et la meilleure intégration des informations y relatives rendues possibles par la mise en service d'Umoja éclaireront la prise de décisions en matière de gestion des ressources. Les avantages qualitatifs suivants sont attendus dans les missions de maintien de la paix au cours de l'exercice 2017/18 : a) une diminution des saisies manuelles et le suivi en temps réel des activités liées à la gestion des ressources humaines et au traitement des droits à prestations; b) une idée plus précise, en temps réel, de l'utilisation des ressources (exécution du budget, opérations de paiement, fonds disponibles), une évaluation des coûts plus juste et une meilleure gestion de la trésorerie; c) l'analyse en temps réel des informations relatives aux voyages et des coûts y afférents et la suppression des demandes d'autorisation de voyage au format papier. Les améliorations constatées sont liées au gain de temps réalisé au niveau des procédures administratives, à l'automatisation et à l'efficacité accrues des procédures de gestion des ressources humaines et des voyages, à l'amélioration générale de l'efficacité de la prestation de services et à l'infléchissement des services d'appui, qui ne se contentent plus de jouer un rôle purement administratif mais exercent désormais des fonctions de suivi et de conseil et fournissent un appui fonctionnel tant au personnel qu'aux cadres dirigeants.

#### **Avantages quantitatifs**

146. En ce qui concerne les avantages quantitatifs, le Secrétaire général demeure résolu à obtenir les avantages escomptés, dont le montant total se situera, à l'horizon 2019, entre 140 et 220 millions de dollars. Le montant cumulé des avantages réalisés devrait atteindre 163,7 millions de dollars à la fin 2019 et 205,5 millions de dollars à la fin de l'exercice biennal 2020-2021 ([A/71/390](#), par. 128). Pour les opérations de maintien de la paix, le montant cumulé de ces avantages devrait atteindre 85,9 millions de dollars d'ici à la fin de 2019 et 120,5 millions de dollars d'ici à la fin de 2021. S'agissant du budget-programme de l'ONU, ce montant s'élèvera à 77,8 millions de dollars à la fin de 2019 et 85,0 millions de dollars d'ici à la fin de l'exercice 2020-2021 (voir tableau 4 ci-dessous).

Tableau 4  
**Avantages quantitatifs attendus de la mise en service d'Umoja d'ici à la fin de 2019 \***

(En millions de dollars des États-Unis)

<i>Sources de financement</i>	<i>Montant</i>				<i>Total cumulé jusqu'en 2019</i>
	<i>2013-2015<sup>a</sup></i>	<i>2016/17</i>	<i>2017/18</i>	<i>2018/19</i>	
Opérations de maintien de la paix (Centre de services régional d'Entebbe inclus)	1,2	17,3	31,9		
Compte d'appui aux opérations de maintien de la paix	–	1,2	1,3		
<b>Total partiel (opérations de maintien de la paix)</b>	<b>1,2</b>	<b>18,5</b>	<b>33,2</b>	<b>33,0</b>	<b>85,9</b>
	<i>2014-2015</i>	<i>2016-2017</i>		<i>2018-2019</i>	
Budget-programme	2,3	47,7		27,8	<b>77,8</b>
<b>Total</b>					<b>163,7</b>

\* Données extraites du huitième rapport d'étape du Secrétaire général sur le progiciel de gestion intégré (A/71/390).

<sup>a</sup> Diminution des commissions bancaires sur plusieurs exercices.

147. En plus des avantages et améliorations qualitatifs, des avantages quantitatifs consistant en une réduction des coûts de 33,2 millions de dollars devaient être réalisés dans les budgets des missions de maintien de la paix pour l'ensemble de l'exercice 2017/18. On s'attend en particulier à ce que les missions tirent des avantages de la mise en service d'Umoja dans le domaine des ressources humaines, en particulier s'agissant de l'automatisation et du libre-service, des remises concédées en cas de paiement rapide grâce à l'amélioration de l'ensemble du cycle d'achat, de la gestion des données de référence, du traitement des demandes d'autorisation de voyage et de remboursement des frais de voyage et de la mise hors service des anciens systèmes informatiques. Toutefois, ces avantages quantitatifs ne pourront être réalisés que lorsque Umoja sera pleinement mis en service et stabilisé. Ainsi, pour les voyages, les avantages quantitatifs devraient se concrétiser dans les budgets des exercices à venir, à mesure que de nouvelles améliorations sont apportées au module voyages d'Umoja. Pour l'exercice 2017/18, les avantages constatés dans les missions tiennent en grande partie à la réduction du personnel d'appui et à la poursuite de l'intégration des procédures relatives aux ressources humaines et aux opérations financières qui ont été transférées au Centre de services régional d'Entebbe (voir tableau 5 ci-dessous).

Tableau 5

**Avantages liés à la mise en service d'Umoja pris en compte dans les projets de budget des opérations de maintien de la paix pour l'exercice 2017/18**

(En dollars des États-Unis)

<i>Mission</i>	<i>Économies prévues</i>	<i>Description</i>
MINURSO	387 000	Suppression d'un poste d'agent du Service mobile et transformation de 2 postes d'agent du Service mobile en postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national, les fonctions associées ayant été transférées au Centre de services régional d'Entebbe
MINUSMA	587 500	Suppression de 5 postes [3 postes de fonctionnaire chargé des états de paie (SM), 1 poste d'assistant (budget et finances) (SM) et 1 poste d'assistant aux états de paie (GN)]
MINUSTAH	54 500	Suppression de 3 postes (1 poste d'assistant de secrétariat et 1 poste d'assistant administratif (GN) au Service administratif et 1 poste d'assistant aux fournitures (GN) à la Section des approvisionnements)
MINUAD	561 400	Suppression de 5 postes d'assistant chargé des ressources humaines (3 SM et 2 GN), les fonctions associées ayant été transférées au Centre de services régional d'Entebbe
UNFICYP	84 300	Suppression d'un poste d'assistant (finances) (GN) et remises accordées par des fournisseurs en contrepartie du paiement rapide des factures (17 000 dollars)
FINUL	67 000	Suppression d'un poste d'assistant (finances) (GN)
MINUL	1 100 000	Suppression de 14 postes [3 postes de fonctionnaire d'administration (1 P-4, 2 P-3), 1 poste d'assistant aux états de paie (SM), 1 poste de responsable des voyages (SM), 1 poste d'assistant aux achats (GN), 1 poste d'assistant au soutien logistique (SM) et 7 postes d'assistant aux entrepôts (GN)] et réduction des frais bancaires (100 000 dollars)
MINUSS	494 300	Réaffectation de 4 postes (1 P-3 et 1 GN) de la Section des ressources humaines et 2 postes d'agent du Service mobile de la Section du budget et des finances) due aux modifications des méthodes de travail induites par Umoja
Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi	63 400	Suppression d'un poste d'assistant (budget et finances) (GN)
Compte d'appui aux opérations de maintien de la paix	1 295 600	Suppression de 2 postes d'assistant (budget et finances) [G(AC)] à la Division du budget et des finances du Département de l'appui aux missions (220 400 dollars), objets de dépense connexes autres que les postes (36 600 dollars) et réduction des autres objets de dépense (558 800 dollars au Département de la gestion au titre des consultants IPSAS, des infrastructures informatiques centrales et des licences Mobile Office; 355 700 millions de dollars au Département de l'appui aux missions au titre du matériel de communication, de l'achat de logiciels et de licences, et des consultants; 124 100 dollars au Département des opérations de maintien de la paix au titre de la papeterie et des fournitures de bureau, grâce à la gestion électronique des documents et du suivi des processus métier)
<b>Total</b>	<b>4 695 000</b>	

*Abréviations* : G(AC) : agent des services généraux (Autres classes); GN = agent des services généraux recruté sur le plan national; SM = agent du Service mobile.

148. Umoja a permis aux missions de réaliser des gains d'efficacité en leur offrant la possibilité de simplifier encore les processus et de progresser dans la mise en œuvre de la stratégie globale d'appui aux missions. Depuis l'exercice 2014/15, des missions comme la FINUL et la FNUOD ont restructuré leur Division de l'appui à la mission et les missions clientes du Centre de services régional d'Entebbe ont rationalisé leurs dépenses dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie globale d'appui aux missions. Partant, et comme indiqué dans le tableau 6 ci-dessous, le montant cumulé des gains d'efficacité réalisés par les missions pour les exercices 2014/15 à 2017/18 devrait s'élever au minimum à 43,4 millions de dollars.

Tableau 6

**Valorisation des avantages découlant de la mise en service d'Umoja pour les exercices 2014/15 à 2017/18**

(En millions de dollars des États-Unis)

<i>Sources de financement</i>	<i>Montant</i>				
	<i>2014/15<sup>a</sup></i>	<i>2015/16<sup>a</sup></i>	<i>2016/17</i>	<i>2017/18</i>	<i>Total cumulé</i>
Opérations de maintien de la paix (Centre de services régional d'Entebbe inclus)	8,3	11,9	17,3	3,4	40,9
Compte d'appui aux opérations de maintien de la paix	—	—	1,2	1,3	2,5
<b>Total (opérations de maintien de la paix)</b>	<b>8,3</b>	<b>11,9</b>	<b>18,5</b>	<b>4,7</b>	<b>43,4</b>

<sup>a</sup> Gains d'efficacité réalisés grâce à la rationalisation des processus.

149. La chaîne d'approvisionnement devrait produire d'importants avantages quantitatifs à partir du dernier trimestre 2019, une fois que la fonction de gestion de la chaîne d'approvisionnement d'Umoja-Extension 2 sera stabilisée.

## **XI. Ressources demandées pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2017 au 30 juin 2018**

150. Le montant estimatif des ressources demandées au titre des opérations de maintien de la paix pour l'exercice 2017/18, y compris pour le Centre de services régional d'Entebbe, le Centre de services mondial et le compte d'appui aux opérations de maintien de la paix, s'élève actuellement à 7 971,6 millions de dollars, hors contributions volontaires en nature. Un récapitulatif des ressources demandées pour l'exercice 2017/18, comparées aux montants alloués pour l'exercice 2016/17, figure dans le tableau 7, et une analyse des principales causes des variations par rapport à l'exercice précédent figure dans le tableau 8.



Tableau 7  
**Ressources financières demandées pour 2017/18 par rapport  
 aux montants alloués pour 2016/17**

(En millions de dollars des États-Unis; l'exercice budgétaire court du 1<sup>er</sup> juillet au 30 juin.)

Catégorie de dépenses	Montant alloué <sup>a</sup> (2016/17)	Dépenses prévues (2017/18) <sup>b</sup>	Variation	
			Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3) = (2) - (1)	(4) = (3) ÷ (1)
<b>Militaires et personnel de police</b>	3 374,7	3 546,2	171,5	5,1
<b>Personnel civil</b>	1 869,4	1 804,9	(64,5)	(3,5)
<b>Dépenses opérationnelles</b>	2 627,2	2 593,8	(33,4)	(1,3)
Proiciel de gestion intégré	16,8	25,0	8,2	48,8
Sécurité informatique	0,8	0,8	—	—
Dispositif de prestation de services centralisée	—	0,9	0,9	—
<b>Montant brut</b>	<b>7 888,9</b>	<b>7 971,6</b>	<b>82,7</b>	<b>1,0</b>
Recettes provenant des contributions du personnel	179,6	180,0	0,4	0,2
<b>Montant net</b>	<b>7 709,3</b>	<b>7 791,6</b>	<b>82,3</b>	<b>1,1</b>
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	4,8	1,2	(3,6)	(74,5)
<b>Total</b>	<b>7 893,7</b>	<b>7 972,8</b>	<b>79,1</b>	<b>1,0</b>

<sup>a</sup> Dont 309,7 millions de dollars pour le compte d'appui aux opérations de maintien de la paix, 82,9 millions de dollars pour le Centre de services mondial et un montant de 39,2 millions de dollars pour le Centre de services régional d'Entebbe, qui comprend des ressources à hauteur de 741 400 dollars au titre du Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Soudan et le Soudan du Sud, du Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs, du Groupe de contrôle pour la Somalie et l'Érythrée, du BRENAC, de la MANUSOM, du BNUUA et du Bureau du Conseiller spécial du Secrétaire général pour la prévention des conflits, y compris au Burundi, pour l'exercice 2016/17, ressources qui seront prélevées sur les crédits ouverts par l'Assemblée générale, dans sa résolution 70/249 A à C, au chapitre 3 (Affaires politiques) du budget-programme pour l'exercice biennal 2016-2017.

<sup>b</sup> Dont 339,5 millions de dollars pour le compte d'appui aux opérations de maintien de la paix, 88,3 millions de dollars pour le Centre de services mondial et 37,3 millions de dollars pour le Centre de services régional d'Entebbe.

## Analyse des principales variations

Tableau 8

### Principaux facteurs de variation des prévisions de dépenses

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>Principaux facteurs de variation</i>
Militaires et personnel de police (augmentation de 171,5 millions de dollars)	L'augmentation des dépenses prévues au titre des contingents et des unités de police constituées tient principalement : a) au fait qu'il a été décidé d'augmenter les effectifs militaires et policiers à la MINUSS et de renforcer la MINUSMA; b) à l'augmentation des prévisions de dépenses au titre des rations et du matériel appartenant aux contingents et des remboursements au titre du soutien logistique autonome au BANUS; c) au déploiement prévu de davantage de contingents militaires à la FISNUA; d) à l'augmentation du taux de remboursement aux pays fournissant des contingents ou des effectifs de police, qui passe de 1 365 dollars par personne et par mois pour l'exercice 2016/17 à 1 410 dollars à compter du 1 <sup>er</sup> juillet 2017, conformément à la résolution <a href="#">68/281</a> de l'Assemblée générale. L'augmentation globale est contrebalancée par une réduction de dépenses résultant de la clôture de l'ONUCI et du retrait progressif et de la clôture prévue de la MINUL.
Personnel civil (diminution de 64,5 millions de dollars)	La diminution globale tient à la clôture de l'ONUCI ainsi qu'au retrait progressif et à la clôture prévue de la MINUL. En outre, les prévisions de dépenses ont diminué pour un certain nombre de missions, notamment : a) la MINUSS, en raison de l'application des barèmes des traitements révisés et d'un coefficient d'ajustement plus faible pour le personnel recruté sur le plan international; b) la MINUAD, en raison de l'application des barèmes des traitements révisés et de la réduction des dépenses communes de personnel afférentes au personnel recruté sur le plan international; c) la MINURSO, du fait de l'application de taux de vacance de postes plus importants; d) la MONUSCO, en raison de l'abolition de la prime de danger versée à Goma et à Bukavu. La diminution globale est en partie contrebalancée par l'augmentation des prévisions de dépenses pour : a) la MINUSMA, du fait de l'expansion de ses opérations; b) le BANUS, dont le déploiement complet est prévu; et c) la MINUSCA, du fait du déploiement de 68 agents fournis par le Gouvernement, que le Conseil de sécurité a autorisé dans sa résolution <a href="#">2264 (2016)</a> . La baisse des dépenses se constate surtout dans la catégorie du personnel recruté sur le plan international, en raison de la révision des barèmes des traitements, et dans les catégories du personnel recruté sur le plan national, des Volontaires des Nations Unies (VNU) et du personnel temporaire (autre que pour les réunions).
Dépenses opérationnelles (diminution de 33,4 millions de dollars)	La diminution globale tient à la clôture de l'ONUCI et au retrait progressif de la MINUL. En outre, les prévisions de dépenses ont diminué pour : a) la MINUSCA, pour laquelle aucun crédit n'est demandé au titre des services de construction, la Mission ayant conclu d'autres arrangements; b) certaines missions dont le BANUS, la MINUSS et la MINUSMA, du fait que les véhicules ont été acquis au cours des exercices précédents et en raison de la baisse du coût du carburant au BANUS; c) plusieurs missions, y compris la MINUSMA et la MINUAD, parce que les achats liés à l'informatique et aux communications ont été faits durant les exercices précédents et qu'une réduction du coût des communications commerciales est prévue. Cette diminution est contrebalancée par l'augmentation des prévisions de dépenses pour : a) la MINUSMA, la FNUOD et le BANUS, en raison de projets de construction, et la MINUSS, où une hausse des dépenses au titre des marchés de services d'entretien des camps est prévue; b) la MINUSMA, la MINUSCA, le BANUS et la FINUL, au titre des

Catégorie de dépenses	Principaux facteurs de variation
	transports aériens, un déploiement d'aéronefs supplémentaires, une utilisation accrue de la flotte aérienne et une augmentation des dépenses contractuelles ayant été prévus; c) le Centre de services mondial, une hausse des dépenses afférentes à l'informatique étant prévue compte tenu de la nécessité de remplacer le matériel obsolète et de l'augmentation des frais d'entretien des systèmes partagés.
Progiciel de gestion intégré (8,2 millions de dollars)	La variation correspond à l'augmentation des dépenses prévues au titre du progiciel de gestion intégrée, qui sont présentées dans les septième et huitième rapports d'étape du Secrétaire général sur le progiciel (voir <a href="#">A/70/369/Corr.2</a> et <a href="#">A/71/390</a> ) et qui doivent être financées au moyen du compte d'appui pour l'exercice 2017/18.

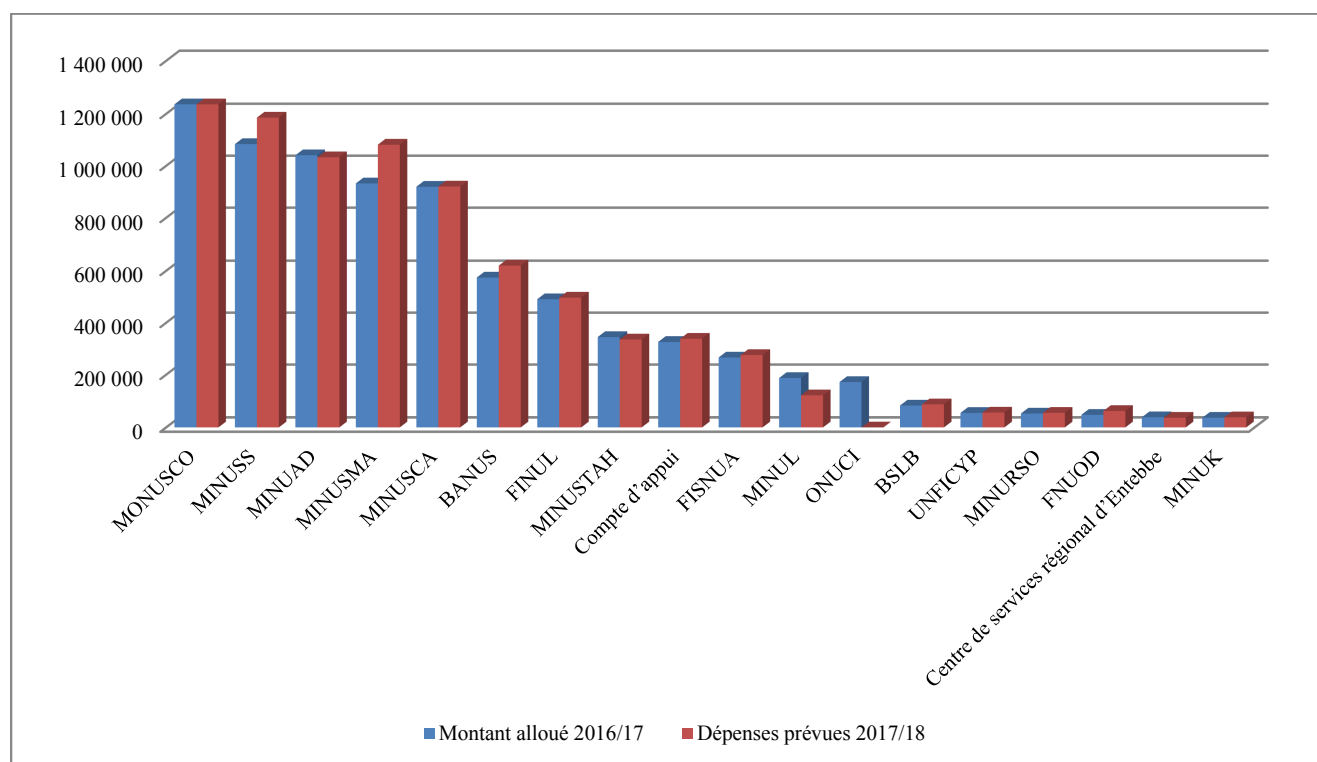
151. Une analyse détaillée des ressources demandées pour l'exercice 2017/18, par composante et par catégorie de dépenses, figure à l'annexe II du présent rapport.

152. La figure III met en comparaison les ressources demandées pour l'exercice 2017/18 et le budget approuvé de l'exercice 2016/17, par composante. Elle est suivie des principales hypothèses budgétaires stratégiques des opérations de maintien de la paix pour l'exercice 2017/18.

Figure X

**Ressources demandées pour l'exercice 2017/18 par rapport à 2016/17, par composante de maintien de la paix**

(En milliers de dollars des États-Unis)



### **Hypothèses de planification stratégique concernant les opérations de maintien de la paix pour l'exercice 2017/18**

153. Durant l'exercice 2017/18, les activités de maintien de la paix demeureront concentrées sur l'Afrique et le Moyen-Orient. On prévoit que la conjoncture régionale et politique et les conditions de sécurité dans lesquelles opèrent les missions dans ces régions demeureront difficiles et instables et continueront de requérir le déploiement d'importants effectifs. Les mandats des missions seront de plus en plus complexes, englobant la consolidation de la paix, l'appui aux élections et la surveillance du respect des droits de l'homme. Les missions devront être en mesure d'agir aussi rapidement et efficacement que possible dans ces domaines prioritaires. En outre, des ressources doivent continuer d'être prévues pour l'élaboration de nouvelles stratégies et la révision des stratégies existantes, le renforcement de la planification stratégique et opérationnelle et de l'appui aux missions, l'amélioration de la direction et des résultats des missions, ainsi que la consolidation des relations de partenariat avec les organisations régionales et sous-régionales.

154. Le montant global des ressources demandées pour l'exercice 2017/18 est en légère augmentation par rapport à l'exercice précédent, ce qui tient principalement au fait qu'un renforcement ou un déploiement plus intensif des effectifs est prévu à la MINUSMA, à la MINUSS, à la FISNUA et à la FNUOD; cette augmentation est en partie contrebalancée par une réduction des dépenses résultant du retrait de l'ONUCI d'ici au 30 avril 2017, et du retrait de la MINUL d'ici au 30 avril 2018, de l'achèvement des activités d'appui aux élections à la MINUSTAH et du regroupement des fonctions à la MINUAD. La hausse du taux de remboursement aux pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police contribue également à l'augmentation générale. Compte tenu du fait que les besoins opérationnels des missions peuvent changer subitement et de la nécessité d'accroître la mobilité, une hausse des dépenses au titre des transports aériens, due notamment à l'utilisation d'aéronefs équipés de moyens spécialisés, est également prévue à la MINUSMA, à la MINUSCA, au BANUS et à la MINURSO, conjuguée, dans certains cas, à une hausse des dépenses contractuelles. En outre, en raison du renforcement des opérations et de l'instabilité croissante dans laquelle opèrent la MINUSCA, la MINUSS et la FNUOD, des ressources doivent continuer d'être prévues pour l'acquisition de locaux à usage d'habitation ou de bureaux et les services de construction.

155. Les initiatives lancées à l'échelle du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies en vue d'améliorer l'efficacité de l'Organisation, y compris de ses opérations de maintien de la paix, comme Umoja, le dispositif de prestation de services centralisée et la gestion de la chaîne d'approvisionnement, ainsi que les initiatives centralisées en matière d'information et de communications, se poursuivront et des ressources doivent être prévues pour assurer leur bon développement et leur mise en œuvre efficace.

### **Effet de l'évolution des prix des carburants sur les prévisions de dépenses**

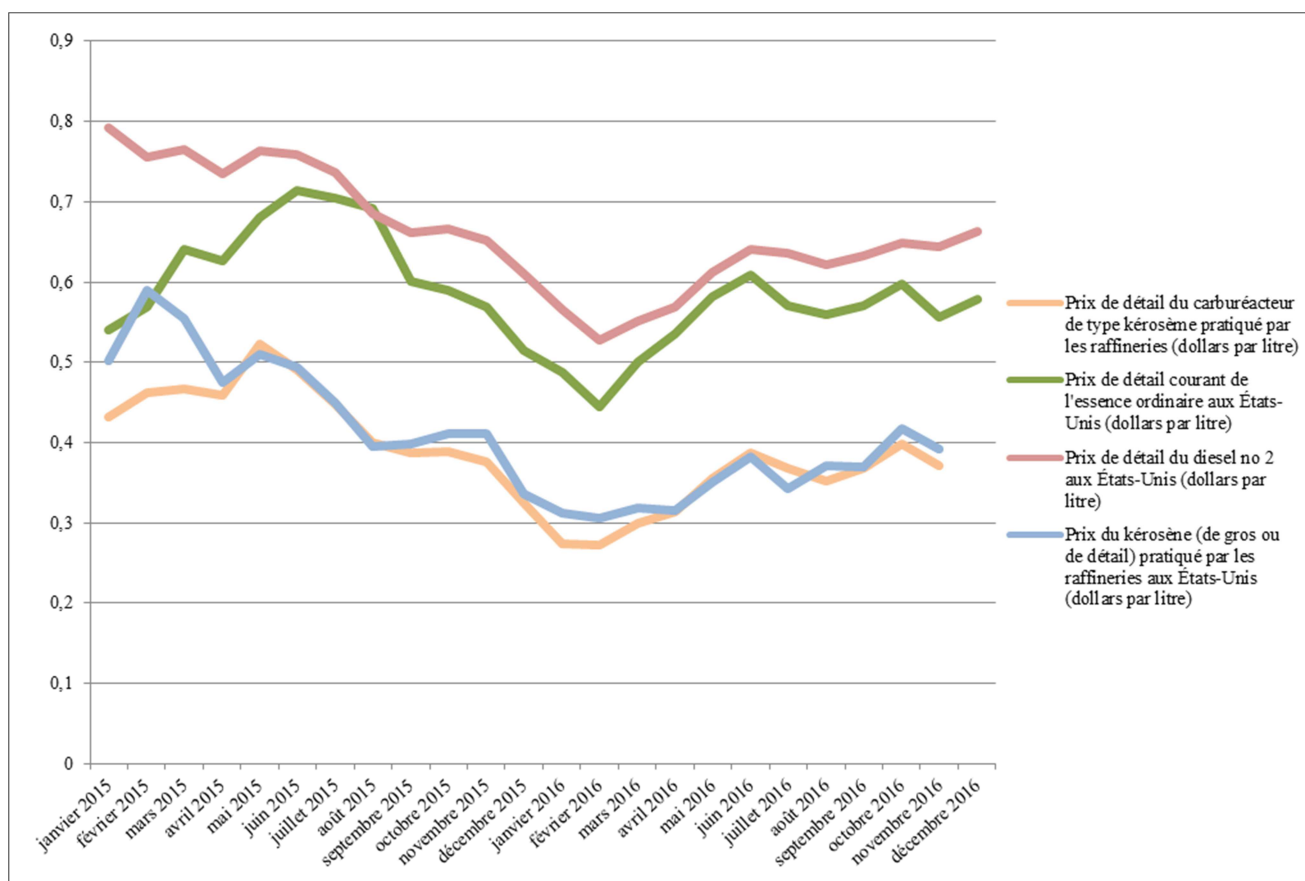
156. Si le cours des carburants avait fait fortement baisser les dépenses de l'exercice 2015/16 et les prévisions de dépenses pour l'exercice 2016/17, le marché des carburants s'est largement stabilisé depuis et a même connu des hausses à la fin

de 2016 et au début de 2017. Les prix estimatifs des carburants pris en compte dans les projets de budget sont calculés sur la base des prix moyens enregistrés sur une période de six mois de manière à atténuer les distorsions dues à des valeurs aberrantes. Comme c'est le cas de la plupart des produits de base, le cours des carburants fluctue en fonction de l'offre et de la demande dans plusieurs domaines, notamment la demande saisonnière et les conditions météorologiques. L'effet de ces variations n'est pas le même pour tous les projets de budget des missions de maintien de la paix pour l'exercice 2017/18 et il est moins facile de discerner des tendances communes que par le passé, d'autant plus que les besoins opérationnels et les mandats des missions ont changé. On observe par exemple que les prix des carburants ont augmenté à la MINUSCA et à la FINUL, mais qu'ils ont diminué au BANUS.

157. La figure XI montre les fluctuations du prix moyen des carburants au cours des deux dernières années.

Figure XI  
**Prix moyen des carburants de janvier 2015 à décembre 2016**

(En dollars des États-Unis)



### Fluctuation du taux de change durant l'année précédente

158. En 2016, le dollar des États-Unis a continué de se renforcer et de s'apprécier face à presque toutes les monnaies, y compris l'euro et le franc CFA, qui sont les deux monnaies les plus utilisées dans les budgets de maintien de la paix. De janvier à décembre 2016, le dollar des États-Unis s'est apprécié de 3 % face à l'euro, qui atteignait son plus bas niveau depuis près d'un an. En raison de l'appréciation du dollar des États-Unis, le coefficient d'ajustement a été plus faible en janvier 2017 qu'en janvier 2016 dans toutes les missions, à l'exception de la MINUAD, la baisse la plus importante ayant été de 34 % à la MINUSS. La livre soudanaise a continué de perdre de la valeur face au dollar des États-Unis après avoir été dévaluée de 84 % en décembre 2015 et s'être dépréciée encore au cours de l'année 2016.

159. Les prévisions budgétaires pour l'exercice 2017/18 ont été faites sur la base des taux de change en vigueur au moment de l'établissement du budget, soit, dans la plupart des cas, ceux de décembre 2016 et de janvier et février 2017.

160. Les figures XII et XIII montrent l'évolution du taux de change de l'euro et du franc CFA de janvier à décembre 2016

Figure XII

### Évolution du dollar des États-Unis par rapport à l'euro en 2016

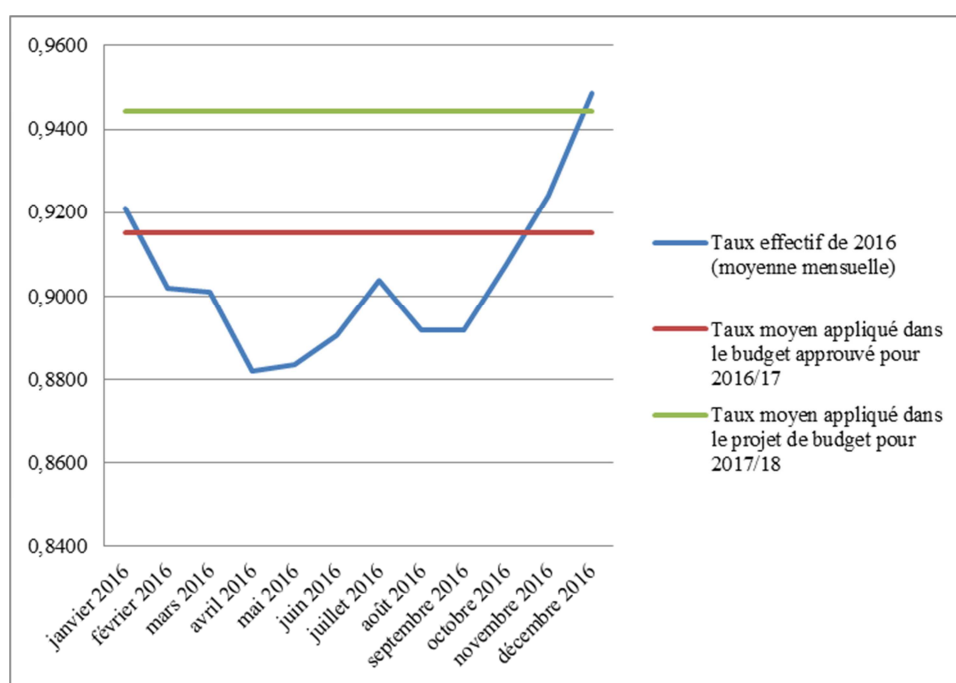
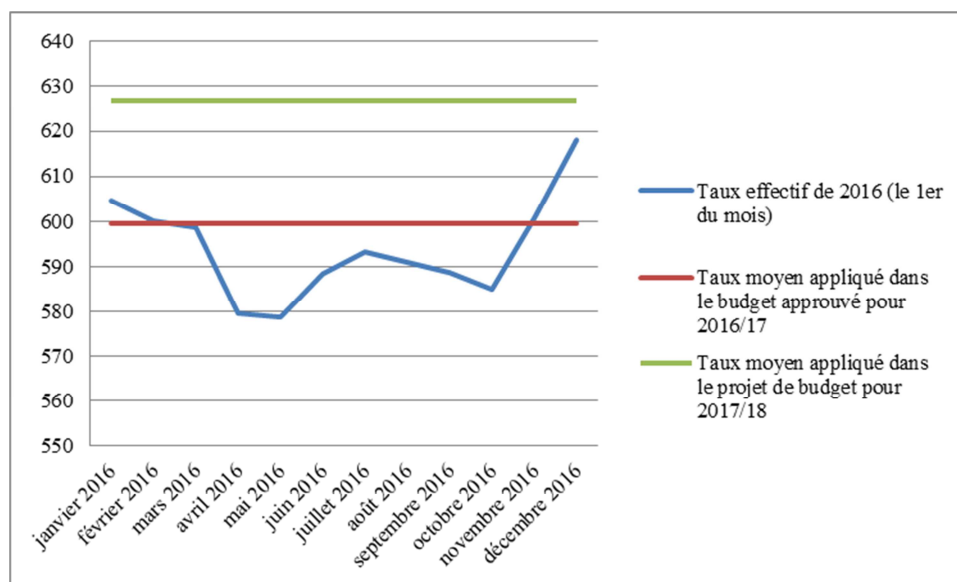
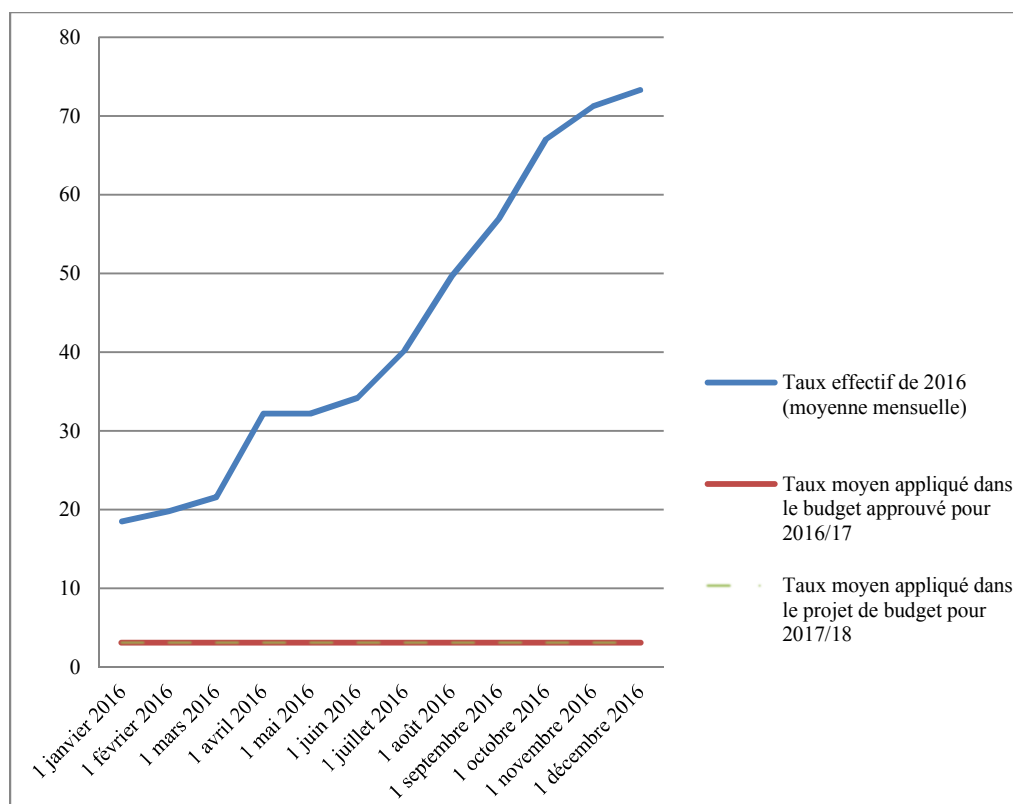


Figure XIII  
Évolution du dollar des États-Unis par rapport au franc CFA en 2016



161. Dans le projet de budget de la MINUSS pour l'exercice 2017/18, les prévisions de dépenses au titre des traitements du personnel recruté sur le plan national ont été établies exceptionnellement sur la base du taux de change opérationnel de l'ONU de décembre 2015 (3,1). Pour atténuer les effets préjudiciables de la dévaluation de la monnaie sur les traitements du personnel recruté sur le plan national, une mesure exceptionnelle, consistant à verser ces traitements en dollars des États-Unis, a commencé à être appliquée durant l'exercice 2015/16, comme il est indiqué dans le rapport du Secrétaire général sur le financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies (A/70/749). Cette mesure spéciale, qui continuera d'être appliquée, sera réexaminée à la fin de mars 2017, compte tenu des résultats de l'enquête sur les conditions d'emploi locales. Un barème révisé des traitements du personnel recruté sur le plan national doit être publié en mars 2017. La figure XIV montre l'évolution du taux de change de la livre sud-soudanaise de janvier à décembre 2016.

Figure XIV  
Évolution du dollar des États-Unis par rapport à la livre sud-soudanaise en 2016



#### Ressources humaines : taux de vacance

162. Les taux de vacance appliqués dans les budgets des missions ont été établis sur la base des données d'expérience recueillies jusqu'ici par les missions et tiennent compte des circonstances propres à chacune d'elles pour ce qui est du déploiement du personnel en tenue et du recrutement du personnel civil. Pour les militaires et le personnel de police, les variables retenues pour prévoir les coefficients délais de déploiement tiennent compte des taux de vacance moyens constatés à ce jour pendant l'exercice en cours, de l'évolution des déploiements et du plan de déploiement établi. Pour le personnel civil, les taux de vacance de postes proposés ont été établis à partir des taux moyens constatés à ce jour pendant l'exercice en cours, des tendances observées en matière d'occupation des postes et des propositions de modification de la composition des effectifs, le cas échéant. Cette méthode est également appliquée au compte d'appui aux opérations de maintien de la paix, qui a le taux de vacance le plus élevé (50 %) pour les postes et emplois de temporaire nouvellement créés.



### Taux de vacance prévus pour l'exercice 2017/18

163. Le détail des taux de vacance pour chaque mission est présenté dans le tableau 9. Les taux de vacance appliqués au calcul des dépenses de personnel sont établis sur la base des effectifs réellement déployés pendant l'exercice 2014/15 et le premier semestre de l'exercice 2015/16, ainsi que de l'évolution prévue des dépenses des missions et des effectifs. Les coûts salariaux pour l'exercice 2017/18 ont été calculés en appliquant les barèmes de traitement et les indemnités de poste approuvés en janvier 2016 pour le personnel recruté sur le plan international et publiés par la CFPI. Les traitements du personnel recruté sur le plan national sont fondés sur le barème de traitements le plus récemment appliqué dans chaque mission.

Tableau 9  
Taux de vacance prévus et effectifs

<i>Mission</i>	<i>Catégorie</i>	<i>Taux effectif moyen 2015/16</i>	<i>Taux budgétisé 2016/17</i>	<i>Projection 2017/18</i>
BANUS	Personnel recruté sur le plan international	11,5	25,0	25,0
	Administrateurs recrutés sur le plan national	21,6	21,0	26,0
	Agents des services généraux recrutés sur le plan national	15,6	17,0	16,0
	Volontaires des Nations Unies recrutés sur le plan international	16,7	10,0	10,0
	Personnel temporaire recruté sur le plan international	8,3	—	—
FINUL	Personnel recruté sur le plan international	8,4	5,0	3,0
	Administrateurs recrutés sur le plan national	41,2	30,0	30,0
	Agents des services généraux recrutés sur le plan national	5,7	5,0	6,0
FISNUA	Personnel recruté sur le plan international	21,9	20,0	20,0
	Administrateurs recrutés sur le plan national	0	0	0
	Agents des services généraux recrutés sur le plan national	18,6	20,0	15,0
	Volontaires des Nations Unies	6,3	10,0	10,0
	Personnel temporaire recruté sur le plan international	15,4	20,0	—
MINUAD	Personnel recruté sur le plan international	18,9	15,0	13,0
	Administrateurs recrutés sur le plan national	27,6	25,0	25,0
	Agents des services généraux recrutés sur le plan national	4,6	1,0	5,0
	Volontaires des Nations Unies recrutés sur le plan international	8,0	5,0	16,0
	Volontaires des Nations Unies recrutés sur le plan national	25,0	—	0
	Personnel temporaire recruté sur le plan international	15,8	10,0	7,0
	Administrateurs recrutés sur le plan national (temporaires)	—	—	0

<i>Mission</i>	<i>Catégorie</i>	<i>Taux effectif moyen 2015/16</i>	<i>Taux budgétisé 2016/17</i>	<i>Projection 2017/18</i>
MINURSO	Agents des services généraux recrutés sur le plan national (temporaires)	3,7	1,0	4,0
	Personnel recruté sur le plan international	6,7	6,0	8,0
	Agents des services généraux recrutés sur le plan national	6,5	7,0	4,0
MINUSCA	Volontaires des Nations Unies recrutés sur le plan international	43,8	30,0	40,0
	Personnel recruté sur le plan international	24,8	25,0	25,0
	Administrateurs recrutés sur le plan national	54,1	50,0	40,0
	Agents des services généraux recrutés sur le plan national	48,8	40,0	40,0
	Volontaires des Nations Unies recrutés sur le plan international	(3,8)	5,0	20,0
MINUSMA	Volontaires des Nations Unies recrutés sur le plan national	–	40,0	5,0
	Personnel temporaire recruté sur le plan international	(12,5)	25,0	25,0
	Administrateurs recrutés sur le plan national (temporaires)	50,0	50,0	–
	Agents des services généraux recrutés sur le plan national (temporaires)	–	40,0	–
	Personnel recruté sur le plan international	16,0	15,0	15,0
	Administrateurs recrutés sur le plan national	17,4	15,0	20,0
	Agents des services généraux recrutés sur le plan national	10,8	10,0	15,0
	Volontaires des Nations Unies	21,5	25,0	20,0
	Personnel temporaire recruté sur le plan international	50,0	25,0	25,0
	Personnel recruté sur le plan international	14,0	13,0	13,0
MINUSTAH	Administrateurs recrutés sur le plan national	14,8	16,0	12,0
	Agents des services généraux recrutés sur le plan national	12,0	11,0	10,0
	Volontaires des Nations Unies recrutés sur le plan international	15,5	10,0	15,0
MONUSCO	Personnel recruté sur le plan international	14,0	14,0	15,0
	Administrateurs recrutés sur le plan national	30,0	29,0	22,0
	Agents des services généraux recrutés sur le plan national	7,3	10,0	7,0
	Volontaires des Nations Unies recrutés sur le plan international	11,4	15,0	11,0
	Volontaires des Nations Unies recrutés sur le plan national	11,4	15,0	11,0
	Personnel temporaire recruté sur le plan international	45,5	–	25,0

<i>Mission</i>	<i>Catégorie</i>	<i>Taux effectif moyen 2015/16</i>	<i>Taux budgétisé 2016/17</i>	<i>Projection 2017/18</i>
FNUOD	Administrateurs recrutés sur le plan national (temporaires)	36,0	–	–
	Agents des services généraux recrutés sur le plan national (temporaires)	7,2	–	–
	Personnel recruté sur le plan international	6,8	5,0	5,0
	Personnel recruté sur le plan national	2,1	5,0	5,0
	Personnel temporaire recruté sur le plan international	20,0	3,0	3,0
UNFICYP	Personnel recruté sur le plan international	3,0	5,0	6,0
	Administrateurs recrutés sur le plan national	–	10,0	–
	Agents des services généraux recrutés sur le plan national	4,3	3,0	4,0
MINUK	Personnel recruté sur le plan international	11,2	5,0	6,0
	Administrateurs recrutés sur le plan national	0	5,0	3,0
	Agents des services généraux recrutés sur le plan national	2,4	2,0	1,0
MINUL	Volontaires des Nations Unies	22,2	11,0	11,0
	Personnel recruté sur le plan international	14,1	10,0	10,0
	Administrateurs recrutés sur le plan national	16,7	15,0	5,0
	Agents des services généraux recrutés sur le plan national	7,4	7,0	5,0
MINUSS	Volontaires des Nations Unies	12,9	10,0	5,0
	Personnel recruté sur le plan international	12,7	15,0	15,0
	Administrateurs recrutés sur le plan national	9,2	10,0	10,0
	Agents des services généraux recrutés sur le plan national	17,7	15,0	10,0
	Volontaires des Nations Unies recrutés sur le plan international	10,0	15,0	11,0
ONUCI	Volontaires des Nations Unies recrutés sur le plan national	66,7	33,0	16,0
	Personnel temporaire recruté sur le plan international	22,9	30,0	25,0
	Personnel temporaire recruté sur le plan national	50,0	30,0	30,0
	Personnel recruté sur le plan international	16,0	10,0	–
	Administrateurs recrutés sur le plan national	12,4	2,0	–
	Agents des services généraux recrutés sur le plan national	7,5	2,0	–
	Volontaires des Nations Unies recrutés sur le plan international	13,0	10,0	–
	Personnel recruté sur le plan international	18,5	19,0	10,0
	Administrateurs recrutés sur le plan national	83,3	50,0	25,0
	Agents des services généraux recrutés sur le plan national	7,9	6,0	6,0

<i>Mission</i>	<i>Catégorie</i>	<i>Taux effectif moyen 2015/16</i>	<i>Taux budgétisé 2016/17</i>	<i>Projection 2017/18</i>
	Volontaires des Nations Unies recrutés sur le plan international	50,0	50,0	50,0
Centre de services mondial	Personnel recruté sur le plan international	12,8	9,0	16,0
	Personnel recruté sur le plan national	5,1	5,0	3,0
	Personnel temporaire recruté sur le plan international	12,5	25,0	9,0
	Personnel temporaire recruté sur le plan national	21,1	26,0	12,0
Compte d'appui aux opérations de maintien de la paix	Personnel recruté sur le plan international	9,8	10,6	10,6
	Personnel recruté sur le plan national	7,0	6,8	6,9
	Personnel temporaire recruté sur le plan international	12,5	14,0	21,9

### Tendances en matière d'occupation des postes du personnel civil

164. Les taux de vacance utilisés pour calculer les budgets pour l'exercice 2017/18 demeurent largement comparables à ceux approuvés pour l'exercice 2016/17. Les exceptions sont la MINURSO, où les taux de vacance pour le personnel recruté sur le plan international et les Volontaires des Nations Unies devraient augmenter compte tenu des conditions opérationnelles, et le Centre de services régional d'Entebbe, où les taux de vacance pour le personnel recruté sur le plan international et les administrateurs recrutés sur le plan national devraient diminuer grâce aux efforts de recrutement. En ce qui concerne la MINUL, les taux de vacance devraient diminuer pour toutes les catégories de personnel compte tenu du retrait progressif et de la clôture prévue de la Mission.

### Dépenses au titre du personnel civil

165. Dans sa résolution [70/244](#), l'Assemblée générale a approuvé, conformément à la recommandation formulée par la CFPI dans son rapport pour 2015 ([A/70/30](#)), un nouvel ensemble de prestations où était proposé, entre autres changements, un barème des traitements unifié, qu'elle a décidé d'appliquer à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017.

166. Pour l'exercice 2017/18, les traitements nets et les contributions du personnel recruté sur le plan international ont été calculés selon le nouveau barème des traitements unifié entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2017. Les traitements ont été révisés conformément à la structure du barème unifié approuvé par l'Assemblée générale dans sa résolution [71/264](#) pour les administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur, qui a pris effet au 1<sup>er</sup> janvier 2017, et à celle du barème fixé pour les agents du Service mobile, qui a été également révisé pour devenir un barème unifié, conformément à la recommandation de la CFPI. Le coefficient d'ajustement fixé pour chaque lieu d'affectation à compter de janvier 2017 a été appliqué aux traitements de base nets. Les dépenses communes de personnel, calculées en pourcentage des traitements nets, ont été ajustées, pour chaque mission, par classe et par échelon, afin de prendre en compte le versement d'une indemnité transitoire de 6,0 % du traitement net, indemnité de poste y comprise, aux membres du personnel qui recevaient auparavant le traitement alors applicable aux fonctionnaires ayant des charges de famille. Le pourcentage moyen pondéré des dépenses communes de

personnel par rapport aux traitements nets a été calculé pour chaque mission en prenant en compte la proportion des fonctionnaires sans personne à charge et celle des fonctionnaires ayant des charges de famille.

167. Pour l'exercice 2017/18, les dépenses relatives au personnel civil recruté sur le plan international calculées pour la plupart des missions sont en baisse en raison de la diminution générale du coefficient d'ajustement due à l'appréciation du dollar des États-Unis, ainsi que de l'application d'un barème des traitements unifié à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017.

168. En ce qui concerne le compte d'appui aux opérations de maintien de la paix, des ressources supplémentaires sont demandées au titre des traitements en raison de la révision des coûts salariaux standard et des dépenses communes de personnel ayant servi à calculer le coût des postes et des emplois de temporaire. Le montant supplémentaire demandé tient compte du relèvement récent du coefficient d'ajustement pour New York, qui est déterminé principalement par le coût de la vie, ainsi que de l'augmentation d'échelon moyenne du personnel du Secrétariat. Les dépenses communes de personnel sont établies sur la base des dépenses effectives de l'exercice 2015/16, la même méthode ayant été appliquée au budget approuvé pour l'exercice 2016/17. En raison de l'application d'un taux de vacance standard de 50 % aux postes et emplois de temporaire durant la première année de leur création, lequel doit être ajusté l'année suivante, l'augmentation nette de 12 postes et emplois de temporaire approuvée pour l'exercice 2016/17 est également prise en compte dans le projet de budget pour l'exercice 2017/18.

169. En ce qui concerne le personnel recruté sur le plan national, les barèmes de traitements les plus récents sont utilisés pour calculer les traitements nets et les contributions du personnel, le pourcentage des dépenses communes de personnel par rapport aux traitements nets ayant été calculé compte tenu des tendances observées par le passé en ce qui concerne la classe et l'échelon moyens du personnel recruté sur le plan national dans les missions.

## **XII. Suite donnée aux demandes formulées par l'Assemblée générale dans sa résolution 70/286 et initiatives en matière de gestion**

170. La présente section traite des problèmes majeurs abordés par l'Assemblée générale dans sa résolution 70/286. Par souci de clarté, le mode de communication des informations relatives à chacune des décisions et demandes de l'Assemblée générale est indiqué à l'annexe I du présent rapport.

### **A. Questions relatives au personnel**

#### **Recrutement de personnel pour les missions**

171. Dans sa résolution 70/286 (voir par. 22), l'Assemblée générale a demandé au Secrétaire général de tout faire pour réduire les délais de recrutement des membres du personnel affectés aux missions et de rendre compte des mesures prises et des résultats obtenus.

172. Conformément à la demande formulée par l'Assemblée générale dans sa résolution 63/250, le Département de l'appui aux missions utilise les listes de candidats présélectionnés pour pourvoir les postes dans les missions. Entre 85 et 90 % des postes dans les missions sont pourvus de cette façon. Dans cet esprit, la Division du personnel des missions, qui relève du Département, publie des avis de vacance de poste génériques afin de constituer et de maintenir à jour des listes durables de candidats qualifiés pour des postes qui sont vacants ou devraient le devenir. Les personnes qui soumettent leur candidature sont convoquées à un entretien axé sur les compétences mené par un groupe de trois experts au moins issus du personnel des missions. Les travaux de chaque groupe sont coordonnés par un expert, qui détermine quels sont les candidats dont il convient de recommander l'inscription sur la liste.

### Activités des groupes d'experts et coûts y relatifs

173. Durant l'exercice 2015/16, la Division du personnel des missions a tenu à jour des listes de candidats présélectionnés pour 24 groupes professionnels, toutes classes, catégories et familles d'emploi confondues. À la suite de la publication de 70 avis de vacance de poste génériques, elle a reçu près de 38 000 candidatures, qui ont été gérées par 12 responsables de groupes professionnels et évaluées par 118 groupes d'experts. À l'issue de cette procédure, les organes centraux de contrôle pour le personnel des missions ont retenu 1 860 candidats. Les listes de candidats ainsi constituées sont utilisées par toutes les missions, et les coûts de la procédure globale d'établissement des listes sont répartis, au prorata, entre les missions. Durant l'exercice 2015/16, un montant total de 1,58 million de dollars était prévu pour appuyer la constitution de listes de candidats pour les 70 avis de vacance de poste génériques et l'établissement des listes correspondantes, et un montant de 1,162 million de dollars (soit 74 %) a été utilisé.

174. Le montant utilisé a servi à couvrir le coût des voyages effectués par les membres des groupes d'experts et les responsables de groupes professionnels pour faire passer des entretiens axés sur les compétences aux candidats présélectionnés à l'issue de l'évaluation initiale. Les entretiens ont été menés à Brindisi, à Valence, à Nairobi, à Naqoura (Liban) et au Siège de l'Organisation à New York. On trouvera dans le tableau 10 ci-dessous des informations détaillées concernant les dépenses effectivement engagées durant l'exercice 2015/16 pour le voyage des membres des groupes d'experts, par catégorie.

Tableau 10

### Dépenses par catégorie

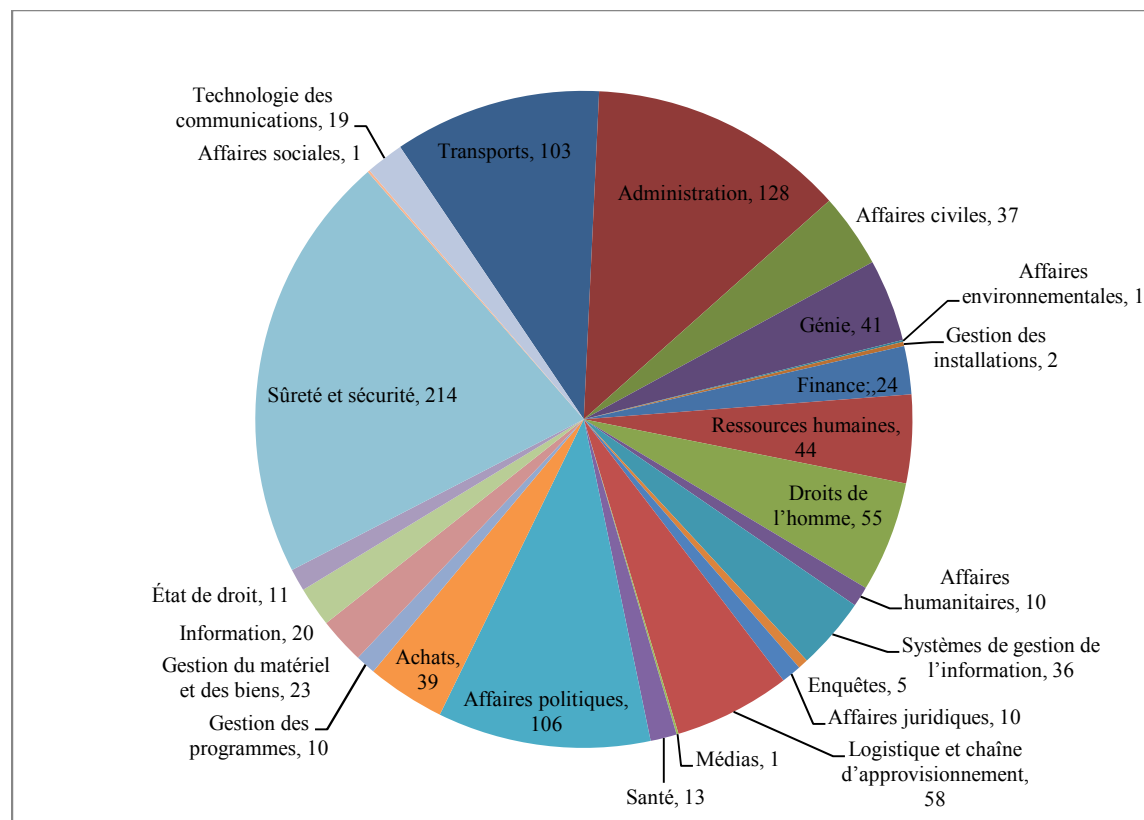
(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Montant</i>
Voyages effectués par 118 membres des groupes d'experts pour faire passer des entretiens à environ 3 400 candidats (allers et retours entre les missions et Brindisi, New York, Valence, Naqoura [Liban] et Nairobi)	930,9
Assistance aux groupes d'experts aux fins du recrutement et de la constitution des listes de candidats	231,8
<b>Total</b>	<b>1 162,7</b>

175. Au cours de la période allant du 1<sup>er</sup> juillet 2015 au 30 juin 2016, 1 011 candidats inscrits sur les listes de réserve ont été sélectionnés pour occuper des postes vacants de toutes classes et de toutes catégories dans les 24 familles d'emploi. La figure XV ci-dessous montre la répartition des postes pourvus par famille d'emploi.

Figure XV  
**Postes pourvus, par famille d'emploi**

(Nombre de postes)



176. Pour l'exercice 2016/17, la Division du personnel des missions s'attend à gérer la publication de 44 avis de vacance de poste génériques en vue non seulement de constituer de nouvelles listes de réserve dans les domaines de la gestion de la chaîne d'approvisionnement, de la prestation de services, de la gestion du risque et des technologies de l'information et des communications, mais aussi d'attirer des candidats bilingues. Un montant de 1,3 millions de dollars a été prélevé sur le budget des missions pour financer les évaluations des groupes d'experts. Des efforts particuliers sont déployés pour accroître le nombre de femmes inscrites sur les listes pour tous les groupes professionnels, conformément à l'objectif du Secrétaire général d'instaurer la parité des sexes dans les opérations de paix. Un montant total de 1,3 millions de dollars a été affecté aux activités des groupes d'experts durant l'exercice 2016/17, comme indiqué au tableau 11 ci-dessous. Pour l'exercice 2017/18, le montant des ressources alloué dépendra du volume de travail.

Tableau 11  
**Montant des contributions, par mission**  
 (En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Mission</i>	<i>Montant alloué (1<sup>er</sup> juillet 2016-30 juin 2017)</i>
BANUS	93,5
Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi	11,9
FINUL	93,5
FISNUA	93,5
FNUOD	11,9
MINUAD	146,5
MINUK	11,9
MINUL	93,5
MINURSO	11,9
MINUSCA	93,5
MINUSMA	146,5
MINUSS	146,5
MINUSTAH	93,5
MONUSCO	146,5
ONUCI	93,5
UNFICYP	11,9
<b>Total</b>	<b>1 300,0</b>

**Représentation des pays fournisseurs de contingents au Département des opérations de maintien de la paix et au Département de l'appui aux missions**

177. Dans sa résolution [70/286](#) (par. 23), l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de redoubler d'efforts pour faire en sorte que les pays qui fournissent des contingents soient représentés comme il se doit au Département des opérations de maintien de la paix et au Département de l'appui aux missions, compte tenu de leur contribution aux activités de maintien de la paix des Nations Unies, et d'en rendre compte dans son prochain rapport d'ensemble. Pour donner suite à cette demande et à celles formulées précédemment par l'Assemblée générale dans ses résolutions [67/287](#) et [66/265](#), le Secrétariat a pris les mesures suivantes :

a) Modification de l'instruction administrative [ST/AI/2010/3](#) relative au système de sélection du personnel afin d'imposer aux chefs des départements ou bureaux concernés de tenir dûment compte, dans leur décision finale, du cas des candidats originaires de pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police qui briguent un poste dans une opération de maintien de la paix ou, au Siège, un poste du Département des opérations de maintien de la paix, du Département de l'appui aux missions ou d'un autre département imputé au compte d'appui ([ST/AI/2010/3/Amend.2](#));



b) Introduction, dans l'instruction administrative [ST/AI/2016/1](#) relative au dispositif de sélection du personnel et d'encadrement de la mobilité, de l'obligation pour le Bureau de la gestion des ressources humaines de signaler au Conseil du réseau d'emplois et au Conseil de contrôle de haut niveau ceux qui, parmi les candidats qualifiés, sont des ressortissants de pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police qui briguent un poste dans une opération de maintien de la paix ou, au Siège, un poste du Département des opérations de maintien de la paix ou du Département de l'appui aux missions imputé au compte d'appui, compte tenu de la contribution de ces pays aux activités de maintien de la paix des Nations Unies;

c) Introduction, dans les avis de vacance de poste d'administrateur ou de fonctionnaire de rang supérieur imputé au compte d'appui, d'un avis particulier indiquant qu'il sera tenu dûment compte des ressortissants de pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police qui correspondent au profil recherché et dont l'inscription sur la liste de réserve est recommandée pour pourvoir un poste dans une opération de maintien de la paix ou, au Siège, un poste du Département des opérations de maintien de la paix ou du Département de l'appui aux missions imputé au compte d'appui, compte tenu de la contribution de ces pays aux activités de maintien de la paix des Nations Unies et conformément aux résolutions [66/265](#) et [67/287](#) de l'Assemblée générale;

d) Attribution aux responsables des postes à pourvoir de la tâche de certifier qu'ils ont tenu dûment compte des ressortissants de pays fournisseurs de contingents parmi les candidats dont ils recommandent l'inscription sur les listes de réserve aux chefs du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions, compte tenu de la contribution de ces pays aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies;

e) Organisation d'activités de communication visant à accroître le nombre de militaires d'active (en particulier de sexe féminin) détachés par des pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police (organisation de séances d'information, de réunions et de visites spécialisées dans les pays concernés et conduite d'une campagne de sensibilisation sur les réseaux sociaux et les sites Web consacrés au recrutement);

f) Suivi régulier, par les services administratifs du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions, de la représentation des pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police dans ces départements, et établissement de rapports sur la question, à la fois en ce qui concerne le personnel civil et les militaires d'active détachés.

178. Comme suite aux activités de communication organisées, la participation des pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police à la première étape de la procédure de recrutement de personnel militaire ou de police a augmenté de 27 % entre 2013 et 2016 (aucune donnée antérieure à 2013 n'est disponible). Le nombre de nationalités représentées aux différentes étapes des procédures de recrutement est indiqué dans le tableau 12 ci-dessous.

Tableau 12

**Nombre de nationalités représentées aux différentes étapes des procédures de recrutement à des postes du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions (de 2013 à 2016)**

	2013 Phase 1	2013 Phase 2	2014 Phase 1	2014 Phase 2	2015 Phase 1	2016 Phase 1
Nombre de nationalités représentées	51	65	62	59	70	70
Augmentation du nombre de nationalités représentées (en pourcentage)		22	18	14	27	27

179. Au 31 décembre 2016, 96 % des membres du personnel du Département des opérations de maintien de la paix et 92 % de ceux du Département de l'appui aux missions provenaient de pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police. La représentation de ces pays dans les deux départements depuis avril 2011, en termes de personnel civil et de militaires détachés, est indiquée dans les tableaux 13 et 14 ci-dessous. S'il est vrai que les effectifs fluctuent, ce qui s'explique par la rotation du personnel et le fait que le nombre de pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police varie d'un mois à l'autre, les chiffres qui figurent dans les tableaux témoignent néanmoins des efforts que les deux départements déploient depuis 2011 pour améliorer la représentation des pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police, conformément aux résolutions [66/265](#), [67/287](#) et [70/286](#) de l'Assemblée générale.

Tableau 13

**Pourcentage du personnel du Département des opérations de maintien de la paix provenant de pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police**

	30 avril 2011	30 avril 2012	30 avril 2013	30 avril 2014	30 avril 2015	30 avril 2016	31 décembre 2016
Personnel provenant de pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police (en pourcentage)	97	97	97	96	97	97	96
Personnel ne provenant pas de pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police (en pourcentage)	3	3	3	4	3	3	4

Tableau 14

**Pourcentage du personnel du Département de l'appui aux missions provenant de pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police**

	30 avril 2011	30 avril 2012	30 avril 2013	30 avril 2014	30 avril 2015	30 avril 2016	31 décembre 2016
Personnel provenant de pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police (en pourcentage)	91	93	91	92	94	92	92
Personnel ne provenant pas de pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police (en pourcentage)	9	7	9	8	6	8	8

## B. Besoins opérationnels

### Grands projets informatiques des opérations de maintien de la paix (projet O3b)

180. La Division de l'informatique et des communications, qui relève du Département de l'appui aux missions, fournit un appui informatique aux opérations de maintien de la paix et aux missions politiques spéciales des Nations Unies partout dans le monde, lesquelles sont souvent déployées dans des zones où l'infrastructure de communications locale est peu développée. Les missions ont toujours recouru aux services de communication par satellite géosynchrone et aux voies de communication terrestre. Les moyens de communication par satellite ont l'avantage de ne pas dépendre de l'infrastructure locale et de pouvoir être déployés rapidement, mais ils ont une bande passante limitée et un coût élevé. La fiabilité et la performance du réseau sont d'une importance capitale pour des applications comme Umoja et Field Support Suite, qui sont hébergées de manière centralisée à la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi. La mise en place de moyens de communication fiables à large bande passante et à un coût avantageux est un défi permanent. À l'heure actuelle, plusieurs dispositifs sont employés pour assurer l'accès des missions à Internet, notamment des satellites à bande C et à bande KU, des liaisons terrestres louées et les réseaux de téléphonie mobile. En général, la technologie satellitaire est la principale méthode d'accès des missions déployées en Afrique, où on ne peut souvent pas compter sur l'infrastructure locale.

181. Afin d'offrir aux missions des solutions améliorées en termes de communication, la Division de l'informatique et des communications a repéré un nouveau service satellitaire proposé par l'opérateur O3b (Other 3 billion) qui pourrait présenter les avantages des communications par satellite sans en avoir toutes les contraintes. La technologie satellitaire d'O3b est conçue pour fournir un accès à Internet à un coût unitaire inférieur aux autres technologies par satellite. Elle offre une solution alternative à faible latence (donc rapide) permettant de faire face à la demande croissante de progiciels à large bande passante comme Umoja. Les besoins en termes de bande passante devraient augmenter au cours des prochaines années, et il est donc primordial de trouver de nouvelles solutions plus économiques.

182. À cette fin, l'Organisation a conclu un contrat à court terme avec O3b (12 mois assortis de 6 mois supplémentaires) pour la mise à l'essai de services satellitaires à faible latence d'un coût total ne devant pas excéder 24,2 millions de dollars.

183. Les missions déployées en Afrique de l'Est ont été sélectionnées pour participer au projet pilote étant donné qu'elles sont représentatives des missions qui ont le plus à gagner de la mise en service de la technologie offerte par O3b. Six missions ont été sélectionnées, pour un total de huit sites, en plus du Centre de services régional d'Entebbe.

184. Le projet pilote se compose de deux phases :

- Phase 1 : Mise à l'essai des services de base d'O3b et collecte de données sur la situation préalable à l'exécution du projet;
- Phase 2 : Prise en charge des applications partagées de l'ONU par les services d'O3b, collecte de données sur la situation postérieure à l'exécution du projet et réalisation de comparaisons et d'analyses.

185. La phase 1 consiste à mettre les services de base d'O3b à l'essai sur les huit sites sélectionnés et, pendant trois mois, à les suivre et les évaluer par rapport à des indicateurs de résultats relatifs à la latence, au mode dégradé, à la perte de données et au temps de disponibilité. Le Centre de services mondial a mesuré la bande passante en prenant un des sites (Djouba) comme exemple afin d'évaluer la performance du réseau avant l'exécution du projet, l'idée étant d'établir un niveau de référence auquel comparer la performance du réseau après que les services d'O3b auront été étendus aux applications partagées de l'ONU. Une enquête sur l'expérience utilisateur a été réalisée au début de la phase 1 en vue de procéder à une comparaison à la fin de la phase 2.

186. Le projet pilote d'O3b a été lancé durant la deuxième moitié de l'exercice 2015/16, d'abord à Bangui (MINUSCA) en mars 2016, puis à Djouba (MINUSS) et à Abyei (FISNUA) en juin. Les sites de Wau (Soudan du Sud) (MINUSS), de Mogadiscio (BANUS) et de Kinshasa et Goma (MONUSCO) ont également commencé à l'appliquer. Le dernier site (Entebbe) lancera le projet au deuxième trimestre de l'année 2017.

187. Au cours de la phase 2, les fonctions qui peuvent être prises en charge par les services de base d'O3b dans le cadre d'un réseau privé virtuel (RPV), comme les services de visioconférence et de voix sur IP (VoIP) et les applications partagées (Umoja, Field Support Suite, Cosmos, Point et les applications de messagerie électronique et d'informatique en nuage), seront suivies et évaluées par rapport à des indicateurs de résultats, notamment pour ce qui est de la distorsion acoustique et visuelle, de la latence, de l'écho et du temps de chargement. La bande passante sera à nouveau mesurée et une nouvelle enquête sur l'expérience utilisateur sera effectuée afin de comparer les résultats obtenus avec les niveaux de référence établis durant la phase 1.

188. La phase 2, qui devrait s'achever avant la fin du mois de juin 2017, comprendra les activités principales suivantes :

a) Prise en charge, par les services de base d'O3b, des principales fonctions informatiques et applications partagées (Internet, VoIP, RPV, Umoja, Field Support Suite, Cosmos, Point, applications de messagerie électronique et d'informatique en nuage, selon les besoins des missions). Délai estimé : 1 à 2 mois;

b) Réévaluation de la bande passante et réalisation d'une nouvelle enquête sur l'expérience utilisateur. Délai estimé : 2 mois;

c) Comparaison et analyse des résultats (analyse des coûts et avantages, formulation de recommandations, recensement des enseignements tirés de l'expérience et établissement de modèles pour les futures études de faisabilité). Délai estimé : 1 mois.

189. Une analyse des dépenses engagées au cours de l'exercice 2015/16 et des dépenses prévues pour l'exercice 2016/17 figure dans le tableau 15 ci-dessous. Les dépenses relatives au projet pilote sont estimées à 17,8 millions de dollars pour l'exercice 2016/17, ce qui se situe en-deçà du montant maximal de 24,2 millions de dollars fixé dans le contrat (voir tableau 15).

Tableau 15

**Analyse des dépenses liées au projet O3b**

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Montant estimatif des dépenses</i>	<i>Dépenses engagées (2015/16)</i>	<i>Dépenses prévues (2016/17)</i>	<i>Dépenses totales (prévisions)</i>
	<i>a)</i>	<i>b)</i>	<i>c)</i>	<i>(d)=(b)+(c)</i>
Matériel et fournitures, frais de port compris	2 094,2	1 846,8	424,7	2 271,5
Mise en place sur les 8 sites (49 231 dollars par site) dépenses non renouvelables	393,8	344,6	49,2	393,8
Bande passante <sup>a</sup>	12 194,0	2 160,6	12 362,5	14 523,1
Gestion du projet	318,0	278,2	39,8	318,0
Formation	319,4	0	288,0	288,0
<b>Total</b>	<b>15 319,4</b>	<b>4 630,2</b>	<b>13 164,2</b>	<b>17 794,4</b>

<sup>a</sup> Réalisation d'évaluations sur les sites, gestion des services, suivi du projet, installation, mise en service et formation.

**Évaluation du projet pilote à mi-parcours**

190. Dans les missions où le projet pilote a démarré, l'expérience utilisateur s'est révélée généralement positive et la performance et la productivité se sont améliorées. L'efficacité opérationnelle pourra être optimisée et des gains d'efficacité réalisés une fois que le projet pilote aura été pleinement mis en œuvre et que les services auront été étendus aux autres sites des missions, qui continuent de dépendre de services satellitaires plus onéreux et à forte latence pour accéder à Internet. Les résultats du projet pilote détermineront s'il convient de faire de la technologie d'O3b la méthode d'accès à Internet standard et si cette technologie est conforme aux procédures de gouvernance informatique de l'ONU.

### Activités programmatiques et opérations de maintien de la paix.

191. Pour l'exercice 2016/17, un montant de 24,9 millions de dollars a été approuvé au titre des activités programmatiques de huit missions de maintien de la paix (MINUAD, MINUK, MINUL, MINUSCA, MINUSS, MINUSTAH, MONUSCO et ONUCI), hors activités de lutte antimines, de désarmement, démobilisation et réintégration et de lutte contre la violence dans les collectivités. Étant donné que les missions continuent de mener des activités programmatiques en exécution de leurs mandats respectifs, les dépenses liées à ces activités continuent d'être prises en compte dans les projets de budget pour l'exercice 2017/18. Ainsi, pour l'exercice 2017/18, un montant total de 36,7 millions de dollars est demandé au titre des activités programmatiques (hors activités de lutte antimines, de désarmement, démobilisation et réintégration et de lutte contre la violence dans les collectivités). Si l'on tient compte des activités de désarmement, démobilisation et réintégration et des programmes de lutte contre la violence dans les collectivités, le montant total demandé pour l'exercice 2017/18 s'élève à 70,3 millions de dollars, contre un montant de 60,8 millions de dollars approuvé pour l'exercice 2016/17. Le montant total des ressources demandées au titre des activités programmatiques, y compris la lutte antimines et les activités de désarmement, démobilisation et réintégration et de lutte contre la violence dans les collectivités, est indiqué dans le tableau 16 ci-dessous. La Figure XVI montre la part que ces activités représentent dans les opérations des missions de maintien de la paix, toutes missions confondues. On trouvera à l'annexe X des informations détaillées sur les ressources demandées au titre des activités programmatiques des missions de maintien de la paix pour l'exercice 2017/18.

Tableau 16

### Ressources demandées au titre des activités programmatiques dans les projets de budget des opérations de maintien de la paix pour l'exercice 2017/18, par mission

(En milliers de dollars des États-Unis)

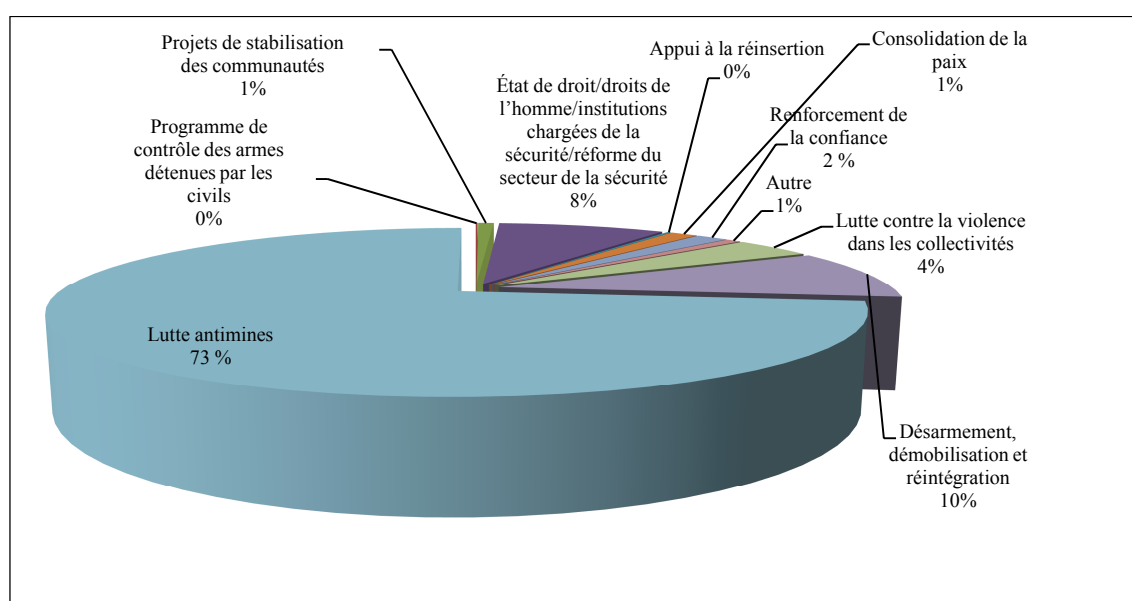
<i>Mission</i>	<i>Lutte antimines</i>	<i>Activités diverses<sup>a</sup></i>	<i>Total</i>
BANUS	40 400,0	—	40 400,0
FINUL	1 426,3	—	1 426,3
FISNUA	17 212,9	—	17 712,9
MINUAD	8 246,5	2 900,0	11 146,5
MINUK	—	2 367,0	2 367,0
MINUL	—	7 000,0	7 000,0
MINUSS	42 823,4	1 868,0	44 691,4
MINURSO	3 702,9	—	3 702,9
MINUSCA	10 100,0	15 189,0	25 289,0
MINUSMA	55 000,0	16 941,0	71 941,0
MINUSTAH	—	9 435,5	9 435,5
MONUSCO	2 834,0	11 726,0	14 560,0

Mission	Lutte antimines	Activités diverses <sup>a</sup>	Total
UNFICYP	1 768,1	—	1 768,1
<b>Total</b>	<b>183 514,1</b>	<b>67 426,5</b>	<b>250 940,6</b>

<sup>a</sup> Activités liées au désarmement, à la démobilisation et à la réintégration, à la lutte contre la violence dans les collectivités, au programme de contrôle des armes détenues par les civils, aux projets de stabilisation des communautés, à l'état de droit, aux droits de l'homme, aux institutions chargées de la sécurité, à la réforme du secteur de la sécurité, au dispositif d'appui à la réinsertion, à la consolidation de la paix et au renforcement de la confiance.

Figure XVI

**Ventilation des ressources demandées pour l'exercice 2017/18 pour les opérations de maintien de la paix, par type d'activité programmatique**



**Activités de lutte antimines**

192. Durant l'exercice 2017/18, les composantes lutte antimines continueront de concourir à l'exécution des activités de lutte antimines définies dans le mandat des opérations de maintien de la paix. Le Service de la lutte antimines continuera notamment de soutenir la MINUSMA et l'AMISOM, par l'intermédiaire du BANUS, en offrant des conseils stratégiques à leurs responsables, en dépêchant sur place des conseillers spécialistes de la planification et de la conduite des opérations et des mentors et formateurs techniques et en leur fournissant un appui ciblé et spécialisé en matière de décontamination. Les ressources demandées au titre de la lutte antimines pour l'exercice 2017/18 s'élèvent à 183,1 millions de dollars. La répartition de ces ressources entre les différentes missions est indiquée dans le tableau 17 ci-dessous. La Figure XVII montre quant à elle les différents types d'activités de lutte antimines menées par les missions. On trouvera dans l'annexe VII des informations détaillées sur les dépenses prévues au titre des

activités de lutte antimines des opérations de maintien de la paix pour les exercices 2016/17 et 2017/18.

Tableau 17

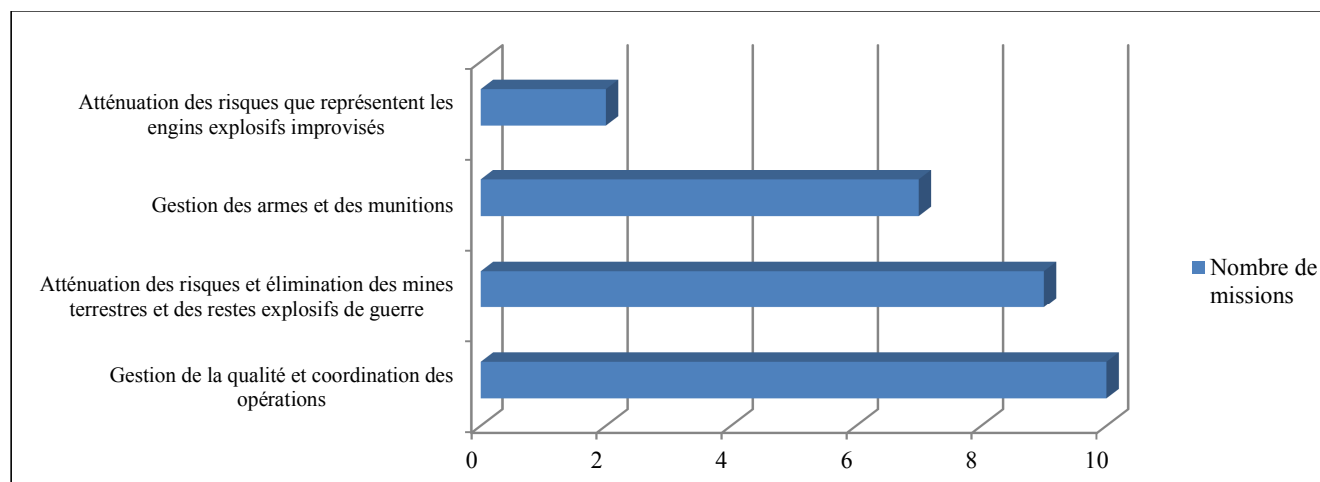
**Vue d'ensemble des ressources demandées au titre des activités de lutte antimines dans les projets de budget des opérations de maintien de la paix pour l'exercice 2017/18, par mission**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Montant approuvé pour 2016/17</i>	<i>Montant estimé pour 2017/18</i>	<i>Variation</i>
BANUS	48 900,0	40 400,0	(8 500,0)
FINUL	1 500,1	1 426,3	(73,8)
FISNUA	20 293,1	17 212,9	(3 080,2)
MINUAD	8 246,5	8 246,5	—
MINURSO	3 264,6	3 702,3	437,7
MINUSCA	10 100,0	10 100,0	—
MINUSMA	55 000,0	55 000,0	—
MINUSS	40 731,9	42 823,0	2 091,1
MONUSCO	2 834,1	2 834,1	—
ONUCI	2 500,0	—	(2 500,0)
UNFICYP	1 949,4	1 768,1	(181,3)
<b>Total</b>	<b>192 819,7</b>	<b>183 513,7</b>	<b>(9 306,0)</b>

Figure XVII

**Vue d'ensemble des activités de lutte antimines qui seront menées par les opérations de maintien de la paix durant l'exercice 2017/18**



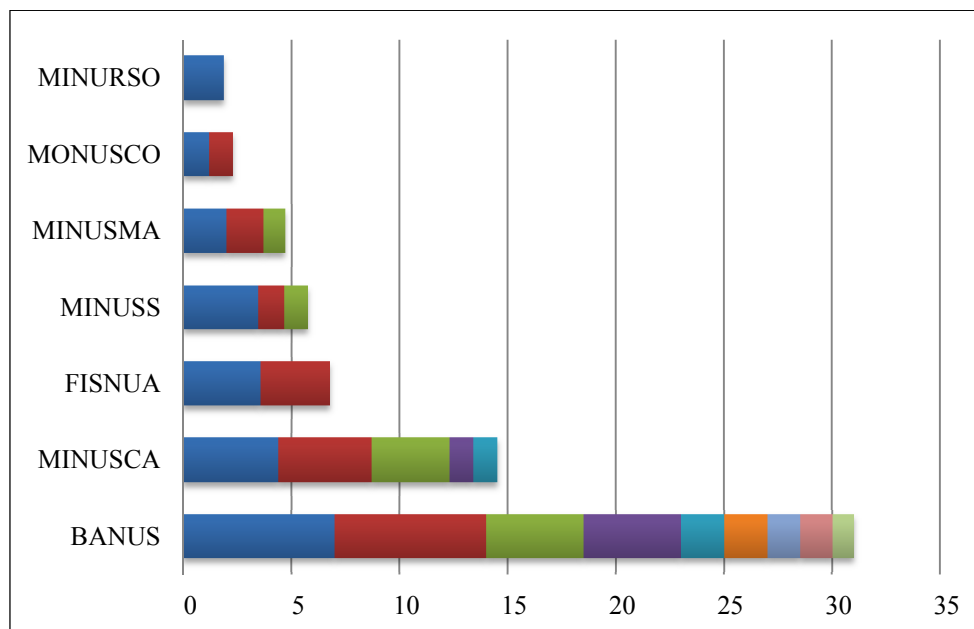


**Projets de construction**

193. Durant l'exercice 2017/18, des projets de construction d'un coût supérieur à un million de dollars seront menés sur les sites de la MINURSO, de la MINUSMA, de la MINUSCA, de la MINUSS et du BANUS. En ce qui concerne la MINUSCA, certains projets entamés durant l'exercice 2016/17 se poursuivront durant l'exercice 2017/18 et de nouveaux seront mis en route, la mission continuant de mettre en place ses structures, en particulier des logements et des espaces de bureau pour son personnel à Bangui et dans les secteurs. Des bâtiments en dur seront notamment construits en employant de la main d'œuvre et des matériaux locaux autant que possible, compte tenu des conséquences positives que l'utilisation des ressources locales a pour la population et l'économie locales et comme moyen de promouvoir la coexistence pacifique et la consolidation de la paix, fragile sous l'autorité du nouveau Gouvernement. Le BANUS continuera de prêter son appui à l'AMISOM dans l'ensemble des états-majors de secteur et de bataillon et sur les sites principaux. Il continuera de rénover les installations existantes et engagera les travaux de construction de nouveaux logements pour son personnel, celui de la MANUSOM et de l'AMISOM en Somalie, et celui de la base de soutien logistique de Mombassa et des camps de secteur. S'agissant de la MINUSMA, les projets seront terminés dès que l'on disposera des structures préfabriquées requises pour achever les constructions en cours dans divers camps de grande et de petite taille, l'objectif étant de rendre ces camps pleinement opérationnels et conformes aux normes établies pour ce qui est de la sécurité et des conditions de vie. Durant l'exercice 2017/18, la MINUSMA achèvera également les travaux d'agrandissement des camps de Gao, de Kidal, de Mopti et de Tombouctou commencés durant l'exercice 2016/17 à la suite du déploiement d'effectifs supplémentaires. La MINUSS prévoit d'améliorer l'état des routes dans les camps de Bentiu, de Malakal et de Bor, d'assurer l'entretien des pistes d'atterrissage de Malakal, de Rumbek et de Kuacjok et de remplacer 45 blocs sanitaires préfabriqués par des structures en dur. La MINURSO projette de forer des puits profonds sur six sites à l'est et à l'ouest du mur de sable afin de disposer d'une source durable d'eau dont elle aurait le contrôle exclusif et, partant, d'éliminer le risque de dépendance vis-à-vis de tiers ou de fournisseurs. On trouvera à la figure XVIII ci-dessous un aperçu des projets de construction des missions de maintien de la paix dont le coût dépasse un million de dollars pour l'exercice 2017/18.

Figure XVIII  
**Projets de construction d'un coût estimé à plus d'un million de dollars  
pour l'exercice 2017/18**

(En milliers de dollars des États-Unis)



### Opérations aériennes

194. La Section des transports aériens du Département de l'appui aux missions entend améliorer globalement la réactivité, l'efficacité et l'efficience des opérations aériennes dans les missions de maintien de la paix et réaliser des économies d'échelle et de coûts sans pour autant réduire la qualité des services. Elle a entrepris des démarches à cette fin et a notamment mis en place un système de partage des moyens aériens stratégiques régionaux entre les missions de façon à améliorer l'utilisation des appareils. Diverses mesures et initiatives ont été prises pour accroître l'efficacité et l'efficience des opérations aériennes : des orientations claires ont été transmises aux missions afin qu'elles améliorent leurs prévisions budgétaires en tenant compte des résultats d'une analyse des tendances actuelles et passées, la flotte existante est examinée régulièrement afin de relever les insuffisances et d'adapter au mieux sa composition, et il est fait usage des arrangements de partage des moyens aériens régionaux et de contrats d'approvisionnement conditionnel pour répondre aux besoins ponctuels. Dans le cadre des efforts qu'elles déploient en continu pour améliorer l'utilisation des moyens aériens, les missions ont diffusé les résultats de l'analyse des tendances actuelles et passées (on trouvera à l'annexe VIII des informations détaillées sur l'utilisation des services de fret et le nombre de passagers transportés entre janvier et décembre 2016). De plus, on a recouru davantage à des procédures d'invitation à soumissionner, le système de suivi par satellite a été employé pour assurer un suivi permanent de l'utilisation des appareils de l'ONU et le système de gestion des informations aériennes a été mis en service afin d'améliorer la visualisation et la

communication des données relatives aux transports aériens. En outre, l'examen final du manuel des opérations aériennes du Département de l'appui aux missions, qui a été récemment révisé, est en cours. La nouvelle version comporte notamment une description plus détaillée des fonctions, des rôles et des responsabilités de la Section des transports aériens, du Centre stratégique des opérations aériennes, du Centre de contrôle intégré des transports et des mouvements et des bureaux des missions chargés des transports aériens, ce qui devrait favoriser la coordination d'ensemble des activités menées par ces entités et contribuer à améliorer l'utilisation des moyens aériens.

### **Système de gestion des informations aériennes**

195. Dans sa résolution [70/286](#) (par. 39), l'Assemblée générale a noté que le système de gestion des informations aériennes, dont la mise en service se poursuivait, devrait faciliter la planification, la gestion et le contrôle des opérations aériennes, et prié le Secrétaire général de donner des précisions sur les avantages effectifs de ce système. Au troisième trimestre de 2016, le système de gestion des informations aériennes avait été mis en service dans toutes les missions où il devait l'être (MONUSCO, MINUSS, FISNUA, MINUL, MINUSCA, UNFICYP, MINUSTAH, MINUAD, FINUL, BANUS, MINURSO, MANUI, UNOWA, MANUA, ONUCI, MANUL et MINUSMA). Parallèlement, un comité chargé de formuler des orientations stratégiques et de suivre l'avancement de la mise en service du système a été constitué. Il s'est réuni régulièrement et a ouvert la voie à de nouveaux progrès. Un atelier destiné aux utilisateurs du système s'est tenu au Centre de services mondial et, au cours du dernier trimestre de 2016, une formation a été organisée au Siège à l'intention des utilisateurs actuels et futurs.

196. Le système de gestion des informations aériennes est actuellement à l'essai dans les différentes missions et une solution est apportée à tous les problèmes techniques et tous les dysfonctionnements rencontrés. Une fois qu'il sera pleinement opérationnel, le système permettra de rationaliser et de consolider la collecte de données, l'établissement de rapports mensuels sur les opérations aériennes et les autres processus métier essentiels y relatifs, et d'améliorer sensiblement les capacités de la Section des transports aériens, du Centre stratégique des opérations aériennes et des bureaux des missions chargés des transports aériens en matière d'analyse, de budgétisation et d'utilisation rationnelle des ressources, y compris pour ce qui est du traitement des demandes d'exploitation des aéronefs en soutien aux missions, de la programmation des opérations y relative, de l'établissement des budgets et des tâches de gestion des contrats et de facturation associées. De plus, le système est doté de fonctionnalités permettant d'assurer la gestion des équipages, de répartir les coûts liés à l'assurance et de superposer les opérations sur la carte des services d'information géospatiale, ce qui est indispensable à une gestion efficace des opérations aériennes.

197. En ce qui concerne l'amélioration des procédures, les missions utilisent le système de gestion des informations aériennes pour planifier leurs opérations quotidiennes et hebdomadaires. Ce système se substitue aux dispositifs et outils établis en interne et devrait en avoir remplacé la plupart, voire la totalité, d'ici au mois de juin 2017. Au Siège de l'Organisation, le règlement des factures et la validation des services sont effectués de manière quasi automatique par le système.

De même, les fonctions de traitement des données relatives aux services fournis devraient être transférées du système de gestion des informations aériennes à Umoja avant la fin du premier trimestre de 2017. Le Département de l'appui aux missions compte que les rapports des missions sur les progrès accomplis concernant le système de gestion des informations aériennes et sur sa mise en service effective lui permettront d'avoir une vision exhaustive de la situation d'ici à la fin de l'exercice 2016/17.

**Évaluation des fonctions de la Section des transports aériens, du Centre stratégique des opérations aériennes et du Centre de contrôle intégré des transports et des mouvements**

198. Dans sa résolution [70/286](#) (par. 38), l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de terminer sans tarder l'évaluation des fonctions et des responsabilités de la Section des transports aériens, du Centre stratégique des opérations aériennes et du Centre de contrôle intégré des transports et des mouvements et de formuler des propositions détaillées à ce sujet.

199. La Section des transports aériens a pour principale fonction de fournir des orientations stratégiques aux missions et d'élaborer des politiques favorables à une gestion sûre, efficace et rationnelle des moyens aériens de l'ONU. Elle conseille également les missions afin d'optimiser l'utilisation des ressources aériennes au moyen de diverses mesures. Le Centre stratégique des opérations aériennes est chargé de faire en sorte que les vols stratégiques et les vols effectués en dehors des zones de mission soient efficaces, rationnels et adaptés aux besoins opérationnels, en tenant compte du mandat, de la complexité, des caractéristiques et des conditions opérationnelles de chaque mission. Enfin, le Centre de contrôle intégré des transports et des mouvements (opérations aériennes) est responsable de l'intégration et de la coordination des mouvements de troupes et de marchandises au niveau régional ainsi que de l'exécution des vols régionaux intégrés en Afrique de l'Est. Les fonctions de ces trois entités sont actuellement évaluées et une proposition détaillée sera présentée une fois l'évaluation achevée, a priori au troisième trimestre de 2017.

200. Le nombre de drones commerciaux et militaires utilisés à l'appui des missions a augmenté rapidement ces dernières années. Leur acquisition se fait au moyen d'appels d'offres et de lettres d'attribution, conformément au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies. Grâce à ces dispositifs, la situation peut être surveillée et contrôlée et les effectifs protégés 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, ce qui devrait permettre de renforcer et d'améliorer la sûreté et la sécurité du personnel et des opérations. L'Organisation n'a pas une grande expérience de l'utilisation de drones, et c'est à l'appui des activités de la MONUSCO qu'un tel dispositif a été acheté et mis à l'essai pour la première fois. De nombreux enseignements ont été dégagés de l'expérience pilote de la MONUSCO et ont été mis à profit pour améliorer l'utilisation des drones et gagner en efficacité, que ce soit dans le cadre des activités et des procédures d'acquisition actuelles ou futures. Par ailleurs, les opérations réalisées au moyen de drones sont examinées régulièrement afin d'évaluer les résultats obtenus et les gains d'efficacité réalisés, l'objectif étant de parvenir à une utilisation optimale avec le meilleur rapport coût-efficacité possible.

### XIII. Exécution des budgets de l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2015 au 30 juin 2016

201. Comme indiqué au tableau 18 ci-dessous, le budget total approuvé pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2015 au 30 juin 2016, y compris le compte d'appui et le Centre de services mondial mais hors contributions volontaires en nature budgétisées, s'élevait à 8,30 milliards de dollars. Les dépenses correspondantes se sont chiffrées à 8,02 milliards de dollars, ce qui laisse un solde inutilisé de 0,28 milliard de dollars.

Tableau 18

#### Exécution des budgets pour l'exercice 2015/16, par mission

(En milliers de dollars des États-Unis; exercice budgétaire allant du 1<sup>er</sup> juillet 2015 au 30 juin 2016.)

<i>Composante maintien de la paix</i>	<i>Montant alloué</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Écart</i>	
			<i>Montant</i>	<i>Pourcentage</i>
BANUS	513 428,3	512 341,4	1 086,9	0,2
FINUL	506 346,4	481 411,8	24 934,6	4,9
FISNUA	268 256,7	265 625,8	2 630,9	1,0
FNUOD	51 706,2	51 067,7	638,5	1,2
MINUAD	1 102 164,7	1 044 116,2	58 048,5	5,3
MINUK	40 031,0	39 304,8	726,2	1,8
MINUL	344 659,4	313 252,1	31 407,3	9,1
MINURSO	51 118,3	50 148,3	970,0	1,9
MINUSCA	839 644,5	826 031,0	13 613,5	1,6
MINUSMA	923 305,8	923 193,8	112,0	0,0
MINUSS	1 085 769,2	1 039 770,2	45 999,0	4,2
MINUSTAH	380 355,7	355 005,1	25 350,6	6,7
MONUSCO	1 330 739,3	1 309 487,6	21 251,7	1,6
ONUCI	402 794,3	354 114,0	48 680,3	12,1
UNFICYP	52 538,5	49 490,9	3 047,6	5,8
<b>Total partiel, missions</b>	<b>7 892 858,3</b>	<b>7 614 360,7</b>	<b>278 497,8</b>	<b>3,5</b>
Centre de services mondial	67 157,0	67 098,8	58,2	0,1
Compte d'appui	336 495,8	335 884,5	611,3	0,2
<b>Total partiel</b>	<b>8 296 511,1</b>	<b>8 017 344,0</b>	<b>279 167,1</b>	<b>3,4</b>
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	4 632,1	2 831,1	1 801,0	38,9
<b>Total</b>	<b>8 301 143,2</b>	<b>8 020 175,1</b>	<b>280 968,1</b>	<b>3,4</b>

202. Le taux global d'utilisation des crédits ouverts pour l'exercice 2015/16 a donc été de 96,6 % (identique à celui de l'exercice 2014/15). L'existence d'un solde inutilisé de 0,28 milliard de dollars tient essentiellement aux facteurs suivants : a) la sous-utilisation des crédits ouverts au titre des dépenses opérationnelles de la MINUAD, en raison principalement du non-déploiement de quatre hélicoptères militaires de manœuvre et de prix moins élevés que prévu pour les carburants et lubrifiants; b) des dépenses inférieures aux prévisions à l'ONUCI, s'agissant des coûts relatifs aux militaires, au personnel de police et au personnel civil et des dépenses opérationnelles, en raison du retrait progressif de la mission; c) des dépenses inférieures aux prévisions à la MINUSS, s'agissant particulièrement des coûts relatifs aux militaires et au personnel de police en raison notamment des déductions plus importantes que prévues pour non-déploiement, déploiement tardif ou déploiement de matériel défectueux appartenant aux contingents; d) des dépenses inférieures aux prévisions à la MINUL, imputables principalement à des taux de vacance de postes moyens effectifs supérieurs aux taux budgétisés au titre du personnel militaire et de police, en raison du retrait plus rapide que prévu de la mission; e) des dépenses inférieures aux prévisions à la MINUSTAH, s'agissant essentiellement du personnel civil, en raison du taux de vacance effectif plus élevé que prévu et des dépenses opérationnelles inférieures aux prévisions en raison de la fermeture de trois camps et de deux bureaux régionaux, du report des élections et de la consolidation des activités de la Mission, qui se poursuit; f) des dépenses inférieures aux prévisions à la FINUL, s'agissant particulièrement des coûts relatifs aux contingents, en raison non seulement d'un taux moyen de vacance de postes plus élevé que prévu mais aussi de la réduction des frais de déplacement pour la relève des contingents et de celle des coûts relatifs au personnel civil, du fait de dépenses communes de personnel inférieures aux prévisions et d'un taux de vacance plus élevé que prévu pour le personnel recruté sur le plan national; g) des dépenses inférieures aux prévisions à la MONUSCO, en raison essentiellement de coûts relatifs aux militaires et au personnel de police moins élevés que prévu, qui s'expliquent principalement par la réduction du coût des rations, par un taux de vacance de postes supérieur à celui qui avait été approuvé pour les contingents et les unités de police constituées, et par l'application de réductions plus importantes que prévu en raison du non-déploiement, du déploiement tardif ou du déploiement d'éléments défectueux du matériel majeur appartenant aux contingents et de besoins inférieurs aux prévisions s'agissant du personnel civil, qui s'expliquent principalement par des taux de vacance de postes effectifs supérieurs à ceux approuvés pour le personnel recruté sur le plan international.

203. Au cours de la période considérée, un certain nombre de décisions du Conseil de sécurité ont eu des répercussions importantes sur les mandats des opérations de maintien de la paix, en particulier : l'augmentation de l'effectif autorisé de militaires, de policiers et d'agents pénitentiaires de la MINUSCA [résolutions 2212 (2015) et 2264 (2016)]; l'élargissement du mandat de l'UNSOA, le Conseil ayant décidé que l'UNSOA serait rebaptisé Bureau d'appui des Nations Unies en Somalie (BANUS) et serait chargé de fournir un appui à l'AMISOM, à la MANUSOM et à l'Armée nationale somalienne lors des opérations menées conjointement avec l'AMISOM, et ayant renforcé l'ensemble des mesures d'appui logistique [résolution 2245 (2015)]; l'augmentation de l'effectif autorisé d'agents en tenue de la MINUSS, le déploiement du personnel fourni par des gouvernements et

la modification du mandat de la mission de manière à apporter un appui à la mise en œuvre de l'accord de paix [résolution [2252 \(2015\)](#)] l'adoption, par la MINUSMA, d'une démarche plus ferme dans l'exécution de son mandat, conformément à la demande formulée par le Conseil [résolution [2295 \(2016\)](#)].

#### **XIV. Décisions que l'Assemblée générale est invitée à prendre**

204. L'Assemblée générale est invitée à prendre note du présent rapport.

## Annexe I

### Décisions prises et demandes formulées par l'Assemblée générale dans sa résolution 70/286 du 17 juin 2016 relative aux aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies : questions transversales

<i>Référence</i>	<i>Demandes adressées au Secrétaire général et/ou décisions</i>	<i>Référence de l'information fournie, le cas échéant, à la soixante et onzième session</i>
Paragraphe 7	Rappelle sa résolution 70/6 du 3 novembre 2015, prend note du rapport du Groupe indépendant de haut niveau chargé d'étudier les opérations de paix (A/70/95-S/2015/446) et du rapport du Secrétaire général intitulé « L'avenir des opérations de maintien de la paix des Nations Unies : application des recommandations du Groupe indépendant de haut niveau chargé d'étudier les opérations de paix » (A/70/357-S/2015/682) et, rappelant le paragraphe 6 de la présente résolution, prie le Secrétaire général de faire figurer des informations à ce sujet dans son prochain rapport d'ensemble, dans le respect des procédures établies et des domaines de compétence respectifs des grandes commissions de l'Assemblée générale	Par. 6 à 8 et annexe XII
<b>Section I</b>	<b>Présentation des budgets et gestion financière</b>	
Paragraphe 12	Accueille avec satisfaction le nouveau format adopté pour la présentation du rapport d'ensemble du Secrétaire général sur le financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies, souhaite que des progrès continuent d'être faits à cet égard, et demande de nouveau que le Secrétaire général fournisse les données relatives au budget sous forme de tableaux pouvant être exploités, afin que les documents budgétaires soient plus transparents	La présentation du rapport et des budgets des différentes missions répond à la demande formulée par l'Assemblée générale.
Paragraphe 14	Souligne également qu'il importe que le Secrétaire général prenne de nouvelles mesures pour améliorer la présentation des budgets et l'exactitude des prévisions	La présentation du rapport et des budgets des différentes missions répond à la demande formulée par l'Assemblée générale.
Paragraphe 15	Prie le Secrétaire général de veiller à ce que le cadre de budgétisation axée sur les résultats permette de savoir où en est chaque mission dans l'exécution des tâches qui lui ont été confiées et si elle utilise les ressources de manière rationnelle, dans le plein respect du principe de responsabilité et compte tenu de l'évolution de son mandat	Par. 83 et 138 et budgets des différentes missions



<i>Référence</i>	<i>Demandes adressées au Secrétaire général et/ou décisions</i>	<i>Référence de l'information fournie, le cas échéant, à la soixante et onzième session</i>
Paragraphe 16	Prie également le Secrétaire général de rendre compte, dans son prochain rapport d'ensemble, des améliorations qui ont été apportées à l'établissement et à la présentation des budgets du fait de la mise en service d'Umoja et de l'application des Normes comptables internationales pour le secteur public	Par. 131 à 137
<b>Section II Questions relatives au personnel</b>		
Paragraphe 20	Prie le Secrétaire général d'améliorer le ratio entre le personnel des services organiques et le personnel d'appui, une attention particulière étant accordée à la possibilité de transférer certaines fonctions à des agents recrutés sur le plan national, notamment celles exercées par des agents du Service mobile, de sorte que la structure des effectifs civils permette aux missions de s'acquitter efficacement de leur mandat et soit conforme aux meilleures pratiques adoptées en matière de dotation en effectifs, toutes missions confondues	Par. 96 et 97
Paragraphe 21	Souligne qu'il importe de former les membres du personnel, quel que soit leur niveau, aux fonctions d'encadrement, d'assurer une gestion régulière de la performance des hauts fonctionnaires et de mieux faire respecter le principe de responsabilité, et prie le Secrétaire général de poursuivre les efforts qu'il fait à cet égard et de rendre compte des activités menées dans le prochain rapport d'ensemble sur le financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies	Par. 31 à 33
Paragraphe 22	Demande instamment au Secrétaire général de tout faire pour réduire les délais de recrutement des membres du personnel affectés aux missions, dans le respect des dispositions qui régissent le recrutement du personnel de l'Organisation, d'accroître la transparence de la procédure de recrutement à tous les stades et de rendre compte des mesures prises et des résultats obtenus dans le cadre de son prochain rapport d'ensemble	Par. 171 et 172
Paragraphe 23	Prie le Secrétaire général de redoubler d'efforts pour faire en sorte que les pays qui fournissent des contingents soient représentés comme il se doit au Département des opérations de maintien de la paix et au Département de l'appui aux missions, compte tenu de leur contribution aux activités de maintien de la paix des Nations Unies, et d'en rendre compte dans son prochain rapport d'ensemble	Par. 177 à 179

<i>Référence</i>	<i>Demandes adressées au Secrétaire général et/ou décisions</i>	<i>Référence de l'information fournie, le cas échéant, à la soixante et onzième session</i>
Paragraphe 24	Se félicite de l'action que continue de mener le Secrétaire général afin qu'il soit tenu compte de la problématique hommes-femmes dans les activités de maintien de la paix des Nations Unies et prie le Secrétaire général de veiller à ce que les conseillers principaux pour la problématique hommes-femmes relèvent directement, dans toutes les opérations de maintien de la paix des Nations Unies, du chef de mission	Par. 27 à 30 et 64
Paragraphe 25	Est consciente du rôle que les femmes jouent dans les questions de paix et de sécurité, sous tous leurs aspects, se déclare préoccupée par le déséquilibre entre les sexes qui existe dans les effectifs des opérations de maintien de la paix, en particulier aux échelons supérieurs, prie le Secrétaire général de redoubler d'efforts pour recruter des femmes dans les opérations de maintien de la paix et les retenir au service des missions, en particulier pour ce qui est de nommer des femmes à des postes de direction de niveau élevé, dans le plein respect du principe d'une répartition géographique équitable et conformément à l'Article 101 de la Charte des Nations Unies, en songeant notamment aux femmes originaires des pays fournisseurs de contingents et de personnel de police, et engage vivement les États Membres, dans les cas qui s'y prêtent, à rechercher des candidates aptes à assumer des fonctions dans le système des Nations Unies et à en présenter régulièrement un plus grand nombre aux postes à pourvoir	Par. 32
Paragraphe 27	Prie le Secrétaire général de lui rendre compte, dans le prochain rapport d'ensemble, des mesures prises en vue d'augmenter la participation des femmes aux opérations de maintien de la paix et de formuler de nouvelles recommandations en vue d'accroître le nombre de femmes en tenue et de civiles dans les opérations de maintien de la paix, compte tenu des installations et des services qui facilitent leur déploiement	Par. 27 à 30
Paragraphe 28	Rappelle le paragraphe 14 de la section II de sa résolution <a href="#">63/250</a> du 24 décembre 2008 et le paragraphe 107 du rapport du Comité consultatif et, à cet égard, prie le Secrétaire général de présenter, dans le cadre du prochain rapport sur la gestion des ressources humaines, une analyse détaillée des incidences financières de la proposition visant à	Voir le rapport du Secrétaire général intitulé « Vue d'ensemble de la réforme de la gestion des ressources humaines : vers un corps de fonctionnaires mondial, dynamique, adaptable et motivé » ( <a href="#">A/71/323</a> )

Référence	Demandes adressées au Secrétaire général et/ou décisions	Référence de l'information fournie, le cas échéant, à la soixante et onzième session
	<p>prolonger la durée maximale des affectations provisoires afin de répondre aux besoins directement liés au démarrage d'une mission ou à son élargissement en raison d'une situation de crise, et de la justifier, et le prie également de présenter, dans le cadre du prochain rapport d'ensemble, une analyse détaillée semblable des incidences financières qu'aurait la prolongation de la durée d'engagement des fonctionnaires retraités, assortie d'une justification</p>	
Paragraphe 30	<p>Se déclare extrêmement préoccupée par les retards pris dans le règlement des demandes d'indemnité de décès ou d'invalidité, et prie le Secrétaire général de prendre d'urgence des mesures propres à éliminer l'arriéré actuel de demandes d'indemnité en souffrance depuis plus de trois mois et de l'informer des progrès accomplis à sa soixante et onzième session</p>	<p>Voir annexe VI</p> <p>Le Secrétariat fait tout son possible pour traiter les demandes d'indemnisation pour décès et invalidité aussi rapidement que possible et dans un délai de 90 jours à compter de la réception des demandes accompagnées de tous les justificatifs nécessaires. Il arrive que des demandes d'indemnisation en cas de décès restent pendantes le temps qu'une commission d'enquête aide à déterminer si le décès est effectivement lié à la mission et ne résulte ni d'une faute professionnelle lourde, ni d'une faute intentionnelle.</p>
<b>Section III</b>	<b>Besoins opérationnels</b>	
Paragraphe 31	<p>Prie le Secrétaire général de poursuivre l'action qu'il mène pour atténuer l'empreinte environnementale globale des missions de maintien de la paix, notamment en mettant en place des systèmes de gestion des déchets et de production d'énergie qui soient respectueux de l'environnement, dans le plein respect des règlements et des règles applicables, notamment mais non exclusivement les politiques et procédures des Nations Unies en matière de protection de l'environnement et de gestion des déchets</p>	Par. 63 à 68
Paragraphe 32	<p>Sait que les opérations de maintien de paix font face à des demandes et à des difficultés croissantes et évoluent dans des environnements instables, et prie le Secrétaire général de renforcer les capacités et la norme « 10-1-2 » concernant les délais de prise en charge des blessés, grâce notamment à l'augmentation des moyens, à la formation et à l'éducation, et de continuer à chercher des solutions novatrices dans ce domaine</p>	Par. 47 à 49

<i>Référence</i>	<i>Demandes adressées au Secrétaire général et/ou décisions</i>	<i>Référence de l'information fournie, le cas échéant, à la soixante et onzième session</i>
Paragraphe 33	Prend note de l'utilisation de techniques nouvelles et inventives dans certaines parties du monde, notamment le recours à des animaux, en particulier des rats et des chiens, pour détecter des mines, des explosifs et des armes, et prie le Secrétaire général de faire le point, dans le prochain rapport d'ensemble sur le financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies, sur la possibilité d'employer ces techniques dans le cadre des activités de déminage menées par les opérations de maintien de la paix	Par. 62
Paragraphe 34	Considère que les systèmes de drones aériens contribuent à l'exécution des mandats, notamment en ce qui concerne l'appréciation de la situation et l'amélioration de la sûreté et de la sécurité du personnel de maintien de la paix, et souligne qu'il faut remédier aux difficultés qui sont liées au déploiement et à l'utilisation de ces systèmes dans telle ou telle mission de maintien de la paix	Par. 89 et 128
Paragraphe 35	Prie le Secrétaire général de veiller, à titre prioritaire, à la sécurité des informations et des communications dans les missions, notamment celles recueillies au moyen de systèmes de drones aériens	Par. 89
Paragraphe 36	Rappelle le paragraphe 39 de sa résolution <a href="#">69/307</a> et les paragraphes 136 à 138 du rapport du Comité consultatif, prie de nouveau le Secrétaire général de garantir la cohérence et la transparence de la budgétisation des systèmes de drones aériens dans les projets de budget des opérations de maintien de la paix et de veiller à la bonne utilisation des ressources en la matière, notamment en présentant des réalisations escomptées et des indicateurs de succès adaptés ainsi que des informations sur les produits, selon que de besoin, dans le cadre de budgétisation axée sur les résultats, et le prie de nouveau également de faire figurer dans le prochain rapport d'ensemble des renseignements détaillés portant, entre autres, sur les enseignements tirés de l'utilisation de systèmes de drones aériens dans les opérations de maintien de la paix des Nations Unies	Par. 128

<i>Référence</i>	<i>Demandes adressées au Secrétaire général et/ou décisions</i>	<i>Référence de l'information fournie, le cas échéant, à la soixante et onzième session</i>
Paragraphe 37	Rappelle également le paragraphe 40 de sa résolution 69/307, prie le Secrétaire général de rendre compte, dans le prochain rapport d'ensemble, des mesures prises pour veiller à ce que les achats de systèmes de drones aériens auprès d'entreprises soient conformes aux dispositions du Manuel des achats de l'Organisation des Nations Unies et le prie de nouveau de faire en sorte que le remboursement des systèmes mis à la disposition des missions par des pays fournisseurs de contingents cadre avec les dispositions du Manuel relatif au matériel appartenant aux contingents et de soumettre un document de réflexion au prochain Groupe de travail sur le matériel appartenant aux contingents afin de préciser les modalités de remboursement en vigueur	Une proposition tendant à ajouter les systèmes de drones aériens à la liste du matériel majeur déployé qui figure dans le Manuel relatif au matériel appartenant aux contingents a été incluse dans le rapport du Groupe de travail sur le matériel appartenant aux contingents, qui sera bientôt achevé. Cette proposition a pour objet d'alléger les lourdes formalités administratives associées aux négociations d'approbation de ces éléments à titre spécial, lesquelles ont des incidences regrettables sur leur déploiement ou sur la finalisation des mémorandums d'accord.
Paragraphe 38	Prie le Secrétaire général de terminer sans tarder l'évaluation des fonctions et des responsabilités de la Section des transports aériens, du Centre stratégique des opérations aériennes et du Centre de contrôle intégré des transports et des mouvements et de formuler des propositions détaillées à ce sujet dans le cadre du prochain rapport d'ensemble	Par. 198 et 199
Paragraphe 39	Note que le système de gestion des informations aériennes, dont la mise en service s'est poursuivie, devrait faciliter la planification, la gestion et le contrôle des opérations aériennes, et prie le Secrétaire général de donner, dans le prochain rapport d'ensemble, des précisions sur les avantages effectifs de ce système	Par. 195 à 197
Paragraphe 40	Prie le Secrétaire général de continuer à revoir la composition des parcs de véhicules des missions, et à l'optimiser, de faire en sorte que les véhicules soient adaptés aux besoins, et de faire figurer, dans le prochain rapport d'ensemble, une analyse coûts-avantages présentant notamment le type, la qualité, l'efficacité, les dépenses d'entretien et l'impact sur l'environnement des véhicules à l'issue des ajustements qui auront été opérés	L'Administration continue de revoir et d'optimiser la composition des parcs de véhicules des missions. À cet égard, outre l'examen annuel des véhicules légers de transport de passagers appartenant aux missions mené dans le cadre de l'examen du budget et le suivi continu de l'achat de véhicules par les missions tout au long de l'année, toutes les missions ont été invitées à procéder à une analyse approfondie des besoins en se fondant sur les données appuyées par les besoins opérationnels, dans le but de rationaliser davantage les dotations des missions en véhicules

légers de transport de passagers. Après un examen des premières observations formulées par les missions, le Département de l'appui aux missions envoie actuellement à celles-ci des directives en matière de suivi, les exhortant à achever rapidement l'analyse en cherchant en particulier à déterminer, sans compromettre les besoins opérationnels, dans quels cas des véhicules plus petits et plus économes en carburant peuvent être utilisés à la place de véhicules 4 x4 standard, tout en veillant à ce que les véhicules soient adaptés à l'objectif visé. Le Département de l'appui aux missions devrait avoir mis en place des contrats-cadres applicables d'ici à juillet-août 2017 afin de faciliter la transition. L'Administration espère que l'analyse détaillée des besoins sur la base des besoins opérationnels et le remplacement éventuel des nouvelles acquisitions par des véhicules économes en carburant, lorsque cela est possible, permettra de faire des économies tout en veillant à ce que les véhicules soient adaptés à l'objectif visé; toutefois, on ne dispose pas à l'heure actuelle de données précises.

Paragraphe 41 Prie également le Secrétaire général de continuer à veiller à ce que les logements mis à la disposition du personnel en tenue et du personnel civil des Nations Unies en poste dans les opérations de maintien de la paix soient conformes aux normes des Nations Unies applicables en la matière et de lui faire rapport sur la question durant la deuxième partie de la reprise de sa soixante et onzième session

Comme l'a recommandé l'Assemblée générale, le Département de l'appui aux missions continue de veiller à ce que les logements mis à la disposition du personnel en tenue et du personnel civil des Nations Unies en poste dans les opérations de maintien de la paix soient conformes aux normes des Nations Unies applicables en la matière. Depuis le rapport de 2016 sur le logement (voir [A/70/749](#), par 136), le Département de l'appui aux missions a entrepris un examen des normes en matière d'hébergement ; il prend des mesures immédiates et à court terme pour améliorer l'hébergement des contingents

Référence	Demandes adressées au Secrétaire général et/ou décisions	Référence de l'information fournie, le cas échéant, à la soixante et onzième session
		et travaille à l'élaboration de solutions à plus long terme. À cet égard, il a élaboré, en prévision du Groupe de travail de 2017 sur le matériel appartenant aux contingents, un document de réflexion dans lequel il propose des révisions des définitions et des normes en matière d'hébergement, avec le souci de trouver des solutions adaptables et de haute qualité de nature à permettre une plus grande mobilité et une meilleure capacité de réaction sur le terrain tout en garantissant des conditions de vie acceptables pendant des périodes de déploiement courtes ou longues. Les normes seront présentées aux États Membres pour qu'ils les examinent et formulent des observations dans le rapport du Groupe de travail sur le matériel appartenant aux contingents.
Paragraphe 42	Prie en outre le Secrétaire général de présenter clairement, dans les projets de budget de chaque mission, les prévisions de dépenses annuelles pour les projets de construction s'inscrivant, s'il y a lieu, dans le cadre de plans pluriannuels, de s'attacher encore à accroître l'exactitude des budgets, en améliorant notamment tous les aspects de la planification, de la gestion et du contrôle des projets, compte dûment tenu des besoins opérationnels des missions, et de suivre de près l'exécution des travaux de sorte qu'ils soient menés à bonne fin dans les délais	Les projets de budget des missions présentent les prévisions complètes de dépenses relatives aux projets de construction. Pour les projets pluriannuels, seuls les besoins annuels sont inclus dans les budgets pour l'exercice 2017/18.
Paragraphe 43	Prie le Secrétaire général de renforcer les mécanismes de supervision et de contrôle interne relatifs aux achats et à la gestion des biens dans les missions de maintien de la paix, notamment en chargeant nommément un fonctionnaire de la mission de vérifier le nombre d'articles détenus en stock avant de faire tout nouvel achat, en vue de faire respecter les politiques de gestion des biens en vigueur, compte tenu des besoins actuels et futurs des missions et de la nécessité d'appliquer intégralement les Normes comptables internationales pour le secteur public	De nouvelles directives sur la gestion des biens à l'échelle mondiale ont été publiées par le Département de l'appui aux missions, le Centre de services mondial servant de centre d'information.

Référence	Demandes adressées au Secrétaire général et/ou décisions	Référence de l'information fournie, le cas échéant, à la soixante et onzième session
Paragraphe 44	Rappelle les paragraphes 16 et 18 de sa résolution <a href="#">69/273</a> du 2 avril 2015 et, à cet égard, prie de nouveau le Secrétaire général de continuer à chercher des moyens novateurs de favoriser l'attribution de marchés du Siège et des bureaux extérieurs à des fournisseurs issus de pays en développement et de pays en transition et d'inviter les entreprises locales intéressées à demander leur inscription sur la liste des fournisseurs du Secrétariat de l'Organisation, afin que cette liste devienne plus diverse du point de vue géographique	Les efforts se poursuivent au Siège et sur le terrain pour accroître le nombre d'entreprises locales de pays en développement et de pays en transition inscrites sur la liste des fournisseurs de l'Organisation des Nations Unies, et pour promouvoir dans la mesure du possible les achats auprès des pays en développement, dans le respect des dispositions du Manuel des achats de l'ONU, par exemple en organisant des séminaires à l'intention des entreprises locales sur les relations d'affaires avec l'Organisation et sur la manière d'aider les fournisseurs à s'inscrire au niveau local.
Paragraphe 45	Engage le Secrétaire général à utiliser les matériaux, les moyens et les connaissances disponibles localement dans le cadre des projets de construction menés dans les opérations de maintien de la paix, dans le respect des dispositions du Manuel des achats de l'Organisation	Les efforts se poursuivent pour utiliser autant que possible les matériaux, les moyens et les connaissances disponibles localement dans le cadre des projets de construction menés dans les opérations de maintien de la paix, dans le respect des dispositions du Manuel des achats de l'Organisation, notamment afin de garantir l'équité, l'intégrité et la transparence de la passation des marchés
Paragraphe 46	Prie le Secrétaire général de mettre pleinement à profit le Bureau régional d'achat d'Entebbe (Ouganda) pour ce qui est des achats destinés aux missions	Le Bureau régional d'achat continuera de soutenir les missions de maintien de la paix dans la région en fournissant des services d'achat, des directives et des activités de formation correspondantes ainsi qu'une assistance aux phases de démarrage et d'expansion.
Paragraphe 47	Rappelle le paragraphe 38 de sa résolution <a href="#">69/307</a> et prie le Secrétaire général de continuer à envisager de mettre en œuvre des mesures de nature à renforcer la sécurité des équipages aériens sous contrat avec l'Organisation, notamment en confirmant que les chaînes de responsabilité appropriées sont en place en ce qui concerne la gestion des aspects relatifs à la sécurité, et de rendre compte de la question dans le prochain rapport d'ensemble	La Section de la sécurité aérienne a révisé et publié en mai 2016 la politique générale relative à l'aviation, qui applique la directive sur la gestion des risques opérationnels aéronautiques et les directives des Départements des opérations de maintien de la paix et de l'appui aux missions. Les évaluations intégrées des menaces et les mesures d'atténuation des risques permettent de prendre des décisions en connaissance



Référence	Demandes adressées au Secrétaire général et/ou décisions	Référence de l'information fournie, le cas échéant, à la soixante et onzième session
		de cause. La décision finale d'effectuer un vol dans une zone à risque relève de l'opérateur aérien concerné et, en vertu des pouvoirs qui lui sont délégués, du commandant de bord. Le service de sécurité de l'ONU tient les membres d'équipage des missions concernées informés de la situation en matière de sécurité à leur arrivée. En général, les transporteurs aériens sont tenus, de par leur contrat, d'organiser leur propre hébergement. Toutefois, dans les lieux d'affectation à haut risque, les membres d'équipage sont hébergés dans les camps des Nations Unies et escortés par des militaires armés depuis et vers l'aéroport, selon que de besoin.
Paragraphe 48	Prend note des conditions dangereuses dans lesquelles les opérations de maintien de la paix sont déployées, encourage le Secrétaire général, comme suite à la stratégie existante, à continuer de prendre des mesures supplémentaires, visant notamment à améliorer l'appréciation de la situation et l'utilisation de technologies intégrées pour assurer la sûreté et la sécurité de tout le personnel qui participe à des opérations sous les auspices de l'Organisation, et de rendre compte des progrès accomplis dans le cadre des futurs rapports d'ensemble	Par. 16 et 49
Paragraphe 49	Rappelle le paragraphe 98 du rapport du Comité consultatif, dans lequel celui-ci souligne qu'il faut améliorer la transparence des divers projets technologiques, qu'ils soient dans la phase pilote ou en cours d'exécution, et prie le Secrétaire général de faire figurer dans son prochain rapport d'ensemble des renseignements détaillés sur l'état d'avancement des projets technologiques dans les opérations de maintien de la paix, y compris une analyse coûts-avantages	Par. 50 à 52
Paragraphe 50	Rappelle également les paragraphes 79 et 80 du rapport du Comité consultatif et prie le Secrétaire général de fournir, dans le cadre du prochain rapport d'ensemble, des informations qualitatives et quantitatives sur les gains d'efficacité résultant d'initiatives de réforme, dont Umoja et les Normes comptables internationales pour le secteur public	Par. 122 à 127 et 143 à 147  Le Département de l'appui aux missions adoptera une formule de services communs pour valoriser les avantages d'Umoja, en prenant pour exemples le Centre de services régional d'Entebbe

Référence	Demandes adressées au Secrétaire général et/ou décisions	Référence de l'information fournie, le cas échéant, à la soixante et onzième session
		<p>(Ouganda) et le Bureau d'appui commun de Koweït. Le Département de l'appui aux missions compte que la mise en service d'Umoja permettra non seulement de rationaliser les services transactionnels mais aussi d'obtenir de meilleurs résultats, de moderniser ou d'éliminer les systèmes existants et de réduire davantage les pertes. Les référents processus concernés devraient fournir des informations et des précisions supplémentaires sur la voie à suivre à cet égard.</p>
Paragraphe 51	<p>Note les efforts qui sont faits pour s'assurer que toutes les missions de maintien de la paix adoptent dans les délais fixés des plans de continuité des opérations et des plans de reprise après sinistre et prie le Secrétaire général de continuer de mettre en service un logiciel de détection des intrusions informatiques et de gestion des incidents, couvrant toutes les missions, et de continuer de mener dans toutes les missions et tous les départements des activités de sensibilisation à la sécurité informatique</p>	<p>La Division de l'informatique et des communications du Département de l'appui aux missions et le Bureau de l'informatique et des communications du Département de la gestion ont déployé un système de détection des intrusions informatiques dans le Centre de services mondial, qui est suivi de près. Le Département de l'appui aux missions utilise iNeed comme logiciel de gestion des incidents liés aux technologies de l'information et des communications. En outre, la Division de l'informatique et des communications a collaboré avec le Bureau de l'informatique et des communications pour mettre au point et déployer un programme de sensibilisation à la sécurité informatique dans toutes les missions.</p>
Paragraphe 52	<p>Rappelle le paragraphe 102 du rapport du Comité consultatif et prie le Secrétaire général de lui rendre compte de façon détaillée, dans le prochain rapport d'ensemble, de la mise en œuvre à ce jour du projet pilote « O3b » et de lui présenter une analyse coûts-avantages poussée et un dossier de décision pour les futures propositions</p>	<p>Par. 180 à 190</p>

Référence	Demandes adressées au Secrétaire général et/ou décisions	Référence de l'information fournie, le cas échéant, à la soixante et onzième session
Paragraphe 55	<p>Considère que les projets à effet rapide concourent notablement à la mise en œuvre des mandats des missions, souligne qu'il faut exécuter en temps voulu tous les projets prévus dans le respect du principe de responsabilité, et prie le Secrétaire général de renforcer l'effet de ces projets tout en s'attaquant aux problèmes sous-jacents</p>	<p>Les projets à effet rapide sont essentiels pour renforcer la confiance dans la mission, son mandat et le processus de paix. Le Secrétariat a donc pris un certain nombre de mesures pour faire en sorte que les projets à effet rapide prévus dans les opérations de maintien de la paix soient exécutés en temps voulu et dans le respect du principe de responsabilité.</p> <p>Conformément à la politique de 2013 concernant les projets à effet rapide et les directives de 2011 sur la question, les missions ont créé des équipes de gestion de projet spécialisées et mettent en œuvre des bonnes pratiques pour trouver des partenaires d'exécution fiables et établir la documentation relative aux procédures de sélection des projets. Les missions ont pris des mesures pour évaluer les risques de non-achèvement et surveiller la mise en œuvre des projets à effet rapide. En outre, elles ont mis au point des mécanismes d'évaluation interne et étudient activement les possibilités de mener des évaluations externes. L'annexe X contient des informations sur les ressources disponibles pour les projets à effet rapide dans les missions de maintien de la paix pour l'exercice 2017/18.</p> <p>Le Département des opérations de maintien de la paix et le Département de l'appui aux missions examinent actuellement la politique et les directives relatives aux projets à effet rapide. Cet examen permettra de relever les défis liés à la mise en œuvre des projets et d'en mesurer les effets.</p>
Paragraphe 57	<p>Prie le Comité consultatif de demander au Comité des commissaires aux comptes de rassembler sur son site Web les enseignements qu'il a tirés de la stratégie globale d'appui aux missions</p>	<p>Voir les informations fournies par le Comité des commissaires aux comptes</p>

Référence	Demandes adressées au Secrétaire général et/ou décisions	Référence de l'information fournie, le cas échéant, à la soixante et onzième session
Paragraphe 59	Souligne également qu'il importe de planifier de manière minutieuse et souple tout processus de transition, en étroite coordination avec toutes les entités du système des Nations Unies, les organisations régionales concernées et le gouvernement hôte, afin de garantir un transfert rapide, efficient et effectif des principales fonctions et des responsabilités essentielles lorsque le mandat évolue	<p>Par. 15, 24 à 26 et 95 à 97</p> <p>Au cours des trois dernières années, depuis l'introduction de la politique relative aux transitions dans le contexte de la réduction des effectifs et du retrait des missions, on a observé un profond changement dans les pratiques de l'Organisation liées aux processus de transition.</p> <p>En Côte d'Ivoire, par exemple, l'ONUCI et l'équipe de pays des Nations Unies ont entrepris des efforts de planification globale et coordonnée de la transition pour garantir le retrait progressif et responsable de l'ONUCI, tout en réorganisant les autres acteurs des Nations Unies et en leur donnant les moyens de confirmer les progrès déjà accomplis en relevant les défis restants en matière de consolidation de la paix.</p> <p>Au Libéria, le plein transfert des responsabilités en matière de sécurité a été achevé en juin 2016. En prévision de la mission d'évaluation stratégique de 2016 et alors que le processus de transition a été élargi pour inclure les aspects civils, la MINUL a créé un groupe de travail technique intégré qui a recensé les priorités en matière de consolidation de la paix, exposé les résultats attendus pour chaque priorité et proposé des partenariats. La MINUL et l'équipe de pays des Nations Unies collaborent également sur un certain nombre de programmes conjoints, y compris au titre du plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement, et sont en train d'achever les projets qui permettront aux membres de l'équipe de pays d'appuyer l'exécution du mandat en mettant à leur disposition des contributions statutaires.</p>

En Haïti, une équipe de transition intégrée a été créée sous l'autorité du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général (Coordonnateur résident et Coordonnateur de l'action humanitaire) et chargée d'élaborer une stratégie de transition exposant différentes configurations possibles de la présence des Nations Unies sur le terrain, sur la base des besoins résiduels de consolidation de la paix. L'équipe s'attache également à mettre au point une stratégie de communication cohérente et proactive et cherche des moyens d'atténuer les effets négatifs que le retrait de la MINUSTAH pourrait avoir sur la stabilité sur le terrain et sur la capacité d'action des acteurs de l'équipe de pays des Nations Unies dans la phase faisant suite au retrait de la mission. La MINUSTAH et le PNUD ont élaboré conjointement un programme intérimaire sur l'état de droit qui vise à améliorer l'exécution des mandats dans le contexte de la transition menée par l'Organisation sur le terrain.

En outre, le Secrétariat de l'ONU et le PNUD ont lancé un projet visant à faire en sorte que les transitions soient planifiées et gérées de manière plus efficace et plus rentable. Ce projet triennal (2014-2017) comprend les piliers suivants : a) un appui opérationnel intégré; b) la mise en commun des enseignements tirés de l'expérience; c) des activités intégrées de renforcement des capacités; d) un dialogue proactif et cohérent avec les États Membres sur les questions liées à la transition.

<i>Référence</i>	<i>Demandes adressées au Secrétaire général et/ou décisions</i>	<i>Référence de l'information fournie, le cas échéant, à la soixante et onzième session</i>
Paragraphe 60	Rappelle les paragraphes 73 et 74 du rapport du Comité consultatif, ainsi que les observations correspondantes du Comité des commissaires aux comptes, et prie le Secrétaire général de veiller à ce que les mesures de rationalisation soient convenablement mises en œuvre, supervisées et évaluées et que leurs résultats lui soient communiqués d'une manière transparente et cohérente	Par. 91 à 94
Paragraphe 61	Prie le Secrétaire général de veiller à ce que toute initiative d'amélioration des services et de l'appui fournis aux missions repose sur les enseignements et sur les pratiques de référence issus d'autres initiatives du Secrétariat de façon à profiter au mieux des avantages et à éviter les doubles emplois et les chevauchements d'activités	En cours. Voir les propositions faites par le Secrétaire général dans son rapport sur le dispositif de prestation de services centralisée au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies ( <a href="#">A/71/417</a> )
Paragraphe 63	Prie le Secrétaire général de veiller à ce que les États Membres reçoivent des informations factuelles et complètes de sorte que les avantages issus de la mise en œuvre des initiatives postérieures à la stratégie globale d'appui aux missions soient pleinement exploités	En cours. Voir les propositions qui figurent dans le rapport du Secrétaire général sur le dispositif de prestation de services centralisée au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies ( <a href="#">A/71/417</a> )
Paragraphe 64	Prie également le Secrétaire général d'élaborer une méthode d'établissement des analyses coûts-avantages, comportant des plans de valorisation des avantages, qui puisse être vérifiée de façon concrète pour donner des assurances concernant les avantages obtenus ou devant l'être du fait de la mise en œuvre de la stratégie globale d'appui aux missions, et de faire figurer des renseignements à ce sujet dans le prochain rapport d'ensemble	En cours. Des directives méthodologiques sur l'établissement d'analyses coûts-avantages pour les futurs projets, y compris l'élaboration des plans de valorisation des avantages, sont actuellement en cours d'achèvement et seront prêtes d'ici à la fin de mars 2017
Paragraphe 65	Prend note des progrès accomplis dans la mise en œuvre du projet de gestion de la chaîne d'approvisionnement et décide que tout changement dans la structure organisationnelle, les rôles et les fonctions du Département de l'appui aux missions, du Centre de services mondial, du Centre de services régional d'Entebbe (Ouganda) et des missions, découlant de ce projet, lui sera présenté pour examen et approbation	Voir le budget du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice 2017/18, dans lequel figure une proposition détaillée relative à la réorganisation de la Division du soutien logistique

Référence	Demandes adressées au Secrétaire général et/ou décisions	Référence de l'information fournie, le cas échéant, à la soixante et onzième session
Paragraphe 66	Rappelle le paragraphe 63 de sa résolution <a href="#">69/307</a> , note qu'il est nécessaire de poursuivre les progrès accomplis en vue d'élaborer un dispositif de modulation des ressources applicable au Centre de services régional d'Entebbe, prie de nouveau le Secrétaire général d'élaborer des modalités qui permettraient de moduler les ressources à inscrire aux budgets du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix et de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie) et prie le Secrétaire général de lui rendre compte à ce sujet dans le prochain rapport d'ensemble	En ce qui concerne la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi, qui relève du Centre de services mondial, les dispositifs de modulation des ressources ne seront élaborés qu'une fois l'examen actuel des besoins en personnel civil terminé. En ce qui concerne le Centre de services régional d'Entebbe, un dispositif de modulation est actuellement en cours d'examen, qui répondra aux demandes du Comité consultatif et sera applicable aux gammes de services. Toutefois, il ne sera pas présenté avant que les prévisions de dépenses du Centre de services régional pour 2017/18 ne soient arrêtées.
Paragraphe 67	Rappelle également le paragraphe 47 du rapport du Comité consultatif et prie le Secrétaire général de veiller à ce que tous les dispositifs de modulation des ressources tiennent compte, entre autres, des facteurs ayant trait au volume de travail et aux gains d'efficacité	En ce qui concerne la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi, qui relève du Centre de services mondial, ces dispositifs de modulation des ressources ne seront élaborés qu'une fois l'examen actuel des besoins en personnel civil terminé. En ce qui concerne le Centre de services régional d'Entebbe, un dispositif de modulation est actuellement en cours d'examen, qui répondra aux demandes du Comité consultatif et sera applicable aux gammes de services. Toutefois, il ne sera pas présenté avant que les prévisions de dépenses du Centre de services régional pour 2017/18 ne soient arrêtées.
Paragraphe 68	Considère que l'inscription aux budgets des missions, au cas par cas, de fonds relevant d'activités de programmation vise à prêter une plus grande efficacité à l'exécution des mandats, et, afin d'assurer une plus grande transparence, prie le Secrétaire général de présenter de manière claire et systématique le coût d'activités de ce type lorsqu'elles seront inscrites aux budgets des missions	Par. 34 à 37, 128, 191 et annexe X

<i>Référence</i>	<i>Demandes adressées au Secrétaire général et/ou décisions</i>	<i>Référence de l'information fournie, le cas échéant, à la soixante et onzième session</i>
Paragraphe 69	Prie le Secrétaire général de faire figurer, dans son prochain rapport d'ensemble, des renseignements sur le financement d'activités de programmation, notamment l'ampleur, les critères et la gestion de ce financement ainsi que les procédures comptables suivies	Par. 34 à 37, 128, 191 et annexe X
<b>Section IV</b>	<b>Dispositions spéciales visant à prévenir l'exploitation et les agressions sexuelles</b>	
Paragraphe 70	Rappelle la position collective et unanime selon laquelle un seul cas avéré d'exploitation et d'agression sexuelle est encore un cas de trop et prie le Secrétaire général de veiller à ce que toutes les opérations de maintien de la paix appliquent intégralement, à tous les membres du personnel civil, militaire et de police, la politique de tolérance zéro de l'Organisation des Nations Unies à l'égard de l'exploitation et des agressions sexuelles	Par. 69 à 74  Voir le rapport du Secrétaire général sur la lutte contre l'exploitation et les atteintes sexuelles ( <a href="#">A/71/97</a> )
Paragraphe 71	Se félicite que le Secrétaire général soit résolu à appliquer pleinement la politique de tolérance zéro de l'Organisation à l'égard de l'exploitation et des agressions sexuelles et le prie de rendre compte, dans le prochain rapport, des résultats obtenus et des problèmes rencontrés	Voir le rapport du Secrétaire général sur la lutte contre l'exploitation et les atteintes sexuelles ( <a href="#">A/71/97</a> )
Paragraphe 72	Se félicite également de la nomination de la Coordinatrice spéciale chargée d'améliorer les moyens d'action de l'Organisation des Nations Unies face à l'exploitation et aux atteintes sexuelles et prie le Secrétaire général d'informer régulièrement les États Membres des progrès qu'elle a accomplis dans le cadre de son mandat	Voir le rapport du Secrétaire général sur la lutte contre l'exploitation et les atteintes sexuelles ( <a href="#">A/71/97</a> )
Paragraphe 74	Réaffirme que toutes les catégories de personnel dans les opérations de maintien de la paix des Nations Unies doivent être tenues à la même norme de conduite, afin de préserver l'image, le crédit, l'impartialité et l'intégrité de l'Organisation des Nations Unies, et demeure attachée à continuer d'examiner les moyens de faire respecter le principe de responsabilité que ce soit au niveau des structures de direction, civiles ou militaires, ou des individus	Par. 69 à 74
Paragraphe 75	Souligne qu'il importe de fournir rapidement un soutien aux victimes, prend note avec satisfaction de la création du Fonds d'affectation spéciale en faveur des victimes d'exploitation et d'atteintes sexuelles, rappelle le paragraphe 59 de sa résolution <a href="#">65/289</a> et	Par. 69 à 74



Référence	Demandes adressées au Secrétaire général et/ou décisions	Référence de l'information fournie, le cas échéant, à la soixante et onzième session
	décide d'approuver le transfert au Fonds d'affectation spéciale des sommes qui avaient été retenues dans le cadre d'affaires avérées d'exploitation et d'atteintes sexuelles commises par des membres du personnel civil, militaire et de police	
Paragraphe 76	Demande au Secrétaire général d'assurer la coordination entre les entités des Nations Unies, à l'échelle nationale, afin que les personnes qui auraient été victimes d'exploitation ou d'atteintes sexuelles bénéficient immédiatement d'une aide et d'un soutien de base qui soient adaptés à leur situation	Voir le rapport du Secrétaire général sur la lutte contre l'exploitation et les atteintes sexuelles ( <a href="#">A/71/97</a> )
Paragraphe 78	Réaffirme qu'il importe de renforcer encore la collaboration entre le Secrétaire général et les pays fournissant des contingents ou des effectifs de police en ce qui concerne les allégations d'exploitation ou d'atteintes sexuelles, soulignant qu'il faut procéder à des échanges fréquents d'informations sur tous les aspects des questions ayant trait à l'exploitation et aux atteintes sexuelles	Par. 69 à 74 Voir le rapport du Secrétaire général sur la lutte contre l'exploitation et les atteintes sexuelles ( <a href="#">A/71/97</a> )
Paragraphe 79	Prie le Secrétaire général d'informer immédiatement les États Membres concernés des actes d'exploitation et d'atteintes sexuelles qui se seraient produits dans des missions mandatées par le Conseil de sécurité, dont des entités des Nations Unies pourraient avoir connaissance, et de veiller à ce que les États Membres concernés reçoivent toutes les informations disponibles afin que les autorités nationales puissent donner suite comme il se doit aux allégations	Par. 69 à 74 Voir le rapport du Secrétaire général sur la lutte contre l'exploitation et les atteintes sexuelles ( <a href="#">A/71/97</a> )
Paragraphe 80	Est consciente des facteurs de risque qui sont liés aux allégations récentes d'exploitation et d'atteintes sexuelles recensés par le Secrétaire général au paragraphe 25 de son dernier rapport, à savoir le transfert de contingents, l'absence de formation aux normes de conduite avant le déploiement, la durée excessive du déploiement pour certains contingents, les conditions de vie des contingents, y compris l'absence de services sociaux et de moyens de communication permettant aux troupes de rester en contact avec leurs proches, le fait que les camps soient situés à proximité de la population locale, sans séparation adéquate, et le manque de discipline au sein de certains contingents, et, à cet égard, prie le Secrétaire général de continuer à analyser, dans son prochain rapport, tous les facteurs de risque, dont	Voir le rapport du Secrétaire général sur la lutte contre l'exploitation et les atteintes sexuelles ( <a href="#">A/71/97</a> )

Référence	Demandes adressées au Secrétaire général et/ou décisions	Référence de l'information fournie, le cas échéant, à la soixante et onzième session
	ceux énumérés ci-dessus, et de formuler des recommandations destinées à atténuer ces risques, compte tenu des responsabilités respectives des missions, du Secrétariat et des pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police	
Paragraphe 81	Souligne qu'il importe de former tous les membres du personnel à la prévention de l'exploitation et des atteintes sexuelles dans le cadre de la formation préalable au déploiement, ainsi que dans le cadre de programmes de formation et de sensibilisation menés dans les missions, et prie le Secrétaire général d'accélérer la mise en service du programme d'apprentissage en ligne	Par. 72 Voir le rapport du Secrétaire général sur la lutte contre l'exploitation et les atteintes sexuelles ( <a href="#">A/71/97</a> ). Des prévisions concernant la formation figurent dans les projets de budgets des missions de maintien de la paix pour l'exercice 2017/18
Paragraphe 82	Rappelle le paragraphe 175 du rapport du Comité consultatif et prie le Secrétaire général de faire figurer dans de futurs rapports des informations sur les allégations d'exploitation et d'atteintes sexuelles concernant des membres de forces, autres que des forces des Nations Unies, agissant sous mandat du Conseil de sécurité	Voir le rapport du Secrétaire général sur la lutte contre l'exploitation et les atteintes sexuelles ( <a href="#">A/71/97</a> )
Paragraphe 83	Prie le Secrétaire général d'utiliser la méthode de présentation de l'information et le modèle figurant à l'annexe III du plus récent rapport du Secrétaire général, pour tous les membres du personnel civil et en tenue des Nations Unies et des forces, autres que les forces des Nations Unies, agissant sous mandat du Conseil de sécurité, et de donner des informations sur la nature des faits visés par les allégations en utilisant la méthode et le modèle figurant à l'annexe I du même rapport	Voir le rapport du Secrétaire général sur la lutte contre l'exploitation et les atteintes sexuelles ( <a href="#">A/71/97</a> )
Paragraphe 84	Apporte son appui au Secrétaire général qui se propose de faire figurer, dans le prochain rapport sur les dispositions spéciales visant à prévenir l'exploitation et les atteintes sexuelles, des informations sur les actes d'exploitation et d'atteintes sexuelles ayant été avérés, qui ont été commis par des membres du personnel civil ou des experts en mission, et renvoyés aux fins de poursuites pénales, et sur toute mesure prise par l'Organisation des Nations Unies ou les États Membres concernés pour y donner suite	Voir le rapport du Secrétaire général sur la lutte contre l'exploitation et les atteintes sexuelles ( <a href="#">A/71/97</a> )

Référence	Demandes adressées au Secrétaire général et/ou décisions	Référence de l'information fournie, le cas échéant, à la soixante et onzième session
Paragraphe 85	Rappelle le paragraphe 48 de sa résolution <a href="#">69/307</a> , demande que le rapport du Groupe d'enquête externe indépendant sur l'exploitation et les atteintes sexuelles commises par les forces internationales de maintien de la paix en République centrafricaine soit mis à sa disposition, et attend avec intérêt de débattre des conclusions du Secrétaire général sur ledit rapport au plus tard durant la partie principale de sa soixante et onzième session	Voir le rapport du Secrétaire général sur la lutte contre l'exploitation et les atteintes sexuelles ( <a href="#">A/71/97</a> ), qui donne suite aux recommandations du Groupe d'enquête externe indépendant chargé d'examiner et d'évaluer la réaction de l'Organisation aux récentes allégations d'exploitation et d'agression sexuelles, notamment en République centrafricaine, et un vaste ensemble de problèmes systémiques tenant à la façon dont l'Organisation réagit face à des allégations d'une telle gravité, ainsi qu'aux recommandations formulées par le Conseil de sécurité dans sa résolution <a href="#">2272 (2016)</a> .
Paragraphe 86	Prend note avec préoccupation des constatations issues de l'enquête externe, y compris celles portant sur les défaillances du système des Nations Unies dans la suite donnée aux allégations, et prie le Secrétaire général de rendre compte des enseignements tirés et des mesures prises en vue de mieux donner suite, à l'échelle du système, aux allégations d'exploitation et d'atteintes sexuelles, et d'appliquer les normes les plus élevées de transparence, d'efficacité et de responsabilité	Voir le rapport du Secrétaire général sur la lutte contre l'exploitation et les atteintes sexuelles ( <a href="#">A/71/97</a> ), qui donne suite aux recommandations du Groupe d'enquête externe indépendant chargé d'examiner et d'évaluer la réaction de l'Organisation aux récentes allégations d'exploitation et d'agression sexuelles, notamment en République centrafricaine, et un vaste ensemble de problèmes systémiques tenant à la façon dont l'Organisation réagit face à des allégations d'une telle gravité, ainsi qu'aux recommandations formulées par le Conseil de sécurité dans sa résolution <a href="#">2272 (2016)</a>
<b>Section V Questions diverses</b>		
Paragraphe 88	Prie le Secrétaire général de continuer à favoriser une coordination et une collaboration véritables en ce qui concerne les fonctions d'audit, d'évaluation et d'investigation du Bureau des services de contrôle interne, afin qu'une démarche intégrée soit suivie pour ce qui est du contrôle des missions de maintien de la paix, en gardant à l'esprit l'indépendance opérationnelle du Bureau	Des informations figureront dans le rapport du Bureau des services de contrôle interne sur ses activités concernant les opérations de maintien de la paix

## Annexe II

## Analyse des prévisions de dépenses pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2017 au 30 juin 2018

Tableau 1

### Prévisions de dépenses pour l'exercice 2017/18, par catégorie de dépenses

(En milliers de dollars des États-Unis; l'exercice budgétaire court du 1<sup>er</sup> juillet 2017 au 30 juin 2018.)

Catégorie de dépenses	Montant alloué (2016/17)	Dépenses prévues (2017/18)	Variation	
			Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3) = (2) - (1)	(4) = (3) ÷ (1)
<b>Militaires et personnel de police</b>				
Observateurs militaires	76 800,5	71 026,4	(5 774,1)	(7,5)
Contingents	2 807 538,2	2 988 706,2	181 168,0	6,5
Police des Nations Unies	210 747,4	195 731,4	(15 016,0)	(7,1)
Unités de police constituées	279 581,3	290 706,1	11 124,8	4,0
<b>Total partiel</b>	<b>3 374 667,4</b>	<b>3 546 170,1</b>	<b>171 502,7</b>	<b>5,1</b>
<b>Personnel civil</b>				
Personnel recruté sur le plan international	1 283 189,0	1 235 943,7	(47 245,3)	(3,7)
Personnel recruté sur le plan national	439 747,0	432 714,4	(7 032,6)	(1,6)
Volontaires des Nations Unies	89 956,0	83 622,5	(6 333,5)	(7,0)
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	42 302,4	36 592,5	(1 725,3)	(12,1)
Personnel fourni par des gouvernements	14 233,0	15 958,3	1 725,3	12,1
<b>Total partiel</b>	<b>1 869 427,4</b>	<b>1 804 831,4</b>	<b>(64 596,0)</b>	<b>(3,5)</b>
<b>Dépenses opérationnelles</b>				
Observateurs électoraux civils	-	-	-	-
Consultants	13 800,7	13 600,0	(200,7)	(1,5)
Voyages	49 500,9	47 291,6	(2 209,3)	(4,5)
Installations et infrastructures	689 352,7	678 345,6	(11 007,1)	(1,6)
Transports terrestres	160 982,9	129 269,8	(31 713,1)	(19,7)
Transports aériens	804 562,1	817 822,1	13 260,0	1,6
Transports maritimes ou fluviaux	38 140,2	35 685,9	(2 454,3)	(6,4)
Communications	194 684,2	188 188,9	(6 495,3)	(3,3)
Informatique	156 490,7	152 916,8	(3 573,9)	(2,3)
Santé	45 329,5	46 020,3	690,8	1,5
Matériel spécial	-	-	-	-
Fournitures, services et matériel divers	454 301,2	466 687,6	12 386,4	2,7

Catégorie de dépenses	Montant alloué (2016/17)	Dépenses prévues (2017/18)	Variation	
			Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3) = (2) - (1)	(4) = (3) ÷ (1)
Projets à effet rapide	20 000,0	18 000,0	(2 000,0)	(10,0)
<b>Total partiel</b>	<b>2 627 145,1</b>	<b>2 593 828,6</b>	<b>(33 316,5)</b>	<b>(1,3)</b>
Progiciel de gestion intégré	16 830,4	25 038,3	8 207,9	48,8
Sécurité informatique	821,5	821,5	-	-
Dispositif de prestation de services centralisée	-	868,5	868,5	100
<b>Total brut</b>	<b>7 888 891,8</b>	<b>7 971 558,4</b>	<b>82 666,6</b>	<b>1,0</b>
Recettes provenant des contributions du personnel	179 557,3	179 990,3	433,0	0,2
<b>Total net</b>	<b>7 709 334,5</b>	<b>7 791 568,1</b>	<b>82 233,6</b>	<b>1,1</b>
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	4 795,1	1 223,0	(3 572,1)	(74,5)
<b>Total</b>	<b>7 893 686,9</b>	<b>7 972 781,4</b>	<b>79 094,5</b>	<b>1,0</b>

Tableau 2  
Principaux facteurs de variation des prévisions de dépenses

Catégorie de dépenses	Principaux facteurs de variation
Observateurs militaires	La diminution des crédits demandés tient principalement à la clôture de l'ONUCI durant l'exercice 2016/17, au déploiement d'un effectif plus faible d'observateurs à la MINUL, conformément à la résolution 2333 (2016) du Conseil de sécurité, compte tenu du retrait et de la liquidation prévue de la Mission, et de la baisse des dépenses prévues à la MINUSCA, à la MINUAD et à la FISNUA.
Contingents	L'augmentation des crédits demandés tient principalement à ce qui suit : augmentation des effectifs militaires de la MINUSS; déploiement d'un effectif plus important à la MINUSMA et à la FISNUA; augmentation des dépenses à la MINUSCA, en raison de l'application d'un taux de remboursement plus élevé aux pays fournisseurs de contingents, d'un ajustement plus faible du coût des contingents pour non-déploiement de matériel appartenant aux contingents ou déploiement de matériel défectueux et de la hausse des taux de remboursement du matériel appartenant aux contingents, car il est prévu de déployer de nouvelles unités spécialisées et de renforcer les moyens des unités déployées; augmentation des dépenses au titre des rations et du remboursement du matériel appartenant aux contingents; remboursement de différentes catégories de matériel de soutien logistique autonome au BANUS;

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>Principaux facteurs de variation</i>
	<p>et augmentation du taux de remboursement aux pays fournisseurs de contingents ou d'effectifs de police qui, en application de la résolution 68/281 de l'Assemblée générale, passe de 1 365 dollars par personne et par mois pour l'exercice 2016/17 à 1 410 dollars à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2017.</p> <p>Cette augmentation est en partie contrebalancée par une diminution des dépenses résultant de la clôture de l'ONUCI et du retrait et de la liquidation prévue de la MINUL.</p>
Police des Nations Unies	<p>La diminution des crédits demandés tient principalement à ce qui suit : clôture de l'ONUCI; déploiement à la MINUL d'un effectif plus faible qui, conformément à la résolution 2333 (2016) du Conseil de sécurité, passe de 50 à 15 personnes compte tenu du retrait et de la liquidation prévue de la Mission; et déploiement d'un effectif plus faible de policiers à la MINUSTAH compte tenu du succès du processus électoral en Haïti.</p> <p>Cette diminution est en partie contrebalancée par une augmentation des dépenses à la MINUSMA où le déploiement d'un effectif plus important de policiers est prévu.</p>
Unités de police constituées	<p>L'augmentation des crédits demandés tient principalement au fait qu'il a été décidé d'augmenter le nombre d'unités de police constituées à la MINUSMA et à la MINUSS, que les effectifs déployés à la MINUSS sont maintenus et que le taux de remboursement aux pays fournisseurs de contingents ou d'effectifs de police passe, en application de la résolution 68/281 de l'Assemblée générale, de 1 365 dollars par personne et par mois pour l'exercice 2016/17 à 1 410 dollars à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2017.</p> <p>Cette augmentation est en partie contrebalancée par une diminution des dépenses résultant de la clôture de l'ONUCI et du retrait et de la liquidation prévue de la MINUL.</p>
Personnel recruté sur le plan international	<p>La diminution des crédits demandés tient principalement à ce qui suit : clôture de l'ONUCI; retrait et liquidation prévue de la MINUL; baisse des dépenses afférentes au personnel recruté sur le plan international à la MINUSS et à la MINUAD compte tenu, respectivement, de la diminution de l'indemnité de poste et de la diminution des dépenses communes de personnel; augmentation des taux de vacance à la MINURSO; et abolition, à la MONUSCO, de la prime de danger versée à Goma et à Bukavu.</p> <p>Cette diminution est en partie contrebalancée par une augmentation des dépenses à la MINUSMA, en raison du renforcement de la Mission, et par les dépenses liées au déploiement intégral du BANUS.</p>

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>Principaux facteurs de variation</i>
Personnel recruté sur le plan national	<p>La diminution des crédits demandés s'explique principalement par la clôture de l'ONUCI, la suppression proposée de 16 postes à la MINUSTAH qui étaient vacants depuis plus de deux ans et l'appréciation du dollar des États-Unis face à la gourde haïtienne.</p> <p>Cette diminution est en partie contrebalancée par une augmentation des dépenses au Centre de services régional d'Entebbe (Ouganda), compte tenu de l'augmentation de 25 postes d'agent recruté sur le plan national, de l'augmentation des barèmes des traitements et du relèvement de la classe moyenne des postes d'agent recruté sur le plan national.</p>
Volontaires des Nations Unies	<p>La diminution des crédits demandés s'explique principalement par la clôture de l'ONUCI, le retrait et la liquidation prévue de la MINUL et l'application d'un taux de vacance plus élevé pour les Volontaires des Nations Unies recrutés sur le plan international de la MINUAD.</p> <p>Cette diminution est en partie contrebalancée par une augmentation des dépenses à la MONUSCO compte tenu de la diminution du taux de vacance.</p>
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	<p>La diminution des crédits demandés tient principalement à la transformation d'emplois de temporaire à la MINUSCA et à la FISNUA, à une diminution des traitements et des dépenses communes de personnel à la MINUSCA, compte tenu de l'application du nouveau barème des traitements pour l'exercice 2017/18, et à la réduction de 11 emplois de temporaire par suite de la suppression ou de la transformation d'emplois relevant du compte d'appui.</p>
Personnel fourni par des gouvernements	<p>L'augmentation des crédits demandés s'explique principalement par le fait que, conformément à la résolution 2264 (2016) du Conseil de sécurité, l'effectif autorisé de la MINUSCA a été porté à 108 spécialistes des questions pénitentiaires, contre les 40 spécialistes inscrits au budget approuvé pour l'exercice 2016/17.</p> <p>Cette augmentation est en partie contrebalancée par une diminution des dépenses à la MINUL compte tenu du retrait et de la liquidation prévue de celle-ci.</p>
Consultants	<p>La diminution des crédits demandés tient principalement à la dissolution de l'équipe IPSAS financée au moyen du compte d'appui et à la clôture de l'ONUCI.</p> <p>Cette diminution est en partie contrebalancée par une augmentation des dépenses due au recrutement, à la MINUSCA, d'un plus grand nombre de consultants spécialistes de domaines tels que la justice et l'administration pénitentiaire et la démilitarisation du système pénitentiaire; et par la répartition entre les missions des charges liées à l'accord conclu avec le Programme des Nations Unies pour</p>

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>Principaux facteurs de variation</i>
Voyages	<p>l'environnement au titre du Service d'assistance technique rapide pour les questions environnementales et climatiques.</p> <p>La diminution des crédits demandés tient principalement à ce qui suit : clôture de l'ONUCI; diminution du nombre de voyages à la MINUSTAH compte tenu du regroupement des fonctions; et efforts faits par les missions et les bureaux principaux pour limiter le nombre de voyages, notamment les déplacements liés à la formation.</p> <p>Cette diminution est contrebalancée en partie par une augmentation des dépenses à la MINUSCA, qui s'explique principalement par les voyages prévus dans le cadre des activités en matière de droits de l'homme, d'affaires civiles et de protection des civils énoncées dans le mandat de la Mission, ainsi que les voyages liés à la formation.</p>
Installations et infrastructures	<p>La diminution des crédits demandés tient principalement à ce qui suit : réduction des dépenses à la MINUSCA compte tenu du fait qu'aucun crédit n'est demandé au titre des services commerciaux de construction dans le cadre des projets pluriannuels et qu'il est prévu d'utiliser les locaux préfabriqués déjà acquis et de faire construire les nouvelles installations en dur par des agents contractuels locaux en utilisant, dans la mesure du possible, des matériaux locaux; réduction des acquisitions grâce aux transferts de matériel de la MINUL et de l'ONUCI; clôture de l'ONUCI; et achèvement des travaux de construction au Centre de services régional d'Entebbe durant les exercices précédents.</p> <p>Cette diminution est en partie contrebalancée par : une augmentation des dépenses à la MINUSMA en raison de l'acquisition de locaux préfabriqués et de la mise en place ou de la rénovation de plusieurs bureaux, camps et installations logistiques et de la hausse des prix, de la conclusion d'un plus grand nombre de contrats de gestion des déchets afin de se conformer aux normes environnementales, des achats de matériel pour la défense des périmètres aux fins du renforcement de la sécurité et de l'augmentation de la consommation de diesel; une augmentation des dépenses à la MINUSS, en raison de la passation d'un marché pour l'entretien des camps et de la hausse des prix de ces services, de l'acquisition prévue de 183 locaux préfabriqués pour accueillir les effectifs militaires et policiers supplémentaires et de l'augmentation prévue de la consommation de carburant; et une augmentation des dépenses à la FNUOD, en raison de l'acquisition du matériel de sécurité et de la rénovation des bâtiments au camp Faouar et aux positions 71 et 72, de l'acquisition de matériel et de la hausse de la consommation de carburant.</p>
Transports terrestres	<p>La diminution des crédits demandés tient principalement à ce qui suit : diminution des dépenses au BANUS compte tenu de la réduction des prix des carburants et de la consommation de</p>



<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>Principaux facteurs de variation</i>
	<p>carburant et de la diminution du nombre de véhicules à acheter étant donné qu'on en dispose déjà d'un certain nombre; clôture de l'ONUCI; non-remplacement des véhicules légers de transport de passagers de la MINUSS qui doivent être comptabilisés en pertes durant l'exercice 2016/17, et baisse prévue de la demande de services de réparation et d'entretien et de pièces de rechange compte tenu des achats de véhicules faits lors des exercices précédents.</p> <p>Cette diminution est en partie contrebalancée par une augmentation des dépenses à la MINUSCA, où on prévoit une plus forte consommation de carburant en raison du renforcement de la Mission et une hausse des prix des carburants.</p>
Transports aériens	<p>L'augmentation des crédits demandés tient principalement à ce qui suit : hausse des dépenses à la MINUSMA compte tenu du déploiement prévu de six hélicoptères supplémentaires; hausse des dépenses à la MINUSCA, compte tenu des coûts de vol garantis d'un avion supplémentaire et de deux nouveaux hélicoptères, ces deux derniers devant servir principalement aux opérations d'évacuation sanitaire de la Mission, et de la hausse prévue des prix des carburants; et hausse des dépenses au BANUS, en raison de l'acquisition d'un hélicoptère militaire supplémentaire et de la reconduction prévue des contrats relatifs à trois avions à un prix plus élevé.</p> <p>Cette augmentation est en partie contrebalancée par une diminution de dépenses résultant de ce qui suit : clôture de l'ONUCI; retrait et liquidation prévue de la MINUL; baisse prévue des dépenses liées à un système de drones de la MINUSS, et retrait d'un avion et de deux hélicoptères de la flotte de la Mission; et diminution du coût d'un système de drones de la MINUSCA, pour lequel une lettre d'attribution a été signée avec un pays fournisseur de contingents en remplacement du contrat commercial approuvé pour l'exercice 2016/17.</p>
Transports maritimes ou fluviaux	<p>La diminution des crédits demandés tient principalement au retrait et à la liquidation prévue de la MINUL, au fait qu'aucun crédit n'est demandé pour l'achat de bateaux à la MINUSS, et au non-déploiement à la MONUSCO d'un navire logistique destiné à soutenir la Force sur le lac Tanganyika en raison de la difficulté de se procurer un tel bâtiment.</p> <p>Cette diminution est en partie contrebalancée par une augmentation des dépenses à la MINUSCA, qui est principalement due à l'acquisition de conteneurs maritimes pour l'expédition et le stockage du matériel de défense des périmètres et d'autres matériels.</p>
Communications	<p>La diminution des crédits demandés tient principalement à ce qui suit : clôture de l'ONUCI; suppression des dépenses afférentes à une liaison louée pour faciliter la duplication des données à la</p>

Catégorie de dépenses	Principaux facteurs de variation
Informatique	<p data-bbox="675 296 1446 447">MINUAD, laquelle a été remplacée par un réseau virtuel privé, et réduction des dépenses contractuelles au titre des services Internet; et baisse des dépenses au titre des communications par réseaux commerciaux à la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie).</p> <p data-bbox="675 470 1463 842">Cette diminution est en partie contrebalancée par une augmentation des dépenses à la MINUSCA, due à l'acquisition de matériel supplémentaire pour les services d'Internet et de réseau, à la mise en place d'un dispositif de sécurisation du réseau de communication, aux frais ponctuels d'activation de services satellitaires à faible latence dans six bureaux de secteur; et par une augmentation des dépenses à la MINUSS compte tenu de l'extension prévue des services satellitaires à faible latence et à fibres optiques, qui élargiront la largeur de bande et amélioreront ainsi la connectivité des bureaux de secteur, et du remplacement prévu du matériel audio et visuel et du matériel de services de réseau en fin de durée de vie utile.</p> <p data-bbox="675 867 1446 1052">La diminution des crédits demandés tient principalement à ce qui suit : clôture de l'ONUCI; diminution des achats d'ordinateur et de matériel à la MINUSMA, à la MINUSCA, à la FISNUA et à la MINUSS, des achats ayant été faits au cours des exercices précédents; et baisse des dépenses au titre du matériel informatique à la MINUSMA, du matériel étant disponible en stock.</p> <p data-bbox="675 1075 1463 1320">Cette diminution est en partie contrebalancée par une augmentation des dépenses à la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi, compte tenu du remplacement du matériel obsolète et de la hausse prévue des frais partagés relatifs à l'exploitation et à la maintenance d'Umoja et à la sécurité informatique; et par une augmentation des dépenses au BANUS, compte tenu de l'acquisition ponctuelle prévue du matériel de réception par satellite à large bande et à faible latence.</p>
Santé	<p data-bbox="675 1346 1446 1591">L'augmentation des crédits demandés tient principalement aux dépenses prévues : au BANUS au titre d'un contrat d'évacuation sanitaire prévoyant une équipe de 16 membres, du matériel, des fournitures, des médicaments et des consommables; et à la MINUSMA au titre des fournitures et services médicaux dans le cadre du renforcement de la Mission, des arrangements contractuels concernant une installation médicale de niveau II et de l'installation de cinq infirmeries de niveau I appartenant à l'ONU.</p> <p data-bbox="675 1614 1446 1764">Cette augmentation est en partie contrebalancée par une diminution des dépenses à la MINUSCA, aucun crédit n'étant demandé au titre de services d'évacuation sanitaire assurés par un prestataire externe, et par une réduction des dépenses résultant de la clôture de l'ONUCI.</p>

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>Principaux facteurs de variation</i>
Fournitures, services et matériel divers	<p>L'augmentation des crédits demandés s'explique principalement par ce qui suit : frais de transport supplémentaires à la MINUSCA pour le transport de fournitures et de matériel à cinq autres régions compte tenu du déploiement d'autres effectifs sur le terrain, transfert de matériel d'autres missions par l'intermédiaire de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi, services de dédouanement compte tenu de nouveaux arrangements contractuels, et engagement de vacataires pour l'exécution des activités de programme de la Mission; et dépenses au titre des activités de programme de la MINUSMA, de la MINUL et de la MINUK.</p> <p>Cette augmentation est en partie contrebalancée par une diminution des dépenses qui tient à la clôture de l'ONUCI; à une diminution des dépenses au BANUS au titre des services de détection des mines et de déminage compte tenu du regroupement de certains services auparavant assurés par le Service de la lutte antimines de l'ONU; à une diminution des dépenses à la FISNUA en raison de l'application de contrats révisés et de la diminution prévue du nombre de vacataires; à une diminution des dépenses à la MONUSCO, en raison de la cessation de la fourniture de rations de secours au personnel civil des bureaux de secteur, de la réduction des services d'appui fournis aux Forces armées de la République démocratique du Congo et de la réduction des coûts y afférents; et d'une diminution des dépenses au titre des uniformes, badges et paquetages et des frais bancaires.</p>
Projets à effet rapide	La diminution des crédits demandés tient à la clôture de l'ONUCI.

Tableau 3

### Montants demandés pour l'exercice 2017/18 par composante de maintien de la paix

(En milliers de dollars des États-Unis; l'exercice budgétaire court du 1er juillet 2017 au 30 juin 2018.)

<i>Composante</i>	<i>Montant alloué (2016/17)</i>	<i>Budget proposé (2017/18)</i>	<i>Variation</i>	
			<i>Montant</i>	<i>Pourcentage</i>
BANUS	574 304,9	619 312,1	45 007,2	7,8
FINUL	488 691,6	494 771,3	6 079,7	1,2
FISNUA	268 624,6	278 012,7	9 388,1	3,5
FNUOD	47 714,1	62 276,0	14 561,9	30,5
MINUAD	1 039 573,2	1 032 122,7	(7 450,5)	(0,7)
MINUK	36 486,9	38 016,6	1 529,7	4,2
MINUL	187 139,6	122 111,2	(65 028,4)	(34,7)
MINURSO	52 550,4	55 155,6	2 605,2	5,0
MINUSCA	920 727,9	921 580,5	852,6	0,1

Composante	Montant alloué (2016/17)	Budget proposé (2017/18)	Variation	
			Montant	Pourcentage
MINUSMA	933 411,0	1 077 552,0	144 141,0	15,4
MINUSS	1 081 788,4	1 178 338,6	96 550,2	8,9
MINUSTAH	345 926,7	336 602,4	(9 324,3)	(2,7)
MONUSCO	1 235 723,1	1 234 603,2	(1 119,9)	(0,1)
ONUCI	171 937,8	–	(171 937,8)	(100)
UNFICYP	54 849,9	56 040,8	1 190,9	2,2
<b>Total partiel, missions</b>	<b>7 439 450,1</b>	<b>7 506 495,7</b>	<b>67 045,6</b>	<b>0,9</b>
Centre de services régional d'Entebbe	39 203,6	37 255,8	(1 947,8)	(5,0)
Centre de services mondial	82 857,8	88 338,5	5 480,7	6,6
Compte d'appui <sup>a</sup>	327 380,3	339 468,4	12 088,1	3,7
<b>Total partiel, ressources</b>	<b>449 441,7</b>	<b>465 062,7</b>	<b>15 621,0</b>	<b>3,5</b>
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	4 795,1	1 223,0	(3 572,1)	(74,5)
<b>Total</b>	<b>7 893 686,9</b>	<b>7 972 781,4</b>	<b>79 094,5</b>	<b>1,0</b>

<sup>a</sup> Y compris des crédits d'un montant de 16,8 millions de dollars pour 2016/17 et de 25,0 millions de dollars pour 2017/18 au titre du progiciel de gestion intégrée; des crédits d'un montant de 0,8 million de dollars pour 2016/17 et de 0,8 million de dollars pour 2017/18 au titre de la sécurité informatique; et des crédits d'un montant de 0,9 million de dollars pour 2017/18 au titre du dispositif de prestation de services centralisée, comme prévoit la résolution [71/272](#) de l'Assemblée générale.

Tableau 4  
**Principaux facteurs de variation des prévisions de dépenses**

Composante de maintien de la paix	Principaux facteurs de variation
BANUS	Le budget proposé (619,3 millions de dollars) est en augmentation de 7,8 % (45,0 millions de dollars) par rapport au budget approuvé pour l'exercice 2016/17. L'augmentation des dépenses prévues au titre des militaires et du personnel de police (29,6 millions de dollars) s'explique principalement par le fait que, en vertu de la résolution <a href="#">2245 (2015)</a> du Conseil de sécurité, le Bureau est chargé de rembourser aux pays fournisseurs de contingents ou d'effectifs de police cinq catégories de dépenses au titre du soutien logistique autonome, et par la modification du contrat relatif aux rations, dont le champ a été élargi pour donner une plus grande responsabilité au fournisseur. L'augmentation des dépenses prévues au titre du personnel civil tient principalement au fait que les coûts afférents à 99 postes d'agent recruté sur le plan international créés en 2016/17 doivent être financés pour l'ensemble de l'exercice. Une augmentation des dépenses opérationnelles est prévue en raison

principalement des projets de construction pluriannuels, de l'acquisition d'un autre hélicoptère militaire et du renouvellement des contrats relatifs à trois avions à un prix plus élevé, de la conclusion d'un contrat relatif à une équipe d'évacuation sanitaire et de l'acquisition ponctuelle du matériel de télécommunication par satellite.

L'augmentation globale est en partie contrebalancée par la diminution des dépenses au titre des carburants et lubrifiants dont le prix au litre est en baisse et la diminution du coût des services de détection des mines et de déminage en raison principalement du regroupement au BANUS de certains services auparavant assurés par le Service de la lutte antimines de l'ONU.

## FINUL

Le budget proposé (494,8 millions de dollars) est en augmentation de 1,2 % (6,1 millions de dollars) par rapport au budget approuvé pour l'exercice 2016/17. L'augmentation des crédits demandés s'explique principalement par : le fait que, comme prévu par l'Assemblée générale dans sa résolution 68/281, le taux unique de remboursement du coût des contingents passe à 1 410 dollars, contre 1 365 dollars dans le budget de l'exercice 2016/17; la hausse des dépenses au titre des administrateurs et des agents des services généraux recrutés sur le plan national, un certain nombre de membres du personnel de ces catégories étant en poste depuis longtemps et occupant des postes de classe plus élevée; la hausse des dépenses au titre des installations et infrastructures en raison de la hausse des coûts du diesel, du remplacement du matériel et des groupes électrogènes et de l'acquisition du matériel relatif aux panneaux solaires; et les crédits supplémentaires demandés pour la location d'hélicoptères sur la base des dépenses engagées précédemment.

## FISNUA

Le budget proposé (278,0 millions de dollars) est en augmentation de 3,5 % (9,4 millions de dollars) par rapport au budget approuvé pour l'exercice 2016/17. L'augmentation des crédits demandés s'explique essentiellement par le fait que le coefficient délais de déploiement prévu est plus faible (14 % contre 19 % pour l'exercice 2016/17); les crédits demandés au titre du remboursement du matériel majeur appartenant aux contingents, étant donné qu'il est décidé de conserver les unités lourdes (chars et artillerie); et l'augmentation du taux de remboursement aux pays fournissant des contingents qui, en application de la résolution 68/281 de l'Assemblée générale, passe de 1 365 dollars par personne et par mois pour l'exercice 2016/17 à 1 410 dollars à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2017.

## FNUOD

Le budget proposé (62,3 millions de dollars) est en augmentation de 30,5 % (14,6 millions de dollars) par rapport au budget approuvé pour l'exercice 2016/17. L'augmentation des crédits demandés tient principalement au déploiement d'un effectif militaire plus important et à l'acquisition de matériel de sécurité et de services de réaménagement et de rénovation dans le cadre du retour de la Force au camp Faouar, qui a débuté en novembre 2016.

---

*Composante de maintien de la  
paix*
*Principaux facteurs de variation*


---

## MINUAD

Le budget proposé (1,0 milliard de dollars) est en diminution de 0,7 % (7,5 millions de dollars) par rapport au budget approuvé pour l'exercice 2016/17. La diminution s'explique principalement par : la baisse des dépenses afférentes au personnel recruté sur le plan international due à l'application d'un pourcentage de dépenses communes de personnel plus faible (91,9 % des traitements nets, contre le taux de 97,8 % appliqué pour l'exercice 2016/17); un taux de vacance plus élevé pour les Volontaires des Nations Unies; la réduction des dépenses au titre des communications, compte tenu de la suppression d'une liaison louée qui est remplacée par un réseau virtuel privé; et la réduction des dépenses au titre des transports aériens compte tenu du retrait de deux avions et de la diminution de la consommation de carburant aviation.

La diminution des crédits demandés est en partie contrebalancée par l'augmentation des dépenses au titre de la police des Nations Unies en raison de l'application d'un coefficient délais de déploiement de 9 %, contre celui de 13 % appliqué pour l'exercice 2016/17.

## MINUK

Le budget proposé (38,0 millions de dollars) est en augmentation de 4,2 % (1,5 million de dollars) par rapport au budget approuvé pour l'exercice 2016/17. Cette augmentation s'explique principalement par ce qui suit : un montant de 2 millions de dollars est demandé pour financer 13 activités de programme; et des crédits sont demandés au titre du personnel recruté sur le plan international pour financer trois postes (2 D-1 et 1 P-4) pour lesquels aucun crédit n'a été demandé pour l'exercice 2016/17; et le pourcentage des dépenses communes de personnel passe de 58 % à 67 %.

L'augmentation globale est en partie contrebalancée par : la diminution des dépenses au titre des installations et infrastructures, en particulier pour les panneaux solaires destinés au bureau régional de Mitrovica, qui coûtent moins cher que ceux installés au quartier général à Pristina durant l'exercice 2016/17; la diminution des dépenses au titre des communications, compte tenu de la réduction des dépenses de location de liaisons et de transpondeurs et du coût des services d'appui et de maintenance; et à la diminution du coût du personnel recruté sur le plan national, en raison de l'application d'un taux de change de 0,96 euro pour 1 dollar des États-Unis, contre le taux de 0,91 euro pour 1 dollar des États-Unis appliqué durant l'exercice 2016/17.

## MINUL

Le budget proposé (122,1 millions de dollars) est en diminution de 34,7 % (65,0 millions de dollars) par rapport au budget approuvé pour l'exercice 2016/17. Cette diminution tient au retrait de l'ensemble des effectifs militaires et policiers de la Mission, prévu dans la résolution [2333 \(2016\)](#) du Conseil de sécurité; et à la réduction de toutes les dépenses opérationnelles compte tenu du retrait des avions et des hélicoptères, à la fermeture des sites qui restent et à la liquidation des biens. Elle est en partie contrebalancée par les dépenses supplémentaires prévues au titre

---

*Composante de maintien de la  
paix*
*Principaux facteurs de variation*


---

	des installations et infrastructures dans le cadre des activités de dépollution et des activités prévues avec l'équipe de pays des Nations Unies conformément à la résolution <a href="#">2333 (2016)</a> du Conseil de sécurité.
MINURSO	Le budget proposé (55,2 millions de dollars) est en augmentation de 5,0 % (2,6 millions de dollars) par rapport au budget approuvé pour l'exercice 2016/17. L'augmentation représente les ressources supplémentaires demandées au titre des transports aériens pour financer l'acquisition d'un autre hélicoptère doté de fonctionnalités de surveillance et de vision nocturne, au titre des projets de génie pour le forage de puits artésiens dans six bases d'opérations, pour le recrutement de vacataires chargés de transporter du matériel de survie à l'est du mur de sable et pour couvrir l'augmentation prévue des frais de transport. Les dépenses au titre des militaires et du personnel de police sont également en augmentation en raison principalement de l'augmentation des dépenses au titre d'indemnité de subsistance (missions) et au titre des rations alimentaires et de l'eau en bouteille, le pays hôte ayant mis un terme à ses contributions volontaires (chambres d'hôtel et repas). L'augmentation globale est en partie contrebalancée par la diminution des crédits demandés au titre du personnel recruté sur les plans international et national compte tenu de l'application de taux de vacance plus élevés et de la suppression de 16 postes (8 postes d'agent du Service mobile et 8 postes d'agent des services généraux recrutés sur le plan national), ainsi que par la réduction des crédits demandés au titre des communications.
MINUSCA	Le budget proposé (921,6 millions de dollars) est en augmentation de 0,1 % (0,8 million de dollars) par rapport au budget approuvé pour l'exercice 2016/17. La légère hausse tient à ce qui suit : a) incidence de la hausse du taux unique de remboursement des dépenses des contingents qui passe, conformément à la résolution 68/281 de l'Assemblée générale, à 1 410 dollars à partir du 1 <sup>er</sup> juillet 2017, contre le taux de 1 365 dollars appliqué au budget approuvé pour l'exercice 2016/17; b) ajustement plus faible du coût des contingents pour non-déploiement de matériel appartenant aux contingents ou déploiement de matériel défectueux; et c) hausse des taux de remboursement du matériel appartenant aux contingents compte tenu du déploiement prévu de nouvelles unités spécialisées et du renforcement des moyens des unités déployées. Elle est en partie contrebalancée par une diminution des dépenses opérationnelles, car aucun crédit n'est demandé au titre des services commerciaux de construction dans le cadre des projets pluriannuels et il est prévu d'utiliser les locaux préfabriqués déjà acquis et de faire construire les nouvelles installations en dur par des agents contractuels locaux en utilisant, dans la mesure du possible, des matériaux locaux, diminution qui est en partie compensée par la hausse des prix des carburants. Les plans visant à reconfigurer le déploiement des effectifs militaires et policiers de la Mission et à réduire son implantation géographique durant l'exercice 2016/17, tout en garantir une mobilité suffisante, sont pris en compte dans

---

*Composante de maintien de la  
paix*
*Principaux facteurs de variation*


---

	la détermination des besoins en services d'appui pour l'exercice 2017/18.
MINUSMA	Le budget proposé (1,08 milliard de dollars) est en augmentation de 15,4 % (144,1 millions de dollars) par rapport au budget approuvé pour l'exercice 2016/17. L'augmentation tient principalement au renforcement des composantes militaire et policière de la Mission que le Conseil de sécurité a autorisé dans sa résolution 2295 (2016) du 29 juin 2016; à l'augmentation prévue des effectifs civils; et au renforcement de la flotte d'hélicoptères de la Mission.
MINUSS	<p>Le budget proposé (1,18 milliard de dollars) est en augmentation de 8,9 % (96,6 millions de dollars) par rapport au budget approuvé pour l'exercice 2016/17. L'augmentation tient principalement au renforcement de la composante militaire de la Mission que le Conseil de sécurité a autorisé dans sa résolution 2304 (2016). Les effectifs militaires supplémentaires font partie de la Force de protection régionale composée de 4 000 hommes. Par la suite, dans sa résolution <a href="#">2327 (2016)</a>, le Conseil a porté les effectifs de police de la Mission à un maximum de 100 agents.</p> <p>Cette augmentation est en partie contrebalancée par la réduction des dépenses au titre des traitements du personnel recruté sur le plan international et des dépenses communes de personnel, compte tenu de l'application pour l'exercice 2017/18 d'un barème des traitements unifié, qui tient compte de la diminution du coefficient d'ajustement de 54,5 au 1<sup>er</sup> janvier 2016 à 35,9 au 1<sup>er</sup> janvier 2017 pour le Soudan du Sud. Une diminution des dépenses opérationnelles est prévue en raison de la réduction du nombre d'aéronefs loués et de la réduction des dépenses au titre des transports terrestres compte tenu du remplacement de véhicules lors des exercices précédents; elle est en partie contrebalancée par l'augmentation des dépenses au titre des installations et infrastructures, compte tenu notamment de la passation d'un nouveau marché pour l'entretien des camps, de l'acquisition de bâtiments préfabriqués pour accueillir les effectifs supplémentaires de personnel en tenue et de l'augmentation prévue de la consommation de carburant.</p>
MINUSTAH	Le budget proposé (336,6 millions de dollars) est en diminution de 2,7 % (9,3 millions de dollars) par rapport au budget approuvé pour l'exercice 2016/17. La diminution tient principalement : à la baisse des dépenses prévues au titre de la police des Nations Unies, les effectifs policiers devant se réduire progressivement compte tenu du succès du processus électoral en Haïti; à la suppression prévue de 16 postes d'agent recruté sur le plan national; et à l'application du taux de change de 66,98 gourdes haïtiennes pour 1 dollar des États-Unis, contre celui de 57,01 pour 1 dollar des États-Unis appliqué dans le budget approuvé pour l'exercice 2016/17. Elle est en partie contrebalancée par l'augmentation des dépenses au titre des contingents et des unités de police constituées, qui s'explique principalement par la hausse prévue des remboursements du matériel de soutien autonome appartenant aux contingents et l'incidence



---

*Composante de maintien de la  
paix*
*Principaux facteurs de variation*


---

	de l'application d'un taux de remboursement unique de 1 410 dollars du coût des contingents, contre le taux de 1 365 dollars appliqué dans le budget approuvé pour l'exercice 2016/17.
MONUSCO	Le budget proposé (1,23 milliard de dollars) est en diminution de 0,1 % (1,1 million de dollars) par rapport au budget approuvé pour l'exercice 2016/17. Cette légère baisse tient principalement à la diminution des dépenses afférentes au personnel civil, sachant qu'il est proposé de supprimer 187 postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national et que la prime de danger versée au personnel en poste à Goma et à Bukavu est supprimée. Elle est en partie contrebalancée par la hausse des dépenses au titre des contingents et des unités de police constituées, qui s'explique principalement par l'augmentation prévue des remboursements du coût des contingents au taux unique de 1 410 dollars, contre le taux de 1 365 dollars appliqué dans le budget approuvé pour l'exercice 2016/17.
UNFICYP	Le budget proposé (56,0 millions de dollars) est en augmentation de 2,2 % (1,2 million de dollars) par rapport au budget approuvé pour l'exercice 2016/17. La hausse des crédits demandés au titre des contingents tient principalement : au fait que le taux unique de remboursement du coût des contingents passe à 1 410 dollars, contre le taux de 1 365 dollars appliqué dans le budget approuvé pour l'exercice 2016/17; à l'augmentation des dépenses au titre des installations et infrastructures, l'initiative de verdissement devant se poursuivre avec l'installation de panneaux solaires; et à l'augmentation des crédits demandés au titre des transports terrestres pour l'acquisition de 24 véhicules.
Centre de services régional d'Entebbe	Le budget proposé (37,3 millions de dollars) est en diminution de 5,0 % (1,9 million de dollars) par rapport au budget approuvé pour l'exercice 2016/17. Cette diminution s'explique principalement par le fait que des projets de construction ont été achevés durant l'exercice 2016/17; elle est en partie contrebalancée par l'augmentation des dépenses au titre du personnel recruté sur le plan national en raison du transfert de certains services de la MINURSO, de l'augmentation du volume de travail et de la centralisation des services de gestion des états de paie du personnel recruté sur le plan national et du personnel en tenue, de la transformation de 13 postes d'agent du Service mobile en postes d'agent recruté sur le plan national et de l'augmentation du barème des traitements du personnel recruté sur le plan national.
Centre de services mondial	Le budget proposé (88,3 millions de dollars) est en augmentation de 6,6 % (5,4 millions de dollars) par rapport au budget approuvé pour l'exercice 2016/17. L'augmentation tient principalement aux dépenses opérationnelles au titre de l'informatique et des communications, compte tenu de la nécessité de remplacer du matériel obsolète et de la hausse des coûts partagés afférents à la maintenance d'Umoja et à la sécurité

---

*Composante de maintien de la paix*
*Principaux facteurs de variation*


---

	informatique; elle est en partie contrebalancée par la diminution des dépenses au titre des services de communication par réseaux commerciaux.
Compte d'appui aux opérations de maintien de la paix	Le budget proposé (339,5 millions de dollars), y compris la part des dépenses afférentes aux initiatives lancées à l'échelle de l'Organisation telles que le progiciel de gestion intégré, la sécurité informatique et le dispositif de prestation de services centralisée qui revient aux opérations de maintien de la paix, est en augmentation de 3,7 % (12,1 millions de dollars) par rapport au budget approuvé pour l'exercice 2016/17. Cette augmentation tient principalement à la part des dépenses relatives aux initiatives lancées à l'échelle de l'Organisation qui revient aux opérations de maintien de la paix, telle qu'approuvée par l'Assemblée générale. Le montant demandé au titre des postes et des autres objets de dépense (312,7 millions de dollars) est quant à lui en augmentation de 1 % par rapport au montant approuvé pour l'exercice 2016/17 compte tenu de la hausse des coûts non discrétionnaires, notamment ceux afférents au calcul des traitements et les engagements au titre de l'assurance maladie après la cessation de service, en partie contrebalancée par une diminution nette de trois postes et d'emplois temporaires et de la dissolution de l'équipe IPSAS.

---

## Annexe III

## Analyse de l'exécution des budgets de l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2015 au 30 juin 2016

Tableau 1

### Exécution des budgets de l'exercice 2015/16

(En milliers de dollars des États-Unis ; l'exercice budgétaire court du 1<sup>er</sup> juillet 2015 au 30 juin 2016.)

Catégorie de dépenses	Montant alloué (1)	Dépenses (2)	Écart	
			Montant (3) = (1) - (2)	Pourcentage (4) = (3) ÷ (1)
<b>Militaires et personnel de police</b>				
Observateurs militaires	85 246,9	81 087,8	4 159,1	4,9
Contingents	2 892 046,3	2 872 429,0	19 617,3	0,7
Police des Nations Unies	241 708,8	224 768,5	16 940,3	7,0
Unités de police constituées	299 758,1	283 046,8	16 711,3	5,6
<b>Total partiel</b>	<b>3 518 760,1</b>	<b>3 461 332,1</b>	<b>57 428,0</b>	<b>1,6</b>
<b>Personnel civil</b>		—		
Personnel recruté sur le plan international	1 407 592,7	1 310 287,6	97 305,1	6,9
Personnel recruté sur le plan national	388 170,4	438 652,9	(50 482,5)	(13,0)
Volontaires des Nations Unies	87 073,6	97 195,7	(10 122,1)	(11,6)
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	55 860,8	61 491,0	(5 630,2)	(10,1)
Personnel fourni par des gouvernements	13 487,9	10 462,6	3 025,3	22,4
<b>Total partiel</b>	<b>1 952 185,4</b>	<b>1 918 089,8</b>	<b>34 095,6</b>	<b>1,7</b>
<b>Dépenses opérationnelles</b>				
Observateurs électoraux civils	—	—	—	—
Consultants	14 428,7	19 469,1	(5 040,4)	(34,9)
Voyages	54 240,6	61 727,1	(7 486,5)	(13,8)
Installations et infrastructures	824 828,2	748 294,3	76 533,9	9,3
Transports terrestres	201 206,5	169 471,5	31 735,0	15,8
Transports aériens	821 005,8	720 253,4	100 752,4	12,3
Transports maritimes ou fluviaux	41 731,1	57 772,6	(16 041,5)	(38,4)
Communications	173 891,0	135 251,8	38 639,2	22,2
Informatique	152 264,6	188 296,3	(36 031,7)	(23,7)
Santé	47 376,8	30 537,1	16 839,7	35,5
Matériel spécial	—	—	—	—
Fournitures, services et matériel divers	438 050,1	450 564,1	(12 514,0)	(2,9)

Catégorie de dépenses	Montant alloué (1)	Dépenses (2)	Écart	
			Montant (3) = (1) – (2)	Pourcentage (4) = (3) ÷ (1)
Projets à effet rapide	24 414,0	24 160,5	253,5	1,0
<b>Total partiel</b>	<b>2 793 437,4</b>	<b>2 605 797,8</b>	<b>187 639,6</b>	<b>6,7</b>
Progiciel de gestion intégré	31 306,7	31 306,7	–	–
Sécurité des systèmes et des données informatiques	821,5	817,5	4,0	0,5
<b>Montant brut</b>	<b>8 296 511,1</b>	<b>8 017 343,9</b>	<b>279 167,2</b>	<b>3,4</b>
Recettes provenant des contributions du personnel	179 624,5	182 852,9	(3 228,4)	(1,8)
<b>Montant net</b>	<b>8 116 886,6</b>	<b>7 834 491,0</b>	<b>282 395,6</b>	<b>3,5</b>
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	4 632,1	2 831,1	1 801,0	38,9
<b>Total</b>	<b>8 301 143,2</b>	<b>8 020 175,0</b>	<b>280 968,2</b>	<b>3,4</b>

Tableau 2  
**Principales causes des écarts entre montants alloués et dépenses**

**Exécution des budgets de l'exercice 2015/16**

(En milliers de dollars des États-Unis ; l'exercice budgétaire court du 1<sup>er</sup> juillet 2015 au 30 juin 2016.)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>Montant alloué</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Écart (montant)</i>	<i>Écart (pourcentage)</i>	<i>Principaux facteurs ayant influé sur l'exécution du budget</i>
Observateurs militaires	85 246,9	81 087,8	4 159,1	4,9	L'existence d'un solde inutilisé de 4,2 millions de dollars au titre des observateurs militaires s'explique principalement par le fait que moins d'observateurs militaires que prévu ont été déployés à la MINUSCA, à la MONUSCO, à la MINUL et à l'ONUCI, ce qui a entraîné une réduction des dépenses aux titres de l'indemnité de subsistance (missions) et des frais de voyage liés au déploiement, à la relève et au rapatriement. Cette sous-utilisation des crédits est contrebalancée par le déploiement de plus d'observateurs militaires que prévu à la MINUSS (199 contre 158) et par le déploiement de 30 observateurs militaires à la MINUSMA, qui n'était pas prévu au budget.
Contingents	2 892 046,3	2 872 429,0	19 617,3	0,7	Le solde inutilisé de 19,6 millions de dollars au titre des contingents s'explique principalement par un déploiement de contingents moins importants que prévu à la MINUSS, à la FINUL, à l'ONUCI, à la MINUL et à la FNUOD, qui s'est traduit par des dépenses inférieures aux prévisions en ce qui concerne les remboursements aux gouvernements aux taux standards du coût des contingents et le du matériel leur appartenant, les voyage liés au déploiement, à la relève et au rapatriement, et les activités de fret. À la MINUSS, on a reporté le déploiement de deux unités hélicoptères et de deux contingents. La sous-utilisation des crédits est contrebalancée par le fait que les dépenses ont été plus élevées que prévu à la MINUSMA, à la MINUSCA, au BANUS, à la MINUSTAH, à la FISNUA et à la MINUAD, ce qui s'explique principalement par un niveau de déploiement et des frais de transports du matériel appartenant aux contingents (MINUSCA) plus élevés que prévu, et par un dépassement de crédit au titre des rations (BANUS), dû à la modification du contrat en place, dont le champ s'est élargi pour donner une plus grande responsabilité au fournisseur en ce qui concerne la livraison des vivres à l'état-major de bataillon et aux pôles sectoriels.
Police des Nations Unies	241 708,8	224 768,5	16 940,3	7,0	Le solde inutilisé de 16,9 millions de dollars au titre de la Police des Nations Unies s'explique principalement par le fait que moins de policiers que prévu ont été déployés à la MINUL, la MINUSTAH, la MINUSS et l'ONUCI. À la MINUL, seuls 68 % des effectifs de police des Nations Unies prévus au budget ont été déployés, en raison du retrait plus rapide que prévu de la Mission. Cette sous-utilisation des crédits est en partie contrebalancée par des dépenses plus élevées que prévu à la MINUAD et à la MINUSCA. La MINUAD a engagé des dépenses supérieures aux prévisions au titre de la relève, et des indemnités de subsistance plus élevées que prévu ont été versées, le nombre d'agents de police qui ne résidaient pas dans un logement fourni par la Mission ayant été plus élevé que prévu. À la MINUSCA, le

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>Montant alloué</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Écart (montant)</i>	<i>Écart (pourcentage)</i>	<i>Principaux facteurs ayant influé sur l'exécution du budget</i>
Unités de police constituées	299 758,1	283 046,8	16 711,3	5,6	<p>taux de vacance effectif moyen enregistré en ce qui concerne les membres de la police des Nations Unies a été inférieur aux prévisions (13 %, contre 20 %).</p> <p>L'existence d'un solde inutilisé de 16,7 millions de dollars s'explique principalement par le fait que moins d'unités de police constituées que prévu ont été déployées à la MONUSCO, à la MINUSMA, à la MINUL, à l'ONUCI, à la MINUSTAH et à la MINUAD, ce qui s'est traduit par des dépenses globales inférieures aux prévisions en ce qui concerne le remboursement au titre des contingents, les voyages et le matériel appartenant aux contingents.</p>
Personnel recruté sur le plan international	1 407 592,7	1 310 287,6	97 305,1	6,9	<p>L'existence d'un solde inutilisé de 97,3 millions de dollars s'explique principalement par des taux de vacance de postes plus élevés que prévu à la MINUAD, la MONUSCO, l'ONUCI, la MINUSTAH et la MINUL. S'agissant de la MINUAD, la Mission éprouve toujours des difficultés à obtenir des visas pour son personnel international. Pour ce qui est de la MONUSCO, celle-ci a interrompu le versement de primes de danger aux membres de son personnel déployés à Goma et Bukavu, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016. L'ONUCI a quant à elle arrêté de remplacer les membres du personnel international en partance qui occupaient des postes n'étant pas considérés comme essentiels au bon déroulement de la réduction des effectifs et de la liquidation de l'Opération.</p>
Personnel recruté sur le plan national	388 170,4	438 652,9	(50 482,5)	(13,0)	<p>Le dépassement de crédits d'un montant de 50,5 millions de dollars s'explique principalement par des dépenses relatives au personnel recruté sur le plan national plus élevées que prévu : a) à la MINUAD, en raison de l'application d'un nouveau barème des traitements concernant cette catégorie de personnel et de dépenses communes de personnel supérieures aux prévisions, lesquelles s'expliquent par le versement d'indemnités de cessation de service à 475 fonctionnaires recrutés sur le plan national, leur poste ayant été supprimé à compter du 31 décembre 2015 ; b) à la MONUSCO, le taux de vacance de postes pondéré effectif pour le personnel recruté sur le plan national ayant été inférieur aux prévisions (9,1 % contre 11,5 %) et le ratio moyen pondéré effectif entre les dépenses communes de personnel et les coûts salariaux nets ayant été supérieur aux prévisions (39,8 % contre 35 %).</p>
Volontaires des Nations Unies	87 073,6	97 195,7	(10 122,1)	(11,6)	<p>Le dépassement de crédits d'un montant de 10,1 millions de dollars s'explique principalement par : a) des dépenses plus élevées que prévu à la MINUSCA, qui sont imputables à la prorogation de la mission de 42 Volontaires des Nations Unies, pour neuf mois supplémentaires, des retards ayant été pris dans le calendrier électoral ; b) des dépenses plus élevées que prévu à la MONUSCO et à la MINUSS, qui sont imputables à un taux de vacance de postes inférieur aux prévisions ainsi qu'au versement, à la MONUSCO, d'un montant plus élevé que prévu au titre du sursalaire pour conditions difficiles (1 000 dollars par mois contre 640 dollars par mois).</p>

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>Montant alloué</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Écart (montant)</i>	<i>Écart (pourcentage)</i>	<i>Principaux facteurs ayant influé sur l'exécution du budget</i>
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	55 860,8	61 491,0	(5 630,2)	(10,1)	Le dépassement de crédits d'un montant de 5,6 millions de dollars s'explique principalement par des dépenses plus élevées que prévu en ce qui concerne le personnel temporaire (autre que pour les réunions) de la MINUSCA, de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie) et du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix. Les dépenses plus élevées que prévu s'expliquent par un taux effectif d'occupation des postes supérieur aux prévisions. La MINUSCA a prorogé les contrats de 28 membres du personnel électoral pour neuf mois supplémentaires en raison des retards pris dans le calendrier électoral, prorogation qui n'était pas prévue dans le projet de budget pour l'exercice 2015/16. La Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi et le compte d'appui ont enregistré des taux d'occupation des postes de temporaires (autres que pour les réunions) supérieurs aux prévisions pendant l'exercice 2015/16.
Personnel fourni par des gouvernements	13 487,9	10 462,6	3 025,3	22,4	Le solde inutilisé de 3,0 millions de dollars est principalement imputable à des déploiements moins importants que prévu d'agents pénitentiaires à la MONUSCO et au versement, à compter du 1 <sup>er</sup> mars 2015, d'une indemnité journalière de subsistance durant les 30 premiers jours inférieure aux prévisions (164 dollars contre 260 dollars).
Consultants	14 428,7	19 469,1	(5 040,4)	(34,9)	Le dépassement de crédits d'un montant de 5,0 millions de dollars s'explique principalement par des besoins plus élevés que prévu au BANUS et à la MINUSMA. Le BANUS a engagé 55 consultants pour travailler dans des zones qui n'étaient pas conformes aux normes minimales de sécurité opérationnelle devant être garantie aux fonctionnaires.
Voyages	54 240,6	61 727,1	(7 486,5)	(13,8)	Le dépassement de crédits d'un montant de 7,5 millions de dollars à la rubrique Voyages est principalement imputable à des frais de voyage supérieurs aux prévisions en ce qui concerne la MINUSCA, la MONUSCO, la MINUSMA et le BANUS, lesquels s'expliquent par un certain nombre de facteurs, à savoir : l'organisation de consultations politiques à l'appui du processus de paix, le calendrier électoral, la visite du pape François, les changements d'itinéraire imposés par la crise sécuritaire de septembre et octobre 2015, la prise en charge des frais de voyage des fonctionnaires provisoirement réaffectés d'autres missions pour appuyer la MINUSCA pendant la phase de démarrage, le nombre supérieur aux prévisions de voyages et de visites de bons offices organisés dans les pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police en vue d'évaluer le degré de préparation des forces devant être déployées à la MONUSCO, les dépenses supérieures aux prévisions engagées au titre du transport, dans la zone de la Mission, des membres du personnel ayant dû quitter le nord du Mali en raison des problèmes de sécurité affectant la MINUSMA, et les déplacements sur le terrain effectués par des membres du personnel du BANUS plus longs que prévu.

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>Montant alloué</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Écart (montant)</i>	<i>Écart (pourcentage)</i>	<i>Principaux facteurs ayant influé sur l'exécution du budget</i>
Installations et infrastructures	824 828,2	748 294,3	76 533,9	9,3	Le solde inutilisé de 76,5 millions de dollars s'explique principalement par : a) s'agissant de la MINUSCA, l'utilisation de bâtiments en préfabriqué et le recours à des agents contractuels au lieu de la construction de structures permanentes initialement prévue au budget, et des frais de maintenance et une consommation de carburant inférieurs aux prévisions ; b) une consommation et des coûts de carburant inférieurs aux prévisions à la MINUSCA, la MINUSMA, la MINUSTAH et la MINUAD; c) l'annulation de services de construction, d'architecture et de démolition, et l'achat de moins de matériel et de pièces de rechange que prévu à la MINUSMA et à la MINUAD. En outre, s'agissant de la MINUSTAH et de la MINUAD, les dépenses relatives aux services fournis par des vacataires, qui avaient initialement été inscrites au budget à la rubrique Installations et infrastructures, ont finalement été comptabilisées à la rubrique Fournitures, services et matériel divers.
Transports terrestres	201 206,5	169 471,5	31 735,0	15,8	Le solde inutilisé de 31,7 millions de dollars au titre des transports terrestres est principalement imputable à des dépenses inférieures aux prévisions, surtout à la MINUSCA, au BANUS et à la MINUSS, qui s'expliquent par une consommation et des frais de carburant moins élevés que prévu.
Transports aériens	821 005,8	720 253,4	100 752,4	12,3	Le solde inutilisé de 100,8 millions de dollars au titre des transports aériens s'explique principalement par des dépenses inférieures aux prévisions, surtout à la MINUSMA, la MINUSS, la MONUSCO, la MINUAD et la FISNUA, dues notamment au non-déploiement d'aéronefs et de drones qui avaient été inscrits au budget, à des coûts de location d'appareils inférieurs aux prévisions et à la diminution du coût du carburant aviation.
Transports maritimes ou fluviaux	41 731,1	57 772,6	(16 041,5)	(38,4)	Le dépassement de crédits d'un montant de 16,0 millions de dollars est principalement imputable à des dépenses supérieures aux prévisions en ce qui concerne les conteneurs maritimes, à la MINUSCA, la MINUSMA, la MINUSS et la FISNUA
Communications	173 891,0	135 251,8	38 639,2	22,2	Le solde inutilisé de 38,6 millions de dollars est principalement imputable au report des activités de communication et services y relatifs à la MINUSCA, à une sous-utilisation des crédits à la MINUSTAH, en raison de retards dans les opérations électorales, ainsi qu'au retard pris dans la mise en service de liaisons louées au Centre de services mondial et à la mise hors service de dispositifs de communication à l'UNSOA. En outre, en ce qui concerne la MINUAD, la FINUL et le Centre de services mondial, les dépenses relatives à l'acquisition de matériel de transmissions et de pièces de rechange, ainsi qu'à l'obtention de services connexes et de services Internet ont été comptabilisées à la rubrique Informatique.
Informatique	152 264,6	188 296,3	(36 031,7)	(23,7)	Le dépassement de crédits d'un montant de 36 millions de dollars s'explique principalement par l'achat de matériel de meilleure qualité et par le recours à des services d'entretien supérieurs à la MINUSMA, la MONUSCO et la FINUL, l'objectif étant d'améliorer l'infrastructure informatique de ces missions, ainsi que par des dépenses plus élevées que prévu en ce qui concerne l'acquisition de licences



<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>Montant alloué</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Écart (montant)</i>	<i>Écart (pourcentage)</i>	<i>Principaux facteurs ayant influé sur l'exécution du budget</i>
					et de logiciels au BANUS. En outre, s'agissant de la FINUL, de la MINUAD, de la MINUSMA et du Centre de services mondial, des dépenses initialement inscrites à la rubrique Communications ont finalement été comptabilisées à la rubrique Informatique.
Santé	47 376,8	30 537,1	16 839,7	35,5	Le solde inutilisé de 16,8 millions de dollars s'explique principalement par des besoins moins élevés que prévu au BANUS et à la MINUSCA. S'agissant du BANUS, la sous-utilisation des crédits s'explique par des dépenses moins élevées que prévu en ce qui concerne les services et le matériel de santé, ainsi que par la comptabilisation des dépenses liées aux évacuations sanitaires à la rubrique Fournitures, services et matériel divers. À la MINUSCA, les évacuations sanitaires ont été effectuées par du personnel médical qualifié de la force française Sangaris au moyen d'aéronefs déjà présents sur les lieux plutôt que d'être sous-traitées à un prestataire de services externe ; la Mission a par ailleurs utilisé les services de santé fournis en interne au lieu de faire appel à une société privée.
Fournitures, services et matériel divers	438 050,1	450 564,1	(12 514,0)	(2,9)	Le dépassement de crédits d'un montant de 12,5 millions de dollars s'explique principalement par des dépenses de fret supérieures aux prévisions, dues à l'acquisition de nouveaux logements, par des achats reportés d'exercices antérieurs et par des pertes financières dues au change, pour ce qui est de la MINUSS ; par des dépenses plus élevées que prévu en ce qui concerne l'expédition de marchandises jusqu'au port de Douala puis leur transport interne jusqu'au point d'entrée de Bangui et/ou jusqu'à la zone d'opérations de la Mission située au-delà de Bangui, en ce qui concerne la MINUSCA ; par la comptabilisation, à la MINUSMA et à la MINUSTAH, de dépenses au titre des vacataires à la rubrique Fournitures, services et matériel divers alors qu'elles étaient initialement inscrites à la rubrique Installations et infrastructures .
Projets à effet rapide	24 414,0	24 160,5	253,5	1,0	Le solde inutilisé de 0,253 million de dollars s'explique principalement par des dépenses inférieures aux prévisions à la MINUSS et à la MINUSMA, qui s'expliquent par le retard pris dans la mise en œuvre de projets à effet rapide.

Tableau 3  
**Exécution des budgets de l'exercice 2015/16, par mission**

(En milliers de dollars des États-Unis; l'exercice budgétaire court du 1<sup>er</sup> juillet 2015 au 30 juin 2016.)

<i>Composante maintien de la paix</i>	<i>Montant alloué</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Écart</i>	
			<i>Montant</i>	<i>Pourcentage</i>
BANUS	513 428,3	512 341,4	1 086,9	0,2
FNUOD	51 706,2	51 067,7	638,5	1,2
FINUL	506 346,4	481 411,8	24 934,6	4,9
FISNUA	268 256,7	265 625,8	2 630,9	1,0
MINUAD	1 102 164,7	1 044 116,2	58 048,5	5,3
MINUK	40 031,0	39 304,7	726,3	1,8
MINUL	344 659,4	313 252,1	31 407,3	9,1
MINURSO	51 118,3	50 148,3	970,0	1,9
MINUSS	1 085 769,2	1 039 770,2	45 999,0	4,2
MINUSCA	839 644,5	826 031,0	13 613,5	1,6
MINUSMA	923 305,8	923 193,8	112,0	0,0
MINUSTAH	380 355,7	355 005,1	25 350,6	6,7
MONUSCO	1 330 739,3	1 309 487,6	21 251,7	1,6
ONUCI	402 794,3	354 114,0	48 680,3	12,1
UNFICYP	52 538,5	49 490,9	3 047,6	5,8
<b>Total partiel, missions</b>	<b>7 892 858,3</b>	<b>7 614 360,6</b>	<b>278 497,7</b>	<b>3,5</b>
Centre de services mondial	67 157,0	67 098,8	58,2	0,1
Compte d'appui aux opérations de maintien de la paix	336 495,8	335 884,5	611,3	0,2
<b>Total partiel</b>	<b>8 296 511,1</b>	<b>8 017 343,9</b>	<b>279 167,2</b>	<b>3,4</b>
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	4 632,1	2 831,1	1 801,0	38,9
<b>Total</b>	<b>8 301 143,2</b>	<b>8 020 175,0</b>	<b>280 968,2</b>	<b>3,4</b>

Tableau 4  
Principales causes des écarts pour l'exercice 2015/16, par mission

<i>Composante maintien de la paix</i>	<i>Montant alloué</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Écart (montant)</i>	<i>Écart (pourcentage)</i>	<i>Principales causes des écarts</i>
BANUS	513 428,3	512 341,4	1 086,9	0,2	<p>Pendant l'exercice considéré, 99,8 % du budget approuvé ont été utilisés pour apporter un appui à l'AMISOM, à la MANUSOM et à l'Armée nationale somalienne, lors d'opérations menées conjointement avec l'AMISOM.</p> <p>Le dépassement de crédits d'un montant de 23,6 millions de dollars au titre du personnel en tenue est principalement dû à la modification du contrat relatif aux rations, dans lequel il est stipulé que les fournisseurs sont dorénavant responsables de livrer les vivres à l'état-major de bataillon et aux pôles sectoriels. Le dépassement de crédits d'un montant de 3,6 millions de dollars au titre du personnel civil tient principalement au fait que les dépenses communes de personnel ont été supérieures aux prévisions.</p> <p>Le dépassement de crédits constaté dans les rubriques Militaires et personnel de police et Personnel civil est contrebalancé par des dépenses opérationnelles de 28,2 millions de dollars inférieures aux prévisions, les frais liés aux rubriques Installations et infrastructures, Communications, Fournitures, services et matériel divers, et Transports terrestres n'ayant pas atteint les montants inscrits au budget.</p>
FINUL	506 346,4	481 411,8	24 934,6	4,9	<p>Pendant l'exercice considéré, 95,1 % du budget approuvé ont servi : a) à assurer un suivi continu de la cessation des hostilités; b) à aider l'Armée libanaise à veiller à ce qu'il ne se trouve pas de membres des forces armées, biens et armes autres que ceux autorisés dans sa zone d'opérations; c) à coordonner les activités opérationnelles avec l'Armée libanaise.</p> <p>Le solde inutilisé, d'un montant de 24,9 millions de dollars, s'explique principalement par le fait que certaines dépenses ont été inférieures aux prévisions : les dépenses afférentes aux contingents, par suite d'un taux moyen effectif de vacance de postes supérieur aux prévisions; les frais de voyages liés à la relève, en raison de la signature d'un nouveau contrat d'affrètement et de la synchronisation du déploiement et de la relève des contingents; les dépenses liées au personnel civil, les dépenses communes de personnel n'ayant pas été aussi élevées que prévu et le taux de vacance du personnel recruté sur le plan national ayant dépassé les prévisions.</p>
FISNUA	268 256,7	265 625,8	2 631,0	1,0	<p>Pendant l'exercice considéré, 99 % du budget approuvé ont servi : a) à appuyer l'application de l'Accord entre le Gouvernement de la République du Soudan et le Mouvement populaire de libération du Soudan concernant les arrangements provisoires pour l'administration et la sécurité de la zone d'Abyei, signé le 20 juin 2011; b) à aider le Mécanisme conjoint à créer une zone frontalière démilitarisée et sécurisée.</p> <p>Le solde inutilisé de 2,6 millions de dollars s'explique essentiellement par le fait que les dépenses opérationnelles ont été inférieures de 7,6 millions de dollars au montant prévu, les coûts garantis de la flotte ayant été moins élevés que prévu, tant pour les hélicoptères que pour les avions. Les dépenses engagées au titre du personnel civil ont été inférieures de 0,8 million de dollars au montant inscrit au budget, en raison principalement de</p>

<i>Composante maintien de la paix</i>	<i>Montant alloué</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Écart (montant)</i>	<i>Écart (pourcentage)</i>	<i>Principales causes des écarts</i>
					<p>dépenses communes de personnel inférieures aux prévisions en ce qui concerne le personnel recruté sur le plan international.</p> <p>La sous-utilisation des crédits est en partie compensée par un dépassement de 5,7 millions de dollars à la rubrique Militaires et personnel de police, le taux de déploiement des effectifs militaires ayant été supérieur aux prévisions.</p>
FNUOD	51 706,2	51 067,7	638,5	1,2	<p>Pendant l'exercice considéré, 98,8 % du budget approuvé ont servi : a) à transférer temporairement la plupart des membres du personnel du camp Faouar (secteur bravo) au camp Ziouani (secteur alpha); b) à transférer les fonctions du quartier général de la FNUOD à Damas et la base d'opérations au camp Ziouani; c) à maintenir un cessez-le-feu général entre Israël et la République arabe syrienne, malgré l'instabilité persistante.</p> <p>Le solde inutilisé, d'un montant de 0,6 million de dollars, tient essentiellement au fait que les dépenses au titre des contingents ont été inférieures aux prévisions, par suite d'un taux moyen effectif de vacance de postes supérieur aux prévisions, lequel s'explique par l'impossibilité pour la Force de réintégrer immédiatement les positions qu'elle occupait précédemment dans le secteur bravo, pour des raisons de sécurité.</p> <p>La sous-utilisation générale des crédits est en partie contrebalancée par des frais de fonctionnement supérieurs aux prévisions, en raison principalement de l'acquisition de fournitures pour la défense des périmètres, en vue de renforcer les positions de la FNUOD, et du transfert de son quartier général du bureau de représentation de Damas au Yafour et à Mazzé.</p>
MINUAD	1 102 164,7	1 044 116,2	58 048,5	5,3	<p>Pendant l'exercice considéré, 94,7 % du budget approuvé ont servi : a) à la protection des civils, la facilitation de l'acheminement de l'aide humanitaire et la sécurité et la sûreté du personnel humanitaire; b) à la médiation entre le Gouvernement soudanais et les mouvements armés non signataires, sur la base du Document de Doha pour la paix au Darfour, en tenant compte des transformations démocratiques en cours au niveau national; c) à l'appui au règlement des conflits communautaires par la médiation, notamment par l'adoption de mesures visant à traiter les causes profondes de ces conflits, en collaboration avec l'équipe de pays des Nations Unies.</p> <p>L'existence d'un solde inutilisé d'un montant de 58 millions de dollars tient essentiellement au fait que le montant des dépenses opérationnelles a été inférieur de 39,8 millions de dollars aux prévisions, en raison principalement du non-déploiement de quatre hélicoptères militaires polyvalents et de prix moins élevés que prévu pour les carburants et lubrifiants. Le montant des dépenses au titre du personnel civil a été inférieur de 23,6 millions de dollars aux prévisions, en raison d'un taux de vacance de postes effectif plus élevé que prévu pour le personnel recruté sur le plan international, en grande partie attribuable aux difficultés rencontrées par l'Opération pour obtenir les visas nécessaires.</p> <p>Cette réduction est en partie contrebalancée par des dépenses plus élevées de 5,3 millions de dollars par rapport aux prévisions pour le personnel militaire et de police, écart attribuable principalement au déploiement d'un nombre plus élevé que prévu de</p>

<i>Composante maintien de la paix</i>	<i>Montant alloué</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Écart (montant)</i>	<i>Écart (pourcentage)</i>	<i>Principales causes des écarts</i>
					militaires.
MINUK	40 031,0	39 304,7	726,2	1,8	<p>Pendant l'exercice considéré, 98,2 % du budget approuvé ont servi : a) à permettre à la Mission de jouer un rôle de médiateur, en application du principe de neutralité; b) à suivre et faciliter le règlement des questions liées à la réconciliation des communautés au Kosovo et à en rendre compte; c) à faciliter la participation du Kosovo à certaines instances régionales et internationales; d) à appuyer le dialogue mené entre Belgrade et Pristina sous les auspices de l'Union européenne; e) à prêter un appui dans le domaine de l'état de droit.</p> <p>Le solde inutilisé de 0,7 million de dollars s'explique essentiellement par le fait que les dépenses engagées au titre du personnel civil ont été inférieures de 3,7 millions de dollars au montant prévu, en raison principalement de dépenses inférieures aux prévisions en ce qui concerne le personnel recruté sur les plans international et national.</p> <p>Cet écart est en partie contrebalancé par des dépenses opérationnelles supérieures de 3,1 millions de dollars aux prévisions, ce qui s'explique principalement par l'augmentation des besoins aux titres des installations et infrastructures et des fournitures, services et matériel divers.</p>
MINUL	344 659,4	313 252,1	31 407,3	9,1	<p>Pendant l'exercice considéré, 90,9 % des ressources approuvées ont servi à aider en continu le Gouvernement libérien à systématiser la réforme du secteur de la sécurité et à assurer la planification correspondante afin de renforcer les institutions nationales chargées de la sécurité.</p> <p>La sous-utilisation globale des crédits s'explique principalement par le fait que le taux moyen effectif de vacance de postes s'est révélé supérieur aux prévisions en ce qui concerne le personnel militaire et le personnel de police (notamment les observateurs militaires, les contingents, la Police des Nations Unies et les unités de police constituées), la réduction des effectifs de la Mission ayant été plus rapide que prévu. Les dépenses opérationnelles engagées, notamment aux titres des installations et infrastructures, des transports terrestres, des transports aériens, des transports maritimes ou fluviaux, des communications et des fournitures et services médicaux, ont elles aussi été inférieures aux prévisions, toujours en raison de la réduction rapide des effectifs de la Mission.</p> <p>Le solde inutilisé est en partie contrebalancé par les dépenses additionnelles engagées au titre du personnel civil, un dédommagement ayant été accordé aux membres du personnel recruté sur le plan national contraints de quitter la Mission en raison de la suppression de leurs postes, conformément au tableau d'effectifs approuvé par l'Assemblée générale.</p>
MINURSO	51 118,3	50 148,3	970,0	1,9	<p>Pendant l'exercice considéré, 98,1 % du budget approuvé ont servi : a) à surveiller les activités des parties afin de s'assurer du respect de l'accord de cessez-le-feu et faciliter les progrès en vue d'un règlement politique concernant le statut du Sahara occidental ; b) à appuyer les mesures de confiance mises en place par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés; c) à coopérer avec les partenaires d'exécution en ce qui concerne la détection des mines et les opérations de déminage.</p>

<i>Composante maintien de la paix</i>	<i>Montant alloué</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Écart (montant)</i>	<i>Écart (pourcentage)</i>	<i>Principales causes des écarts</i>
					<p>Le taux d'utilisation des ressources s'explique principalement par des dépenses inférieures aux prévisions aux titres des militaires, du personnel de police et du personnel civil. La sous-utilisation des crédits inscrits à la rubrique Militaires et personnel de police s'explique principalement par le fait que les dépenses relatives à l'indemnité de subsistance (missions) devant être versée aux observateurs militaires et aux membres de la police des Nations Unies ont été inférieures aux prévisions, en raison d'un taux moyen effectif de vacance de postes plus élevé que prévu, et par des dépenses relatives au déploiement, à la relève et au rapatriement du personnel militaire moins élevées que prévu. La sous-utilisation des crédits inscrits à la rubrique Personnel civil tient principalement au fait que les dépenses communes de personnel relatives au personnel recruté sur le plan international ont été inférieures aux prévisions.</p> <p>La sous-utilisation globale des crédits est en partie contrebalancée par des dépenses opérationnelles supplémentaires imprévues au titre des services divers, tenant au recrutement de chauffeurs vacataires à l'est du mur de sable, ainsi qu'au coût des rations (repas d'hôtel) ayant dû être fournies aux observateurs militaires, contingents et policiers, rations qui auraient dû être financées au moyen de contributions volontaires annoncées qui n'ont finalement pas été reçues.</p>
MINUSCA	839 644,5	826 031,0	13 613,5	1,6	<p>Pendant l'exercice considéré, 98,4 % du budget approuvé ont servi : a) à la protection des civils; b) à l'appui à la mise en œuvre de la transition, y compris les efforts en faveur de l'extension de l'autorité de l'État et du maintien de l'intégrité territoriale, ainsi qu'à l'appui au processus politique, à la réconciliation aux niveaux national et local et à l'organisation d'élections libres, régulières, transparentes et ouvertes à tous et du référendum constitutionnel; c) à la facilitation de l'acheminement immédiat, complet, en toute sécurité et sans entrave de l'aide humanitaire; d) à la protection du personnel et des installations des Nations Unies; e) à la promotion et la protection des droits de l'homme, notamment en contribuant aux efforts déployés pour identifier et traduire en justice les auteurs de violations; f) sur demande formelle des autorités de transition et dans des zones où les forces de sécurité nationale ne sont pas présentes ou ne sont pas opérationnelles, à l'adoption de mesures temporaires d'urgence de portée limitée, assorties de délais et compatibles avec les objectifs de maintien de l'ordre public fondamental et de lutte contre l'impunité; g) au désarmement, à la démobilisation, au rapatriement et à la réintégration; h) à l'action en faveur de la justice nationale et internationale et de l'état de droit, notamment par une assistance en faveur du rétablissement et du maintien de la sécurité publique et de l'état de droit; i) à la réforme du secteur de la sécurité.</p> <p>Le solde inutilisé de 13,6 millions de dollars s'explique principalement par des dépenses opérationnelles inférieures de 35,3 millions de dollars aux prévisions, l'utilisation de logements temporaires ayant été préférée à la construction de structures permanentes initialement prévue, et les dépenses engagées au titre des carburants et lubrifiants ayant été moins élevées que prévu.</p> <p>La sous-utilisation des crédits est en partie contrebalancée par la comptabilisation de</p>

<i>Composante maintien de la paix</i>	<i>Montant alloué</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Écart (montant)</i>	<i>Écart (pourcentage)</i>	<i>Principales causes des écarts</i>
MINUSMA	923 305,8	923 193,8	112,0	0,0	<p>dépenses supplémentaires à la rubrique Militaires et personnel de police (19,8 millions de dollars), liées principalement aux frais supplémentaires de transport du matériel appartenant aux contingents causés par des retards au point d'entrée de la République centrafricaine, et à la rubrique Personnel civil (1,9 million de dollars), liées à la nécessité de prolonger l'appui électoral, les élections ayant été reportées.</p> <p>Pendant l'exercice considéré, 100 % des ressources approuvées ont servi : a) à apporter une contribution cruciale au processus de paix, dans le cadre de la médiation internationale conduite par le Gouvernement algérien, en usant de ses bons offices et en offrant ses compétences et son soutien logistique ainsi qu'en s'employant à faciliter et à appuyer le dialogue avec et entre les parties intéressées, ce qui a permis de réunir les conditions nécessaires à la signature de l'Accord pour la paix et la réconciliation par le Gouvernement malien et la coalition de groupes armés Plateforme, le 15 mai 2015, et par la Coordination des mouvements de l'Azawad, le 20 juin 2015; b) à participer à la mise en place du Comité de suivi de l'Accord, qui a tenu sa première réunion le 21 juin 2015.</p> <p>En 2015/16, la Mission a redéfini les priorités de son programme de dépenses afin de répondre aux besoins supplémentaires (23,1 millions de dollars) en matière d'effectifs militaires et de police, essentiellement imputables au matériel majeur appartenant aux contingents et au soutien logistique autonome, étant donné que des moyens matériels plus importants que prévu ont été fournis à la Mission et que des pénalités ont dû être payées, les troupes fournies par les pays contributeurs n'ayant pu être hébergées dans des logements en dur en raison du retard pris dans la construction des camps. La Mission a également dû faire face à des coûts supplémentaires (6,1 millions de dollars) en ce qui concerne le personnel civil, le taux de vacance de postes moyen effectif ayant été moins élevé que prévu.</p> <p>Le dépassement de crédits est contrebalancé par une sous-utilisation des crédits aux rubriques suivantes : Installations et infrastructures, en raison de l'annulation de la construction de camps secondaires dans le cadre de la redéfinition des priorités du programme de dépenses; Transports terrestres, en raison de dépenses inférieures aux prévisions pour l'acquisition de véhicules et de pièces de rechange; Transports aériens, en raison de dépenses inférieures aux prévisions s'expliquant par les coûts effectifs moins élevés que prévu des drones militaires et par le déploiement différé d'avions et d'hélicoptères.</p>
MINUSS	1 085 769,2	1 039 770,2	45 999,0	4,2	<p>Pendant l'exercice considéré, 95,8 % du budget approuvé ont servi : a) à protéger les civils; b) à assurer la surveillance et la réalisation d'enquêtes en matière de droits de l'homme; c) à instaurer les conditions nécessaires à l'acheminement de l'aide humanitaire; d) à appuyer la mise en œuvre de l'accord de cessation des hostilités.</p> <p>Le solde inutilisé d'un montant de 46 millions de dollars est principalement imputable au fait que les dépenses engagées au titre de la rubrique Militaires et personnel de police ont été inférieures de 43,3 millions de dollars aux prévisions, ce qui s'explique principalement par l'application de réductions plus importantes que prévu en raison du non-déploiement, du déploiement retardé ou du déploiement d'éléments défectueux du</p>

<i>Composante maintien de la paix</i>	<i>Montant alloué</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Écart (montant)</i>	<i>Écart (pourcentage)</i>	<i>Principales causes des écarts</i>
					<p>matériel appartenant aux contingents, conformément à la résolution 67/261 de l'Assemblée générale; par des frais de voyage effectifs inférieurs au montant prévu aux titres du déploiement, de la relève et du rapatriement des militaires et du personnel de police; par le déploiement tardif des contingents. En outre, les crédits utilisés au titre des dépenses opérationnelles ont été inférieurs de 5,2 millions de dollars aux prévisions, ce qui s'explique principalement par des besoins moins élevés que prévu en ce qui concerne l'utilisation de carburants et lubrifiants pour les installations et infrastructures, pour les transports terrestres et pour les transports aériens, par suite d'une baisse du prix effectif moyen du carburant, d'une consommation des véhicules et appareils aériens moins élevée que prévu, du non-déploiement de cinq hélicoptères tactiques et d'un système de drones, dus à des restrictions, et du déploiement tardif de trois hélicoptères.</p> <p>La sous-utilisation des crédits est partiellement contrebalancée par des dépenses au titre du personnel civil supérieures de 2,5 millions de dollars aux prévisions, ce qui s'explique principalement par un taux de vacance des postes inférieur à celui prévu au budget pour ce qui est des Volontaires des Nations Unies et du personnel recrutés sur le plan international.</p>
MINUSTAH	380 355,7	355 005,1	25 350,6	6,7	<p>Pendant l'exercice considéré, 93,3 % du budget approuvé a servi : a) à aider la République d'Haïti à surmonter les obstacles entravant sa stabilité politique; b) à renforcer les institutions de l'État; c) à améliorer les conditions de sécurité; d) à renforcer les capacités opérationnelles, institutionnelles et administratives de la Police nationale d'Haïti, conformément au Plan de développement de la Police nationale d'Haïti pour 2012-2016; e) à faire progresser la mise en place des mécanismes de responsabilité essentiels et l'amélioration de leur fonctionnement selon les normes internationales relatives aux droits de l'homme.</p> <p>Le solde inutilisé d'un montant de 25,4 millions de dollars tient essentiellement au fait que le montant des dépenses pour le personnel civil (10,5 millions de dollars) et celui des coûts opérationnels (15,0 millions de dollars) ont été inférieurs aux prévisions, le premier en raison d'un taux effectif de vacance de postes pour le personnel civil plus élevé que celui prévu au budget et le second en raison de la fermeture de trois camps et de deux bureaux régionaux, du report des élections et de la consolidation des activités de la Mission, qui se poursuit.</p>
MONUSCO	1 330 739,3	1 309 487,6	21 251,7	1,6	<p>Pendant l'exercice considéré, 98,4 % du budget approuvé ont servi : a) à assurer la sécurité et la protection des civils; b) à stabiliser les zones touchées par le conflit; c) à promouvoir la gouvernance démocratique et les réformes institutionnelles.</p> <p>Le solde inutilisé d'un montant de 21,3 millions de dollars est imputable au fait que les dépenses engagées aux rubriques Militaires et personnel de police et Personnel civil ont été inférieures aux prévisions, ce qui s'explique principalement, pour la première catégorie, par une diminution du coût des rations, par des taux effectifs de vacance de postes plus élevés que ceux ayant initialement été approuvés pour les contingents et les unités de police constituées, et par l'application de réductions plus importantes que prévu en raison du non-déploiement, du déploiement retardé ou du déploiement d'éléments</p>



<i>Composante maintien de la paix</i>	<i>Montant alloué</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Écart (montant)</i>	<i>Écart (pourcentage)</i>	<i>Principales causes des écarts</i>
					<p>défectueux du matériel appartenant aux contingents, conformément à la résolution <a href="#">67/261</a> de l'Assemblée générale, et, pour la deuxième catégorie, par une réduction des dépenses liées au personnel civil, qui s'explique principalement par un taux effectif de vacance de postes supérieur à celui qui avait été approuvé pour le personnel recruté sur le plan international, par la diminution du montant de l'indemnité de subsistance (missions) pour le personnel fourni par des gouvernements et par l'interruption du versement de la prime de danger au personnel affecté à Goma et à Bukavu.</p> <p>La réduction globale des dépenses est en partie contrebalancée par des dépenses opérationnelles supplémentaires pour l'achat de locaux préfabriqués et de fournitures pour la défense des périmètres.</p> <p>Le solde inutilisé, d'un montant de 3 millions de dollars, s'explique principalement par le fait que certaines dépenses ont été inférieures aux prévisions : les dépenses afférentes aux militaires et au personnel de police (écart de 1,5 million de dollars), les relèves de contingents ayant été moins fréquentes que prévu; les dépenses liées au personnel civil (écart de 0,3 million de dollars), le taux de vacance de postes moyen effectif du personnel recruté sur le plan international ayant été plus élevé que le taux pris en compte lors de l'établissement du budget; les dépenses opérationnelles (écart de 1,3 million de dollars), le coût des services collectifs de distribution et des services d'entretien ayant été plus bas que prévu.</p>
ONUCI	402 794,3	354 114,0	48 680,3	12,1	<p>Pendant l'exercice considéré, 87,9 % des ressources approuvées ont servi : a) à aider le Gouvernement à stabiliser la situation de sécurité dans le pays et à faire en sorte de progresser vers la réalisation d'une paix et d'une stabilité durables en Côte d'Ivoire; b) à remédier aux problèmes rencontrés en matière de sécurité et de stabilité politique; c) à renforcer les capacités de la police nationale et des institutions judiciaires et pénitentiaires; d) à mettre en œuvre le programme de désarmement, de démobilisation et de réintégration des ex-combattants; e) à appliquer la réforme du secteur de la sécurité; f) à promouvoir et à protéger les droits de l'homme; g) à améliorer les conditions humanitaires et à atténuer les problèmes liés au relèvement; h) à mener des activités de consolidation de la paix.</p> <p>La sous-utilisation globale des crédits s'explique principalement par le fait que les dépenses engagées aux titres des rubriques Militaires et personnel de police et Personnel civil ont respectivement été de 23,2 millions de dollars et 4,4 millions de dollars inférieures aux prévisions, ce qui s'explique principalement par un taux de vacance de postes effectif moyen plus élevé que prévu. En outre, le retrait progressif de la mission s'est traduit par des dépenses de 21,1 millions de dollars inférieures aux prévisions en ce qui concerne les fournitures et services divers au titre des installations et infrastructures, de même que pour le gazole et le carburant aviation, les prix et la consommation de carburant ainsi que le nombre d'heures de vol effectuées par la flotte aérienne de la mission ayant été moins élevés que prévu.</p>
UNFICYP	52 538,5	49 490,9	3 047,6	5,8	<p>Pendant l'exercice considéré, 94,2 % du budget approuvé ont servi : a) à maintenir la stabilité dans la zone tampon; b) à fournir un appui administratif et logistique aux</p>

<i>Composante maintien de la paix</i>	<i>Montant alloué</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Écart (montant)</i>	<i>Écart (pourcentage)</i>	<i>Principales causes des écarts</i>
Centre de services mondial	67 157,0	67 098,8	58,2	0,1	<p>négociations politiques en cours en vue d'un règlement de la situation à Chypre.</p> <p>Pendant l'exercice considéré, 99,9 % du budget approuvé ont servi à fournir un soutien logistique et informatique aux missions de maintien de la paix et à d'autres opérations sur le terrain. La Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi, qui était initialement une simple base de soutien logistique consacrée essentiellement aux services de transport et de distribution, s'est transformée en un centre opérationnel intégré qui se charge de la gestion opérationnelle des services informatiques et de communication, de la logistique et de la chaîne d'approvisionnement à l'échelle mondiale et assure aux missions les services d'appui qui leur sont nécessaires tout au long de leur mandat.</p> <p>La sous-utilisation globale des crédits s'explique principalement par le fait que les dépenses opérationnelles engagées ont été de 0,33 million de dollars inférieures aux prévisions, les frais relatifs aux rubriques Transports terrestres, Santé et Fournitures, services et matériel divers n'ayant pas atteint les montants inscrits au budget.</p> <p>Cet écart est en partie contrebalancé par un dépassement des crédits affectés au personnel civil d'un montant de 0,27 million de dollars, qui s'explique principalement par un taux d'occupation des postes plus élevé que prévu pour ce qui est des emplois de temporaire (autres que pour les réunions) et par le fait que le personnel recruté sur le plan national appartenait à des catégories de rémunération supérieures à celles qui avaient été inscrites au budget. Ce dépassement est en partie contrebalancé par des dépenses inférieures aux prévisions au titre du personnel recruté sur le plan international, le coefficient d'ajustement ayant été moins élevé que prévu.</p>
Compte d'appui aux opérations de maintien de la paix	336 495,8	335 884,5	611,3	0,2	<p>Pendant l'exercice considéré, 99,8 % des ressources approuvées ont servi à appuyer les opérations de maintien de la paix.</p> <p>Le dépassement des crédits affectés aux postes, d'un montant de 2,3 millions de dollars, est essentiellement imputable à un taux de vacance de postes effectif inférieur aux prévisions.</p> <p>Cet écart est contrebalancé par une sous-utilisation des crédits d'un montant de 2,9 millions de dollars en ce qui concerne les objets de dépense autres que les postes, qui s'explique principalement par le fait que les dépenses engagées aux titres des voyages et des fournitures, services et matériel divers ont été moins élevées que prévu. Cette sous-utilisation est en partie contrebalancée par un dépassement des crédits aux titres du personnel temporaire (autre que pour les réunions) et de l'informatique.</p>

## Annexe IV

### **État du Fonds de réserve pour le maintien de la paix au 30 juin 2016**

1. Dans sa résolution [47/217](#), l'Assemblée générale avait créé le Fonds de réserve pour le maintien de la paix pour que l'Organisation dispose d'une facilité de trésorerie lui permettant de déployer rapidement des opérations de maintien de la paix. Dans la même résolution, la dotation initiale du Fonds avait été fixée à 150 millions de dollars. Dans sa résolution [49/233 A](#) du 23 décembre 1994, l'Assemblée a décidé de limiter l'utilisation du Fonds au financement de la phase de démarrage des nouvelles opérations de maintien de la paix, de l'élargissement des opérations existantes ou des dépenses imprévues et extraordinaires liées au maintien de la paix.

2. Comme il ressort des états financiers portant sur l'exercice 2015/16, le solde du Fonds au 30 juin 2016 s'élevait à 152,1 millions de dollars, soit le montant de la réserve (150 millions de dollars) auquel s'ajoutait un excédent cumulé de 2,1 millions de dollars. Comme pour l'exercice 2014/15, aucune mission de maintien de la paix en cours n'a reçu de prêt pendant l'exercice 2015/16. Au 30 juin 2016, les avances octroyées à la MINURCA s'élevaient à 12,8 millions de dollars et restent impayées depuis février 2000, la Mission ne disposant pas de liquidités suffisantes.

3. Le reliquat du montant autorisé du Fonds de réserve pour le maintien de la paix est disponible pour financer le compte d'appui aux opérations de maintien de la paix. Dans sa résolution [70/287](#), l'Assemblée générale a approuvé l'affectation d'un montant de 0,9 million de dollars au financement du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice 2015/16. L'utilisation proposée du restant de l'excédent, soit 1,2 million de dollars, sera présentée dans le rapport sur le budget du compte d'appui portant sur l'exercice 2017/18 et devra être approuvée par l'Assemblée.

## Annexe V

### Gestion du matériel appartenant aux contingents et sommes dues aux pays qui fournissent des contingents et des unités de police constituées

#### A. Gestion du matériel appartenant aux contingents

1. Le Manuel relatif au matériel appartenant aux contingents, modifié de façon à intégrer les dispositions approuvées par l'Assemblée générale dans sa résolution [68/282](#), a été publié dans les six langues officielles de l'ONU le 20 janvier 2015. Le Secrétariat et les missions continuent de coordonner leurs activités pour faire en sorte que les dispositions du Manuel soient appliquées. Comme il est indiqué au paragraphe 46 du présent rapport, en application de la résolution [54/19 B](#) de l'Assemblée, le Groupe de travail de 2017 sur le matériel appartenant aux contingents s'est réuni en janvier 2017 pour procéder à son examen triennal complet. Le Groupe de travail a recommandé de nouvelles définitions et procédures ainsi que de nouveaux taux de remboursement au titre du matériel majeur, du soutien autonome et du soutien sanitaire. Si les recommandations du Groupe de travail sont approuvées par l'Assemblée, la version révisée du manuel devrait être publiée d'ici à fin 2017.

#### B. Sommes dues aux pays qui fournissent des contingents et des unités de police constituées

2. Un récapitulatif des sommes dues et des remboursements effectués aux pays qui fournissent des contingents et des unités de police constituées pour les années civiles 2015 et 2016 est exposé dans le tableau 1 ci-après.

#### État des sommes dues aux pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police au titre des contingents, des unités de police constituées, du matériel appartenant aux contingents et du soutien logistique autonome

Tableau 1

##### A. Tableau récapitulatif : sommes dues au titre des contingents, des unités de police constituées, du matériel appartenant aux contingents et du soutien logistique autonome

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2015 <sup>a</sup>	2016
Montant dû au 1 <sup>er</sup> janvier	742 134	738 237
Montant estimatif des sommes dues	2 407 892	2 310 464
À déduire : paiements effectués durant l'année	2 411 788	2 326 500
<b>Solde au 31 décembre</b>	<b>738 237</b>	<b>722 201</b>

<sup>a</sup> Remplace les informations fournies dans le document [A/70/749](#).

## B. Sommes dues au titre des contingents et des unités de police constituées

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2015 <sup>a</sup>	2016
Montant dû au 1 <sup>er</sup> janvier	335 772	261 038
Montant estimatif des sommes dues	1 464 507	1 385 931
À déduire : paiements effectués durant l'année	1 539 241	1 399 575
<b>Solde au 31 décembre</b>	<b>261 038</b>	<b>247 394</b>

<sup>a</sup> Remplace les informations fournies dans le document [A/70/749](#).

## C. Sommes dues au titre du matériel appartenant aux contingents et du soutien logistique autonome

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2015	2016
Montant dû au 1 <sup>er</sup> janvier	406 362	477 199
Montant estimatif des sommes dues	943 385	925 182
À déduire : paiements effectués durant l'année	872 547	926 925
<b>Solde au 31 décembre</b>	<b>477 199</b>	<b>475 456</b>

3. Les versements effectués au titre des contingents et des unités de police constituées et à celui du matériel appartenant aux contingents et du soutien logistique autonome le sont en tenant compte du fait que chaque mission doit disposer de trois mois de réserves de liquidités. En 2016, quatre versements trimestriels (en mars, juin, septembre et décembre) ont été effectués selon l'échéancier arrêté.

4. Au 31 décembre 2016, toutes les missions étaient à jour de leurs versements aux pays fournissant des contingents et des unités de police constituées pour la période allant jusqu'en octobre 2016.

5. Dans son rapport [A/70/742](#), que l'Assemblée générale a approuvé dans sa résolution [70/286](#), le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a demandé que des informations détaillées sur les réductions appliquées au titre des éléments manquants ou défectueux du matériel majeur appartenant aux contingents figurent dans les prochains rapports sur l'aperçu général. Les déductions appliquées conformément à la résolution [67/261](#) de l'Assemblée aux remboursements au titre du personnel de l'exercice 2013/14 à l'exercice 2015/16 sont donc présentées en détails dans le tableau 2 ci-dessous.

Tableau 2

**Réductions nettes appliquées au titre des éléments manquants ou défectueux du matériel majeur appartenant aux contingents conformément à la résolution 67/261 de l'Assemblée générale**

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Mission</i>	<i>2013/14</i>	<i>2014/15</i>	<i>2015/16</i>	<i>Total</i>
FINUL	1 694,7	4 954,0	3 202,5	9 851,2
FISNUA	6 827,0	1 533,9	3 701,8	12 062,7
MINUSCA	—	253,3	5 810,0	6 063,3
MINUSMA	2 884,2	13 478,5	11 168,3	27 530,9
MINUSTAH	638,7	1 370,2	861,9	2 870,8
MINUAD	10 535,7	18 081,3	18 850,7	47 467,7
MINUL	3 214,9	6 938,7	5 220,9	15 374,6
MINUSS	3 589,4	15 162,6	17 691,7	36 443,8
MONUSCO	13 327,3	34 578,8	27 863,0	75 769,1
ONUCI	789,7	1 144,9	861,4	2 796,0
UNFICYP	12,5	—	—	12,5
<b>Total</b>	<b>43 514,2</b>	<b>97 496,2</b>	<b>95 232,2</b>	<b>236 242,6</b>

6. Au paragraphe 44 du présent rapport, il est rappelé que les mémorandums d'accord doivent être signés avant le déploiement et précisé que l'Organisation prend des mesures pour mettre en place un mécanisme de suivi plus rigoureux à cet égard. Le tableau 3 ci-après présente l'état d'avancement des mémorandums d'accord conclus avec les pays fournisseurs de contingents et d'unités de police constituées pour les unités déployées dans les missions en cours.

Tableau 3

**État d'avancement des mémorandums d'accord pour les unités déployés en janvier 2017**

<i>Mission</i>	<i>Mémorandums d'accord signés</i>	<i>Projets de mémorandum d'accord</i>
FINUL	48	
FISNUA	14	
FNUOD	3	1
MINUAD	38	
MINUL	10	
MINURSO	1	
MINUSCA	27	10
MINUSMA	37	10
MINUSS	24	6

<i>Mission</i>	<i>Mémoires d'accord signés</i>	<i>Projets de mémorandum d'accord</i>
MINUSTAH	21	
MONUSCO	59	1
ONUCI	12	
UNFICYP	4	
<b>Total</b>	<b>298</b>	<b>28</b>

## Annexe VI

### Indemnisation en cas de décès ou d'invalidité

1. Entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 2016, 153 demandes d'indemnisation à la suite d'un décès ou pour cause d'invalidité avaient été traitées, représentant un montant total de 6,786 millions de dollars, et 73 demandes étaient en cours de traitement, dont 47 depuis plus de 90 jours. Sur ces 47 demandes, 13 étaient en instance dans l'attente de la réception des renseignements médicaux supplémentaires demandés aux missions permanentes, 11 dans l'attente de la confirmation de l'invalidité permanente par la Division des services médicaux du Département de la gestion, 18 dans l'attente de l'avis de perte du commandant de la force ou chef de la police civile confirmant l'imputabilité à la mission du décès ou de l'invalidité (ces cas prennent généralement plus longtemps car une commission doit enquêter), et 5 d'ailleurs validées dans l'attente du versement de l'indemnité par la Division de la comptabilité du Département de la gestion.
2. Le Secrétariat fait tout son possible pour traiter les demandes d'indemnisation pour décès et invalidité aussi rapidement que possible et dans un délai de 90 jours à compter de la réception des demandes accompagnées de tous les justificatifs nécessaires. Il arrive que des demandes d'indemnisation en cas de décès restent pendantes le temps qu'une commission d'enquête aide à déterminer si le décès est effectivement lié à la mission et ne résulte ni d'une faute professionnelle lourde, ni d'une faute intentionnelle.
3. Certaines demandes d'indemnisation pour cause d'invalidité ne sont pas traitées tant que le pays fournisseur de contingents ou de personnel de police n'a pas envoyé de rapport médical final précisant le degré d'invalidité permanente du requérant. Il arrive qu'il faille du temps pour le déterminer, lorsqu'une longue période s'écoule entre la date à laquelle un accident est survenu et la fin de l'ensemble des traitements dispensés et le rétablissement éventuel du requérant. Pour accélérer le traitement des dossiers, le Secrétariat correspond régulièrement avec les missions permanentes des pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police pour demander des informations et des documents.
4. Dès qu'un avis de perte dans une opération sur le terrain lui est adressé, le Secrétariat prend rapidement contact avec les missions permanentes concernées afin d'informer les pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police des indemnités prévues en cas de décès ou d'invalidité et de leur indiquer la procédure à suivre pour demander à en bénéficier. Il prend toutes les mesures nécessaires pour donner suite aux dossiers en cours en correspondant fréquemment avec les États Membres, les missions et autres services du Secrétariat.



## État des demandes d'indemnisation à la suite d'un décès ou pour cause d'invalidité (2016)

### A. Tableau récapitulatif des demandes

(En milliers de dollars des États-Unis)

Mission de maintien de la paix	Demandes ayant donné lieu au versement d'une indemnité		Demandes rejetées		Demandes classées <sup>a</sup>		Demandes en attente	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Contingent de gardes des Nations Unies en Iraq	—	—	—	—	—	—	1	5,6
FINUL	1	27,5	1	70,0	—	—	1	70,0
FISNUA	6	109,9	1	0,7	—	—	2	2,8
FNUOD	1	70,0	—	—	—	—	—	—
FORPRONU	—	—	—	—	—	—	2	24,5
MANUSOM	1	74,8	1	75,3	—	—	—	—
MINUAD	19	574,0	3	0,5	6	21,7	4	28,0
MINUL	9	510,4	3	191,5	2	75,0	3	105,0
MINURSO	—	—	1	—	—	—	—	—
MINUSCA	11	675,1	2	144,9	5	70,0	24	772,4
MINUSMA	25	1 532,2	2	108,5	11	595,0	10	317,2
MINUSS	7	355,6	5	289,8	3	170,0	10	249,8
MINUSTAH	4	163,2	—	—	2	5,6	8	213,6
MONUIK	—	—	—	—	—	—	1	—
MONUSCO	8	434,0	3	175,0	4	—	3	142,1
ONUCI	3	77,8	1	71,2	—	—	4	131,7
ONUB	1	46,9	—	—	—	—	—	—
UNFICYP	1	70,0	—	—	—	—	—	—
<b>Total</b>	<b>97</b>	<b>4 721,4</b>	<b>23</b>	<b>1 127,4</b>	<b>33</b>	<b>937,3</b>	<b>73</b>	<b>2 062,7</b>

### B. Indemnisation à la suite d'un décès

(En milliers de dollars des États-Unis)

Mission de maintien de la paix	Demandes ayant donné lieu au versement d'une indemnité		Demandes rejetées		Demandes classées <sup>a</sup>		Demandes en attente	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
FINUL	—	—	1	70,0	—	—	—	70,0
FISNUA	1	70,0	—	—	—	—	1	—
FNUOD	1	70,0	—	—	—	—	—	—
MANUSOM	1	74,8	1	75,3	—	—	1	—
MINUL	7	502,0	2	145,0	—	75,0	—	—
MINUAD	6	420,0	1	—	2	—	—	—

<i>Mission de maintien de la paix</i>	<i>Demandes ayant donné lieu au versement d'une indemnité</i>		<i>Demandes rejetées</i>		<i>Demandes classées<sup>a</sup></i>		<i>Demandes en attente</i>	
	<i>Nombre</i>	<i>Montant</i>	<i>Nombre</i>	<i>Montant</i>	<i>Nombre</i>	<i>Montant</i>	<i>Nombre</i>	<i>Montant</i>
MINUSCA	9	644,3	2	144,9	1	70,0	3	214,9
MINUSMA	19	1 390,0	1	70,0	7	525,0	3	221,2
MINUSS	5	350,0	4	280,0	1	140,0	–	75,5
MINUSTAH	2	145,0	–	–	–	–	2	161,8
MONUSCO	5	350,0	2	140,0	–	–	2	140,0
ONUCI	1	75,0	1	71,2	2	–	1	75,0
UNFICYP	1	70,0	–	–	–	–	–	–
<b>Total</b>	<b>58</b>	<b>4 161,1</b>	<b>15</b>	<b>996,4</b>	<b>13</b>	<b>810,0</b>	<b>13</b>	<b>958,4</b>

### C. Indemnisation pour cause d'invalidité

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Mission de maintien de la paix</i>	<i>Demandes ayant donné lieu au versement d'une indemnité</i>		<i>Demandes rejetées</i>		<i>Demandes classées<sup>a</sup></i>		<i>Demandes en attente</i>	
	<i>Nombre</i>	<i>Montant</i>	<i>Nombre</i>	<i>Montant</i>	<i>Nombre</i>	<i>Montant</i>	<i>Nombre</i>	<i>Montant</i>
Contingent de gardes des Nations Unies en Iraq	–	–	–	–	–	–	1	5,6
FINUL	1	27,5	–	–	–	–	–	–
FISNUA	5	39,9	1	0,7	–	–	2	2,8
FORPRONU	–	–	–	–	–	–	2	24,5
MINUAD	13	154,0	2	0,5	4	21,7	4	28,0
MINUL	2	8,4	1	46,5	1	–	3	105,0
MINURSO	–	–	1	–	–	–	–	–
MINUSCA	2	30,8	–	–	4	–	21	557,6
MINUSMA	6	142,2	1	38,5	4	70,0	7	96,0
MINUSS	2	5,6	1	9,8	1	30,0	9	174,3
MINUSTAH	2	18,2	–	–	2	5,6	6	51,8
MONUIK	–	–	–	–	–	–	1	–
MONUSCO	3	84,0	1	35,0	4	–	1	2,1
ONUB	1	46,9	–	–	–	–	–	–
ONUCI	2	2,8	–	–	–	–	3	56,7
<b>Total</b>	<b>39</b>	<b>560,3</b>	<b>8</b>	<b>131,0</b>	<b>20</b>	<b>127,3</b>	<b>60</b>	<b>1 104,3</b>

<sup>a</sup> Les demandes sont classées lorsque les pièces justificatives complémentaires (généralement des informations d'ordre médical) sollicitées auprès de gouvernements n'ont toujours pas été reçues après que plusieurs rappels ont été adressés aux missions permanentes des pays concernés. Ces demandes ne sont pas rejetées et les dossiers peuvent être rouverts à tout moment sur présentation, par les pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police, des pièces supplémentaires exigées.

## Annexe VII

## Activités de lutte antimines prévues pour l'exercice 2017/18

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Gestion de la qualité et coordination des opérations</i>	<i>Atténuation des risques et élimination de mines et de restes explosifs de guerre</i>	<i>Gestion des armes et munitions</i>	<i>Atténuation des risques liés aux engins explosifs improvisés</i>	<i>Principaux résultats attendus</i>	<i>Montant approuvé pour 2016/17</i>	<i>Montant prévu pour 2017/18</i>	<i>Partenaires d'exécution</i>
BANUS	X	X	X	X	Fourniture à la Mission et aux contingents des moyens leur permettant d'atténuer les risques liés aux engins explosifs, en particulier les engins explosifs improvisés  Appui aux autorités nationales en vue de renforcer leurs capacités en matière de gestion des risques liés aux explosifs	48 900,0	40 400,0	UNOPS/prestataires <sup>a</sup>
FINUL	X	–	–	–	Fourniture d'un appui à la gestion de la qualité des activités de déminage de la FINUL	1 500,1	1 426,3	UNOPS
FISNUA	X	X	X	–	Élimination des mines et des restes explosifs de guerre  Élimination des armes et munitions saisies  Facilitation des déplacements en toute sécurité du personnel du Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière	20 293,1	17 212,9	UNOPS/prestataires <sup>a</sup>
MINUAD	X	X	X	–	Évaluation de l'importance des risques liés aux explosifs  Élimination de restes explosifs de guerre  Organisation d'une séance de sensibilisation aux risques	8 246,5	8 246,5	UNOPS/prestataires <sup>a</sup>

	<i>Gestion de la qualité et coordination des opérations</i>	<i>Atténuation des risques et élimination de mines et de restes explosifs de guerre</i>	<i>Gestion des armes et munitions</i>	<i>Atténuation des risques liés aux engins explosifs improvisés</i>	<i>Principaux résultats attendus</i>	<i>Montant approuvé pour 2016/17</i>	<i>Montant prévu pour 2017/18</i>	<i>Partenaires d'exécution</i>
MINURSO	X	X	–	–	Facilitation de la surveillance du cessez-le-feu et garantie des déplacements en toute sécurité du personnel de l'ONU et du personnel local grâce à des activités de relevé et d'élimination des mines et des restes explosifs de guerre	3 264,6	3 265,2	UNOPS/prestataires <sup>a</sup>
MINUSCA	X	X	X	–	Élimination des armes et munitions dangereuses  Facilitation du stockage en toute sécurité des armes et des munitions  Fourniture de conseils techniques et d'un encadrement concernant la neutralisation des explosifs et munitions et la gestion des stocks d'armes	10 100,0	10 100,0	UNOPS/prestataires <sup>a</sup>
MINUSMA	X	X	X	X	Fourniture à la Mission et aux contingents des moyens leur permettant d'atténuer les risques liés aux engins explosifs, en particulier les engins explosifs improvisés  Appui aux autorités nationales en vue de renforcer leurs capacités en matière de gestion des risques liés aux explosifs  Facilitation de la protection des civils et de l'accès humanitaire	55 000,0	55 000,0	UNOPS/prestataires <sup>a</sup>
MINUSS	X	X	X	–	Relevé et élimination des mines en vue d'atténuer les risques liés aux mines et aux engins non explosés	40 731,9	42 823,0	UNOPS/prestataires <sup>a</sup>

	<i>Gestion de la qualité et coordination des opérations</i>	<i>Atténuation des risques et élimination de mines et de restes explosifs de guerre</i>	<i>Gestion des armes et munitions</i>	<i>Atténuation des risques liés aux engins explosifs improvisés</i>	<i>Principaux résultats attendus</i>	<i>Montant approuvé pour 2016/17</i>	<i>Montant prévu pour 2017/18</i>	<i>Partenaires d'exécution</i>
MONUSCO	X	X	X	–	Neutralisation des explosifs et munitions en vue de protéger les civils Élimination des armes et munitions dangereuses Facilitation du stockage en toute sécurité des armes et des munitions	2 834,1	2 834,1	UNOPS/prestataires <sup>a</sup>
ONUCI	X	X	X	–		2 500		
UNFICYP	X	X	–	–	Marquage, relevé et déminage des champs de mines	1 949,4	1 768,1	UNOPS/prestataires <sup>a</sup>
<b>Total</b>						<b>195 319,7</b>	<b>183 076,5</b>	

<sup>a</sup> Les prestataires seront sélectionnés par mise en concurrence.

## Annexe VIII

### Opérations aériennes

#### A. Utilisation mensuelle de la capacité de fret par type d'aéronef, de janvier à décembre 2016

(En tonnes métriques)

Mission	Type de contrat	Aéronef	Capacité de fret (tonnes métriques)	Janvier				Février				Mars			
				Fret (tonnes métriques)	Nombre de sorties	Fret par sortie (tonnes métriques)	Taux d'utilisation par sortie	Fret	Nombre de sorties	Fret par sortie	Taux d'utilisation par sortie	Fret	Nombre de sorties	Fret par sortie	Taux d'utilisation par sortie
MINURSO	Commercial	AN-26	6,5	38,39	80,00	0,48	0,07	40,30	86,00	0,47	0,07	42,28	94,00	0,45	0,07
MONUSCO	Commercial	AN-26	6,5	110,05	51,00	2,16	0,33	72,61	30,00	2,42	0,37	71,62	30,00	2,39	0,37
		L-100	22,9	215,13	52,00	4,14	0,18	358,90	68,00	5,28	0,23	337,65	81,00	4,17	0,18
		C-130													
MINUSS	Militaire	Hercules	20,4	78,11	33,00	2,37	0,12	47,78	25,00	1,91	0,09	34,00	32,00	1,06	0,05
	Commercial	AN-26	6,5	111,88	58,00	1,93	0,30	111,78	52,00	2,15	0,33	101,90	48,00	2,12	0,33
		L-382	22	383,13	58,00	6,61	0,30	468,60	59,00	7,94	0,36	364,58	60,00	6,08	0,28
		MI-26	20	355,65	143,01	2,49	0,12	180,44	115,81	1,56	0,08	173,70	92,32	1,88	0,09
BANUS	Commercial	C-130													
		Hercules	22	296,51	56,00	5,29	0,24	287,75	66,00	4,36	0,20	234,43	40,55	5,78	0,26
MINUSMA	Commercial	AN-74	6,5	1,16	93,00	0,01	0,00	21,66	81,00	0,27	0,04	22,66	104,00	0,22	0,03
MINUSCA	Commercial	AN-74	6,5	58,36	106,00	0,55	0,08	49,09	144,00	0,34	0,05	32,35	57,00	0,57	0,09

Mission	Type de contrat	Aéronef	Capacité de fret (tonnes métriques)	Avril				Mai				Juin			
				Fret	Nombre de sorties	Fret par sortie	Taux d'utilisation par sortie	Fret	Nombre de sorties	Fret par sortie	Taux d'utilisation par sortie	Fret	Nombre de sorties	Fret par sortie	Taux d'utilisation par sortie
MINURSO	Commercial	AN-26	6,5	31,97	75,00	0,43	0,07	37,40	83,00	0,45	0,07	32,33	80,00	0,40	0,06
MONUSCO	Commercial	AN-26	6,5	136,15	65,00	2,09	0,32	111,53	44,00	2,53	0,39	97,49	49,00	1,99	0,31
		L-100	22,9	261,44	107,00	2,44	0,11	301,07	58,00	5,19	0,23	207,32	44,00	4,71	0,21
		C-130 Hercules	20,4	123,89	52,00	2,38	0,12	135,20	98,00	1,38	0,07	171,08	66,00	2,59	0,13
MINUSS	Commercial	AN-26	6,5	109,15	48,00	2,27	0,35	120,64	54,00	2,23	0,34	103,64	50,00	2,07	0,32
		L-382	22	329,74	50,00	6,59	0,30	468,35	70,00	6,69	0,30	488,08	68,00	7,18	0,33
		MI-26	20	180,71	84,12	2,15	0,11	113,00	67,90	1,66	0,08	152,28	81,03	1,88	0,09
BANUS	Commercial	C-130 Hercules	22	202,17	38,00	5,32	0,24	361,63	63,00	5,74	0,26	130,38	70,00	1,86	0,08
MINUSMA	Commercial	AN-74	6,5	10,59	63,00	0,17	0,03	21,84	147,00	0,15	0,02	0,81	66,00	0,01	0,00
MINUSCA	Commercial	AN-74	6,5	40,96	98,00	0,42	0,06	25,46	87,00	0,29	0,05	67,68	114,00	0,59	0,09

Mission	Type de contrat	Aéronef	Capacité de fret (tonnes métriques)	Juillet				Août				Septembre			
				Fret	Nombre de sorties	Fret par sortie	Taux d'utilisation par sortie	Fret	Nombre de sorties	Fret par sortie	Taux d'utilisation par sortie	Fret	Nombre de sorties	Fret par sortie	Taux d'utilisation par sortie
MINURSO	Commercial	AN-26	6,5	40,26	79,00	0,51	0,08	36,81	83,00	0,44	0,07	43,13	84,00	0,51	0,08
MONUSCO	Commercial	AN-26	6,5	71,36	33,00	2,16	0,33	125,54	59,00	2,13	0,33	63,88	29,00	2,20	0,34
		L-100	22,9	221,11	54,00	4,09	0,18	248,54	58,00	4,29	0,19	451,42	73,00	6,18	0,27
		C-130 Hercules	20,4	100,01	67,00	1,49	0,07	69,77	71,00	0,98	0,05	140,12	73,00	1,92	0,09
MINUSS	Commercial	AN-26	6,5	109,15	50,00	2,18	0,34	96,82	50,00	1,94	0,30	66,65	27,00	2,47	0,38
		L-382	22	325,79	44,00	7,40	0,34	498,66	76,00	6,56	0,30	455,06	65,00	7,00	0,32
		MI-26	20	112,19	29,00	3,87	0,19	181,08	34,00	5,33	0,27	315,89	68,00	4,65	0,23
BANUS	Commercial	C-130 Hercules	22	327,58	55,00	5,96	0,27	523,21	87,00	6,01	0,27	270,47	48,00	5,63	0,26
MINUSMA	Commercial	AN-74	6,5	8,29	146,00	0,06	0,01	5,22	132,00	0,04	0,01	15,18	79,00	0,19	0,03
MINUSCA	Commercial	AN-74	6,5	44,58	75,00	0,59	0,09	44,59	104,00	0,43	0,07	59,58	97,00	0,61	0,09



Mission	Type de contrat	Aéronef	Capacité de fret (tonnes métriques)	Octobre				Novembre				Décembre				Totaux			
				Fret	Nombre de sorties	Fret par sortie	Taux d'utilisation par sortie	Fret	Nombre de sorties	Fret par sortie	Taux d'utilisation par sortie	Fret	Nombre de sorties	Fret par sortie	Taux d'utilisation par sortie	Fret de sorties	Nombre par sortie	Fret par sortie	Taux d'utilisation par sortie
MINURSO	Commercial	AN-26	6,5	50,87	83,00	0,61	0,09	46,52	87,00	0,53	0,08	50,13	87,00	0,58	0,09	<b>490,39</b>	<b>1 001,00</b>	<b>0,49</b>	<b>0,08</b>
MONUSCO	Commercial	AN-26	6,5	93,93	46,00	2,04	0,31	133,81	50,00	2,68	0,41	179,59	68,00	2,64	0,41	<b>1 267,55</b>	<b>554,00</b>	<b>2,29</b>	<b>0,35</b>
		L-100	22,9	1361,43	63,00	21,61	0,94	277,08	50,00	5,54	0,24	347,68	64,00	5,43	0,24	<b>4 588,74</b>	<b>772,00</b>	<b>5,94</b>	<b>0,26</b>
		C-130																	
	Militaire	Hercules	20,4	101,09	46,00	2,20	0,11	166,56	72,00	2,31	0,11	157,37	68,00	2,31	0,11	<b>1 324,98</b>	<b>703,00</b>	<b>1,88</b>	<b>0,09</b>
MINUSS	Commercial	AN-26	6,5	80,01	38,00	2,11	0,32	116,76	52,00	2,25	0,35	127,58	54,00	2,36	0,36	<b>1 255,95</b>	<b>581,00</b>	<b>2,16</b>	<b>0,33</b>
		L-382	22	413,83	58,00	7,14	0,32	447,89	66,00	6,79	0,31	347,72	48,00	7,24	0,33	<b>4 991,44</b>	<b>722,00</b>	<b>6,91</b>	<b>0,31</b>
		MI-26	20	396,13	77,00	5,14	0,26	420,08	80,00	5,25	0,26	349,46	73,00	4,79	0,24	<b>2 930,60</b>	<b>945,19</b>	<b>3,10</b>	<b>0,16</b>
		C-130																	
BANUS	Commercial	Hercules	22	326,93	64,00	5,11	0,23	449,77	64,00	7,03	0,32	327,23	48,00	6,82	0,31	<b>3 738,08</b>	<b>699,55</b>	<b>5,34</b>	<b>0,24</b>
MINUSMA	Commercial	AN-74	6,5	4,35	62,00	0,07	0,01	16,59	133,00	0,12	0,02	19,38	128,00	0,15	0,02	<b>147,73</b>	<b>1 234,00</b>	<b>0,12</b>	<b>0,02</b>
MINUSCA	Commercial	AN-74	6,5	111,71	125,00	0,89	0,14	119,39	99,00	1,21	0,19	78,27	82,00	0,95	0,15	<b>732,01</b>	<b>1 188,00</b>	<b>0,62</b>	<b>0,09</b>

**B. Nombre total de passagers transportés dans les missions grâce aux moyens de l'ONU, de janvier à décembre 2016**

<i>Mission</i>	<i>Organisation des Nations Unies</i>	<i>Organismes des Nations Unies</i>	<i>Hors système des Nations Unies</i>	<i>Total</i>
FINUL	8 972	45	712	9 729
FINSUA	26 360	834	3 512	30 706
MINUAD	136 462	1 011	22 033	159 506
MINUL	12 244	1 322	4 091	17 657
MINUSCA	29 316	1 169	4 784	35 269
MINUSMA	53 239	1 323	14 857	69 419
MINUSS	112 168	1 121	3 932	117 221
MINUSTAH	16 720	799	1 542	19 061
MONUSCO	59 043	4 604	40 855	104 502
ONUCI	9 119	350	1 020	10 489
UNFICYP	2 579	0	25	2 604
UNSOA/BANUS	41 243	4 829	17 415	63 487
<b>Total</b>	<b>50 7465</b>	<b>17 407</b>	<b>114 778</b>	<b>639 650</b>

## Annexe IX

### Systèmes de drones aériens utilisés dans les missions de maintien de la paix : déploiements actuels et prévus

<i>Mission</i>	<i>Type d'arrangement (accord commercial ou lettre d'attribution)</i>	<i>Nombre</i>	<i>Système</i>	<i>Stade de déploiement 2016/17</i>	<i>Ressources demandées pour 2017/18 (dollars des États-Unis)</i>
MONUSCO	Accord commercial	1	Selex Falco (tactique) (5 drones)	Déploiement achevé	15,5 millions de dollars
MINUSMA	Accord commercial	2	Thales/Hermes (moyenne altitude à longue autonomie de vol)	Déploiement achevé	24,4 millions de dollars
	Lettre d'attribution	1	Scaneagle et Raven	Déploiement achevé	233 500 dollars
	Lettre d'attribution	1	Shadow-200	Déploiement achevé	3,45 millions de dollars
		1	Wasp	Déploiement achevé	
		1	Puma	Déploiement achevé	
	Lettre d'attribution	1	Luna	Déploiement achevé	760 000 dollars
		4	Alasdin	Déploiement achevé	
		9	Mikado	Déploiement achevé	
		1	Heron (moyenne altitude à longue autonomie de vol)	Déploiement prévu	À déterminer
MINUSCA	Lettre d'attribution	2	Sperwer (moyenne altitude à longue autonomie de vol)	Lettre d'attribution en cours d'examen	4,78 millions d'euros
MINUSS	Lettre d'attribution	1	Luna (tactique)	Lettre d'attribution en cours d'examen	À déterminer

*Note* : Cette analyse ne tient pas compte de l'utilisation des systèmes de drones fournis par les contingents, lesquels sont soumis aux dispositions régissant le matériel appartenant au contingent.

## Annexe X

## Activités programmatiques et projets à effet rapide

## A. Ressources demandées au titre des activités programmatiques pour 2017/18, par mission de maintien de la paix

(En milliers de dollars des États-Unis)

	MINURSO	MINUSCA	MINUSMA	MINUSTAH	MONUSCO	MINUAD	UNFICYP	FINUL	FISNUA	MINUK	MINUL	MINUSS	BANUS	Total
<b>Activités/domaines</b>														
Programme de contrôle des armes détenues par les civils	–	–	–	–	–	250,0	–	–	–	–	–	–	–	250,0
Projets de stabilisation des communautés	–	–	–	–	–	2 000,0	–	–	–	–	–	–	–	2 000,0
État de droit/droits de l'homme/institutions chargées de la sécurité/réforme du secteur de la sécurité	–	10 176,1	4 913,0	4 435,5	650,0	150,0	–	–	–	1 987,0	3 500,0	–	–	25 811,6
Dispositif d'appui à la réinsertion	–	–	–	–	–	500,0	–	–	–	–	–	–	–	500,0
Consolidation de la paix											3 500,0			3 500
Renforcement de la confiance	–	717,0	–	–	1 680,0	–	–	–	–	380,1	–	–	–	2 777,14
Autre	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	1 867,7	–	1 867,7
Lutte contre la violence au sein de la collectivité	–	2 000,0	2 700,0	5 000,0	–	–	–	–	–	–	–	–	–	9 700,0
Désarmement, démobilisation et réintégration	–	5 150,0	9 328,0	–	9 396,0	–	–	–	–	–	–	–	–	23 874,0
Lutte antimines	3 702,9	10 100,0	55 000,0	–	2 834,1	8 246,5	1 768,1	1 426,3	17 212,9	–	–	42 823,4	40 400,0	183 076,5
<b>Total</b>	<b>265,2</b>	<b>28 143,1</b>	<b>71 941,0</b>	<b>9 435,5</b>	<b>14 560,1</b>	<b>11 146,5</b>	<b>1 768,1</b>	<b>1 426,3</b>	<b>17 212,9</b>	<b>2 367,0</b>	<b>7 000,0</b>	<b>44 691,4</b>	<b>40 400,0</b>	<b>253 356,9</b>

## B. Ressources demandées au titre des projets à effet rapide pour 2017/18, par mission de maintien de la paix

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>MINURSO</i>	<i>MINUSCA</i>	<i>MINUSMA</i>	<i>MINUSTAH</i>	<i>MONUSCO</i>	<i>MINUAD</i>	<i>UNFICYP</i>	<i>FINUL</i>	<i>FISNUA</i>	<i>MINUK</i>	<i>MINUL</i>	<i>MINUSS</i>	<i>BANUS</i>	<i>Total</i>
Projets à effet rapide	–	3 000,0	4 000,0	3 000,0	2 000,0	2 000,0	–	500,0	500,0	–	2 000,0	1 000,0	–	18 000,0
<b>Total</b>	<b>–</b>	<b>3 000,0</b>	<b>4 000,0</b>	<b>3 000,0</b>	<b>2 000,0</b>	<b>2 000,0</b>	<b>–</b>	<b>500,0</b>	<b>500,0</b>	<b>–</b>	<b>2 000,0</b>	<b>1 000,0</b>	<b>–</b>	<b>18 000,0</b>

*Note* : Bien qu'ils soient généralement regroupés dans la même catégorie de dépenses, les projets à effet rapide ne sont pas considérés comme des activités programmatiques. Ils sont utilisés par les opérations de maintien de la paix des Nations Unies pour instaurer et renforcer parmi la population un sentiment de confiance envers la mission, son mandat et le processus de paix, facilitant ainsi l'établissement d'un environnement propice à une exécution efficace du mandat.

## Annexe XI

### Initiatives transversales communes à toutes les opérations de maintien de la paix

#### Incidences sur les ressources financières pour l'exercice 2017/18

1. Dans son précédent rapport ([A/70/749](#), chap. IX), le Secrétaire général a indiqué qu'il faudrait que le personnel supplémentaire initialement recruté à titre temporaire, pendant l'exercice 2014/15, au Centre de services mondial et au Siège, poursuive ses activités pendant l'exercice 2016/17 pour appuyer le déploiement dans le groupe 5 et les préparatifs en vue du déploiement d'Umoja-Extension 2 et fournir une assistance après le déploiement s'agissant d'Umoja-Extension 1 tout au long de la période de stabilisation. Ainsi, pour l'exercice 2016/17, il faudrait vraisemblablement maintenir les ressources nécessaires au financement de jusqu'à 10 emplois de temporaire (autre que pour les réunions) pourvus sur le plan national pour le Centre de services mondial et de 12 autres pour le Siège.
2. Au vu de ce qui précède, il a été décidé que la stratégie de mise en service d'Umoja-Extension 2 pour la gestion de la chaîne d'approvisionnement, qui a été exposée en détail dans le huitième rapport d'étape du Secrétaire général sur le progiciel de gestion intégré ([A/71/390](#)), nécessiterait des emplois de temporaire (autre que pour les réunions) supplémentaires (24 emplois au total, dont 1 annoncé dans le rapport paru sous la cote [A/70/749](#) (chap. IX, par. 112)]. De même, pour l'équipe de gestion intégrée des données de base au Centre de services mondial, une capacité de maintenance de 17 emplois de temporaire a été conservée pour l'exercice 2016/17, contre une capacité de 10 initialement prévue et signalée dans le rapport.
3. Outre les initiatives transversales susmentionnées, qui ont été décrites dans le précédent rapport du Secrétaire général, il a été constaté pendant l'exercice 2016/17 que d'autres emplois de temporaire (autre que pour les réunions) étaient nécessaires pour: a) renforcer l'appui à la mise en service d'Umoja dans le groupe 5 pendant six mois; b) appuyer le Coordonnateur spécial chargé d'améliorer les moyens d'action des Nations Unies face à l'exploitation et aux atteintes sexuelles; c) rendre opérationnel le dispositif de mobilité dans le réseau Paix et questions politiques et humanitaires (POLNET); d) appuyer les activités de sensibilisation à l'égalité des sexes.
4. Des informations actualisées sur les initiatives transversales, principalement dans le domaine de l'informatique et des communications, ayant une incidence sur les budgets des missions de maintien de la paix, des opérations d'appui et des composantes d'appui (compte d'appui et Centre de services mondial), sont présentées dans le tableau 1 ci-dessous, qui permet de comparer les prévisions de dépenses pour l'exercice 2017/18 à celles de l'exercice précédent.

Tableau 1

**Prévisions de dépenses au titre des initiatives transversales pour l'exercice 2017/18**(En milliers de dollars des États-Unis; l'exercice budgétaire court du 1<sup>er</sup> juillet 2017 au 30 juin 2018.)

Catégorie de dépenses	Crédits prévus dans le rapport A/70/749 (2016/17)	Montant estimatif des dépenses (2016/17)	Dépenses prévues (2017/18)	Variation : augmentation/ (diminution)
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)
<b>A. Dépenses d'appui au déploiement d'Umoja dans les missions de maintien de la paix</b>				
Appui aux missions (services d'assistance de niveau 2)	2 550,0	2 550,0	—	(2 550,0)
Équipes chargées du déploiement – Siège	2 428,0	2 167,0	2 467,4	300,4
Gestion des données de base	266,2	637,6	—	(637,6)
Mise hors service de Galileo	974,4	6 217,1	4 168,0	(2 049,1)
Appui au déploiement dans le groupe 5	—	3 690,2	—	(3 690,2)
Services informatiques contractuels (après le déploiement)	—	—	1 000,0	1 000,0
<b>B. Dépenses de maintenance des progiciels</b>				
Centre d'assistance de niveau 2	—	—	951,5	951,5
Dépenses relatives aux infrastructures et à la maintenance	16 802,3	16 802,3	17 939,0	1 136,7
Gestion des données de base	—	—	687,7	687,7
<b>C. Applications informatiques</b>	3 285,6	3 285,6	3 285,6	—
<b>D. Gestion de la chaîne d'approvisionnement – projet pluriannuel (phases I et II)</b>	1 560,2	2 979,2	7 156,1	4 176,9
<b>E. Projet de classement des postes dans les opérations hors Siège – équipe du Siège</b>	519,9	519,9	—	(519,9)
<b>F. Projet de Service d'assistance technique rapide pour les questions environnementales et climatiques</b>	2 489,3	2 489,3	1 550,0	(939,3)
<b>G. Dispositif de mobilité de POLNET (experts)</b>	—	346,4	—	(346,4)
<b>H. Appui au Coordonnateur spécial chargé d'améliorer les moyens d'action de l'Organisation des Nations Unies face à l'exploitation et aux atteintes sexuelles</b>	—	173,2	—	(173,2)
<b>I. Sensibilisation à l'égalité des sexes</b>	—	156,5	—	(156,5)
<b>Total</b>	30 875,9	42 014,3	39 205,3	(2 809,0)

5. Le tableau 2 ci-dessous présente une analyse plus approfondie des dépenses prévues pour l'exercice 2017/18, indiquant sur quoi elles seront imputées. La proposition est conforme à la méthode retenue pour l'exercice 2016/17 : les dépenses d'appui à la mise en service d'Umoja dans les missions (catégorie A) seront couvertes par les budgets des missions de maintien de la paix, tandis que les dépenses associées à la maintenance de l'infrastructure informatique des progiciels (catégorie B) sont inscrites dans le projet de budget du Centre de services mondial; les coûts des applications informatiques mises au point pour les missions (catégorie C) et du projet relatif à la gestion de la chaîne d'approvisionnement (catégorie D) sont pris en compte dans le projet de budget du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix, et

les dépenses relatives au projet de Service d'assistance technique rapide pour les questions environnementales et climatiques (catégorie E ci-dessous) sont inscrites dans les projets de budget des missions de maintien de la paix.

Tableau 2

**Prévisions de dépenses au titre des initiatives transversales pour l'exercice 2017/18, par source de financement**

(En milliers de dollars des États-Unis; l'exercice budgétaire court du 1<sup>er</sup> juillet 2017 au 30 juin 2018.)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>Budgets des missions</i>	<i>Compte d'appui</i>	<i>Centre de services mondial</i>	<i>Total</i>
<b>A. Dépenses d'appui au déploiement d'Umoja dans les missions de maintien de la paix</b>				
a) Équipes chargées du déploiement – Siège	2 467,4	–	–	2 467,4
b) Services informatiques contractuels (appui après le déploiement)	1 000,0	–	–	1 000,0
c) Mise hors service de Galileo				
Personnel temporaire (autre que pour les réunions) déployé à la Division du soutien logistique	3 668,0	–	–	3 668,0
Services informatiques contractuels	500,0	–	–	500,0
<b>B. Dépenses de maintenance des progiciels</b>				
a) Centre d'assistance de niveau 2	–	–	951,5	951,5
b) Dépenses relatives aux infrastructures et à la maintenance	–	–	17 939,0	17 939,0
c) Gestion des données de base	–	–	687,7	687,7
<b>C. Applications informatiques</b>	–	1 671,2	1 614,4	3 285,6
<b>D. Gestion de la chaîne d'approvisionnement – projet pluriannuel (phase II)</b>				
a) Services de consultants	–	1 500,0	–	1 500,0
b) Équipe chargée des activités de base	1 456,1	–	–	1 456,1
c) Services informatiques contractuels	3 500,0	–	–	3 500,0
d) Voyages	700,0	–	–	700,0
<b>E. Projet de Service d'assistance technique rapide pour les questions environnementales et climatiques</b>	1 550,0	–	–	1 550,0
<b>Total</b>	<b>14 841,5</b>	<b>3 171,2</b>	<b>21 192,6</b>	<b>39 205,3</b>

**Dépenses d'appui au déploiement d'Umoja dans les missions de maintien de la paix (7,6 millions de dollars)**

6. Pour l'exercice 2017/18, l'appui déploiement d'Umoja dans les missions de maintien de la paix comprend la poursuite des activités des équipes chargées du déploiement au Siège, qui participeront également aux activités visant à préparer le



déploiement d'Umoja-Extension 2, la mise hors service de Galileo, comme indiqué ci-dessous, et les services contractuels relatifs à l'appui après le déploiement.

*Équipes chargées du déploiement – Siège (2,5 millions de dollars)*

7. Le personnel recruté à titre temporaire au Siège devra poursuivre ses activités pendant l'exercice 2017/18 pour appuyer l'après-déploiement dans le groupe 5 tout au long de la période de stabilisation et les préparatifs en vue de la mise en service d'Umoja-Extension 2. Les titulaires des emplois de temporaire (autre que pour les réunions) au Siège fourniront un appui en ce qui concerne la gestion du changement dans les missions, l'Académie Umoja, l'après-déploiement dans le groupe 5 et la centralisation des états de paie et des procédures bancaires dans Umoja.

*Mise hors service de Galileo (4,2 millions de dollars)*

8. Dans le cadre de l'initiative relative à la gestion de la chaîne d'approvisionnement, Galileo, système utilisé actuellement dans les missions de maintien de la paix pour enregistrer les immobilisations corporelles et les stocks, sera mis totalement hors service en septembre 2017. Tous les soldes des stocks des missions (y compris les stocks pour déploiement stratégique) seront intégrés à Umoja en septembre 2017. En accord avec la stratégie de conversion des données dans le cadre de la mise hors service de Galileo, toutes les informations enregistrées dans Galileo seront incorporées à Umoja et les avoirs financiers intégralement convertis conformément aux normes de conversion des données d'Umoja. Le nettoyage des données relatives au niveau des stocks enregistrées dans Galileo se poursuivra en vue de leur mise en conformité avec Umoja. Les crédits demandés pour l'exercice 2017/18 par le Département de l'appui aux missions et les missions de maintien de la paix correspondent aux coûts liés au personnel temporaire (autre que pour les réunions) et aux services informatiques contractuels, qui s'élèvent à 4,2 millions de dollars. Les dépenses engagées qui ont trait au maintien de la paix seront imputées aux budgets des missions de maintien de la paix, sur la base d'une répartition des coûts et dans la limite des ressources approuvées.

*Services informatiques contractuels (1,0 million de dollars)*

9. Un montant de 1,0 million de dollars est prévu pour l'exercice 2017/18 au titre des services informatiques contractuels nécessaires à l'appui de l'après-déploiement d'Umoja. Il servira à financer une équipe qui mènera des activités de coordination à l'appui de la mise en service d'Umoja et de l'ensemble de ses fonctionnalités dans toutes les missions. En plus de coordonner la mise en œuvre des modifications et améliorations apportées au système, l'équipe prendra part aux grands déploiements prévus pour l'exercice 2017/18, dont le module voyages pour les utilisateurs du groupe 5 (c'est-à-dire tout le personnel recruté sur le plan national et le personnel en tenue), les voyages dans la zone de la mission pour tous les autres utilisateurs (personnel recruté sur le plan international), la mise en service des fonctionnalités chaîne d'approvisionnement et logistique dans le cadre de la mise hors service de Galileo, et d'autres changements. L'équipe apportera également ses compétences techniques à l'intégration des systèmes et aux activités relatives à Umoja communes à plusieurs missions telles que les modèles opérationnels et le démarrage de missions.

### **Dépenses de maintenance des progiciels (19,6 millions de dollars)**

10. Les ressources nécessaires au fonctionnement et à la maintenance d'Umoja et d'autres systèmes intégrés utilisés actuellement dans les opérations de maintien de la paix sont inscrites au budget du Centre de services mondial pour l'exercice 2017/18 ([A/71/828](#)), de même que d'autres dépenses dans le domaine de l'informatique et des communications au niveau mondial. Cela met en évidence le rôle crucial que joue le Centre dans l'hébergement et la fourniture de services d'appui à Umoja, et le fait qu'il s'impose de plus en plus en tant que prestataire de services informatiques à l'échelle mondiale. Pour l'exercice 2017/18, le montant prévu pour couvrir ces dépenses renouvelables est de 18,9 millions de dollars, contre 16,8 millions de dollars approuvés pour l'exercice 2016/17 (*ibid.*, par. 25 et 26). Cette augmentation permettra notamment de financer le service permanent d'assistance de niveau 2, qu'il est proposé de créer pour un montant de 0,95 million de dollars (*ibid.*, par. 112), ce qui est conforme à la stratégie Informatique et communications du Secrétariat, ainsi que les dépenses renouvelables afférentes aux activités des équipes de gestion des données de base des opérations de maintien de la paix, d'un montant de 0,69 million de dollars, les deux montants étant inscrits au budget du Centre de services mondial (*ibid.*, par. 113).

### **Applications informatiques (3,3 millions de dollars)**

11. Le Bureau de l'informatique et des communications continuera de gérer les applications suivantes, déployées dans les missions de maintien de la paix : a) le projet de progiciel de gestion de la relation client pour le suivi du matériel appartenant aux contingents; b) le système de gestion des carburants; c) le système de gestion des rations; d) le système central de gestion des identités. Un montant de 3,3 millions de dollars est prévu pour l'exercice 2017/18 afin de couvrir les dépenses, non comprises dans les coûts standard, requises pour l'achat de logiciels, les licences et les redevances et les services contractuels nécessaires à la fourniture d'un appui permanent et à la poursuite de la mise au point d'applications en vue de répondre aux besoins liés à l'exécution des activités de maintien de la paix.

12. Les ressources nécessaires (1,6 million de dollars) relatives au progiciel de gestion de la relation client pour le suivi du matériel appartenant aux contingents (0,9 million), au système central de gestion des identités (0,5 million) et aux autres licences et redevances (0,2 million) sont inscrites, avec les autres dépenses à engager à l'échelle mondiale dans le domaine de l'informatique et des communications, au budget du Centre de services mondial pour l'exercice 2017/2018. Un montant de 1,7 million de dollars est inscrit au projet de budget du compte d'appui pour l'exercice 2017/18, au titre du Bureau de l'informatique et des communications du Département de la gestion, pour financer les systèmes de gestion du carburant (0,8 million de dollars) et des rations (0,9 million de dollars).

### **Gestion de la chaîne d'approvisionnement (7,2 millions de dollars)**

13. Le projet relatif à la gestion de la chaîne d'approvisionnement, qui a été lancé pendant l'exercice 2015/16, vise à remédier aux problèmes logistiques des missions et à faire en sorte que les produits et les matières premières dont elles ont besoin leur soient livrés en temps voulu et de manière efficace et rationnelle.

14. Les besoins de la Division du soutien logistique du Département de l'appui aux missions s'élèvent à 7,2 millions de dollars pour l'exercice 2017/18, contre 3,0 millions de dollars pour l'exercice 2016/17. Ce montant permettra à la Division de continuer d'appuyer l'initiative relative à la gestion de la chaîne d'approvisionnement lancée pendant l'exercice 2015/16 dans toutes les missions. Afin de mettre en œuvre le dispositif de gestion de la chaîne d'approvisionnement, le Département de l'appui aux missions au Siège devra déployer des efforts considérables, entraînant beaucoup de voyages supplémentaires, en matière de formation du personnel (en particulier l'organisation d'ateliers) et de mise à l'épreuve de différentes solutions. Sur les 7,2 millions de dollars prévus, un montant de 1,5 million de dollars est inscrit au projet de budget du compte d'appui, au titre de la Division du soutien logistique du Département de l'appui aux missions. Les dépenses restantes seront imputées aux budgets des missions de maintien de la paix, sur la base d'une répartition des coûts et dans les limites des ressources approuvées, et permettront de financer le déploiement de personnel temporaire (autre que pour les réunions) au Siège (1,5 million de dollars), les services informatiques contractuels (3,5 millions de dollars) et les voyages (0,7 million de dollars).

**Ressources nécessaires pour le projet de Service d'assistance technique rapide pour les questions environnementales et climatiques (1,6 million de dollars)**

15. Conformément au mémorandum d'accord conclu avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement, les dépenses de 1,6 million de dollars prévues pour l'exercice 2017/18 (contre 2,5 millions de dollars pour l'exercice 2016/17) seront réparties entre les missions de maintien de la paix au prorata de leur taille (petite, moyenne, grande).

## Annexe XII

**Suite donnée par le Secrétaire général aux  
recommandations du Groupe indépendant de haut niveau  
chargé d'étudier les opérations de paix**

<i>Domaine</i>	<i>Recommandation du Secrétaire général devant être appliquée (A/70/357-S/2015/682)</i>	<i>Recommandations du Groupe indépendant de haut niveau chargé d'étudier les opérations de paix (A/70/95-S/2015/446)</i>	<i>État d'application</i>
Renforcer les capacités de l'ONU en matière de prévention des conflits et de médiation	Augmenter fortement et rendre plus prévisibles les ressources du budget ordinaire allouées aux capacités fondamentales du Secrétariat en matière de prévention et de médiation (par. 37)	81 c) i)	L'application est en cours.
	Étudier avec les partenaires régionaux et nationaux la possibilité d'ouvrir des bureaux régionaux (par. 40)	81 c) iii)	L'application est en cours.
	Associer les responsables des organisations du système des Nations Unies, par l'intermédiaire du Conseil des chefs de secrétariat pour la coordination, à une réflexion sur la manière d'intensifier les activités de prévention et de consolidation de la paix (par. 42)	81 d)	L'application est continue.
	Évaluer les moyens dont disposent actuellement les organismes, fonds et programmes des Nations Unies en matière de prévention et de consolidation de la paix (par. 42)	149 f)	L'application est continue.
	Continuer de renforcer l'initiative Les droits de l'homme avant tout (par. 43)	81 d) iii)	L'application est continue.
	Continuer à avoir recours aux équipes allégées lorsqu'il y a lieu (par. 44)	—	L'application est continue.
Renforcer les partenariats mondiaux et régionaux	Étudier avec l'Union africaine et l'Union européenne comment la Force africaine en attente et les groupements tactiques de l'Union européenne peuvent servir de forces de transition (par. 31)	206 b)	L'application a commencé.
	Resserrer encore notre solide partenariat stratégique avec l'Union européenne durant la période 2015-2018 (par. 46)	s.o.	L'application est continue.

Domaine	Recommandation du Secrétaire général devant être appliquée (A/70/357-S/2015/682)	Recommandations du Groupe indépendant de haut niveau chargé d'étudier les opérations de paix (A/70/95-S/2015/446)	État d'application
	Étudier la possibilité d'ouvrir un petit bureau de liaison de l'ONU pour renforcer la coopération avec la Ligue des États arabes (par. 46)	238	L'application a commencé.
Renforcer les partenariats mondiaux et régionaux : l'Union africaine, un partenaire clef	Achever, en 2016, le Cadre commun ONU-Union africaine pour un partenariat renforcé en matière de paix et de sécurité (par. 47)	249 c)	L'application est en cours.
	Passer en revue et évaluer les divers mécanismes qui permettent actuellement de financer et d'appuyer les opérations de paix de l'Union africaine autorisées par le Conseil de sécurité (par. 48)	s.o.	L'application est en cours.
	Appuyer l'initiative de la Commission de l'Union africaine visant à définir un concept d'appui à la mission qui soit efficace pour l'Union africaine. Réfléchir à la manière dont l'Union africaine pourrait accéder aux contrats-cadres de l'ONU et veiller à ce que les stocks pour déploiement stratégique des Nations Unies restent disponibles (par. 49)	s.o.	L'application est en cours.
	Continuer de mettre les compétences techniques et en matière de planification de l'Organisation au service de l'Union africaine (par. 50)	249 b)	L'application est continue.
	Continuer de soutenir l'Union africaine dans sa détermination à intégrer les droits de l'homme dans ses opérations (par. 50)	s.o.	L'application est continue.
	Formuler une vision commune des critères qui orienteront le transfert, sous la direction des Nations Unies, d'opérations menées par l'Union africaine (par. 51)	s.o.	L'application est en cours.
	Travailler ensemble à la normalisation du processus de transfert du personnel en uniforme de l'Union africaine à des opérations des Nations Unies (par. 51)	s.o.	L'application n'a pas commencé.
Des opérations de maintien de la paix sur mesure : analyse et planification	Réexaminer les méthodes d'analyse des conflits actuellement utilisées et édicter de nouvelles directives (par. 53)	180 c)	L'application est en cours.

Domaine	<i>Recommandation du Secrétaire général devant être appliquée (A/70/357-S/2015/682)</i>	<i>Recommandations du Groupe indépendant de haut niveau chargé d'étudier les opérations de paix (A/70/95-S/2015/446)</i>	<i>État d'application</i>
	Doter le Cabinet du Secrétaire général, dans les limites des ressources existantes, d'une petite structure d'analyse et de planification centralisée (par. 54)	343 c)	L'application est terminée.
	Transférer la responsabilité de la planification des missions opérationnelles, dès que possible, aux équipes déployées sur le terrain. Le Secrétariat est en train de dresser une liste de planificateurs principaux (par. 55)	180 c) iii)	L'application est continue.
	Valider conjointement les grandes orientations concernant les questions militaires, de police et d'appui (par. 55)	s.o.	L'application est continue.
	Améliorer la formation en matière d'analyse et d'évaluation des conflits, ainsi que celle relative à la planification stratégique et opérationnelle (par. 56)	180 c); 233 b)	L'application est en cours.
Des opérations de maintien de la paix sur mesure : mandats ordonnancés	Faire figurer dans le rapport du Secrétaire général une évaluation régulière des incidences de la mission sur le plan politique et en termes de protection, des moyens dont elle dispose et de l'appui supplémentaire dont elle aurait besoin (par. 59)	105 b)	L'application est continue.
	Examiner les approches échelonnées dans le temps avec le Conseil de sécurité (par. 60)	186 b)	L'application n'a pas commencé.
Des opérations de maintien de la paix sur mesure : dialogue entre le Conseil de sécurité, le Secrétariat et les pays fournissant des contingents ou du personnel de police	Faire figurer dans chaque mémorandum d'accord l'état des besoins par unité (par. 62)	193 a)	L'application est en cours
Des opérations de maintien de la paix sur mesure: tenir compte des priorités nationales et rallier des appuis en faveur de l'action menée	Étudier avec les gouvernements hôtes la possibilité de conclure des pactes (par. 64)	s.o.	L'application est en cours.
	Effectuer des sondages d'opinion régulièrement (par. 64)	s.o.	L'application est continue.

Domaine	Recommandation du Secrétaire général devant être appliquée (A/70/357-S/2015/682)	Recommandations du Groupe indépendant de haut niveau chargé d'étudier les opérations de paix (A/70/95-S/2015/446)	État d'application
Des opérations de maintien de la paix sur mesure: apporter des réponses cohérentes	Accélérer la mise en place de plateformes de coordination des activités qui revêtent un caractère intersectoriel. Développer la Cellule mondiale de coordination des activités policières, judiciaires et pénitentiaires de promotion de l'état de droit au lendemain de conflits et d'autres crises en renforçant les moyens dont elle est dotée pour assurer la conception et la mise en œuvre de programmes conjoints (par. 65)	160 a)	L'application est en cours.
	Créer un poste de conseiller principal pour la protection des civils, qui serait installé dans les locaux du Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général, pour toutes les opérations de maintien de la paix dotées d'un mandat de protection des civils (par. 66)	267 a)	L'application est en cours.
	Regrouper dans les composantes droits de l'homme des missions des moyens plus spécialement axés sur certaines fonctions de protection – celles qui ont trait à la protection de l'enfance et aux violences sexuelles liées aux conflits (par. 66)	267 a)	L'application est en cours.
	Installer le conseiller principal pour la problématique hommes-femmes des opérations de maintien de la paix des Nations Unies dans les locaux du Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général (par. 67)	262 b)	L'application est en cours.
	L'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, le Département des opérations de maintien de la paix et le Département des affaires politiques devraient tirer pleinement parti de leurs avantages comparatifs respectifs (par. 67)	262 c)	L'application est en cours.
	Proposer un mécanisme qui réunisse l'Organisation des Nations Unies, la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et les grandes banques régionales en vue de mener une action cohérente dans les pays en crise (par. 68)	149 c)	L'application n'a pas commencé.

Domaine	Recommandation du Secrétaire général devant être appliquée (A/70/357-S/2015/682)	Recommandations du Groupe indépendant de haut niveau chargé d'étudier les opérations de paix (A/70/95-S/2015/446)	État d'application
	Faire en sorte que les prochaines demandes de budget des missions incluent la totalité des ressources nécessaires et que les missions travaillent sur ce plan en étroite coordination avec les équipes de pays des Nations Unies (par. 69)	149	L'application est continue.
	Déterminer comment les mécanismes de financement commun peuvent concourir à l'apport d'un appui coordonné et contribuer à mieux gérer l'attribution, souvent délicate, des aides (par. 69)	149 e) ii)	L'application est en cours.
	Étudier les solutions qui permettraient d'alimenter le Fonds pour la consolidation de la paix de façon prévisible. Porter les déficits de financement persistants à l'attention du Conseil de sécurité et de la Commission de consolidation de la paix (par. 70)	149 e)	L'application est en cours
Des opérations de maintien de la paix sur mesure: évaluer l'impact et assurer la transition	Améliorer les études d'impact et établir des budgets qui soient davantage axés sur les résultats (par. 71)	180	L'application est en cours.
	Simplifier les examens effectués pour pouvoir systématiser encore les évaluations indépendantes (par. 72)	180 d)	L'application n'a pas commencé.
Des opérations de maintien de la paix sur mesure: financement et structures	Les États Membres devraient prendre sans tarder des mesures sur les modalités proposées de financement et de soutien des missions politiques spéciales (par. 74)	334	L'application est en cours
	Surmonter le problème de l'appui spécialisé nécessaire aux missions (par. 74)	s.o.	L'application est en cours.
Souplesse de l'appui aux missions : donner aux missions l'autonomie nécessaire	Donner plus de pouvoir aux missions (par. 77)	323 a)	L'application est en cours.
	Accompagner le renforcement de l'autorité des gestionnaires en poste dans les missions d'un effort visant à renforcer les moyens des missions en matière de gestion (par. 78)	323 a)	L'application est en cours.



Domaine	Recommandation du Secrétaire général devant être appliquée (A/70/357-S/2015/682)	Recommandations du Groupe indépendant de haut niveau chargé d'étudier les opérations de paix (A/70/95-S/2015/446)	État d'application
	Achever d'ici au mois de septembre 2016 l'examen de ce qui, dans le fonctionnement de l'Organisation, pourrait être défavorable aux missions (par. 79)	323 a)	L'application est en cours.
	Achever d'ici au mois de septembre 2017 un examen plus général des politiques et procédures du Secrétariat (par. 79)	323 a)	L'application n'a pas commencé.
	Institutionnaliser des mécanismes de consultation interne et de participation représentative des missions (par. 80)	323 e)	L'application n'a pas commencé.
Souplesse de l'appui aux missions : mesures administratives permanentes	Instaurer des mesures administratives permanentes pour le démarrage des missions et les situations d'urgence. Présenter des propositions à l'Assemblée générale en vue de surmonter les obstacles à la rapidité et à la prévisibilité des interventions, comme la limite de trois mois de la durée de l'affectation à titre temporaire (par. 81)	323 d)	L'application est en cours.
Souplesse de l'appui aux missions : déploiement rapide de quartiers généraux	Mettre la dernière main à un concept et à des instructions permanentes régissant le déploiement rapide des ressources nécessaires pour établir un quartier général intégré regroupant du personnel civil, des soldats et des policiers qui soit opérationnel dans un délai de 8 à 12 semaines à partir de l'adoption du mandat (par. 82)	205 a)	L'application est en cours.
Souplesse de l'appui aux missions : dispositifs d'appui spécialisé	Continuer de faire appel aux accords en vigueur qui prévoient la mobilisation rapide des moyens logistiques relevant d'autres entités du système comme le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) (par. 83)	229	L'application est continue.
	Inviter les partenaires régionaux et les États Membres qui disposent de moyens d'action stratégiques à mettre à la disposition de l'Organisation des dispositifs d'appui spécialisés permettant de satisfaire besoins opérationnels et besoins d'appui, en particulier dans le cadre de missions de courte durée ou pour faire face à une insuffisance temporaire, notamment des	216 b)	L'application est en cours.

Domaine	Recommandation du Secrétaire général devant être appliquée (A/70/357-S/2015/682)	Recommandations du Groupe indépendant de haut niveau chargé d'étudier les opérations de paix (A/70/95-S/2015/446)	État d'application
	capacités d'ingénierie en construction d'infrastructures, d'installations médicales d'urgence et de moyens d'évacuation, et d'appui stratégique au transport aérien (par. 84)		
Capacités des agents en tenue	Créer avec les États Membres intéressés un système unique de développement des capacités et d'amélioration des résultats pour les agents en tenue (par. 85)	222 a)	L'application est en cours.
Capacités des agents en tenue : déploiement rapide du personnel en tenue	Institutionnaliser la Cellule stratégique de constitution des forces et de planification des moyens dans le prochain rapport du Secrétaire général sur le budget du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix (A/70/751) (par. 86)	216 b)	L'application est terminée.
	Définir les différentes capacités nécessaires pour les unités en attente et inviter les États Membres et les organisations régionales à mettre en place des dispositifs (par. 87)	206	L'application est en cours.
	Continuer de réfléchir aux moyens de procéder au transfert rapide et limité dans le temps de matériel et de capacités provenant des missions existantes pour répondre aux besoins en période de crise ou de démarrage des missions (par. 88)	206 b)	L'application est continue.
	Utiliser les dispositifs préétablis entre les États Membres, les organisations régionales et le Secrétariat visant à offrir des capacités de déploiement stratégiques et à fournir des moyens logistiques afin d'accélérer le déploiement en période de crise ou de démarrage (par. 89)	s.o.	L'application est en cours.
	Creuser l'idée de « capacité d'avant-garde » pour la soumettre aux États Membres (par. 90)	206 a)	L'application est en cours.
Capacités des agents en tenue : renforcement et efficacité des moyens en personnel en tenue	Mettre en place les principaux piliers du cadre d'orientation stratégique de la police (par. 93)	s.o.	L'application est en cours.

Domaine	Recommandation du Secrétaire général devant être appliquée (A/70/357-S/2015/682)	Recommandations du Groupe indépendant de haut niveau chargé d'étudier les opérations de paix (A/70/95-S/2015/446)	État d'application
	Procéder à un examen externe des fonctions, de la structure et des capacités de la Division de la police (par. 93)	168 f)	L'application est terminée.
	Définir les paramètres d'un cadre d'information et de renseignement (par. 94)	222	L'application est en cours.
	Procéder à un examen d'ensemble des questions liées à la mobilité en mission ainsi qu'au commandement et au contrôle des moyens matériels (par. 95)	229 b)	L'application est en cours.
	Tenir des consultations avec les États Membres en vue de proposer des révisions des définitions et des normes en matière d'hébergement (par. 96)	229 b)	L'application est en cours.
	Mener des évaluations régulières du fonctionnement des unités et du matériel dans les missions (par. 97)	229	L'application est terminée.
	Toutes les missions devraient signaler au Siège tout refus d'obéissance aux ordres donnés par le Commandant de la Force ou le chef de la police civile. Le Secrétariat informera immédiatement l'État Membre concerné, et, à intervalles réguliers, le Conseil de sécurité (par. 98)	105 ; 222 b)	L'application est continue.
Capacités des agents en tenue : formation	Lancer trois initiatives interdépendantes visant à renforcer la formation préalable au déploiement. Demander aux États Membres de certifier que tous les agents en tenue ont reçu une formation avant déploiement (par. 99 et 100)	130 a); 168 e); 233 a)	L'application est en cours.
	Appuyer la création de partenariats de formation bilatéraux et régionaux (par. 101)	168 a); 233 a)	L'application est en cours.
	Créer un centre pilote de formation des formateurs financé par les contributions volontaires à l'intention des agents en tenue (par. 102)	168 a); 168 e)	L'application est terminée.
Sûreté et sécurité	Regrouper l'ensemble des ressources du Secrétariat dans le domaine de la sécurité sous l'autorité du Département de la sûreté et de la sécurité (par. 105)	305 a)	L'application est en cours.

Domaine	Recommandation du Secrétaire général devant être appliquée (A/70/357-S/2015/682)	Recommandations du Groupe indépendant de haut niveau chargé d'étudier les opérations de paix (A/70/95-S/2015/446)	État d'application
	Mettre en place, à la fin de 2015, une nouvelle politique de gestion des risques en matière de sécurité (par. 105)	305	L'application est continue.
	Mettre au point une politique de gestion des situations de crise commune à l'ensemble du système des Nations Unies et des procédures opérationnelles propres à chaque département (par. 106)	305 e)	L'application est en cours.
	Donner suite aux principales recommandations issues des récents travaux du Groupe d'experts sur les technologies et l'innovation (par. 107)	313	L'application est en cours.
	Rendre opérationnels dans un certain nombre de missions des outils informatiques permettant d'améliorer la collecte de données et l'enregistrement des atteintes à la sécurité (par. 108)	222 d)	L'application est en cours.
	Regrouper les fonctions de gestion de l'information relative au décès de membres du personnel (par. 108)	305 f)	L'application est en cours
Sûreté et sécurité : normes et capacités médicales	La nouvelle version du Manuel de soutien sanitaire, qui sera publiée sous peu, définit des normes internationales révisées en matière de capacités d'intervention d'urgence, auxquelles toutes les missions seront tenues de se conformer (par. 110)	305 e)	L'application est terminée.
	Créer un dispositif d'évaluation des moyens sanitaires (par. 110)	305 d)	L'application est en cours.
	Revoir les directives concernant l'évacuation sanitaire primaire et les moyens aériens ainsi que les procédures internes (par. 111)	305 e)	L'application est en cours.
Direction et application du principe de responsabilité : direction	Définir pour les équipes de direction des profils types et des listes de compétences voulues (par. 115)	278 a) i)	L'application est en cours
	Renforcer encore les mécanismes d'évaluation de l'aptitude des candidats (par. 116)	278 a) i)	L'application est en cours.
	Renforcer les cours de formation assurés pour les nouveaux dirigeants de missions (par. 117)	278 b)	L'application est en cours.

Domaine	Recommandation du Secrétaire général devant être appliquée (A/70/357-S/2015/682)	Recommandations du Groupe indépendant de haut niveau chargé d'étudier les opérations de paix (A/70/95-S/2015/446)	État d'application
	Affiner les dispositions du contrat de mission du haut fonctionnaire pour les chefs de mission (par. 118)	262 d)	L'application est terminée.
Direction et application du principe de responsabilité : exploitation et atteintes sexuelles	Constituer des équipes d'intervention immédiate dans les missions (par. 119)	291 a)	L'application est terminée.
	Faire savoir au personnel des opérations sur le terrain et aux États Membres que les enquêtes visant l'exploitation et les atteintes sexuelles doivent être conclues dans un délai de six mois (par. 119)	291 b)	L'application est terminée.
	Communiquer des directives détaillées destinées aux missions sur les normes et procédures à suivre pour alerter le Siège de l'ONU en cas d'infraction pénale (par. 121)	291 f)	L'application est continue.
	Dévoiler publiquement la nationalité du personnel fourni par les États Membres qui est visé par une enquête pour exploitation et atteintes sexuelles (par. 122)	291	L'application est en cours.
	Inscrire les questions relatives aux manquements aux normes de conduite, y compris l'exploitation et les atteintes sexuelles, à l'ordre du jour des réunions du Conseil de sécurité. Inscrire ces questions à l'ordre du jour des réunions du Conseil avec les pays fournissant des contingents ou du personnel de police (par. 122)	291 g)	L'application a commencé.
	Les missions devraient mettre en place un cadre approprié prévoyant des mécanismes communautaires pour porter plainte contre des membres du personnel des Nations Unies (par. 123)	s.o.	L'application est en cours.
	Créer un programme d'assistance aux victimes doté de ressources (par. 123)	291 e)	L'application est en cours.
	Mettre en place un projet pilote d'apprentissage en ligne obligatoire sur l'exploitation et les atteintes sexuelles destiné à l'ensemble du personnel de terrain (par. 124)	291	L'application est terminée.
	Étoffer la procédure d'agrément des	291	L'application

Domaine	Recommandation du Secrétaire général devant être appliquée (A/70/357-S/2015/682)			Recommandations du Groupe indépendant de haut niveau chargé d'étudier les opérations de paix (A/70/95-S/2015/446)	État d'application
	membres du personnel civil (par. 124)				
Direction et application du principe de responsabilité : normes en matière de droits de l'homme	Veiller à l'application systématique des politiques de vérification des antécédents de respect des droits de l'homme et de diligence voulue en matière de droits de l'homme (par. 126)	291			L'application est terminée.
	Les fournisseurs de contingents et de personnel de police qui sont actuellement cités dans les rapports annuels du Secrétaire général sur le sort des enfants en temps de conflit armé et sur les violences sexuelles liées aux conflits devraient prendre contact avec les représentants spéciaux afin d'être retirés de la liste (par. 127)	291			L'application est terminée.
Direction et application du principe de responsabilité : sensibilisation à l'environnement	Achever l'examen de la Politique environnementale applicable aux missions des Nations Unies sur le terrain, adoptée en 2009 (par. 128)	s.o.			L'application est en cours.
	Compléter cette politique par une nouvelle politique de gestion des déchets destinée aux missions (par. 128)	s.o.			L'application est terminée.
	Établir des états des lieux environnementaux et des indicateurs de suivi pour les opérations de paix (par. 129)	294 a)			L'application est en cours.

## Annexe XIII

### Bureau régional d'achat d'Entebbe (Ouganda)

#### I. Introduction

##### A. Présentation générale du mandat

1. Le Bureau régional d'achat d'Entebbe (Ouganda) a été créé à titre expérimental le 15 juillet 2010 pour donner une réponse efficace et efficiente aux besoins urgents des opérations hors Siège, comme il est indiqué dans le rapport du Secrétaire général sur les dispositions relatives à la gouvernance des achats au sein de l'Organisation des Nations Unies ([A/64/284/Add.1](#)). À cette fin, le Département de la gestion et le Département de l'appui aux missions ont pris conjointement des initiatives pour améliorer la qualité et la rapidité des services d'achat fournis aux missions par la mutualisation des besoins régionaux en vue de dégager des économies d'échelle.

2. Le Département de la gestion a accepté de délocaliser une partie de ses services d'achat, complétés par des agents chargés des achats dans les missions sous la direction générale et la responsabilité directe de la Division des achats au Siège, pour permettre au Bureau de procéder à des opérations d'achat complexes mettant en jeu des sommes importantes ainsi qu'à des opérations d'achat se prêtant à une acquisition régionale dans un lieu situé à l'abri des conflits et à proximité de grandes missions de maintien de la paix. On trouve des renseignements sur les avantages, la structure et les activités du Bureau régional d'achat dans les rapports du Secrétaire général sur les activités d'achat de l'Organisation des Nations Unies ([A/64/284/Add.1](#), [A/67/683](#) et [A/69/710](#)).

3. Le 2 avril 2015, dans sa résolution [69/273](#), l'Assemblée générale a décidé de faire du Bureau régional d'achat d'Entebbe un service permanent de la Division des achats du Secrétariat, et indiqué attendre avec intérêt de recevoir des informations actualisées sur les fonctions attribuées au Bureau dans le cadre du dispositif de prestation de services centralisée. En application de cette résolution, et compte tenu de la mise en service d'Umoja dans les missions ainsi que des réformes stratégiques en cours (dispositif de prestation de services centralisée, gestion de la chaîne d'approvisionnement), la Division des achats a étudié, en consultation avec les parties prenantes, les mesures pouvant être prises pour améliorer le fonctionnement du Bureau et renforcer son rôle régional.

4. L'objectif du Bureau est de rationaliser les services d'achat fournis aux missions et aux bureaux extérieurs des Nations Unies situés en Afrique centrale et en Afrique de l'Est par les moyens suivants : planification commune des achats régionaux; élaboration d'une stratégie régionale d'achat; gestion des fournisseurs régionaux; mutualisation des besoins en matière de contrats-cadres régionaux; mise en place de contrats propres aux missions tirant parti du vivier de fournisseurs régionaux et du savoir-faire régional en matière d'achat; renforcement des mécanismes de contrôle interne; réduction des délais d'approvisionnement; fourniture d'une assistance technique aux missions et de moyens supplémentaires dans le cadre du démarrage des missions; mise en place d'un pôle commun de

formation professionnelle dans le domaine des achats; constitution d'un répertoire de bonnes pratiques d'achat.

5. Dans un souci d'amélioration continue et dans le but de permettre au Bureau régional d'achat de continuer à répondre aux attentes des missions clientes, il était notamment nécessaire d'en renforcer et d'en gérer centralement les ressources. L'ancien système, qui reposait sur la mise à disposition temporaire de postes affectés à des missions sans allocation expresse de ressources, s'est avéré problématique. Il est nécessaire que le Bureau exerce un contrôle total sur la gestion et l'administration de ses ressources pour pouvoir faciliter la fourniture rapide de services de qualité dans un contexte instable et dynamique. Si le dispositif de gouvernance existant prévoyait un rattachement direct à la Division des achats au Siège, il était néanmoins nécessaire de renforcer la gouvernance et le contrôle. Le manque de clarté entourant l'utilisation de postes affectés à des missions dans le Bureau a posé des problèmes pour mettre en œuvre des plans à moyen et long terme assortis de produits mesurables et pour assurer le contrôle de la performance et la responsabilité. Cette situation a eu pour corollaire d'entraver l'efficacité des activités du Bureau et empêché d'attirer et de retenir des agents ayant les compétences requises comme il était initialement prévu, d'où un taux de vacance de 30 % au 31 janvier 2017.

6. Il est nécessaire de préciser expressément les ressources dont le Bureau a besoin pour l'exercice 2017/18 afin de lui permettre d'accomplir ses missions : a) accélérer et améliorer l'appui apporté aux missions clientes de la région; b) renforcer la responsabilité quant à l'emploi des ressources au regard des objectifs stratégiques; c) fournir un appui régional efficace en matière d'achat par l'amélioration de la coordination et la participation dynamique à la planification régionale des achats; d) renforcer la conformité avec la gestion globale de la chaîne d'approvisionnement axée sur le terrain. Le contrôle des ressources financières et des ressources humaines mises à disposition par les différentes missions clientes et par la Division des achats sera transféré au Bureau régional d'achat, par l'intermédiaire des structures administratives d'Umoja, et le Bureau sera constitué en unité administrative distincte capable notamment de gérer son tableau d'effectifs. La présente annexe récapitule les ressources financières et humaines nécessaires au fonctionnement du Bureau.

7. L'activité du Bureau est, de par sa nature, axée sur la centralisation des opérations d'achat de toutes les missions au niveau régional. Les clients du Bureau se répartissent en quatre catégories :

a) La première catégorie rassemble les clients principaux membres de l'organe directeur du Bureau régional d'achat, le Groupe directeur régional des achats, et signataires du modèle de gouvernance adopté par le Groupe, à savoir : la MINUAD, la MINUSS, le BANUS, la MONUSCO, la FISNUA, la MINUSCA, la MINURSO et le Bureau du Sous-Secrétaire général pour le Burundi. Les contrats-cadres régionaux mis en place par le Bureau sont principalement destinés à ces missions. Le Bureau offre également à ces différentes missions un appui spécifique en matière d'achat qui tire parti de son savoir-faire interne et du vivier de fournisseurs régionaux;



b) La deuxième catégorie regroupe le Centre de services régional d'Entebbe (Ouganda) et la Base d'appui d'Entebbe de la MONUSCO. Ces deux entités ne sont pas membres à part entière du Groupe directeur régional des achats, mais le Bureau leur fournit des services complets d'achat;

c) La troisième catégorie comprend la MINUSMA, la MINUL, la FINUL, le Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des tribunaux pénaux, le BINUGBIS, le BRENUAC, l'ONUCI et l'UNOWA, qui ne sont pas membres du Groupe directeur régional des achats. Ces clients font appel aux contrats-cadres régionaux mis en place par le Bureau;

d) La quatrième catégorie réunit le Bureau de la coordination des affaires humanitaires du Secrétariat, le PNUE et le Programme des Nations Unies pour les établissements humains. Au cas par cas, notamment quand il est possible de tirer parti du savoir-faire régional, le Bureau fournit un appui de relativement moindre ampleur en procédant à des appels d'offres formels et informels et en délivrant des bons de commande pour le compte de ces clients.

8. Dans le prolongement de la décision prise par l'Assemblée générale de faire du Bureau régional d'achat un service permanent de la Division des achats, il est envisagé de renforcer encore le rôle régional du Bureau dans le cadre du dispositif de prestation de services centralisée en vue de mieux servir les intérêts de l'Organisation par la normalisation des procédures d'achat et des niveaux de services dans l'ensemble des missions et bureaux hors Siège de la région. Tirant le meilleur parti de son implantation stable et stratégique permettant des économies d'échelle, le Bureau s'attachera à étendre ses prestations aux entités régionales qui n'ont pas les moyens de se doter d'un service d'achat propre.

9. Partie intégrante de la Division des achats, le Bureau régional d'achat relève du Chef du Service des achats (missions) et se conforme aux procédures applicables à la Division. Les achats sont ainsi soumis, lorsqu'il y a lieu, au contrôle du Comité des marchés du Siège. Dirigé par un Chef de la classe P-5, il compte 23 postes, dont 21 mis à disposition par les missions de maintien de la paix clientes et 2 détachés de la Division des achats dans le cadre du compte d'appui (dispositif sans incidence financière). Ces 23 postes figurent dans les projets de budget des différentes missions pour l'exercice 2017/18 au titre du Bureau régional d'achat.

10. En application de la résolution [70/286](#) (par. 46), dans laquelle l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de mettre pleinement à profit le Bureau régional d'achat pour ce qui est des achats destinés aux missions, il est prévu que, à la suite du renforcement du dispositif de gouvernance actuel et de l'amélioration du contrôle des ressources et de la responsabilité pendant l'exercice 2017/18, les ressources nécessaires au fonctionnement du Bureau seront présentées à l'Assemblée dans le cadre du projet de budget du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice 2018/19.

11. Le tableau actuel des effectifs du Bureau régional d'achat est proportionné au niveau de services actuellement fournis aux missions en Afrique centrale et en Afrique de l'Est. En cas d'augmentation du volume de services, notamment si le nombre de missions s'élargit, le niveau de ressources humaines sera revu en conséquence. Entre 2010 et 2016, il a assuré la gestion de contrats et de bons de commande d'une valeur approximative de 742 millions de dollars (322 millions de

dollars pour les contrats-cadres au titre des plans d'acquisition régionaux et 420 millions de dollars pour les contrats propres aux missions), comme il est indiqué dans le tableau 1 ci-après.

12. S'il s'emploie principalement à mettre en place des contrats-cadres régionaux au profit commun des missions clientes de la région, le Bureau est également sollicité par plusieurs autres missions et entités des Nations Unies dans certains cas particuliers. Il intervient dans des cas techniquement complexes et mettant en jeu des services d'achat de haute valeur.

Tableau 1

**Contrats et bons de commande gérés par le Bureau régional d'achat :  
exercices 2010/11 à 2015/16**

(En milliers de dollars des États-Unis; l'exercice budgétaire court du 1<sup>er</sup> juillet au 30 juin.)

	2010/11	2011/12	2012/13	2013/14	2014/15	2015/16	Total	Part (pourcentage)
<b>Contrats/commandes propres à une mission</b>								
Catégorie 1	27 459,2	42 102,2	102 307,3	83 639,1	76 547,5	25 684,9	357 740,2	85,1
Catégorie 2	515,4	12 734,7	18 035,0	6 677,8	13 868,8	5 716,6	57 548,3	13,7
Catégorie 3	—	—	1 315,1	—	—	—	1 315,1	0,3
Catégorie 4	—	—	—	—	—	3 538,1	3 538,1	0,8
<b>Total partiel</b>	<b>27 974,6</b>	<b>54 836,9</b>	<b>121 657,4</b>	<b>90 316,9</b>	<b>90 416,3</b>	<b>34 939,6</b>	<b>420 141,7</b>	<b>100,0</b>
<b>Contrats-cadres régionaux</b>								
Toutes catégories confondues	—	50 959,7	61,770,3	130 933,9	56,956,3	21 583,8	322 204,0	—
<b>Total</b>	<b>27 974,6</b>	<b>105 796,6</b>	<b>183 427,7</b>	<b>221 250,8</b>	<b>147 372,6</b>	<b>56 523,4</b>	<b>742 345,7</b>	<b>—</b>

Note :

Catégorie 1 : MINUAD, MINUSS, BANUS, MONUSCO, FISNUA, MINUSCA, MINURSO et BNUB.

Catégorie 2 : Centre de services régional d'Entebbe et Base d'appui d'Entebbe de la MONUSCO.

Catégorie 3 : MINUSMA, MINUL, FINUL, Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des tribunaux pénaux, BINUGBIS, BRENUAC, ONUCI et UNOWA.

Catégorie 4 : Bureau de la coordination des affaires humanitaires du Secrétariat, PNUE et Programme des Nations Unies pour les établissements humains.

13. S'il consacre la majeure partie de ses services aux missions de maintien de la paix de la catégorie 1, le Bureau régional d'achat offre également un appui à d'autres missions et entités des Nations Unies, comme le montre le tableau 1 ci-dessus. Il assure la mise en place et la gestion des contrats à moyen et à long terme, qui sont généralement valables pour une durée de trois à cinq ans. Les procédures d'achat sont ouvertes aux nouveaux fournisseurs et prestataires de la région et au-delà. Les clients des quatre catégories susmentionnées ont la possibilité de se prévaloir des contrats-cadres régionaux mis en place par le Bureau.

## **B. Hypothèses budgétaires et activités d'appui**

14. L'objectif stratégique du Bureau régional d'achat est de fournir aux missions clientes opérant en Afrique centrale et en Afrique de l'Est des services d'achat efficaces, efficaces et adaptables à leurs besoins, et de s'efforcer résolument de satisfaire les attentes des parties prenantes en fournissant aux opérations de paix des Nations Unies l'appui dont elles ont besoin dans un contexte mondial difficile et en pleine évolution.

15. Les principales activités du Bureau sont les suivantes : mise en place de contrats-cadres régionaux dans le cadre des plans d'acquisition régionaux; conclusion de contrats propres aux missions; organisation de séminaires à l'intention des entreprises; promotion de la communication auprès des fournisseurs et de l'agrément des fournisseurs dans les pays en développement et les pays en transition; organisation de formations, notamment de formations des formateurs à l'intention des milieux commerciaux locaux et des chambres de commerce nationales des pays africains. Le Bureau poursuivra activement son travail de consultation avec les missions parties prenantes en vue d'accroître le taux d'utilisation des contrats-cadres régionaux. Il s'emploiera également à étendre ses ateliers et stages de formation spécialisés à l'intention des missions clientes, conformément à l'objectif qui est le sien de servir de pôle de formation professionnelle commun dans le domaine des achats.

16. Comme prévu dans son modèle de gouvernance et dans son cadre d'action, le Bureau régional d'achat se concentre principalement sur les besoins régionaux, en assistant les missions participantes quant à leurs besoins propres quand celles-ci en font la demande ou quand la Division des achats l'estime opportun. À l'heure actuelle, l'attribution des contrats propres aux missions entre le Bureau et la Division des achats s'opère en fonction du savoir-faire et de la charge de travail ainsi que du vivier de fournisseurs régionaux.

17. Le Bureau devrait être appelé à jouer un rôle élargi et actif dans la planification régionale des achats pour atténuer les risques de lacune ou de double emploi et pour assurer une meilleure conformité avec le plan général. En étroite consultation avec le Département de l'appui aux missions et la Division des achats au Siège ainsi qu'avec ses principaux clients, le Bureau s'attache à élaborer un plan et une stratégie d'achat régionaux viables et utiles, qui permettent de clarifier la définition des rôles et attributions entre le Bureau, la Division des achats et les services chargés des achats dans les missions.

## **C. Coopération avec les missions de la région**

18. Le Bureau bénéficie de l'appui de la Base d'appui d'Entebbe de la MONUSCO, propriétaire du site de la base et prestataire d'un certain nombre de services d'appui au titre d'un accord conclu au niveau opérationnel. Les projets d'aménagement engagés dans l'ensemble de la Base d'appui d'Entebbe se poursuivent et les locataires, dont le Bureau, se voient facturer les services effectivement fournis aux taux standard.

19. Des arrangements permanents pour un mécanisme de recouvrement des coûts dans le cadre d'un accord conclu au niveau opérationnel entre la MONUSCO et les locataires de la Base d'appui d'Entebbe sont en cours de formalisation. Le Bureau régional d'achat inscrira sa part du financement des services et des projets assurés par la MONUSCO dans ses propres prévisions de dépenses.

## D. Cadre de budgétisation axée sur les résultats

20. Le cadre de budgétisation axée sur les résultats du Bureau régional d'achat d'Entebbe pour 2017/18 est présenté ci-dessous. Au cours de l'exercice budgétaire, le Bureau contribuera à un certain nombre de réalisations en exécutant les principaux produits présentés dans les tableaux ci-après. Les indicateurs de succès rendent compte des progrès faits par le Bureau comme service à part entière de la Division des achats en vue d'obtenir les résultats prévus.

### Réalisations escomptées

### Indicateurs de succès

1.1 Amélioration de l'efficacité et de l'efficacité des opérations d'achat dans les opérations de maintien de la paix déployées en Afrique centrale et en Afrique de l'Est

1.1 Traitement dans les 4 jours des demandes d'agrément des fournisseurs (niveaux de base et niveau 1)

1.2 Attribution et signature du contrat dans les 10 jours suivant l'approbation de la recommandation d'attribution du marché

1.3 Réalisation de l'évaluation financière dans les 12 jours pour les appels d'offres et dans les 6 jours pour les invitations à soumissionner

1.4 Amélioration du taux de réponse des fournisseurs aux procédures d'appel d'offres (40 %)

### Produits

- Conclusion de 6 contrats-cadres régionaux (dont avenants), de 25 contrats propres aux missions (dont avenants) et de 50 bons de commande dans le cadre de l'appui aux missions clientes de la région
- Réalisation de deux ventes et cession de 100 % des biens des Nations Unies comptabilisés en pertes pour cinq opérations de maintien de la paix
- Participation et appui aux séminaires à l'intention des entreprises dans deux pays d'Afrique centrale et d'Afrique de l'Est et attribution de l'agrément à 100 nouveaux fournisseurs
- Suite donnée dans un délai de 10 jours ouvrables aux demandes d'agrément sur le Portail mondial pour les fournisseurs des organismes des Nations Unies pour tous les fournisseurs ayant déposé une manifestation d'intérêt
- Contribution à l'examen et à l'évaluation de 100 demandes d'agrément (niveau de base et niveau 1) sur le Portail mondial pour les fournisseurs des organismes des Nations Unies
- Lancement de 25 nouveaux appels d'offres internationaux à l'appui des missions clientes de la région portant sur toute la gamme du soutien génie, des approvisionnements, des opérations de transit, des services logistiques externalisés et autres services

- Organisation de 10 visites sur le terrain, conférences de soumissionnaires et négociations préalables à l'attribution de marchés pour les nouveaux appels d'offres lancés
  - Examen technique et appui administratif pour 100 contrats-cadres régionaux et contrats propres aux missions à l'appui des opérations de maintien de la paix
  - Formation aux achats à l'intention de 16 membres du Bureau et de 25 membres du personnel des missions clientes de la région
  - Établissement et communication à toutes les missions clientes, dans les 7 premiers jours du mois, de 12 rapports mensuels portant notamment sur l'état des activités d'achat, l'utilisation des contrats et l'agrément des fournisseurs
  - Communication aux missions clientes de 4 bulletins trimestriels portant sur les bonnes pratiques et les enseignements tirés de l'expérience
- 

*Facteurs externes*

Les fournisseurs participent aux séminaires organisés à leur intention et présentent des demandes d'agrément

---

## **E. Ressources humaines**

21. Lors de la mise en place expérimentale du Bureau régional d'achat d'Entebbe en 2010, le tableau d'effectifs reposait sur le transfert volontaire de 36 postes vacants provenant de la Division des achats, de la MONUSCO, de la MINUSS, de la MINUAD et de la MINURCAT, un dispositif sans incidence financière. Le nombre de postes effectivement mis à disposition a d'abord été de 24 avant d'être porté à 26 en 2014, lorsque 2 postes supplémentaires de la MINUSCA ont été déployés pour apporter un appui propre aux missions. Dans les années qui ont suivi, 2 postes de la MINUAD et 2 postes de la MINUSCA ont été rapatriés au quartier général des deux missions, tandis que la MONUSCO a mis à disposition 1 poste supplémentaire en 2016, portant les effectifs actuels à 23 postes au total. Le plafond de postes initialement envisagé n'a pas été atteint, alors même que le nombre de missions de la région bénéficiant des services du Bureau a progressé.

22. Il est proposé que le tableau d'effectifs du Bureau pour l'exercice 2017/18 soit maintenu à 23 postes [1 P-5, 3 P-4, 4 P-3, 3 agents du Service mobile, 3 administrateurs recrutés sur le plan national, 8 agents des services généraux recrutés sur le plan national et 1 Volontaire des Nations Unies (VNU)], comme indiqué dans le tableau 2 ci-après. Ce tableau a été régulièrement communiqué au Groupe directeur régional des achats, lequel l'a approuvé et a recommandé la régularisation des postes au sein de la Division des achats afin de permettre une gestion durable des ressources. Il est sans incidence financière et offre une certaine adaptabilité, conformément au modèle de gouvernance initial prévu pour le Bureau et approuvé par le Groupe directeur régional des achats.

Tableau 2  
Effectifs du Bureau régional d'achat pour l'exercice 2017/18

	Personnel recruté sur le plan international						Personnel recruté sur le plan national				
	P-5	P-4	P-3	P-2/1	SM	Total partiel	AN	GN	Total partiel	VNU	Total
Postes mis à disposition 2016/17	1	3	4	—	3	11	3	8	11	1	23
Postes mis à disposition 2017/18	1	3	4	—	3	11	3	8	11	1	23
<b>Variation nette</b>	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

23. On trouvera des informations détaillées sur les postes mis à la disposition du Bureau régional d'achat par les missions au tableau 3 ci-après.

Tableau 3  
Répartition des postes par mission pour l'exercice 2017/18

	Personnel recruté sur le plan international						Personnel recruté sur le plan national				
	P-5	P-4	P-3	P-2/1	SM	Total partiel	AN	GN	Total partiel	VNU	Total
BANUS	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1
Compte d'appui	—	2	—	—	—	2	—	—	—	—	2
MINUAD	—	—	1	—	—	1	—	4	4	—	5
MINUSS	—	—	2	—	2	4	3	2	5	—	9
MONUSCO	—	1	1	—	1	3	—	2	2	1	6
<b>Total</b>	<b>1</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	<b>—</b>	<b>3</b>	<b>11</b>	<b>3</b>	<b>8</b>	<b>11</b>	<b>1</b>	<b>23</b>

*Abréviations* : AN = administrateur recruté sur le plan national; GN = agent des services généraux recruté sur le plan national; SM = Service mobile; VNU = Volontaire des Nations Unies.

24. Le Bureau se compose du Bureau du chef (2 postes) et de trois services placés sous sa direction, à savoir : le Groupe du génie (7 postes), le Groupe des approvisionnements, des opérations de transit et des transports (9 postes) et le Groupe de la gestion des achats (5 postes). Chaque groupe est dirigé par un chef d'équipe de la classe P-4.

**Bureau du chef du Bureau régional d'achat (2 postes)**

25. Le chef du Bureau régional d'achat (P-5) supervise trois groupes placés chacun sous la direction d'un chef d'équipe de la classe P-4. Les projets d'achat confiés au Bureau sont des marchés complexes d'une valeur de plusieurs millions de dollars et dont la majorité sont soumis au contrôle du Comité des marchés du Siège. Le chef est également le représentant régional de la Division des achats et entretient un dialogue avec les hauts représentants des gouvernements de la région. Dans le cadre de la mise en œuvre de la gestion de la chaîne d'approvisionnement, il est envisagé que le Bureau joue un rôle élargi dans la planification régionale des achats et mène des activités stratégiques. Le chef bénéficie de l'aide d'un assistant administratif (agent des services généraux recruté sur le plan national), qui est chargé des fonctions administratives de tout le Bureau.

**Groupe du génie (7 postes)**

26. Dirigé par un fonctionnaire chargé des achats (chef d'équipe) (P-4), le Groupe du génie compte un fonctionnaire chargé des achats (P-3), un fonctionnaire chargé des achats (administrateur recruté sur le plan national) et quatre assistants aux achats (agents des services généraux recrutés sur le plan national). Le Groupe est principalement chargé de mettre en place l'ensemble des contrats-cadres régionaux et des contrats propres aux missions dans les domaines suivants : construction, gestion des installations, sécurité, vente et cession, maintenance, ateliers mécaniques, matériels et fournitures électriques, contrats de location.

**Groupe des approvisionnements, des opérations de transit et des transports (9 postes)**

27. Dirigé par un fonctionnaire chargé des achats (chef d'équipe) (P-4), le Groupe des approvisionnements, des opérations de transit et des transports compte deux fonctionnaires chargés des achats (P-3), trois assistants aux achats (agents du Service mobile), un fonctionnaire chargé des achats (administrateur recruté sur le plan national) et deux assistants aux achats (agents des services généraux recrutés sur le plan national). Le Groupe est principalement chargé de mettre en place les contrats-cadres régionaux et les contrats propres aux missions dans les domaines suivants : produits de base, contrats de louage de services, opérations de transit et contrats de services logistiques passés avec des prestataires extérieurs, services de restauration et fournitures diverses.

28. Le Groupe du génie et le Groupe des approvisionnements, des opérations de transit et des transports gèrent des marchés complexes d'une valeur de plusieurs millions de dollars, qui supposent de travailler en étroite coordination avec les clients, de négocier des contrats, de rédiger des rapports, d'examiner et de valider rapidement les documents relatifs aux achats. Ces groupes sont chargés de toutes les tâches, de l'attribution des dossiers à l'adjudication des marchés.

### Groupe de la gestion des achats (5 postes)

29. Dirigé par un fonctionnaire chargé des achats (chef d'équipe) (P-4), le Groupe de la gestion des achats compte un fonctionnaire chargé des achats (P-3), un fonctionnaire chargé des achats (administrateur recruté sur le plan national), un assistant administratif (agent des services généraux recruté sur le plan national) et un assistant aux achats (VNU). En sus de renforcer les contrôles de gestion internes du Bureau, le Groupe apporte un appui dans les domaines suivants : gestion des ressources humaines (recrutement, exercice des fonctions de responsable des postes à pourvoir pour Inspira), gestion de la performance et exécution du budget. Il mène également les activités d'appui suivantes dans le domaine des achats : gestion du plan d'acquisition régional et suivi de sa mise en œuvre; gestion de l'assurance qualité, gestion des risques et vérification de la conformité pour le Bureau; gestion du service d'agrément et de gestion des fournisseurs en vue d'élargir le vivier de fournisseurs régionaux (niveau de base et niveau 1); organisation de séminaires, de manifestations et de réunions à l'intention des entreprises pour soutenir l'action de communication auprès des fournisseurs régionaux; organisation d'ateliers et d'activités de formation; exercice des fonctions de référent dans le cadre des audits (Comité des commissaires aux comptes et Bureau des services de contrôle interne) et coordination de la mise en œuvre des recommandations issues des audits; exercice des fonctions de Comité d'ouverture des plis; conservation des données et établissement des rapports destinés au Siège, aux missions et autres parties; organisation de réunions rassemblant de hauts fonctionnaires et de hauts représentants des fournisseurs (Groupe directeur régional des achats, séminaires à l'intention des entreprises, ateliers), dont l'établissement des procès-verbaux et la tenue des documents. Sans intervenir directement dans les opérations d'achat, le groupe constitue une partie intégrante et essentielle du Bureau. Sa taille s'explique par le nombre et la diversité de ses attributions et des activités complexes correspondantes.

## II. Ressources financières

### A. Vue d'ensemble

30. Comme l'indiquent les tableaux 4 et 5 ci-après, les prévisions de dépenses relatives au Bureau pour l'exercice 2017/18 s'élèvent à 2 414 200 dollars (montant brut).

Tableau 4

#### Prévisions de dépenses par catégorie pour l'exercice 2017/18

(En milliers de dollars des États-Unis; l'exercice budgétaire court du 1<sup>er</sup> juillet au 30 juin.)

Catégorie	Dépenses prévues (2017/18)
Personnel civil	
Personnel recruté sur le plan international	1 692,7
Personnel recruté sur le plan national	399,1



<i>Catégorie</i>	<i>Dépenses prévues (2017/18)</i>
Volontaires des Nations Unies	28,0
<b>Total partiel</b>	<b>2 119,8</b>
Dépenses opérationnelles	
Voyages	50,3
Installations et infrastructures	64,0
Transports terrestres	70,4
Communications	17,8
Informatique	40,8
Santé	2,3
Fournitures, services et matériel divers	48,8
<b>Total partiel</b>	<b>294,4</b>
<b>Montant brut</b>	<b>2 414,2</b>
Recettes provenant des contributions du personnel	(247,4)
<b>Montant net</b>	<b>2 166,8</b>
Contributions volontaires en nature	—
<b>Total</b>	<b>2 166,8</b>

Tableau 5  
**Répartition des dépenses par mission**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Dépenses prévues (2017/18)</i>					<b>Total</b>
	<i>MONUSCO</i>	<i>MINUAD</i>	<i>MINUSS</i>	<i>BANUS</i>	<i>Compte d'appui</i>	
<b>Personnel civil</b>						
Personnel recruté sur le plan international	449,1	149,1	529,2	196,2	369,1	<b>1 692,7</b>
Personnel recruté sur le plan national	54,8	109,7	234,6	—	—	<b>399,1</b>
Volontaires des Nations Unies	28,0	—	—	—	—	<b>28,0</b>
<b>Total partiel</b>	<b>531,9</b>	<b>258,8</b>	<b>763,8</b>	<b>196,2</b>	<b>369,1</b>	<b>2 119,8</b>
<b>Dépenses opérationnelles</b>						
Voyages	12,6	12,6	12,6	12,5	—	<b>50,3</b>
Installations et infrastructures	16,0	16,0	16,0	16,0	—	<b>64,0</b>
Transports terrestres	17,6	17,6	17,6	17,6	—	<b>70,4</b>
Communications	4,5	4,4	4,5	4,4	—	<b>17,8</b>
Informatique	10,2	10,2	10,2	10,2	—	<b>40,8</b>

	Dépenses prévues (2017/18)					Total
	MONUSCO	MINUAD	MINUSS	BANUS	Compte d'appui	
Services médicaux	0,6	0,6	0,6	0,5	–	2,3
Fournitures, services et matériel divers	12,2	12,2	12,2	12,2	–	48,8
<b>Total partiel</b>	<b>73,7</b>	<b>73,6</b>	<b>73,7</b>	<b>73,4</b>	<b>–</b>	<b>294,4</b>
<b>Montant brut</b>	<b>605,6</b>	<b>332,4</b>	<b>837,5</b>	<b>269,6</b>	<b>369,1</b>	<b>2 414,2</b>
Recettes provenant des contributions du personnel	(55,3)	(31,9)	(96,8)	(22,4)	(41,0)	(247,4)
<b>Montant net</b>	<b>550,3</b>	<b>300,5</b>	<b>740,7</b>	<b>247,2</b>	<b>328,1</b>	<b>2 166,8</b>
Contributions volontaires en nature	–	–	–	–	–	–
<b>Total</b>	<b>605,6</b>	<b>332,4</b>	<b>837,5</b>	<b>269,6</b>	<b>369,1</b>	<b>2 414,2</b>

## B. Taux de vacance

31. Les prévisions de dépenses pour l'exercice 2017/18 ont été établies sur la base des taux de vacance suivants :

(Pourcentage)

Catégorie	Projection 2017/18
<b>Personnel civil</b>	
Personnel recruté sur le plan international	12,0
Personnel recruté sur le plan national	
Administrateurs	25,0
Agents des services généraux	6,0
Volontaires des Nations Unies	50,0

32. Les différents taux de vacance de postes ont été établis sur la base des tendances observées par le passé en matière de recrutement et des activités de recrutement prévues.

## C. Formation

33. Les prévisions de dépenses du Bureau régional d'achat pour l'exercice 2017/18 ne comprennent pas de montant pour la formation. Les dépenses ponctuelles liées aux honoraires de formation seront financées par la part de la Division des achats dans le budget du compte d'appui.

### III. Analyse des ressources nécessaires<sup>a</sup>

	<i>Dépenses prévues</i>
<b>Personnel recruté sur le plan international</b>	<b>1 692,7</b>

34. Le montant prévu correspond aux dépenses afférentes aux 11 agents recrutés sur le plan international. Les prévisions de dépenses sont calculées sur la base d'un taux de vacance de postes de 12 %.

	<i>Dépenses prévues</i>
<b>Personnel recruté sur le plan national</b>	<b>399,1</b>

35. Le montant prévu correspond aux dépenses afférentes aux 11 agents recrutés sur le plan national. Les prévisions de dépenses sont calculées sur la base d'un taux de vacance de postes de 25,0 % pour les administrateurs et de 6,0 % pour les agents des services généraux.

	<i>Dépenses prévues</i>
<b>Volontaires des Nations Unies</b>	<b>28,0</b>

36. Le montant demandé correspond aux dépenses afférentes à un Volontaire des Nations Unies. Les prévisions de dépenses sont calculées sur la base d'un taux de vacance de postes de 50,0 %.

	<i>Dépenses prévues</i>
<b>Voyages</b>	<b>50,3</b>

37. Le montant prévu doit permettre de financer une mission de formation ainsi que les voyages non liés à la formation suivants : conférence annuelle à New York; réunions avec les services demandeurs au sujet des plans d'acquisition régionaux; conférences de soumissionnaires et mise au point définitive des cahiers de charges; séminaires à l'intention des entreprises; réunion avec les prestataires au sujet des activités liées à l'appui en matière d'achat.

	<i>Dépenses prévues</i>
<b>Installations et infrastructures</b>	<b>64,0</b>

38. Le montant demandé doit permettre de financer les activités d'archivage relatives aux dossiers d'achat et les dépenses afférentes aux services communs (eau, électricité, égouts, ordures, nettoyage, lutte phytosanitaire et gardes de sécurité), y compris les contributions aux services fournis par le Département de la sûreté et de la sécurité, les services d'aménagement et de rénovation, le carburant des groupes électrogènes, le mobilier et les fournitures de bureau.

	<i>Dépenses prévues</i>
<b>Transports terrestres</b>	<b>70,4</b>

<sup>a</sup> Les montants sont exprimés en milliers de dollars des États-Unis.

39. Le montant prévu doit permettre de financer l'achat de deux véhicules (un pour les transports à l'extérieur de la Base, un autre pour les déplacements à l'intérieur de la Base pour rencontrer les visiteurs et les représentants des fournisseurs et participer à des réunions) et les services de répartition des véhicules pour les 23 fonctionnaires du Bureau.

	<i>Dépenses prévues</i>
<b>Communications</b>	17,8

40. Le montant demandé doit permettre de couvrir les services de téléphonie mobile pour le chef du Bureau ainsi que pour les trois chefs d'équipe ainsi que les services de téléphonie fixe fournis par la Base aux 23 fonctionnaires du personnel du Bureau.

	<i>Dépenses prévues</i>
<b>Informatique</b>	40,8

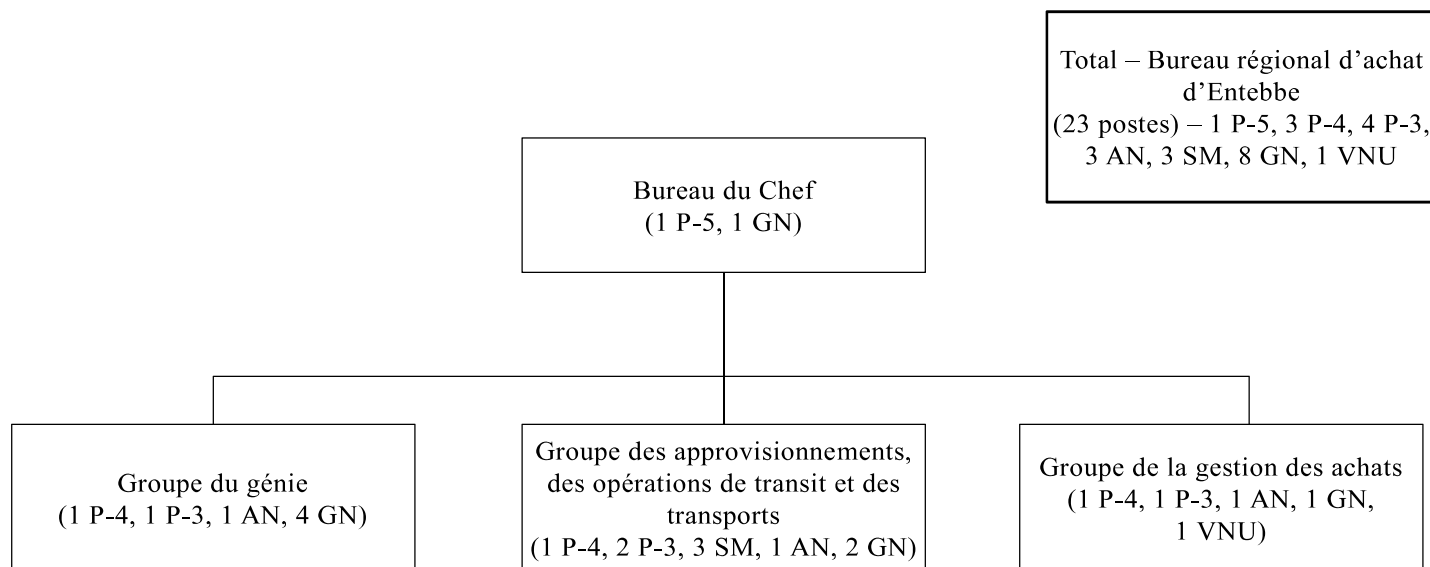
41. Le montant demandé doit permettre de couvrir les dépenses liées aux ordinateurs personnels, aux télécopieurs, aux services d'appui informatique assurés par la Base et aux cartouches d'encre pour les imprimantes et les télécopieurs.

	<i>Dépenses prévues</i>
<b>Santé</b>	2,3

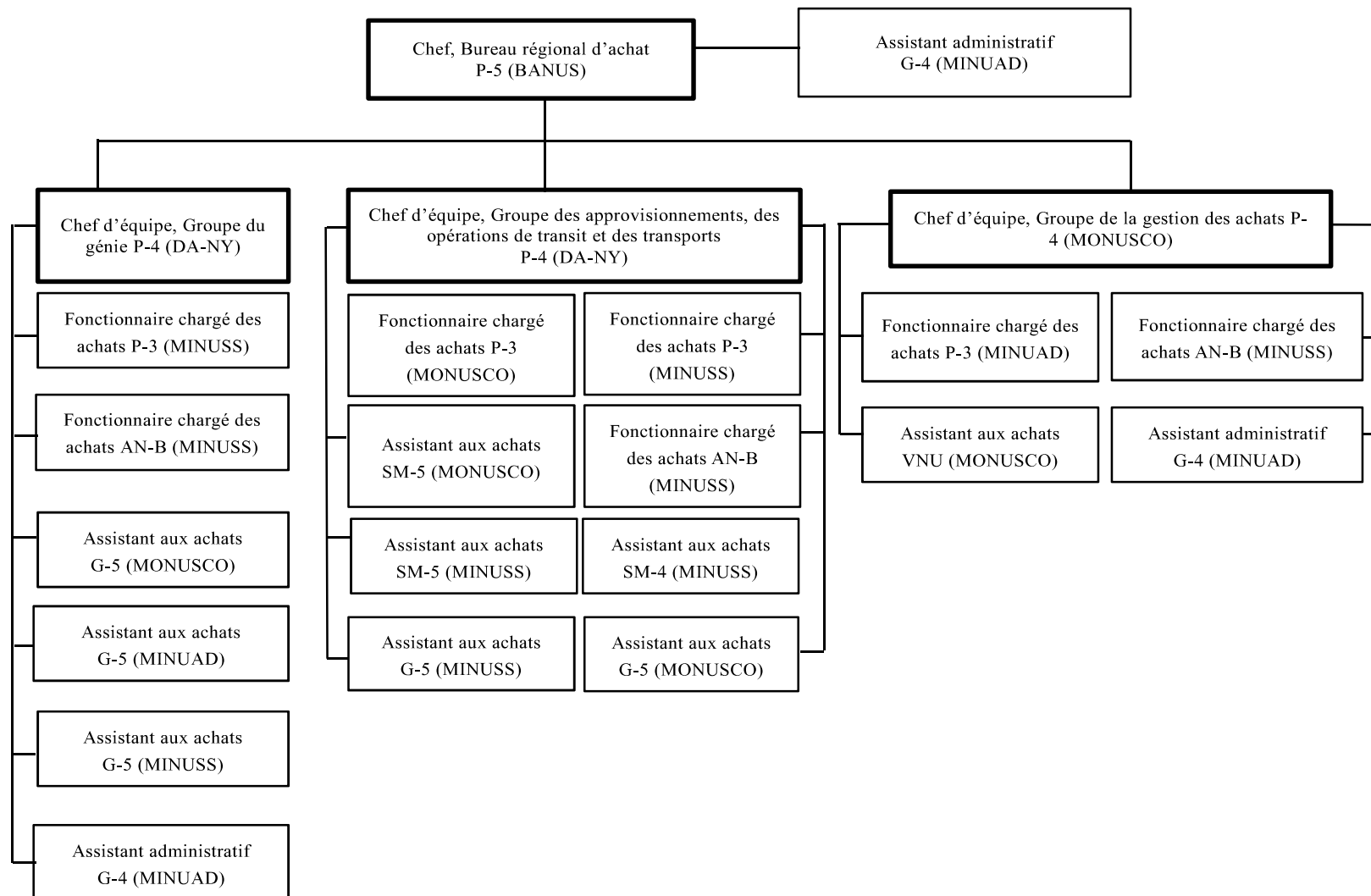
42. Le montant prévu est destiné à financer les dépenses liées aux services médicaux fournis par la Base aux 23 fonctionnaires du Bureau.

	<i>Dépenses prévues</i>
<b>Fournitures, services et matériel divers</b>	48,8

43. Le montant doit permettre de couvrir les services de conférence à l'appui des trois réunions du Groupe directeur régional des achats, les services de courrier et de valise diplomatique, les services de messagerie pour l'envoi des documents relatifs aux achats et la publicité dans la presse nationale et régionale.

**Bureau régional d'achat d'Entebbe : organigramme (2017/18)**

## Bureau régional d'achat d'Entebbe : détail des postes (2017/18)



*Abréviations* : AN = administrateur recruté sur le plan national; AN-B = administrateur recruté sur le plan national, classe B; DA-NY = Division des achats, New York; GN = agent des services généraux recruté sur le plan national; SM = Service mobile; VNU = Volontaires des Nations Unies.

## Annexe XIV

### **Exécution du budget du Centre de services régional d'Entebbe (Ouganda) pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2015 au 30 juin 2016**

#### *Résumé*

On trouvera dans la présente annexe des informations détaillées sur les dépenses totales du Centre de services régional d'Entebbe (Ouganda) pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2015 au 30 juin 2016, dont la corrélation avec les objectifs du Centre a été expliquée dans des tableaux du cadre de budgétisation axée sur les résultats.

Le Centre de services régional d'Entebbe a engagé des dépenses d'un montant de 29,8 millions de dollars au cours de l'exercice considéré, ce qui représente un taux d'exécution du budget de 83,7 % (contre des dépenses d'un montant de 38,6 millions de dollars, soit un taux d'exécution du budget de 87,3 %, pour l'exercice précédent).

La sous-utilisation des crédits au titre du personnel civil (2,3 millions de dollars) tient essentiellement au taux d'occupation des postes moins élevé que prévu pour le personnel recruté sur le plan international et les administrateurs recrutés sur le plan national, à la réduction à 27% du coefficient d'ajustement pour Entebbe (par rapport à un taux budgétisé de 35,4%) et à l'appréciation du dollar des États-Unis par rapport au shilling ougandais; cette sous-utilisation a été en partie contrebalancée par un taux de vacance de postes moins élevé que prévu pour les agents des services généraux recrutés sur le plan national et par l'augmentation du traitement net du personnel recruté sur le plan national (de 19,2 % pour les administrateurs et de 31,4% pour les agents des services généraux) à la suite de la révision du barème des traitements entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> août 2015.

La sous-utilisation des crédits au titre des dépenses opérationnelles (3,5 millions de dollars) s'explique principalement par l'annulation des acquisitions prévues de matériel informatique et de matériel de communication du fait du transfert du matériel reçu de la MINUAUCE après sa clôture; cette sous-utilisation a été contrebalancée par des dépenses supplémentaires engagées pour achever les travaux de construction des bureaux du Centre, qui avaient accusé des retards.

#### **Exécution du budget : ressources financières**

(En milliers de dollars des États-Unis; l'exercice budgétaire court du 1<sup>er</sup> juillet 2015 au 30 juin 2016.)

Catégorie	Montant alloué	Dépenses	Écart	
			Montant	Pourcentage
Personnel civil	20 343,3	18 076,8	2 266,5	11,1
Dépenses opérationnelles	15 213,1	11 682,6	3 530,5	23,2
<b>Montant brut</b>	<b>35 556,4</b>	<b>29 759,4</b>	<b>5 797,0</b>	<b>16,3</b>
Recettes provenant des contributions du personnel	2 271,4	1 963,2	308,2	13,6
<b>Montant net</b>	<b>33 285,0</b>	<b>27 796,2</b>	<b>5 488,8</b>	<b>16,5</b>
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	—	—	—	—
<b>Total</b>	<b>35 556,4</b>	<b>29 759,4</b>	<b>5 797,0</b>	<b>16,3</b>

Le taux d'occupation des postes pour la catégorie des agents des services généraux recrutés sur le plan national a augmenté par rapport à l'exercice précédent, mais cette augmentation a été contrebalancée par la baisse du taux d'occupation des postes d'agent recruté sur le plan international, d'administrateur recruté sur le plan national et de Volontaire des Nations Unies (VNU).

#### Exécution du budget : ressources humaines

Catégorie	Taux de vacance 2014/15 (pourcentage) <sup>a</sup>	Effectif approuvé 2015/16 <sup>b</sup>	Effectif réel 2015/16 (moyenne)	Taux de vacance 2015/16 (pourcentage) <sup>a</sup>
Personnel recruté sur le plan international	13,5	135	110	18,5
Personnel recruté sur le plan national				
Administrateurs recrutés sur le plan national	84,6	30	5	83,3
Agents des services généraux recrutés sur le plan national	11,7	215	198	7,9
Volontaires des Nations Unies	9,0	6	3	50,0

<sup>a</sup> Compte tenu de l'effectif réel et de l'effectif approuvé, mois par mois.

<sup>b</sup> Niveau maximum de l'effectif autorisé.



## I. Introduction

1. Le Centre de services régional d'Entebbe (Ouganda) a été créé en juillet 2010 pour œuvrer au service des missions de la région de l'Afrique de l'Est. Pendant l'exercice 2015/16, les missions clientes du Centre étaient les suivantes: MONUSCO, MINUAD, MINUSS, MINUSCA, BANUS, FISNUA, MANUSOM, MENUB, BRENUAC, BNUUA, Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs, Groupe de contrôle pour la Somalie et l'Érythrée et Bureau du Conseiller spécial du Secrétaire général pour la prévention des conflits, y compris au Burundi.

2. Dans sa résolution [65/289](#), l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de lui présenter chaque année, en les regroupant, des informations sur les ressources financières et humaines mises à la disposition du Centre de services régional par les missions qu'il desservait. On trouvera dans la présente annexe un récapitulatif des résultats obtenus par le Centre pour l'exercice 2015/16, ainsi que des précisions sur les dépenses engagées par chacune des missions clientes, telles qu'elles apparaissent dans les rapports des missions sur l'exécution de leurs budgets respectifs.

3. Dans sa résolution [69/307](#), l'Assemblée générale a décidé d'octroyer au Centre de services régional d'Entebbe son autonomie en matière de gestion et de fonctionnement; pour l'exercice 2016/17, des rapports distincts lui seraient présentés sur le budget et l'exécution du budget du Centre. Dans sa résolution [70/289](#), l'Assemblée générale a rappelé sa disposition et décidé que tous les projets de budget ultérieurs du Centre de services régional seraient présentés dans des rapports distincts. La présente annexe sera par conséquent la dernière à figurer dans le rapport d'ensemble sur le financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies.

## II. Exécution du mandat

4. Au cours de l'exercice 2015/16, le Centre de services régional d'Entebbe a continué de stabiliser son modèle de prestation des services et d'améliorer la prestation de ses services. Il a mis en place de nouveaux processus de gestion des ressources humaines et des finances, notamment dans le cadre de la mise en service d'Umoja dans le groupe 4 en novembre 2015. En vue de préparer le lancement d'Umoja dans le groupe 5, le Centre a créé une équipe de déploiement chargée de coordonner toutes les activités de préparation des sites, de planifier le projet, d'étudier les effets du changement, de rassembler et d'élaguer les données, de schématiser les droits d'accès, de gérer les processus de communication et de formation, de contrôler l'infrastructure informatique, de faciliter la transition et d'appuyer la production.

5. Le Centre étant devenu pleinement opérationnel, il a fallu adapter sa dotation en effectifs à l'évolution des besoins de ses missions clientes. L'examen des besoins en personnel civil réalisé pendant l'exercice 2014/15 a abouti à une nouvelle répartition des postes, consistant notamment à transformer 68 postes d'agent du Service mobile en postes d'agent recruté sur le plan national sur une période de deux ans à compter de juillet 2015, conformément à la résolution [69/307](#) de l'Assemblée générale.

## A. Progrès accomplis dans l'exécution du mandat

6. Pendant l'exercice 2015/16, le Centre de services régional d'Entebbe a consolidé les fonctions administratives qui lui avaient été transférées durant les exercices précédents. Il a compté deux nouvelles missions clientes (le Bureau du Conseiller spécial du Secrétaire général pour la prévention des conflits, y compris au Burundi et le BRENUAC) et a appuyé la clôture et la liquidation de la MINUAUCE et de la MENUB. Les services qu'il a apportés à ces missions ont été financés dans les limites des ressources approuvées pour l'exercice considéré.

7. En novembre 2015, le Centre de services régional a lancé avec succès Umoja dans le groupe 4 (gestion des ressources humaines, voyages et états de paie du personnel recruté sur le plan international). Il a participé à un grand nettoyage des données, à la formation et à la définition des fonctions dans les domaines, entre autres, de la gestion des ressources humaines et des voyages, et a apporté un appui considérable aux missions clientes dans le cadre de ces changements, le Centre administrant 60% des membres du personnel recruté sur le plan international des opérations de maintien de la paix.

8. Après la mise en service d'Umoja dans le groupe 4, le Centre de services régional a perfectionné son modèle de fonctionnement sur le plan de la répartition des rôles et responsabilités, en collaboration avec les responsables des ressources humaines et les chefs des sections des finances et du budget des missions clientes.

9. Avant la mise en service dans le groupe 4, le modèle de prestation de services du Centre pour ce qui est de l'appui au personnel recruté sur le plan international comprenait l'administration des prestations, la prorogation des contrats, la prestation de services relatifs aux voyages, notamment le traitement des demandes de remboursement des frais de voyage, le versement de l'élément local des traitements sur les comptes locaux et le traitement des retenues sur les salaires pour les services que reçoit le personnel recruté sur le plan international dans les missions, notamment le logement. À l'exception du versement de l'élément local des traitements du personnel recruté sur le plan international sur des comptes locaux et du versement des primes d'affectation et de réinstallation, qui a été centralisé au Siège pour toutes les missions, le Centre a continué d'assumer ces fonctions après la mise en service dans le groupe 4.

10. En mars 2016, le versement hors cycle des primes d'affectation et de réinstallation du personnel recruté sur le plan international a été confié au Centre de services régional pour toutes les missions en Afrique. Au dernier trimestre de l'exercice 2015/16, des préparatifs ont également été engagés en vue de l'intégration de la MINUSMA au nombre des clients du Centre, du transfert des fonctions d'administration du personnel recruté sur le plan national de toutes les missions clientes, et de la centralisation du traitement des états de paie du personnel recruté sur le plan national et des membres du personnel en tenue de toutes les opérations de maintien de la paix et missions politiques spéciales œuvrant en Afrique à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2016. Dans le cadre de ces préparatifs, les équipes de projet ont établi des contacts avec de nouveaux clients, adressé des communications relatives à la gestion des changements et se sont rendues au service d'appui de la MINUSMA à l'ONUCI. Le tableau 1 ci-après donne un aperçu chronologique des fonctions supplémentaires ayant été transférées au Centre de services régional.

Tableau 1  
**Fonctions supplémentaires transférées au Centre de services régional d'Entebbe**

<i>Fonction</i>	<i>Date</i>	<i>Description</i>
Versement hors cycle des primes d'affectation et de réinstallation	24 mars 2016	Le versement hors cycle des primes d'affectation et de réinstallation des membres du personnel recruté sur le plan international de toutes les missions en Afrique est désormais assuré par le Centre de services régional.
MINUSMA: fonctions relatives aux ressources humaines, aux finances et aux voyages	1 <sup>er</sup> juillet 2016	La MINUSMA est devenue cliente du Centre de services régional. Au total, 35 postes ont été transférés du service d'appui d'Abidjan au Centre.
Administration du personnel recruté sur le plan national	1 <sup>er</sup> juillet 2016	Les fonctions de gestion des ressources humaines concernant tous les membres du personnel recruté sur le plan national ont été transférées au Centre de services régional. Un projet pilote a été mené en mai pour la FISNUA et en juin pour la MONUSCO avant que le Centre assume pleinement ces fonctions en juillet.
Centralisation des fonctions relatives aux états de paie	1 <sup>er</sup> juillet 2016	Le Centre assure les fonctions relatives aux états de paie de tous les membres du personnel recruté sur le plan national et du personnel en tenue de toutes les missions en Afrique, y compris de ses missions clientes.

11. Au cours de l'exercice considéré, 34 des 68 postes du Service mobile ont été transformés en postes d'agent recruté sur le plan national. Les 34 postes restants le seront pendant l'exercice 2016/17, suivis par d'autres postes dans le courant des trois exercices suivants. Le Centre de services régional a amélioré son programme de diffusion afin d'attirer des candidats ougandais qualifiés aux postes d'administrateur recruté sur le plan national en publiant des annonces sur les médias sociaux et dans la presse écrite. L'équipe chargée des ressources humaines s'est également employée à mettre en place des tests de recrutement en ligne visant à permettre à un plus grand nombre de candidats de se présenter.

12. Bien que la situation en Ouganda ait été relativement stable et que les élections se soient déroulées dans le calme, seules quatre journées de travail ayant été perturbées, le Centre de services régional a été indirectement touché dans son fonctionnement par l'instabilité politique à laquelle se sont heurtées certaines de ses missions clientes, notamment en République centrafricaine (MINUSCA) et au Soudan du Sud (MINUSS), puisqu'il a dû répondre rapidement à leurs besoins, qui ont fréquemment changé. L'appui supplémentaire nécessaire à la clôture de la MINUAUCE et de la MENUB ainsi qu'à ses nouvelles missions clientes (le Bureau du Conseiller spécial du Secrétaire général pour la prévention des conflits, y

compris au Burundi et le BRENUAC) a été assuré par le personnel en place du Centre.

13. Le projet pilote du couloir logistique de l'Afrique de l'Est, lancé en avril 2016 dans le cadre de l'initiative de gestion de la chaîne d'approvisionnement, concerne principalement six missions de maintien de la paix en Afrique de l'Est, à savoir la MINUSCA, la MONUSCO, la MINUAD, la FISNUA, la MINUSS et le BANUS. Le projet pilote permettra de mettre à l'essai une approche de la chaîne d'approvisionnement de bout en bout en coordonnant les processus de planification, de recherche de fournisseurs et de livraison pour six produits de base largement utilisés (ciment, meubles, climatiseurs, câbles électriques, papier d'impression et d'écriture et linge de maison). Une équipe de projet composée de représentants du Centre de contrôle intégré des transports et des mouvements, du Centre de services régional, du Bureau régional d'achat et de la Base d'appui de la MONUSCO à Entebbe a été créée. Le cahier des charges de plusieurs contrats-cadres visant à appuyer le projet a été établi et est actuellement examiné par l'équipe de projet et la Division du soutien logistique du Département de l'appui aux missions. D'ici à la fin du premier trimestre 2017, de nouveaux contrats devraient être en place et la chaîne d'approvisionnement des produits de bases sélectionnés devrait être à l'essai au niveau régional, ce qui permettra d'améliorer en meilleure connaissance de cause les synergies régionales dans la chaîne d'approvisionnement des missions de la région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique centrale ainsi que dans d'autres régions.

## **B. Activités d'appui aux missions**

14. Au cours de l'exercice considéré, deux projets du Laboratoire régional d'innovation ont été mis en place, à savoir le système d'interopérabilité radio et la technologie de l'évolution à long terme. Les deux projets ont été coordonnés par la Division de l'informatique et des communications du Département de l'appui aux missions. Les Services régionaux de l'informatique et des communications ont assuré la coordination et la supervision à l'échelle régionale de manière à encourager au maximum la collaboration entre les missions et à harmoniser la prestation de services. Le système d'interopérabilité radio permet d'utiliser conjointement plusieurs types de matériel de transmission et la technologie de l'évolution à long terme permet une transmission haut débit à forte capacité de données, notamment vocales et vidéo. Un dossier de décision sur le système d'interopérabilité radio a été établi par les Services régionaux de l'informatique et des communications et les essais ont été achevés pendant l'exercice considéré. Des études de faisabilité du projet de technologie de l'évolution à long terme sont toujours en cours.

15. La mise en service d'Umoja dans le groupe 4 au Centre de services régional a simplifié le traitement des transactions et permettra de mieux suivre les activités et d'améliorer les contrôles internes. Le lancement du module Ressources humaines pour le personnel recruté sur le plan international, qui a remplacé les anciens systèmes utilisés pour les voyages, le temps de travail et les présences, ainsi que l'administration des avantages et prestations, a permis de regrouper ces fonctions dans une seule et même plateforme, où les fonctionnaires peuvent mettre à jour leurs informations personnelles et soumettre des demandes par l'intermédiaire du portail Umoja-Personnel.

16. Au cours de l'exercice considéré, le Centre de services régional a poursuivi sa coopération opérationnelle avec la MONUSCO, qui occupe des locaux de la Base d'appui d'Entebbe. Conformément à un accord conclu sur le plan opérationnel, la MONUSCO fournit des services d'appui, notamment des services d'infrastructure, d'entretien et de sécurité. La construction des locaux permanents du Centre, qui devait suivre un plan échelonné, a continué d'avancer, les bâtiments 1 et 2 ayant été achevés le 30 septembre 2015. Le contrat relatif à la construction du Centre régional de formation et de conférence (Centre 1) a été attribué le 27 août 2014 et les travaux devaient commencer en octobre 2014. Toutefois, étant donné que la construction des deux bâtiments de bureaux (Centre de services régional 1 et 2) a été achevée avec beaucoup de retard, le terrain prévu pour la construction du Centre de formation et de conférence 1 n'était pas disponible et le début des travaux a été reporté au 1<sup>er</sup> juillet 2015. Les travaux ont été pratiquement achevés au cours de l'exercice considéré et le permis d'occupation a été délivré par le conseil municipal local en juillet 2016, après quoi la cérémonie d'ouverture a eu lieu.

### C. Cadres de budgétisation axée sur les résultats

**Réalisation escomptée 1.1 :** Centre de services régional pleinement opérationnel, conformément à la stratégie globale d'appui aux missions

*Indicateurs de succès prévus*

*Indicateurs de succès effectifs*

1.1.1 Réalisation des objectifs pour tous les principaux indicateurs de résultats fixés dans les accords de prestation de services conclus avec les missions clientes (2014/15 : sans objet; 2015/16 : 75 %)

30 %. L'objectif a été atteint pour 11 des 37 indicateurs de résultats mesurables au cours de l'exercice considéré. Un gel de deux semaines dû au lancement d'Umoja-Extension 1 a entraîné des retards dans la gestion des voyages, les opérations de caisse et le traitement des indemnités pour frais d'études et des primes d'affectation et de réinstallation, ce qui a eu des retombées sur les indicateurs de résultats connexes. Le Centre de services régional a eu un nouveau client (le Bureau du Conseiller spécial du Secrétaire général pour la prévention des conflits, y compris au Burundi) et a appuyé la liquidation de la MINUAUCE et de la MENUB. Il s'est également préparé à assumer des fonctions administratives supplémentaires pour certaines de ses missions clientes, notamment des fonctions relatives aux avantages et états de paie du personnel recruté sur le plan national et aux voyages pour le BANUS et la MANUSOM, ce qu'il a fait dans la limite des ressources approuvées. Cette charge de travail supplémentaire a eu une incidence sur les résultats obtenus, plusieurs indicateurs de résultats étant temporels.

1.1.2 Amélioration des principaux indicateurs de résultats (fixés dans les accords de prestation de services conclus avec les missions clientes) par rapport aux résultats de l'exercice antérieur (2015/16 : 84 %)

32 %. Sur les 37 indicateurs de résultats mesurés, 12 ont enregistré de meilleurs résultats par rapport à l'exercice 2014/15. Au total, 62% des indicateurs de résultats ont été atteints ou ont enregistré de meilleurs résultats par rapport à l'exercice précédent.

1.1.3 Augmentation du nombre de demandes de clients recevant une réponse dans un délai de 48 heures (2014/15 : sans objet; 2015/16: 80 %)

Objectif atteint. 82% des demandes de clients ont reçu une réponse dans les 48 heures.

1.1.4 Mise en service d'Umoja-Extension 1 et déploiement aux groupes 4 et 5 menés à bien

Objectif atteint. Umoja-Extension 1 a été mis en service dans le groupe 4 pour 4 500 membres du personnel recruté sur le plan international du Centre de services régional et de ses missions clientes. Les délais et les critères de qualité relatifs aux différentes étapes de mise en œuvre du projet, telles que les études sur les effets du changement, le rassemblement et le nettoyage des données, la schématisation des droits d'accès, la communication, la formation, la préparation de l'infrastructure informatique et les dispositifs d'appui (transition et production), ont été mis en place en vue du lancement d'Umoja dans le groupe 5, qui était initialement prévu en avril 2016, mais a été repoussé à novembre 2016.

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui, non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Établissement de 12 rapports mensuels sur la qualité des services fournis aux missions clientes	4	Des rapports mensuels ont été présentés pour les mois de juillet, août, septembre et octobre 2015. Du fait de la mise en service d'Umoja-Extension 1 en novembre 2015, il était difficile de retrouver les données nécessaires pour mesurer les indicateurs de résultats et fournir des informations à leur sujet, mais les problèmes ont été résolus à la fin de l'exercice financier et un rapport annuel a été publié pour la période allant de juillet 2015 à juin 2016.
Conclusion et application d'accords de prestation de services avec toutes les missions clientes et maintien de l'accord conclu au niveau opérationnel avec la MONUSCO	Oui	Un accord type de prestation de services, qui s'applique à toutes les missions clientes, a été conclu. Les annexes relatives aux ressources humaines, aux finances et aux voyages, dans lesquelles est présentée la répartition des rôles entre le Centre de services régional et ses clients, ont été révisées pendant un atelier tenu en janvier 2016 et ont été approuvées à la 32 <sup>e</sup> séance du Comité directeur du Centre de services régional, tenue en février 2016. L'accord conclu au niveau opérationnel avec la MONUSCO est resté en vigueur pendant l'exercice.

Réponse aux demandes adressées par 14 missions clientes à l'équipe chargée du service à la clientèle	Oui	16 224 demandes ont été traitées pour la MINUAD (4 193), la MONUSCO (3 985), la MINUSS (2 738), la MINUSCA (2 724), le BANUS (476), la FISNUA (440), la MANUSOM (127), la MINUAUCE (71), la MENUB (44), le BRENUAC (42), l'Envoyé spécial du Secrétaire général (24), le BNUB (1) et le BNUUA (19), ainsi que pour l'ONUCI (133), la MINUSMA (367) et d'autres entités qui ne sont pas clientes du Centre de services régional (840).
Exécution de toutes les activités prévues dans le projet de préparation opérationnelle à Umoja	Oui	En vue du lancement, le Centre a établi et mis en œuvre son propre plan, inspiré du plan relatif à la mise en service d'Umoja dans le groupe 4 à l'échelle de l'Organisation. Dans son plan, le Centre a décrit en détail les activités à exécuter dans un délai fixé afin d'être prêt pour la mise en service. En outre, il a fixé des critères de qualité afin d'évaluer le niveau de préparation de ses clients et de ses services en vue du passage à la deuxième étape du déploiement. Le Département de l'appui aux missions a assuré un suivi hebdomadaire de l'exécution des activités et de l'achèvement des étapes jusqu'au déploiement.
Gestion et mise à l'essai du plan de résilience organisationnel	Oui	Une liste du personnel indispensable a été établie et des essais ont été conduits afin d'évaluer les capacités opérationnelles essentielles du Centre et de fixer des normes opérationnelles minimales en vue de l'élaboration d'un plan de continuité des opérations et d'un plan de gestion des risques.
Envoi aux clients du Centre de services régional de 12 rapports mensuels sur le taux d'occupation des postes du Centre et de ses missions clientes	Oui	Douze rapports mensuels sur le taux d'occupation des postes ont été envoyés aux missions clientes et à la Division du personnel des missions du Département de l'appui aux missions.
Mise en œuvre des recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes	Non	Sur les 16 recommandations qui étaient en cours d'application pendant l'exercice 2015/16, 8 ont été classées et 8 sont toujours en cours d'application.

**Réalisation escomptée 2.1 : Fourniture aux missions clientes de services financiers efficaces et rationnels**

<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>
2.1.1 Règlement des factures des fournisseurs dans les 27 jours (2013/14 : 98 %; 2014/15 : 98 %; 2015/16 : 98 %)	99 % des factures des fournisseurs privés ont été traitées dans les 27 jours.
2.1.2 Obtention de remises pour paiement rapide de la part des fournisseurs (2013/14 : 92 %; 2014/15 : 100 %; 2015/16 : 100 %)	Une remise pour paiement rapide a été obtenue auprès des fournisseurs dans 96 % des cas. Le Centre de services régional n'a pas été en mesure d'atteindre l'objectif de 100 % en raison de retards dans la certification des factures et la réception des fonds, qui l'ont empêché d'effectuer les paiements dans les délais impartis. Les missions en ont été informées.
2.1.3 Traitement des demandes d'indemnité du personnel (et saisie dans le système financier) dans les 21 jours ouvrables (2013/14 : 30 %; 2014/15 : 98 %; 2015/16 : 75 %)	59 % des demandes ont été traitées dans les 21 jours ouvrables. Cela tient essentiellement au fait que le délai de traitement de ces demandes a augmenté lors de la mise en service d'Umoja Extension 1, pendant la stabilisation des systèmes et procédures.
2.1.4 Versement des traitements du personnel avant la date limite mensuelle (2013/14 : sans objet; 2014/15 : sans objet; 2015/16 : 100 %)	98 % des traitements du personnel ont été versés avant la date limite mensuelle. Dans les autres cas, les coordonnées bancaires des destinataires n'ayant pas été renseignées, les versements ont été suspendus jusqu'à ce que les informations requises aient été fournies.
2.1.5 Traitement des paiements autres que les émoluments dans les 3 jours ouvrables suivant le traitement des paiements automatiques (2013/14 : sans objet; 2014/15 : sans objet; 2015/16 : 85 %)	Objectif atteint. 92 % des paiements autres que les émoluments ont été effectués dans les 3 jours ouvrables.
2.1.6 Taux de satisfaction des clients quant aux services financiers (paiement des indemnités, des factures et des traitements) (2013/14 : 42 %; 2014/15 : 80 %; 2015/16 : 80 %)	En moyenne, 74 % des clients étaient satisfaits des services financiers (paiement des indemnités, des factures et des traitements) au cours de l'exercice.

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui, non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Règlement de 21 659 factures émanant des fournisseurs, dont 8 251 pour la MINUSS, 4 126 pour la MINUSCA, 3 872 pour la MONUSCO, 2 492 pour la MINUAD, 1 945 pour l'UNSOA et la MANUSOM et 973 pour la FISNUA	37 300	Règlement de factures émanant des fournisseurs, dont 9 125 pour la MINUSS, 8 567 pour le BANUS/UNSOA, 7 889 pour la MONUSCO, 4 833 pour la MINUSCA, 3 962 pour la MINUAD, 1 851 pour la FISNUA, 487 pour la MENUB, 287 pour la MINUAUCE, 145 pour le BRENUAC, 124 pour la MANUSOM et 437 pour d'autres entités. L'augmentation s'explique par le transfert des fonctions relatives au règlement



		des factures émanant de fournisseurs et au traitement des remises pour paiement rapide de la MONUSCO, la MINUAD, la FISNUA et du BANUS/MANUSOM au Centre.
Versement de 58 285 indemnités au personnel, dont 22 246 pour la MONUSCO, 14 070 pour la MINUAD, 7 667 pour la MINUSS, 6 660 pour l'UNSOA et la MANUSOM, 3 834 pour la MINUSCA, 3 330 pour la FISNUA et 478 pour la MENUB	30 340	Versement d'indemnités au personnel, dont 12 720 pour la MONUSCO, 6 529 pour la MINUAD, 5 298 pour la MINUSS, 2 786 pour la MINUSCA, 1 278 pour le BANUS/l'UNSOA, 650 pour la FISNUA, 507 pour la MANUSOM et 572 pour d'autres entités.
		L'écart est essentiellement dû au fait que les demandes de remboursement des dépenses de sécurité des membres du personnel recruté sur le plan international sont désormais traitées en une seule fois, et non mensuellement ou trimestriellement comme auparavant.

**Réalisation escomptée 2.2** : Fourniture aux missions clientes d'un appui efficace et rationnel pour le traitement des demandes d'indemnité pour frais d'études

<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>
2.2.1 Traitement des demandes d'indemnité pour frais d'études (avances et indemnités) dans les 4 semaines (2013/14 : sans objet; 2014/15 : sans objet; 2015/16 : 96 %)	62 % des demandes d'indemnité pour frais d'études ont été traitées dans les quatre semaines. Ce résultat inférieur est principalement attribuable au retard dans la mise en service des fonctionnalités applicables d'Umoja-Extension 1, qui a été reportée de novembre à décembre 2015, ainsi qu'à des problèmes techniques liés au traitement de l'indemnité pour frais d'études dans Umoja (tels que les erreurs dans la prise en compte des années scolaires incomplètes), retardant d'un mois et demi le traitement des demandes. En outre, le temps disponible pour ce faire a été réduit de 25 %, les avances et les indemnités ne pouvant être traitées au cours de la période de gel des états de paie mensuels, qui dure de trois à cinq jours ouvrables.
2.2.2 Renvoi des demandes d'indemnité pour frais d'études (avances et indemnités) non conformes dans les 14 jours (2013/14 : sans objet; 2014/15 : sans objet; 2015/16 : 90 %)	54 % des demandes d'indemnités pour frais d'études non conformes ont été renvoyées dans les 14 jours.

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui, non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Traitement de 6 126 demandes d'indemnité pour frais d'études (avances et indemnités), dont 1 590 pour la MONUSCO, 1 063 pour la MINUSS, 1 818 pour la MINUAD, 5 pour la FISNUA, 292 pour l'UNSOA et la MANUSOM, 231 pour la MINUSCA, 80 pour la MENUB et 1 047 pour d'autres entités des Nations Unies	6 033	Traitement de demandes d'indemnité pour frais d'études (avances et indemnités), dont 29 pour la MENUB, 623 pour la MINUSCA, 921 pour la MONUSCO, 1 109 pour la MINUAD, 161 pour la FISNUA, 966 pour la MINUSS, 330 pour le BANUS/UNSOA, 9 pour la MINUAUCE, 110 pour la MINURSO, 632 pour la MINUSMA, 402 pour l'ONUCI, 17 pour l'Envoyé spécial du Secrétaire général, 54 pour le BINUGBIS, 340 pour la MINUL, 46 pour le BNUUA, 12 pour le BRENUAC, 5 pour la Commission mixte Cameroun-Nigéria, 53 pour l'UNOWA, 133 pour la MANUL et 81 pour la MANUSOM.

**Réalisation escomptée 2.3 : Fourniture aux missions clientes d'un appui efficace et rationnel en matière de voyages**

<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>
Traitement des demandes de remboursement des frais de voyage dans les 14 jours (2013/14 : 64 %; 2014/15 : 98 %; 2015/16 : 98 %)	91 % des demandes de remboursement des frais de voyage ont été traitées dans les 14 jours. Pendant l'exercice considéré, le nombre de demandes qui ont été traitées a nettement augmenté. Les résultats obtenus pour cet indicateur se sont améliorés par rapport à l'exercice précédent : le traitement des demandes de remboursement est devenu plus efficace, toutes les informations nécessaires à l'approbation de ces demandes étant disponibles dans le système.
2.3.2 Délivrance des billets pour les voyages dans les 7 jours (2013/14 : 90 %; 2014/15 : 98 %; 2015/16 : 98 %)	77 % des billets pour les voyages ont été délivrés dans les 7 jours. Les retards étaient essentiellement dus aux délais d'obtention des visas et de confirmation ou de modification de l'itinéraire autorisé par les voyageurs. Les retards tenaient également aux difficultés de réservation des billets, notamment en période de pointe.
2.3.3 Achat des billets au minimum 16 jours civils avant la date du voyage, comme prescrit (2013/14 : 36 %; 2014/15 : 75 %; 2015/16 : 75 %)	67 % des billets ont été achetés au minimum 16 jours civils avant la date du voyage. L'objectif n'a pas été atteint en raison de retards dans la désignation des membres du personnel devant participer à des formations ou à des réunions et du fait des exigences opérationnelles incompressibles des missions. Certains retards tenaient au fait que les fonctionnaires n'avaient pas soumis leur demande d'autorisation de voyage à temps.

2.3.4 Taux de satisfaction des clients quant aux services relatifs aux voyages et aux demandes de remboursement des frais y afférents (2013/14 : 60 %; 2014/15 : 90 %; 2015/16 : 90 %)

D'après une enquête menée auprès des missions clientes en mai 2016, 60 % des personnes interrogées étaient globalement satisfaites des services relatifs aux voyages et au remboursement des frais y afférents. À la suite de la mise en service d'Umoja, le module voyages a rencontré des problèmes techniques qui ont pu influencer sur le niveau de satisfaction des clients.

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui, non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Délivrance de 16 386 billets d'avion, notamment à des membres du personnel civil et du personnel en tenue, dont 3 094 pour la MONUSCO, 4 569 pour la MINUAD, 3 044 pour la MINUSS, 1 522 pour la MINUSCA, 464 pour la FISNUA, 1 680 pour l'UNSOA, 638 pour la MANUSOM, 1 029 pour la MINUSMA, 181 pour le Groupe de contrôle pour la Somalie et l'Érythrée et 165 pour l'Envoyé spécial du Secrétaire général	15 583	Délivrance de billets d'avion à des membres du personnel civil et du personnel en tenue des entités suivantes: MENUB (170), MINUSCA (2 890), MONUSCO (3 567), MINUAD (4 195), FISNUA (1 111), MINUSS (3 127), BANUS (330), MANUSOM (81), MINUAUCE (79), Envoyé spécial du Secrétaire général (2), MINUSMA (7) et BRENUAC (24)

**Réalisation escomptée 3.1:** Fourniture aux missions clientes d'un appui efficace et rationnel pour l'administration des arrivées et des départs

<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>
3.1.1 Administration de l'arrivée des agents recrutés sur le plan international dans les 2 jours (2013/14 : 86 %; 2014/15 : 98 %; 2015/16 : 98 %)	Objectif atteint. 98 % des arrivées d'agents recrutés sur le plan international ont été administrées dans les 2 jours.
3.1.2 Administration de l'arrivée des Volontaires des Nations Unies dans les 2 jours (2013/14 : 95 %; 2014/15 : 98 %; 2015/16 : 98 %)	Objectif atteint. 100 % des arrivées de Volontaires des Nations Unies ont été administrées dans les 2 jours.
3.1.3 Administration de l'arrivée du personnel en tenue dans les 2 jours (2013/14 : 90 %; 2014/15 : 98 %; 2015/16 : 98 %)	97 % des arrivées de personnel en tenue ont été administrées dans les 2 jours.
3.1.4 Administration du départ des agents recrutés sur le plan international en 1 jour (2013/14 : 20 %; 2014/15 : 98 %; 2015/16 : 98 %)	84 % des départs d'agents recrutés sur le plan international ont été administrés en 1 jour. Cet écart par rapport à l'objectif s'explique par l'envoi tardif des documents par les missions clientes. Le Centre de services régional étant le dernier à intervenir dans l'administration des départs, tout retard pris en amont diffère d'autant l'exécution de sa tâche.
3.1.5 Administration du départ des Volontaires des Nations Unies en 1 jour (2013/14 : 5 %; 2014/15 : 98 %; 2015/16 : 98 %)	Objectif atteint. 100 % des départs de Volontaires des Nations Unies ont été administrés en 1 jour.

3.1.6 Administration du départ du personnel en tenue dans les 3 jours (2013/14 : 13 %; 2014/15 : 98 %; 2015/16 : 98 %)	89 % des départs de personnel en tenue ont été administrés dans les 3 jours. Cet écart par rapport à l'objectif s'explique par l'envoi tardif par les missions clientes des documents demandés pour le départ.
3.1.7 Taux de satisfaction des clients quant à l'administration des arrivées et des départs (2013/14 : 45 %; 2014/15 : 90 %; 2015/16 : 75 %)	Dans le cadre de l'enquête réalisée en mai 2016, 56 % des clients interrogés se sont déclarés globalement satisfaits de l'administration des arrivées et des départs.

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui, non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Administration de l'arrivée et du départ de 1 337 membres du personnel civil (agents recrutés sur le plan international et Volontaires des Nations Unies), dont 420 pour la MINUSCA, 342 pour la MINUAD, 320 pour la MONUSCO, 208 pour la MINUSS, 16 pour la FISNUA, 16 pour l'UNSOA, 9 pour la MENUB et 6 pour la MANUSOM	780	Administration de 609 arrivées (353 agents recrutés sur le plan international et 256 Volontaires des Nations Unies), dont 185 pour la MINUSCA, 167 pour la MONUSCO, 5 pour la MINUAD, 18 pour la FISNUA et 234 pour la MINUSS, et de 171 départs (50 agents recrutés sur le plan international et 121 Volontaires des Nations Unies), dont 166 pour la MONUSCO et 5 pour la FISNUA  Le chiffre est inférieur aux prévisions parce que certaines missions clientes ont administré elles-mêmes des départs et des arrivées. Le Centre enregistrait les arrivées et les départs pour les missions assurant des vols régionaux à destination d'Entebbe.
Administration de l'arrivée et du départ de 2 004 agents en tenue, dont 1 014 pour la MINUAD, 420 pour la MINUSCA, 413 pour la MONUSCO, 129 pour la MINUSS et 28 pour la FISNUA	3 024	Administration de 2 184 arrivées et de 840 départs au cours de l'exercice, dont 1 529 pour la MONUSCO, 323 pour la MINUSCA, 169 pour la FISNUA et 1 003 pour la MINUSS

**Réalisation escomptée 4.1** : Fourniture aux missions clientes d'un appui efficace et rationnel pour la communication de l'information financière

<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>
4.1.1 Établissement de rapports financiers mensuels (balance des comptes et états connexes) selon les échéances fixées par le Siège de l'ONU (2013/4: sans objet; 2014/15 : sans objet; 2015/16 : 90 %)	Objectif atteint. 100 % des rapports financiers mensuels ont été transmis au Siège de l'ONU dans les 15 jours ouvrables suivant la fin du mois.
4.1.2 Établissement d'états de rapprochement bancaire mensuels dans les 10 jours ouvrables suivant la fin du mois (2013/14: sans objet; 2014/15 : sans objet; 2015/16 : 90 %)	Objectif atteint. 100 % des états de rapprochement bancaire ont été transmis au Siège de l'ONU dans les 10 jours ouvrables suivant la fin du mois.

4.1.3 Traitement des bordereaux interservices reçus sur base mensuelle, comptabilisation de ceux-ci dans le grand livre et établissement de rapports en la matière dans les 10 jours ouvrables suivant la fin du mois (2013/14: sans objet; 2014/15 : sans objet; 2015/16 : 90 %)

Objectif atteint. 90 % des bordereaux interservices reçus sur une base mensuelle ont été traités et comptabilisés dans le grand livre, et les rapports en la matière établis dans les 10 jours ouvrables qui ont suivi la fin du mois, ce jusqu'à novembre 2015. Depuis décembre 2015, les bordereaux interservices sont traités non plus par le Centre, mais automatiquement dans Umoja; l'indicateur est donc devenu obsolète.

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui, non ou nombre</i>		<i>Observations</i>
Établissement de 168 rapports financiers mensuels conformes aux normes IPSAS (jusqu'au stade de la balance des comptes) pour 14 missions clientes, dont la MINUSS, la MONUSCO, la MINUAD, la FISNUA, l'UNSOA, la MINUSCA, la MENUB, la MANUSOM et six autres missions	105		Des rapports financiers mensuels ont été transmis aux 10 entités ci-après [au lieu des 14 missions prévues; certaines missions sont devenues clientes et d'autres se sont terminées (la MINUAUCE par exemple)]: MENUB (12), MINUSCA (12), MONUSCO (12), MINUAD (12), FISNUA (12), MINUSS (12), MANUSOM (9), MINUAUCE (9), Envoyé spécial du Secrétaire général (9) et BRENUAC (6).
Établissement de 240 états de rapprochement bancaire mensuels pour 20 banques dépositaires de comptes des missions clientes	255		Établissement d'états de rapprochement bancaire mensuels pour les banques dépositaires de comptes des missions suivantes: MENUB (24), MINUSCA (24), MONUSCO (24), MINUAD (36), MINUSS (36), BANUS (18), MINUAUCE (72) et BRENUAC (21); MINUSMA (4 pour le mois de juin 2016) et d'autres entités (24)
Traitement de 336 bordereaux interservices reçus sur base mensuelle et établissement de rapports en la matière pour 14 missions clientes	72		Depuis décembre 2015, les bordereaux interservices sont traités non plus par le Centre, mais automatiquement dans Umoja; l'indicateur est donc devenu obsolète. En outre, le mandat de la MINUAUCE a pris fin pendant l'exercice.

**Réalisation escomptée 5.1:** Fourniture aux missions clientes de services d'appui informatique efficaces et rationnels profitant également au Centre

<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>
5.1.1 Envoi des factures téléphoniques aux utilisateurs finaux dans les 7 jours suivant la réception du relevé d'appels vérifié par la mission cliente (2013/14 : sans objet; 2014/15 : 97 %; 2015/16 : 97 %)	Objectif atteint. 100 % des factures téléphoniques ont été envoyées aux utilisateurs finaux dans les 7 jours suivant la réception.

5.1.2 Maintien de la performance du réseau (2013/14 : sans objet; 2014/15 : taux de disponibilité mensuelle du réseau de 99 %; 2015/16 : 99 %)

Sans objet. Les procédures de contrôle de la performance du réseau ont été regroupées et centralisées au Centre de services mondial.

5.1.3 Règlement des problèmes et réponse aux demandes de services en matière d'informatique et de communications à Entebbe dans les 3 heures (2013/14 : sans objet; 2014/15 : 100 %; 2015/16 : 100 %)

99 % des problèmes et demandes de services en matière d'informatique et de communications à Entebbe ont été traités dans les 3 heures au cours des 3 premiers trimestres de l'exercice considéré. Les données pour le dernier trimestre n'ont pas été prises en compte car la réorganisation du catalogue d'informatique et de communications a eu des incidences sur l'établissement de rapports par site.

5.1.4 Règlement des problèmes en matière d'informatique et de communications à Entebbe dans les délais fixés selon le degré de priorité (critique : dans les 3 heures; élevé : dans les 6 heures; moyen : dans les 12 heures; faible : dans les 48 heures) (2013/14 : sans objet; 2014/15 : 90 %; 2015/16 : 98 %)

Aucun problème de degré de priorité « faible » ou « critique » n'a été signalé en matière d'informatique et de communications. 57 % des problèmes de degré « élevé » ont été réglés dans les 6 heures. 77 % des problèmes de degré « moyen » ont été réglés dans les 12 heures pendant les trois premiers trimestres de l'exercice. Les données pour le dernier trimestre n'ont pas été prises en compte car la réorganisation du catalogue d'informatique et de communications a eu des incidences sur l'établissement de rapports par site.

81 % des problèmes et demandes de services en matière d'informatique et de communication à Entebbe ont été résolus dans les délais fixés selon le degré de priorité au cours des 3 premiers trimestres de l'exercice considéré. L'objectif n'a pas été atteint en raison, principalement, des problèmes qu'il a fallu résoudre lors de la mise en service d'Umoja et de la migration vers un nouveau système téléphonique.

5.1.5 Réponse aux demandes de services en matière d'informatique et de communications dans les délais fixés selon le degré de priorité (critique : dans les 2 heures; élevé : dans les 4 heures; moyen : dans les 24 heures; faible : dans les 48 heures) (2013/14 : sans objet; 2014/15 : 90 %; 2015/16 : 97 %)

89 % des demandes en matière d'informatique et de communications à Entebbe ont été résolues dans les délais prévus selon le degré de priorité. L'objectif n'a pas été atteint en raison, principalement, des demandes qu'il a fallu traiter lors de la mise en service d'Umoja et de la migration vers un nouveau système téléphonique. En outre, certaines activités, telles que le câblage, ont dû être externalisées, ce qui a retardé la prestation des services.

5.1.6 Taux de satisfaction des clients quant aux services d'appui en matière d'informatique et de communications à l'échelle régionale (2012/13 : sans objet; 2013/14 : sans objet; 2014/15 : 90 %; 2015/16 : 90 %)

D'après les résultats de l'enquête réalisée en mai 2016, 87 % des missions clientes étaient satisfaites des services fournis par les Services régionaux de l'informatique et des communications.

Produits prévus	Produit(s) exécuté(s) : oui, non ou nombre	Observations
Vérification de la conformité de 8 missions clientes aux normes de la Division de l'informatique et des communications	3	En raison de problèmes de capacités, qui devraient être résolus pendant l'exercice actuel, il a été procédé à la vérification de la conformité de 3 missions clientes uniquement, à savoir la MINUSS, la MINUSCA et la MONUSCO. Les activités de vérification devraient être achevées au cours des exercices à venir.
Évaluation et mise en œuvre de trois projets régionaux alignés sur la stratégie de la Division de l'informatique et des communications en matière de centralisation, de mobilité et de réduction maximale de l'empreinte des missions clientes	3	<p>1) Connectivité autonome : un système de connexion par satellite à haut débit et à faible temps de latence permettant un accès fiable à Umoja, à Field Support Suite, aux services de visioconférence et à Internet a été mis en service dans les sites suivants: Djouba (MINUSS), Bangui (MINUSCA), Goma et Kinshasa (MONUSCO), Mogadiscio (BANUS), Abyei (FISNUA) et Wau (MINUSS). La mise en service dans le dernier site (Entebbe) est prévue au quatrième trimestre 2016</p> <p>2) Solutions intégrées en matière de sécurité physique : l'exécution de ce projet, qui comprend un système de vidéosurveillance 24 heures sur 24, le contrôle de l'accès aux sites, la détection des intrusions et la reconnaissance de données biométriques optionnelles, a commencé à Mogadiscio, Entebbe et Djouba. Il sera entièrement mis en œuvre au quatrième trimestre 2016;</p> <p>3) Initiative pour le travail mobile : un système de liaison point à multipoint à microondes a été installé pour que le personnel clef du Centre de services régional dispose d'un accès haut débit fiable au réseau de l'Organisation depuis leur résidence et d'autres points stratégiques situés le long du couloir qui relie Entebbe à Kampala.</p>

Mise en place d'un laboratoire régional d'innovation afin d'expérimenter et de proposer de nouveaux services d'appui en matière d'informatique et de communications	Oui	Le laboratoire régional d'innovation a été mis en place. Deux de ses projets sont le système d'interopérabilité radio et la technologie de l'évolution à long terme. Le système d'interopérabilité radio permet d'utiliser conjointement plusieurs types de matériel de transmission et la technologie de l'évolution à long terme permet une transmission haut débit à forte capacité de données, notamment vocales et vidéo en milieu hostile.
Coordination d'initiatives écologiques régionales visant à stimuler sensiblement l'utilisation de sources d'énergie de substitution	Oui	Les Services régionaux de l'informatique et des communications ont facilité la collaboration régionale en faveur d'initiatives écologiques. En 2015/16, des systèmes d'énergie solaire et solaire hybride ont été mis en place à la MINUSS, la MINUSCA, la FISNUA et la MINUAD.
Mise au point de programmes de formation technique centralisés en matière d'informatique et de communications dans la région, notamment des cours sur les systèmes de transmission à l'intention des contingents, des activités de formation à l'entrée en fonctions pour le personnel civil, comprenant la distribution de matériel, et des cours sur la prise en main du système radio à ressources partagées	Oui	L'École des transmissions militaires des Nations Unies et le programme de formation des Services régionaux de l'informatique et des communications ont été mis en place et leurs programmes d'études ont été élaborés. Au total, 54 stages ont été organisés et 860 membres du personnel civil et militaire ont suivi une formation informatique au cours de l'exercice 2015/16.
Gestion effective de 27 147 comptes téléphoniques, dont 10 065 pour la MONUSCO, 7 924 pour la MINUAD, 4 199 pour la MINUSS, 718 pour l'UNSOA, 114 pour la FISNUA, 327 pour la MINUSCA, 260 pour la MENUB et 3 540 pour d'autres missions	22 918	Au total, le Centre a assuré la gestion effective de 22 931 comptes téléphoniques, dont 78 pour la MONUSCO, 8 347 pour la MINUAD, 5 542 pour la MINUSS, 1 885 pour le BANUS, 498 pour la FISNUA, 5 544 pour la MINUSCA, 329 pour la MENUB, 47 pour le Bureau du Conseiller spécial du Secrétaire général, 648 pour la MINUAUCE et 13 pour d'autres missions. Le Centre a géré des comptes téléphoniques pour toutes les missions prévues pendant l'exercice 2015/16 et, dans certains cas, plus de comptes que prévu, mais le produit n'a pas pu être pleinement exécuté pour la MONUSCO car la migration vers le nouveau système téléphonique est toujours en cours.
Développement et évaluation de la résilience opérationnelle à Entebbe	Oui	Le Plan de résilience opérationnelle en matière d'informatique et de communications, qui s'appuie notamment sur un rapport détaillé sur un exercice de reprise des activités après un sinistre, a été actualisé en novembre 2015 et mis à l'essai le 29 juin 2016.



---

**Réalisation escomptée 6.1** : Fourniture aux missions clientes d'un appui efficace et rationnel en matière de transport dans la région
 

---

*Indicateurs de succès prévus**Indicateurs de succès effectifs*

6.1.1 Augmentation du pourcentage des militaires et des agents de police présents dans la région qui bénéficient d'un appui en matière de transport (en coordination avec le Centre de contrôle intégré des transports et des mouvements) (2013/14: sans objet; 2014/15: sans objet; 2015/16 : 90 %)

Objectif non atteint. À la suite de l'augmentation du volume et du poids des bagages autorisés par contingent, il était prévu qu'un appareil de taille adaptée (avion gros-porteur) soit mis à la disposition du Centre de contrôle intégré des transports et des mouvements. Toutefois, ce dernier ne dispose toujours pas d'un appareil de ce type et n'a donc pas pu assurer les vols prévus pour le transport des contingents.

6.1.2 Optimisation du nombre de passagers et de marchandises/bagages à bord des vols organisés pour le transport des contingents ou du personnel de police (2013/14 : appareils remplis à 67 %; 2014/15 : 70 %; 2015/16 : 76 %)

Objectif non atteint. Le Centre de contrôle intégré des transports et des mouvements n'a pas pu atteindre cet objectif parce qu'il ne disposait pas d'un avion gros porteur pour assurer le transport des contingents.

6.1.3 Optimisation du nombre de passagers et de marchandises/bagages à bord des vols organisés dans le cadre du plan intégré d'organisation des vols régionaux (2013/14 : appareils remplis à 40 %; 2014/15 : 70 %; 2015/16 : 70 %)

66 % des vols affrétés dans le cadre du plan intégré ont été mis à profit pour transporter des passagers et des marchandises ou des bagages. Le plan s'appliquait initialement à la FISNUA, la MINUSCA, la MONUSCO et la MINUSS. En octobre 2015, la MINUSCA s'est retirée de ce plan de vols régionaux à la suite de la reprise des vols commerciaux entre Nairobi et Bangui, ce qui a significativement réduit le potentiel d'optimisation du nombre de passagers et de marchandises ou de bagages. Au total, 891 vols ont été effectués pendant l'exercice (146 pour la FISNUA, 64 pour la MINUSCA, 182 pour la MONUSCO et 499 pour la MINUSS).

6.1.4 Augmentation du taux de satisfaction des missions clientes quant aux services fournis en matière de transport (2013/14 : 69 %; 2014/15 : 80 %; 2015/16 : 83 %)

Objectif atteint. D'après l'enquête menée en mai 2016, 86 % des clients interrogés se sont déclarés satisfaits des services fournis en matière de transport.

6.1.5 Augmentation du taux de satisfaction des pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police quant aux services de relève du personnel fournis par le Centre de contrôle intégré des transports et des mouvements (2013/14 : sans objet; 2014/15 : 80 %; 2015/16 : 80 %)

78 % du personnel en tenue était satisfait des services de relève du personnel fournis par le Centre de contrôle intégré pendant l'exercice.

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui, non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Coordination de 638 vols organisés pour le transport des contingents et du personnel de police au moyen d'appareils de l'Organisation des Nations Unies affrétés pour de longues durées, dont 25 pour la MONUSCO, 20 pour la MINUSS, 12 pour la MINUAD, 498 pour l'UNSOA et 83 pour d'autres missions	Non	Au cours de l'exercice considéré, un seul vol a été organisé par le Centre de contrôle intégré pour le transport des contingents au moyen du B-737 pour la MINUSCA. Au cours du même exercice, le Centre n'a pas pu disposer d'un appareil adapté au transport des contingents et du personnel de police. La relève des contingents restants a été assurée par la Section du contrôle des mouvements du Département de l'appui aux missions.
Transport de 22 348 militaires et membres du personnel de police, dont 420 pour la MINUAD, 852 pour la MONUSCO, 690 pour la MINUSS, 17 471 pour l'UNSOA et 2 915 pour d'autres missions	Non	Le transport de 50 contingents de la MINUSCA a été assuré pendant l'exercice considéré.
Transport de 10 400 passagers à bord de vols organisés dans le cadre du plan intégré d'organisation des vols régionaux	24 751	Transport de passagers pour les missions suivantes: MONUSCO (5 002), MINUSS (14 800), MINUSCA (1 958) et FISNUA (2 991). Ce bon résultat est en grande partie attribuable aux efforts déployés par le Centre de contrôle intégré pour réviser les plans de vol régionaux.
468 heures de vol effectuées pour le compte de la MINUSCA	164	Heures de vol effectuées pour le compte de la MINUSCA. La Mission a cessé de participer au plan intégré d'organisation des vols régionaux en octobre 2015 en raison de la reprise progressive des vols commerciaux entre Bangui et Entebbe (2 vols hebdomadaires).
Organisation de 99 vols d'urgence (ponctuels), dont 3 pour la FISNUA, 80 pour l'UNSOA, 10 pour la MINUAD et 6 pour d'autres missions (transport de personnalités, évacuations pour raisons de sécurité et vols dans la zone de missions opérant dans des pays africains extérieurs à la région)	80	Des vols ont été effectués en fonction des besoins opérationnels pour le compte des entités suivantes: MINUSCA (47), BRENUAC (6), MINUSS (19), BANUS (3), FISNUA (2), Siège de l'Organisation (2) et MONUSCO (1).
Conclusion d'un contrat de service régional des aéronefs hors des zones de mission	Non	Le Centre de contrôle intégré des transports et des mouvements a établi un cahier des charges pour un contrat de service régional des aéronefs hors des zones de mission, qu'il a soumis à la Division du soutien logistique du Département de l'appui aux missions pour validation technique. Selon la Division du soutien logistique, dans la mesure où les exploitants

Coordination de 3 activités de formation technique en matière de transport régional	Non aériens peuvent recourir à des services de manutention au sol hors des zones de mission et obtenir un remboursement de l'ONU, il n'y a pas lieu d'établir des contrats avec des aéroports du monde entier. Pendant la période considérée, aucune activité de formation technique n'a été coordonnée au sein des différentes missions.
<i>Facteurs externes</i>	<i>Observations</i>
Le contrat de location des aéronefs n'est pas résilié et les appareils ne sont pas affectés à d'autres tâches prioritaires; des moyens aériens régionaux gérés par des missions clientes sont recensés et ces missions ont la priorité pour les utiliser	Pendant l'exercice considéré, le Centre de contrôle intégré des transports et des mouvements n'a pas été en mesure d'exécuter l'intégralité des réalisations escomptées et produits étant donné que la majorité d'entre eux supposaient l'utilisation d'aéronefs qui n'étaient pas disponibles.

### III. Exécution du budget

#### A. Ressources financières

17. Le montant des ressources approuvées pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2015 au 30 juin 2016 était de 35 556 400 dollars. Durant l'exercice considéré, les dépenses du Centre de services régional se sont établies à 29 759 400 dollars, soit 16,3 % de moins (5 797 000 dollars en chiffres bruts) que le montant prévu au budget.

18. La sous-utilisation des crédits alloués au Centre de services régional s'explique principalement par un taux élevé de vacance de postes pour le personnel recruté sur le plan international et les administrateurs recrutés sur le plan national. Ce taux est imputable au gel des recrutements sur le plan international dans le cadre de l'effort visant à pourvoir les postes du Service mobile par du personnel recruté sur le plan national, ainsi qu'aux retards accumulés dans le recrutement de candidats aux postes nouvellement créés d'administrateur recruté sur le plan national.

19. En outre, la clôture de la MINUAUCE et le transfert du matériel informatique et de communication de la mission au Centre de services régional a entraîné l'annulation d'achats prévus pour l'exercice 2015/16. Le Centre n'a pas donné suite à son projet de solution satellite à large bande et à faible latence (« projet O3b ») au cours de la période considérée étant donné que la MONUSCO s'apprête à mettre en œuvre cette solution à la Base d'appui d'Entebbe et que le Centre de services régional devrait donc pouvoir utiliser. Alors qu'il était prévu que la part des dépenses engagées par le Centre au titre des services partagés à l'échelle de la Base d'appui représentent 60,3 % du total de ces services en 2015/16, cette part n'a été que de 41,8%, le retard pris dans la construction des bâtiments 1 et 4 du Centre de services régional, des locaux du Centre technologique et du bâtiment 1 du Centre régional de formation et de conférences ayant différé l'installation du personnel. La sous-utilisation globale des crédits ouverts au titre des dépenses opérationnelles a

été compensée par les ressources supplémentaires nécessaires pour mener à bien les projets de construction des locaux du Centre régional de services, dont les travaux ont pris du retard.

20. On trouvera dans les tableaux 2 et 3 ci-après un aperçu général de l'exécution du budget pour l'exercice considéré, par catégorie de dépenses.

**Tableau 2**  
**Récapitulatif de l'exécution du budget pour l'exercice**  
**allant du 1<sup>er</sup> juillet 2015 au 30 juin 2016**

(En milliers de dollars des États-Unis; l'exercice budgétaire court du 1<sup>er</sup> juillet 2015 au 30 juin 2016.)

Catégorie de dépenses	Montant alloué (1)	Dépenses (2)	Écart	
			Montant (3) = (1) - (2)	Pourcentage (4) = (3) ÷ (1)
<b>Personnel civil</b>				
Personnel recruté sur le plan international	15 062,50	14 303,60	758,90	5,0
Personnel recruté sur le plan national	4 957,50	3 720,20	1 237,30	25,0
Volontaires des Nations Unies	323,30	53,00	270,30	83,6
<b>Total partiel</b>	<b>20 343,30</b>	<b>18 076,80</b>	<b>2 266,50</b>	<b>11,1</b>
<b>Dépenses opérationnelles</b>				
Consultants	388,70	135,70	253,00	65,1
Voyages	225,00	480,80	(255,80)	(113,7)
Installations et infrastructures	5 467,10	7,612,40	(2,145,30)	(39,2)
Transports terrestres	215,30	86,20	129,10	60,0
Communications	4 935,70	1,203,10	3,732,60	75,6
Informatique	3 595,70	1,963,00	1,632,70	45,4
Santé	116,10	48,60	67,50	58,1
Matériel spécial	—	—	—	—
Fournitures, services et matériel divers	269,50	152,80	116,70	43,3
<b>Total partiel</b>	<b>15 213,1</b>	<b>11 682,6</b>	<b>3 530,5</b>	<b>23,2</b>
Montant brut	35 556,4	29 759,4	5 797,0	16,3
Recettes provenant des contributions du personnel	2 271,4	1 963,2	308,2	13,6
<b>Total net</b>	<b>33 285,0</b>	<b>27 796,2</b>	<b>5 488,8</b>	<b>16,5</b>
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	—	—	—	—
<b>Total</b>	<b>35 556,4</b>	<b>29 759,4</b>	<b>5 797,0</b>	<b>16,3</b>

Tableau 3  
**Répartition des dépenses par mission**

(En milliers de dollars des États-Unis; l'exercice budgétaire court du 1<sup>er</sup> juillet 2015 au 30 juin 2016.)

Catégorie de dépenses	Montant alloué (2015 /16)	Dépenses (2015 /16)											Total	Solde inutilisé
		MINUSCA	MONUSCO	MINUAD	FISNUA	MINUSS	UNSOA	MANUSOM	MENUB	BNUUA	BRENUAC	Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs		
Personnel recruté sur le plan international	15 062,5	313,5	6 021,0	2 778,7	–	4 610,4	580	–	–	–	–	–	14 303,6	758,9
Personnel recruté sur le plan national	4 957,5	634,8	890,5	931,9	108,9	1 097,7	56,4	–	–	–	–	–	3 720,2	1 237,3
Volontaires des Nations Unies	323,3	–	29,2	–	–	23,8	–	–	–	–	–	–	53,0	270,3
Consultants	388,7	18,3	75,1	41,2	–	–	1,1	–	–	–	–	–	135,7	253,0
Voyages	225,0	65,5	187,9	116,7	5,2	88,8	16,7	–	–	–	–	–	480,8	(255,8)
Installations et infrastructures	5 467,1	1 024,7	1 856,0	1 829,4	456,8	1 726,5	710,3	6,2	0,3	1,5	0,4	0,3	7 612,4	(2 145,3)
Transports terrestres	215,3	8,1	28,5	21,7	2,8	20	5	–	–	0,1	–	–	86,2	129,1
Communications	4 935,7	101,9	257,4	509,4	59,4	176	98,9	0,1	–	–	–	–	1 203,1	3 732,6
Informatique	3 595,7	174,1	664,5	214,5	137,3	657,6	112,6	1,6	0,2	0,4	0,1	0,1	1 963,0	1 632,7
Services médicaux	116,1	4,4	15,6	13,3	1,5	10,9	2,5	0,3	–	0,1	–	–	48,6	67,5
Matériel spécial	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Fournitures, services et matériel divers	269,5	14,6	75	10,1	0,5	44,4	8,1	0,1	–	–	–	–	152,8	116,7
<b>Total</b>	<b>35 556,4</b>	<b>2 359,9</b>	<b>10 00,7</b>	<b>6 466,9</b>	<b>772,4</b>	<b>8 456,1</b>	<b>1 91,6</b>	<b>8,3</b>	<b>0,5</b>	<b>2,1</b>	<b>0,5</b>	<b>0,4</b>	<b>29 759,4</b>	<b>5 797,0</b>

## B. Ressources humaines

21. Pour l'exercice 2015/16, 386 postes avaient été approuvés pour le Centre de services régional. Le Centre a poursuivi la transformation en postes soumis à recrutement national de 68 postes du Service mobile jusque-là pourvus à l'international, conformément aux recommandations issues de l'examen des besoins en personnel civil mené en 2014/15. Pour que le fonctionnement du Centre soit aussi peu perturbé que possible, l'Assemblée générale, dans sa résolution 69/307, a permis que la transformation des postes de fonctionnaire international en postes d'agent recruté sur le plan national soit échelonnée sur une période de deux ans. À la fin de l'exercice 2015/16, un total de 34 postes du Service mobile avaient été transformés en postes soumis à recrutement national. Le Centre a ensuite décidé de geler les recrutements internationaux pour les postes devenus vacants, ce qui s'est traduit par un taux de vacance de 18,5 %, soit bien supérieur au taux de 5 % prévu au budget. Le Centre a également connu des retards dans le recrutement s'agissant des postes nouvellement créés d'administrateur recruté sur le plan National, qui ont eu pour résultat un taux de vacance de postes de 83,3 %, soit bien plus élevé que les 15 % prévus au budget. Un taux de vacance de 50 % a été enregistré pour les postes de Volontaire des Nations Unies, trois de ces postes affectés au Groupe de la planification stratégique n'ayant pas été pourvus, dans l'attente du déploiement du chef du Groupe.

### Occupation des postes

22. Pendant la période considérée, le nombre moyen de postes occupés a été de 316 membres du personnel civil, alors que l'effectif autorisé était de 386 postes, dont 110 faisant l'objet d'un recrutement international, avec un taux de vacance moyen de 18,5 %; 203 faisant l'objet d'un recrutement national, avec un taux de vacance de postes moyen de 83,3 % pour les administrateurs et de 7,9 % pour les agents des services généraux; 3 postes de Volontaire des Nations Unies, avec un taux de vacance de postes moyen de 50 %.

Tableau 4

#### Exécution du budget : ressources humaines par catégorie de personnel

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>Effectif approuvé</i>	<i>Effectif réel (moyenne)</i>	<i>Taux de vacance (pourcentage)</i>
Personnel recruté sur le plan international	135	110	18,5
Administrateurs recrutés sur le plan national	30	5	83,3
Agents des services généraux recrutés sur le plan national	215	198	7,9
Volontaires des Nations Unies	6	3	50,0

#### IV. Analyse des écarts<sup>a</sup>

	<i>Écart</i>	
<b>Personnel recruté sur le plan international</b>	758,9	5,0 %

23. L'écart est principalement imputable à un taux de vacance de postes effectif, pour le personnel recruté sur le plan international, plus élevé pendant l'exercice considéré (18,5 % contre 5 % prévu au budget), du fait du gel du recrutement d'agents sur le plan international pour pourvoir les postes devenus vacants en raison de la transformation en cours de postes d'agent du Service mobile, soumis à recrutement international, en postes soumis à recrutement national, conjugué à la réduction (27 % contre un taux prévu au budget de 35,4 %) du coefficient d'ajustement applicable à Entebbe. La sous-utilisation des crédits a été en partie compensée par l'augmentation des dépenses communes de personnel en pourcentage moyen effectif (68 % au lieu des 62 % inscrits au budget), notamment due au fait que les montants versés au personnel recruté sur le plan international ayant cessé le service au cours de la période considérée ont été plus élevés.

	<i>Écart</i>	
<b>Personnel recruté sur le plan national</b>	1,237.3	25,0 %

24. L'écart est principalement dû au fait que le taux moyen de vacance de postes a été supérieur aux prévisions pour la catégorie des administrateurs recrutés sur le plan national au cours de la période considérée (83,3 % au lieu des 15 % prévus au budget). Ce taux de vacance élevé résulte du retard accumulé dans le recrutement destiné à pourvoir les postes d'administrateur recruté sur le plan national créés dans le cadre de la transformation des postes du Service mobile en postes soumis à recrutement national. La diminution des dépenses s'explique aussi par un taux de change moyen plus favorable que prévu (3 417 shillings ougandais au dollar des États-Unis, au lieu des 2 770 inscrits au budget). La sous-utilisation des crédits a été en partie contrebalancée par un taux moyen effectif de vacance de postes plus faible que prévu (7,9 % pour les agents des services généraux recrutés sur le plan national par rapport aux 15 % prévus au budget) et par l'augmentation des traitements nets du personnel recruté sur le plan national (+19,2 % pour les administrateurs et +31,4% pour les agents des services généraux, respectivement), en application des barèmes révisés des traitements applicables à compter du 1<sup>er</sup> août 2015.

	<i>Écart</i>	
<b>Volontaires des Nations Unies</b>	270,3	83,6 %

25. L'écart est imputable à un taux de vacance de postes bien plus élevé que prévu dans la catégorie des Volontaires des Nations Unies (50 % au lieu des 2 % prévus au budget), dû au fait que trois des postes de Volontaire affecté au Groupe de la

<sup>a</sup> Les écarts, dont le montant est exprimé en milliers de dollars des États-Unis, sont analysés lorsqu'ils atteignent ± 5 % ou 100 000 dollars.

planification stratégique n'ont pas été pourvus, le chef du Groupe n'ayant pas encore rejoint son poste.

	<i>Écart</i>	
<b>Consultants</b>	253,0	65,1 %

26. La sous-utilisation des crédits s'explique principalement : a) par le fait que le recrutement prévu d'un chef de chantier/ constructeur ait été annulé, un membre du personnel interne ayant été chargé d'aider à la gestion des projets de construction, et les projets concernés ayant été achevés au début de la période considérée; b) par le fait que deux consultants qui devaient être recrutés par le Centre de contrôle intégré des transports et des mouvements pour dispenser une formation à la gestion des parcs de véhicules et des marchandises dangereuses ne l'aient pas été, les missions ayant organisé elles-mêmes leurs programmes de formation technique. Au lieu de cela, le Centre de services régional a engagé un consultant spécialiste de l'amélioration des processus et des résultats chargé de prêter main forte au Groupe de la gestion de la qualité pour une période de neuf mois au lieu des trois mois prévus au budget. Le consultant a eu pour tâche d'examiner les processus de manière indépendante et de recenser les possibilités de gains d'efficacité et d'améliorations globales offertes par la mise en service d'Umoja-Extension 1 en novembre 2015. Le Centre s'est également attaché les services de consultants pour mettre en œuvre les dispositifs de contrôle interne en application de la recommandation faite par le Comité des commissaires aux comptes aux fins du renforcement des opérations financières du Centre de services régional.

	<i>Écart</i>	
<b>Voyages</b>	(255,8)	(113,7 %)

27. Le dépassement de crédits est imputable à des dépenses supplémentaires engagées au titre de voyages liés ou non à la formation, à savoir : a) des visites d'évaluation au BRENAC, à la MINUSMA et à l'ONUCI pour organiser le transfert des fonctions liées aux ressources humaines et aux finances au Centre de services régional; b) des affectations provisoires, dont les premières ont eu lieu en juin 2016, visant à appuyer la centralisation du traitement des états de paie du personnel recruté sur le plan national, les membres du personnel en tenue et du personnel fourni par des gouvernements; c) des dépenses engagées au titre des opérations du Centre de contrôle intégré des transports et des mouvements à l'appui de la mise en œuvre du cadre de gestion de la chaîne d'approvisionnement; d) des frais engagés pour analyser les critères fixés par l'Association du Transport aérien International applicables au module Voyages; e) la formation à la continuité des opérations, qui fait partie du cahier des charges des agents chargés de la communication et de la gestion du changement au Centre de services régional; f) les activités de formation à Umoja organisées par des spécialistes locaux; g) l'obtention de l'accréditation Prince 2 à l'appui des Services régionaux de l'informatique et des communications; h) la participation à la formation à la gestion de l'approvisionnement et à la sécurisation des entrepôts, ainsi qu'au programme de formation à la gestion destinée aux responsables de l'aviation civile.



	<i>Écart</i>	
<b>Installations et infrastructures</b>	(2,145,3)	(39,2 %)

28. L'écart s'explique principalement par l'augmentation des dépenses engagées au titre de l'achèvement des travaux de construction des locaux du Centre de services régional, qui avaient été reportés à 2015/16, n'ayant pas été achevés lors de l'exercice précédent. La provision faite au titre de la construction du bâtiment 1 du Centre régional de formation et de conférences, qui était inscrite au budget 2014/15, n'a pas été utilisée, le projet ayant été reporté à l'exercice 2015/16 et la nouvelle date de début des travaux fixée au 1<sup>er</sup> juillet 2015. La construction des bâtiments 1 et 2 du Centre de services régional a elle aussi été reportée et s'est achevée le 30 septembre 2015. Le dépassement des crédits a été compensé en partie par une réduction des dépenses engagées au titre du mobilier de bureau, une configuration en bureaux paysagers ayant été préférée aux postes de travail modulaires initialement envisagés pour les bâtiments 3 et 4 du Centre.

	<i>Écart</i>	
<b>Transports terrestres</b>	129,1	60,0 %

29. L'écart est attribuable au fait que les ressources nécessaires au titre des carburants et lubrifiants, des pièces de rechange et de l'entretien des véhicules ont été moins élevées que prévu, le nombre de véhicules assignés au Centre étant passé de 30 à 21. En outre, le coût moyen des carburants s'est établi à 0,82 dollar par litre et non à 1,21 dollar par litre comme prévu au budget.

	<i>Écart</i>	
<b>Communications</b>	3,732,6	75,6 %

30. L'écart est essentiellement imputable à : a) l'annulation du projet de solution satellite à large bande et à faible latence (« projet O3b »), le Centre a décidé de recourir aux services Internet existants; b) au transfert de matériel de communication de la MINUAUCE au Centre de services régional, qui a entraîné l'annulation d'achats prévus pour l'exercice 2015/16.

	<i>Écart</i>	
<b>Informatique</b>	1,632,7	45,4 %

31. L'écart s'explique principalement par des dépenses inférieures aux prévisions au titre des services et du matériel informatiques qui résultent du fait que : a) le nombre des agents informatiques contractuels en poste au cours de la période considérée a été moins élevé que prévu (21 au lieu de 24); b) le Centre n'a pas eu recours aux services informatiques centralisés du Siège; c) la MINUAUCE a transféré du matériel informatique au Centre, ce qui a entraîné l'annulation d'achats prévus pour l'exercice 2015/16.

	<i>Écart</i>	
<b>Santé</b>	67,5	58,1 %

32. L'écart est essentiellement dû au fait que le nombre des consultations a été inférieur aux prévisions (1 100 au lieu des 2 880 inscrites au budget; soit 92 consultations par mois contre 240 prévues, toutes catégories de personnel confondues), car les effectifs (personnel et vacataires) déployés sur le site étaient eux aussi moins importants que prévu.

	<i>Écart</i>	
<b>Fournitures, services et matériel divers</b>	116,7	43,3 %

33. L'écart est principalement dû au fait que : a) aucun vacataire n'a été recruté à l'appui des activités du Centre de services régional pendant la mise en service d'Umoja dans le groupe 4, l'échelonnement sur deux ans de la transformation progressive des postes du Service mobile en postes soumis à recrutement national ayant permis de conserver sur la période des effectifs suffisants; b) les dépenses engagées au titres des honoraires, fournitures et services ont diminué, la formation continue dans les missions ayant été assurée par des membres qualifiés du personnel du Centre de services régional et les sessions de formation au contrôle des mouvements prévues dans les missions ayant été annulées; c) les fonds inscrits au budget au titre de l'audit n'ont pas été dépensés, la part revenant au Centre de services régional ayant été facturée aux missions clientes.